

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



Modification n°3 du PLU d'Amnéville

DOSSIER

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

Le Maire
Éric MUNIER



l'Atelier des Territoires

BUREAU D'ETUDES

57000 METZ
Tél : 03.87.63.02.00

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



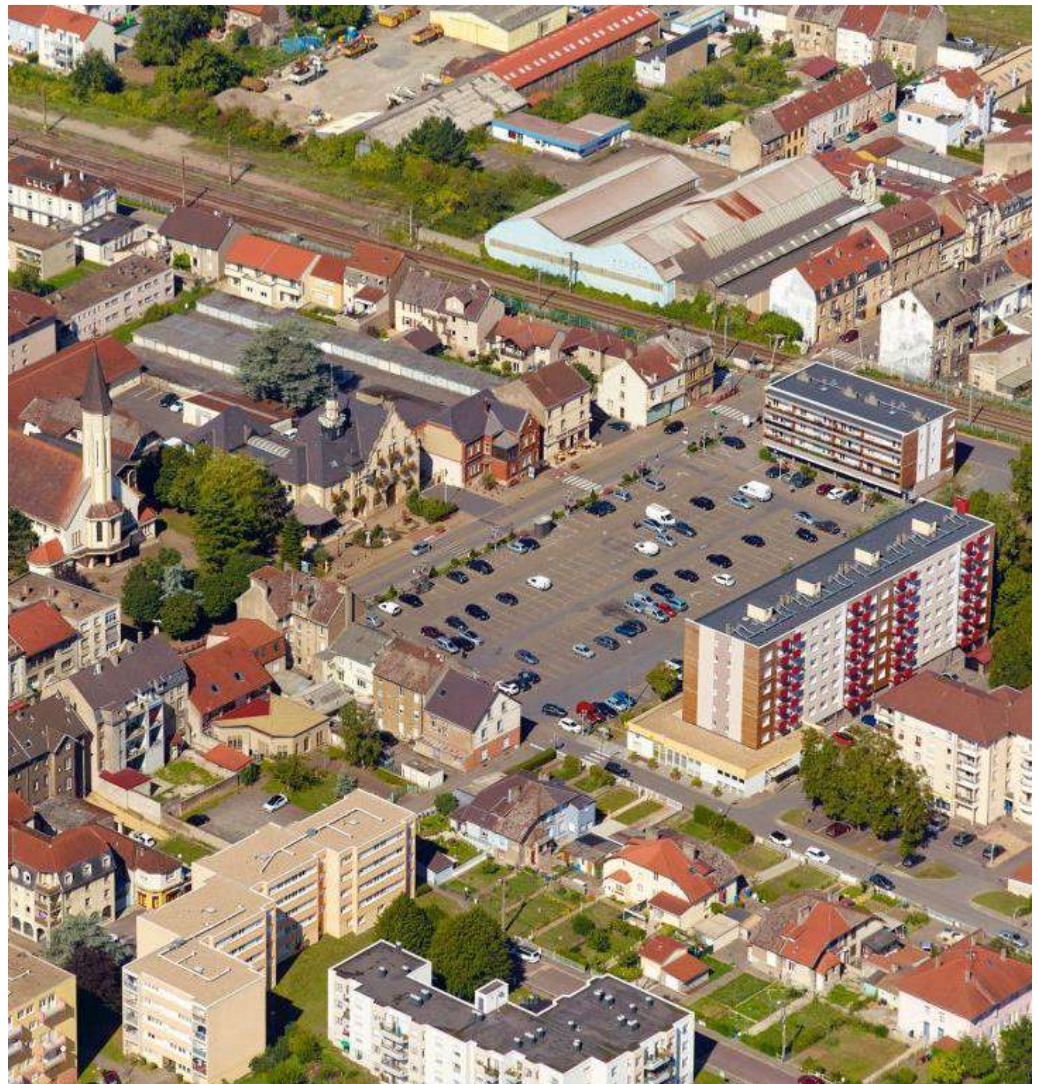
Modification n°3 du PLU d'Amnéville

1 – Notice explicative

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

Le Maire
Éric MUNIER



1. CONTEXTE DE LA MODIFICATION DU PLU

1.1. CONTEXTE COMMUNAL

Amnéville se situe dans la région Grand-Est, au nord du département de la Moselle (57). Sur le plan administratif, elle fait partie de **l'arrondissement de Metz et du canton de Rombas**.

Amnéville est située à 20 kilomètres au Nord de la métropole régionale de Metz et à 15 kilomètres au Sud de Thionville, elle est localisée **sur le Sillon Mosellan**.

Ses communes limitrophes sont :

- ✓ Marange-Silvange au Sud ;
- ✓ Rombas à l'Ouest ;
- ✓ Vitry-sur-Orne, Gandrange-Boussange et Richemont au Nord ;
- ✓ Mondelange et Hagondange à l'Est.

Le territoire d'Amnéville se compose également de l'enclave de Malancourt-la-Montagne.

Les deux communes ont fusionné dans les années 1970. Malancourt est limitrophe de :

- ✓ Roncourt au Sud ;
- ✓ Montois-la-Montagne et Moyeuve-Grande à l'Ouest ;
- ✓ Rombas au Nord ;
- ✓ Marange-Silvange et Pierrevillers à l'Est.

La commune d'Amnéville est desservie par :

- ✓ la **RD 47 et la RD 8** qui structurent la commune d'est en ouest ;
- ✓ l'**A31** qui se trouve à l'est du ban communal.

L'annexe d'Amnéville, Malancourt-la-Montagne, est desservie par :

- ✓ la **RD 181 et la RD 54** connectées aux routes de desserte interne de la commune ;
- ✓ l'**A4** au niveau de Sainte-Marie-aux-Chênes.

Elle s'est associée avec les communes de Bronvaux, Clouange, Marange-Silvange, Montois-la-Montagne, Moyeuve-Grande, Moyeuve-Petite, Pierrevillers, Roncourt, Rombas, Rosselange, Sainte-Marie-aux-Chênes et Vitry-sur-Orne pour former la **Communauté de Communes du Pays Orne-Moselle**. Elle compte approximativement **53 000 habitants**, regroupés sur un territoire de **9 980 hectares**, et se situe à proximité de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg. En 2018, la commune accueillait près de 10 700 habitants soit une densité de 1 020 hab/km².

Il faut noter enfin que la commune d'Amnéville dispose de **plusieurs espaces naturels remarquables**. En effet, au vu de la richesse et de l'intérêt des milieux présents, certains biotopes ont fait l'objet d'inventaires ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique ZNIEFF). Ces sites sont présentés sur la carte jointe ci-après. Ainsi, les territoires d'Amnéville et de Malancourt-la-Montagne sont concernés par les périmètres de deux ZNIEFF de type 1 et d'une ZNIEFF de type 2, résultant d'un inventaire national des richesses naturelles du département :

- ✓ la grande carrière de Malancourt-la-Montagne (ZNIEFF de type 1 n°410015817) : située à l'est de Malancourt-la-Montagne en lisière forestière, elle s'étend sur près de 25 hectares. Elle abrite trois habitats déterminants que sont les hêtraies sur calcaire, la végétation des falaises continentales calcaires ainsi que, comme son nom l'indique, des habitats de carrières. Elle est également composée de chênaies-charmaies, de pelouses calcaires semi-arides et de fourrés. La Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) y a été observée en 2002. Il s'agit d'une espèce déterminante et protégée sur l'ensemble du territoire français. A noter que ce site est également identifié en tant qu'Espace Naturel Sensible (ENS) ;
- ✓ la friche industrielle de Rombas (ZNIEFF de type 1 n°410030120) : elle s'étend sur 25,5 hectares sur les communes d'Amnéville et de Rombas et abrite six espèces déterminantes (3 amphibiens, 1 chiroptère et 2 oiseaux) ;
- ✓ la forêt de Moyeuve et Côteaux : s'étend sur plus de 11 000 hectares de part et d'autre de Moyeuve, entre Fontoy et Saint-Privat-la-Montagne, et est à cheval sur les départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle. Cette ZNIEFF forestière est principalement composée d'une forêt feuillue et abrite 19 habitats déterminants forestiers, forestiers humides, humides mais aussi des vergers et des carrières et des habitats de falaises. Elle abrite de nombreuses espèces floristiques et faunistiques sont présentes sur le site dont notamment les espèces déterminantes (10 amphibiens, 11 chiroptères et 8 oiseaux, 8 insectes, 2 reptiles et 6 phanérogames).

1.2. HISTORIQUE DU PLU D'AMNEVILLE

La commune d'Amnéville dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 09 mars 2017.

A ce jour, il a fait l'objet de deux modifications simplifiées approuvées par délibération du Conseil municipal en date du 04 avril 2019 et du 22 juillet 2021 et de deux modifications approuvées le 17 décembre 2020.

La commune souhaite procéder à plusieurs évolutions des pièces réglementaires de son PLU en vigueur (règlement écrit et graphique notamment). La présente notice a pour objet la présentation de la 3^e modification du PLU d'Amnéville.

2. PRÉSENTATION DES OBJETS ET JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PLU

2.1. PRÉSENTATION DE L'OBJET DE LA MODIFICATION

Avec l'émergence ou l'évolution de plusieurs projets, la municipalité d'Amnéville a souhaité apporter des modifications réglementaires (écrites et graphiques) au PLU en vigueur. Ainsi, la commune a décidé de procéder à la 3^e modification de son PLU. Celle-ci consiste précisément en :

Concernant le règlement graphique :

- ✓ La suppression de l'emplacement réservé n°3 destiné à la réalisation d'un cheminement piéton ;
- ✓ Le reclassement en secteur NI de parcelles occupées par un espace vert en zone urbaine ;
- ✓ Le reclassement d'une zone 1AU en secteur UBb (ainsi qu'une partie en secteur Nj) suite à son urbanisation ;
- ✓ Le reclassement d'une parcelle de la zone 1AUX vers la zone UB suite à un changement de destination du bâtiment ;
- ✓ La mise en place d'une règle graphique imposant le maintien des clôtures existantes sur la rue des Romains ;

Concernant le règlement écrit :

- ✓ L'actualisation de la liste des lotissements avec l'ajout du lotissement « les Terrasses de Malancourt » ;
- ✓ La suppression de la référence au couloir de bruit en lien avec les voies ferroviaires dans les chapeaux de zone UA, UB, UC, 1AU, 1AUX et 1AUZ ;
- ✓ L'ajout d'une mention à l'aléa glissement de terrain dans les chapeaux de zone UB, UE, 1AU, 1AUL, 1AUZ et N ;
- ✓ Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques en zone UB, UC et 1AU ;
- ✓ Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives en zone UB ;
- ✓ Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété en zone UA, UB, UC et 1AU ;
- ✓ Modification des dispositions liées à l'emprise au sol des constructions en zone UA, UB, UC et 1AU ;
- ✓ Modification des dispositions liées à l'aspect extérieur des constructions en zone UA, UB, UC, UX et 1AU ;
- ✓ Modification des dispositions liées au stationnement en zone UA, UB, UC, et 1AU ;
- ✓ Création du secteur Nj avec instauration de dispositions encadrant la hauteur et l'emprise au sol des constructions.

Concernant les OAP :

- ✓ Suppression de l'OAP de la zone 1AU Sud Terres Blanche III suite à son reclassement en secteur UBb.

Concernant le document graphique annexe :

- ✓ La suppression des couloirs de bruits de 100 m de part et d'autre des voies ferroviaires suite à l'arrêté préfectoral du 17/12/2019 ;
- ✓ Intégration de la cartographie de l'aléa glissement de terrain identifié par l'étude BRGM RP-71969-FR ;
- ✓ Intégration du réseau de chaleur urbain.

2.1.1. Le règlement graphique

- ✓ **La suppression de l'emplacement réservé n°3 destiné à la réalisation d'un cheminement piéton**

La commune ne souhaite plus conserver l'emplacement réservé n°3 destiné initialement à la création d'un cheminement piéton. Ce dernier est donc supprimé.

- ✓ **Le reclassement en secteur NI de parcelles occupées par un espace vert en zone urbaine**

La commune souhaite préserver de l'urbanisation un espace vert/parc municipal situé à proximité du cœur de ville actuellement classé en zone UB. Elle souhaite mettre en place un classement cohérent avec cette volonté (secteur naturel de loisirs NI).

- ✓ **Le reclassement d'une zone 1AU en secteur UBb (ainsi qu'une partie en secteur Nj) suite à son urbanisation**

Sur le secteur des Terres Blanches, les parcelles classées en zone 1AU dans le PLU dans vigueur ont été urbanisées depuis l'approbation du document. La commune souhaite ainsi les reclasser en zone urbaine (UBb) ainsi qu'en zone de jardin pour le fond de parcelle afin d'assurer la transition avec l'espace agricole périphérique.

- ✓ **Le reclassement d'une parcelle de la zone 1AUX vers la zone UB suite à un changement de destination du bâtiment**

La commune souhaite modifier le classement de la construction implantée sur la parcelle cadastrée 11 0710 actuellement en zone 1AUX. En effet, la destination de cette construction est appelée à évoluer vers la réalisation de logements. Un classement en zone UB semble plus en accord avec cette nouvelle destination.

- ✓ **La mise en place d'une règle graphique imposant le maintien des clôtures existantes sur la rue des Romains**

La commune souhaite conserver au maximum les caractéristiques globales des clôtures existante dans le centre ancien de la ville (rue des Romains). Pour cela, elle a souhaité mettre en place une règle graphique spécifique imposant le maintien ou la reconstruction à l'identique des clôtures existantes.

2.1.2. Le règlement écrit

- ✓ **L'actualisation de la liste des lotissements avec l'ajout du lotissement « les Terrasses de Malancourt »**

La commune a souhaité modifier les dispositions générales du règlement écrit afin d'actualiser la liste des lotissements présents sur le territoire, notamment suite à la réalisation du lotissement « les Terrasses de Malancourt ».

- ✓ **La suppression de la référence au couloir de bruit en lien avec les voies ferroviaires dans les chapeaux de zone UA, UB, UC, 1AU, 1AUX et 1AUZ**

Dans les chapeaux de zone UA, UB, UC, 1AU, 1AUX et 1AUZ, la commune a souhaité supprimer la référence au couloir de bruit en lien avec les voies ferroviaires suite à l'arrêté préfectoral 2019-DDT/SABE/DA/SA/2 du 17/12/2019 indiquant que les tronçons de voies ferrées traversant la commune ne font plus l'objet d'un classement sonore. À noter que le document graphique annexe a été modifié en conséquence.

- ✓ **L'ajout d'une mention à l'aléa glissement de terrain dans les chapeaux de zone UB, UE, 1AU, 1AUL, 1AUZ et N**

Dans les chapeaux de zone UB, UE, 1AU, 1AUL, 1AUZ et N, la commune a souhaité intégrer une référence au rapport du BRGM « BRGM/RP-71969-FR » relatif à l'aléa glissement de terrain sur les commune d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange. Ainsi pour les zones concernées par cet aléa, les autorisations d'urbanisme seront conditionnées à la réalisation d'études géotechniques.

✓ **Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques en zone UB, UC et 1AU**

Dans la zone UB et 1AU, la commune souhaite mettre en place une disposition interdisant l'implantation d'annexes accolées ou non à l'avant de la façade principale.

Dans la zone UC, la commune souhaite permettre l'implantation d'annexes en avant de la façade des constructions voisines les plus proches sous réserve de respecter un recul minimal de 5m depuis l'alignement.

✓ **Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives en zone UB**

Dans la zone UB, la commune souhaite imposer un recul minimal de 3 m par rapport aux limites séparatives pour les piscines.

Dans le secteur UB_e, la commune ne souhaite plus permettre l'implantation des abris de jardin à minimum 1 m des limites séparatives. Ces derniers devront respecter un recul minimal de 3 m.

✓ **Modification des dispositions liées à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété en zone UA, UB, UC et 1AU**

Dans la zone UA, UC et 1AU, la commune ne souhaite plus règlementer l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété.

Dans la zone UB, la commune ne souhaite plus imposer de recul minimal entre les constructions sur une même unité foncière.

Dans le secteur UB_d, en revanche, elle souhaite que les extensions de partie habitable ou les constructions annexes soient intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception des abris de jardins, remises, garages et piscines.

✓ **Modification des dispositions liées à l'emprise au sol des constructions en zone UA, UB, UC et 1AU**

Dans les zones UA, UB, UC et 1AU, le PLU en vigueur limite l'emprise au sol des abris de jardin et locaux techniques à 12 m². La commune souhaite pousser cette limite à 20 m² (avec ou sans appentis).

En zone UA, la commune souhaite imposer une emprise au sol maximale de 20 m² pour les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale.

En zone UB, UC et 1AU, la commune souhaite instaurer une prescription visant à limiter l'emprise au sol totale des constructions à 50 % de la surface totale de la parcelle dans un but de préserver une certaine perméabilité du sol pour les nouveaux projets.

✓ **Modification des dispositions liées à l'aspect extérieur des constructions en zone UA, UB, UC, UX et 1AU**

Prescriptions générales :

En zone UA et UB, la commune souhaite préciser que les constructions devront être réalisées en harmonie avec les constructions voisines existantes et que la toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale

Matériaux, aspects, couleurs :

En secteur UBb, la commune ne souhaite plus imposer, pour les piscines, d'être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale

En zone 1AU (uniquement dans le périmètre du lotissement « les Chalets de Snowhall », la commune souhaite autoriser, pour les façades, un aspect mixte bois/enduit.

Clôtures :

En zone UA, UB, UC et 1AU, la commune souhaite uniformiser les dispositions relatives à l'aspect des clôtures. Ainsi, elles devront être composées :

- ✓ soit d'une haie vive,
- ✓ soit d'un grillage rigide,
- ✓ soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames)

La hauteur des clôtures sur rue est également rehaussée à 1,60 mètres au lieu de 1,40 mètres.

Pour les parcelles situées à l'angle de deux rues, cette hauteur sera limitée à 1,40 mètres. Les clôtures devront être de nature à garantir la visibilité dans le carrefour.

À noter qu'en zone UA, la commune souhaite mettre en place une règle graphique afin d'imposer le maintien ou la reconstruction à l'identique des clôtures sur rue le long de la rue des Romains.

En zone UB, la commune souhaite supprimer certaines dispositions spécifiques à certains lotissements afin de simplifier l'interprétation du règlement.

Éléments interdits :

En zone UA, UB, UC et 1AU, la commune souhaite modifier la liste des éléments interdits. Ainsi :

- ✓ les bardages en toile sont interdits ;
- ✓ les imitations de matériaux sont autorisées ;
- ✓ les panneaux aspect bois et les pompes à chaleur sont interdits en clôture sur rue ;
- ✓ les clôtures en fil barbelé sont interdites.

✓ **Modification des dispositions liées au stationnement en zone UA, UB, UC, et 1AU**

La commune souhaite complètement revoir sa grille de stationnement qui ne correspond plus aux enjeux actuels.

La modification permet également d'imposer la réalisation de places de stationnement visiteurs dans le cadre des opérations groupées.

✓ **Création du secteur Nj avec instauration de dispositions encadrant la hauteur et l'emprise au sol des constructions**

Suite à la création de secteurs Nj sur le règlement graphique, le règlement écrit est modifié en conséquence. Ainsi, seront autorisés en secteur Nj, les abris de jardins, locaux techniques dont l'emprise au sol est limitée à 20 m² et la hauteur limitée à 3,50 m hors tout. Les piscines sont limitées à 35 m² d'emprise au sol par unité foncière (bassin et margelles compris).

2.1.3. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation

Suite à l'urbanisation de la zone 1AU sur le secteur des Terres Blanches III et son reclassement en secteur UBb, l'OAP est supprimée.

2.1.4. Le document graphique annexe

✓ **La suppression des couloirs de bruits de 100 m de part et d'autre des voies ferroviaires suite à l'arrêté préfectoral du 17/12/2019**

La commune souhaite profiter de la présente procédure pour mettre à jour son document graphique annexe et supprimer les couloirs de bruits de 100 m de part et d'autre des voies ferroviaires suite à l'arrêté préfectoral du 17/12/2019.

✓ **Intégration de la cartographie de l'aléa glissement de terrain identifié par l'étude BRGM RP-71969-FR**

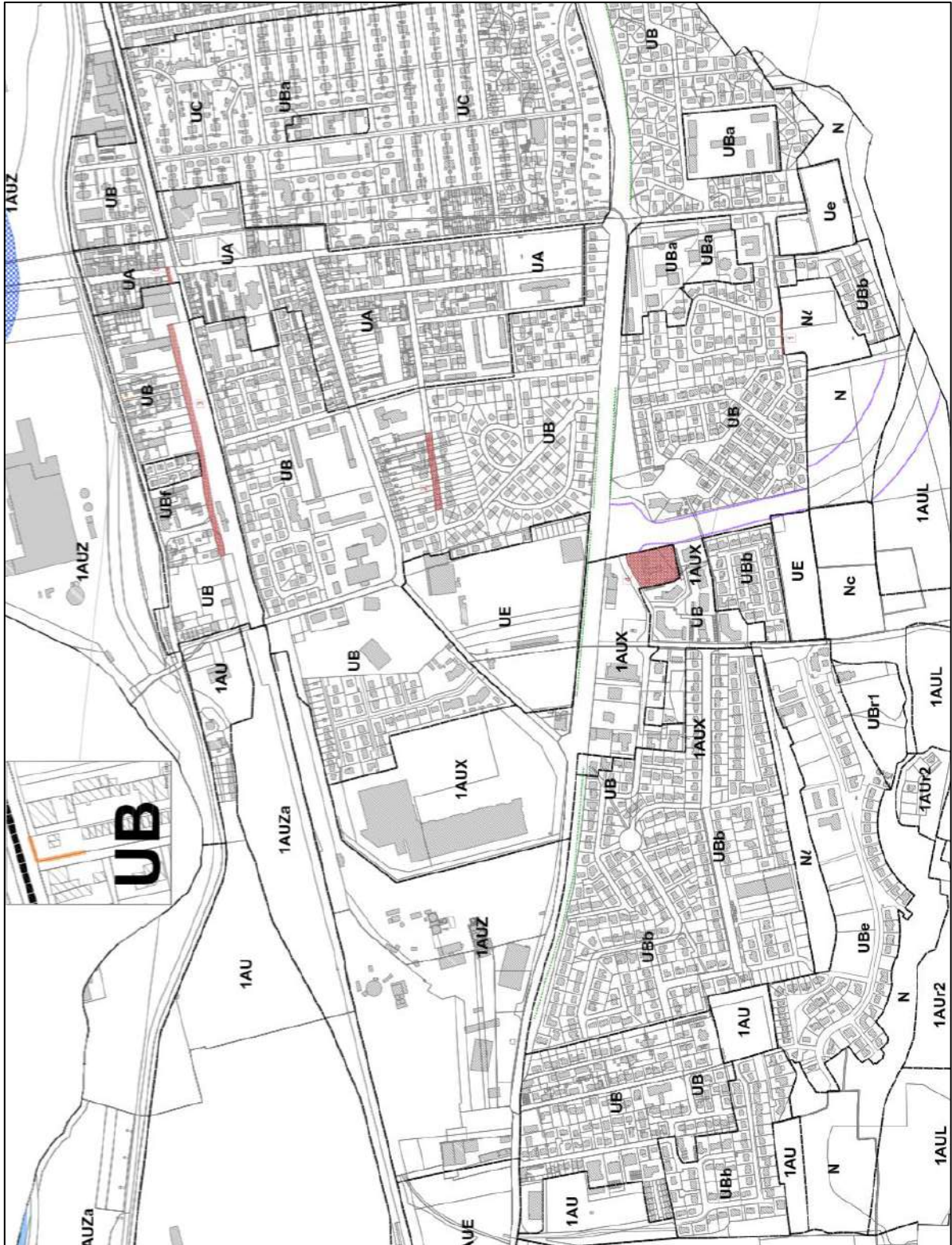
La commune souhaite intégrer les zones d'aléa glissement de terrain identifiées par l'étude BRGM RP-71969-FR afin d'en améliorer sa prise en compte et de définir des prescriptions spécifiques dans les secteurs concernés.

✓ **Intégration du réseau de chaleur urbain**

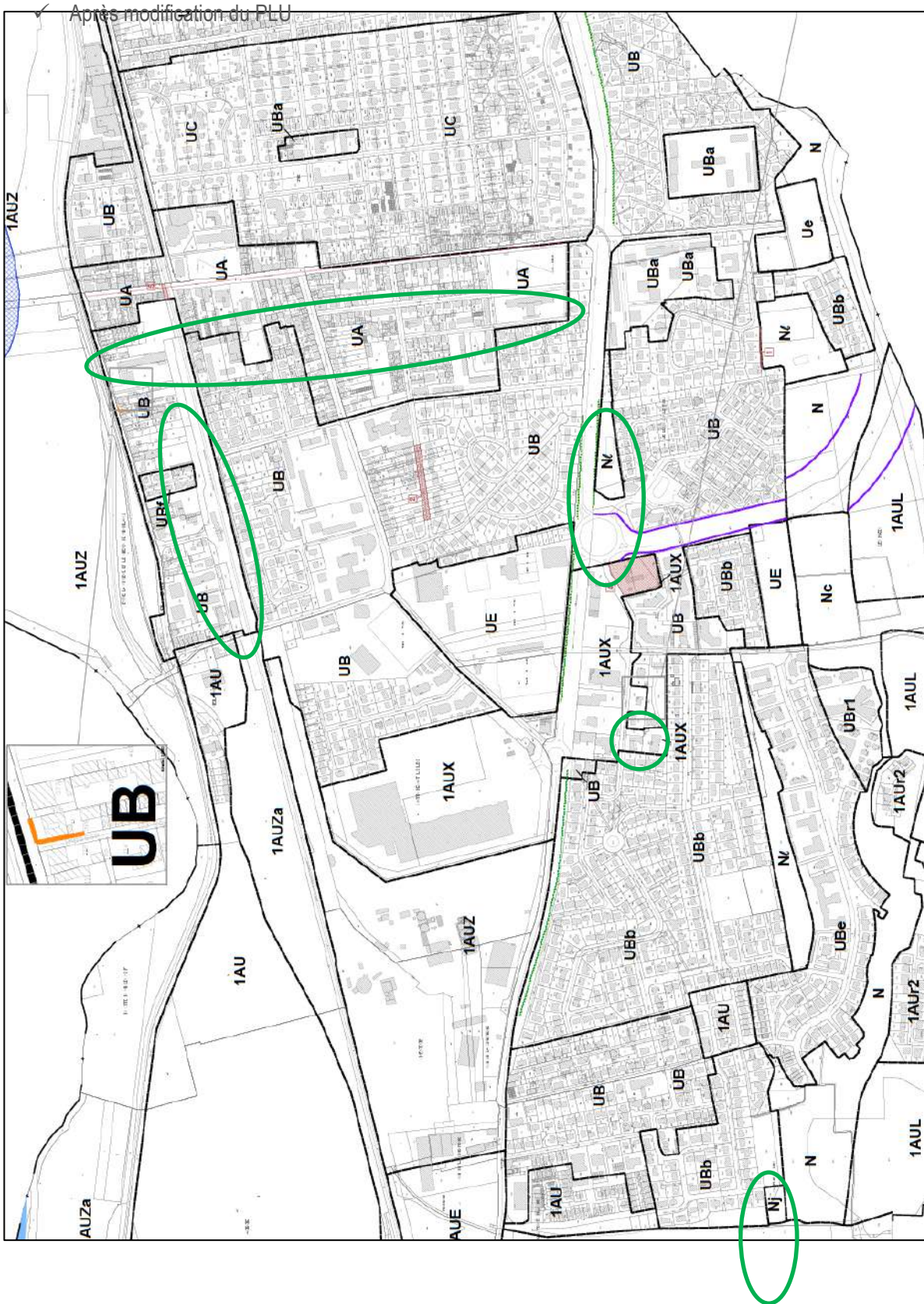
La commune souhaite intégrer, dans son document graphique annexe, le tracé des infrastructures liées au réseau de chaleur urbain en place sur la commune.

3. ÉVOLUTION DES PIÈCES DU PLU

3.1. LE RÉGLEMENT GRAPHIQUE (PLANCHES AU 1/2000^E)



✓ Avant modification du PLU



3.2. LE REGLEMENT ECRIT

3.2.1. Dispositions générales

Les dispositions générales sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION					APRES MODIFICATION				
La liste des lotissements :					La liste des lotissements :				
LOTISSEMENTS AMNEVILLE	Référence	Nombre de lots	Autorisé le	C.A. délivré le	LOTISSEMENTS AMNEVILLE	Référence	Nombre de lots	Autorisé le	C.A. délivré le
LES HAMEAUX	LT 5701986 RL 010	42	26/06/1986	23/02/1987	LES HAMEAUX	LT 5701986 RL 010	42	26/06/1986	23/02/1987
LE SIRIUS 1 ^{ère} tranche	LT 5701992 RL 005	2	16/03/1992	13/10/1992	LE SIRIUS 1 ^{ère} tranche	LT 5701992 RL 005	2	16/03/1992	13/10/1992
LE SIRIUS 2 ^{ème} tranche	LT 5701994 RL 002	12	15/09/1994		LE SIRIUS 2 ^{ème} tranche	LT 5701994 RL 002	12	15/09/1994	
LA ROSERAIE 1 ^{ère} tranche	LT 5701994 RL 003	43	06/03/1995	28/11/2002	LA ROSERAIE 1 ^{ère} tranche	LT 5701994 RL 003	43	06/03/1995	28/11/2002
LA ROSERAIE 2 ^{ème} tranche	LT 5701996 RL 001	12	21/05/1997	28/11/2002	LA ROSERAIE 2 ^{ème} tranche	LT 5701996 RL 001	12	21/05/1997	28/11/2002
LA COLONIE AUX BOIS	LT 5701998 RL 001	23	02/07/1998	17/03/1999	LA COLONIE AUX BOIS	LT 5701998 RL 001	23	02/07/1998	17/03/1999
LE SIRIUS 3 ^{ème} tranche	LT 5701998 RL 002	22	15/07/1999		LE SIRIUS 3 ^{ème} tranche	LT 5701998 RL 002	22	15/07/1999	
LA ROSERAIE III	LT 5701998 RL 004	61	26/07/1999	27/12/1999	LA ROSERAIE III	LT 5701998 RL 004	61	26/07/1999	27/12/1999
RUISSEAU DES HAYES	LT 5701900 RL 002	6	17/07/2000	14/11/2000	RUISSEAU DES HAYES	LT 5701900 RL 002	6	17/07/2000	14/11/2000
LA ROSERAIE III bis	LT 5701900 RL 003	3	10/07/2000	28/11/2002	LA ROSERAIE III bis	LT 5701900 RL 003	3	10/07/2000	28/11/2002
LA ROSERAIE IV	LT 5701900 RL 004	58	25/01/2001	17/07/2001	LA ROSERAIE IV	LT 5701900 RL 004	58	25/01/2001	17/07/2001
LES TERRES BLANCHES	LT 5701900 RL 006	26	11/12/2000	26/07/2001	LES TERRES BLANCHES	LT 5701900 RL 006	26	11/12/2000	26/07/2001
LES TERRES BLANCHES II	LT 5701901 RL 001	4	22/01/2002	25/02/2002	LES TERRES BLANCHES II	LT 5701901 RL 001	4	22/01/2002	25/02/2002
LE BOULODRO ME	LT 5701901 RL 002	31	12/03/2002	16/12/2002	LE BOULODRO ME	LT 5701901 RL 002	31	12/03/2002	16/12/2002

EXTENSION ROSERAIE IV	LT 5701902 RL 001	10	08/01/20 03	30/10/20 03	EXTENSION ROSERAIE IV	LT 5701902 RL 001	10	08/01/20 03	30/10/20 03
EXTENSION ROSERAIE II	LT 5701903 RL 001	24	03/03/20 03	30/10/20 03	EXTENSION ROSERAIE II	LT 5701903 RL 001	24	03/03/20 03	30/10/20 03
DES HAUTS FOURNEAUX	LT 5701906 RL 002	18	15/11/20 06	08/03/20 07	DES HAUTS FOURNEAUX	LT 5701906 RL 002	18	15/11/20 06	08/03/20 07
DU STADE	LT 5701907 RL 002	51	28/11/20 07	05/05/20 08	DU STADE	LT 5701907 RL 002	51	28/11/20 07	05/05/20 08
L'OREE DU BOIS	LT 5701907 RL 003	16	10/07/20 08	23/07/20 08	L'OREE DU BOIS	LT 5701907 RL 003	16	10/07/20 08	23/07/20 08
HORTICOLE	PA 57019 08 P0001	21	16/02/20 09	25/02/20 09	HORTICOLE	PA 57019 08 P0001	21	16/02/20 09	25/02/20 09
Les Chalets du Snowhall	DP 57019 10 P0002	7	05/01/20 10	05/02/20 10	Les Chalets du Snowhall	DP 57019 10 P0002	7	05/01/20 10	05/02/20 10
Les Coteaux du soleil	PA 057019 10 P0001	100	27/07/20 10	31/03/20 11	Les Coteaux du soleil	PA 057019 10 P0001	100	27/07/20 10	31/03/20 11
Extension HORTICOLE	PA 057019 11 P0002	28	16/11/20 11	24/12/20 12	Extension HORTICOLE	PA 057019 11 P0002	28	16/11/20 11	24/12/20 12
Extension les Coteaux du Soleil	PA 057019 13 P0002	65	06/01/20 14	15/06/20 18	Extension les Coteaux du Soleil	PA 057019 13 P0002	65	06/01/20 14	15/06/20 18
Le Stade de la Cimenterie	PA 057019 18 P0001	35	17/09/20 18		Le Stade de la Cimenterie	PA 057019 18 P0001	35	17/09/20 18	
					Les Terrasses de Malancourt	PA 057019 19 P0001	82	12/07/20 19	10/10/20 19
					Les Terrasses de Malancourt	PA 057019 19 P0002	35	23/10/20 19	17/01/20 20

3.2.2. La zone UA

Les dispositions de la zone UA sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p>CARACTÈRE DE LA ZONE (...) La zone UA est concernée par des couloirs de bruits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p>ARTICLE UA 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent respecter une distance minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres. 2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. <p>ARTICLE UA 9 – EMPRISE AU SOL Dans le secteur UAa :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les nouvelles constructions à usage d'habitation ou celles destinées à être adaptées, confortées ou agrandies devront être édifiées en un seul corps. 2. L'emprise au sol totale des annexes liées à une habitation, du type abri de jardin et local technique de piscine, ne peut excéder 20 m², y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique. 3. Les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale sont autorisés, à condition qu'ils soient regroupés, en bande, et dans la limite de 10 garages maximum. 	<p>CARACTÈRE DE LA ZONE (...) La zone UA est concernée par des couloirs de bruits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p>ARTICLE UA 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</p> <p>Pas de prescriptions.</p> <p>ARTICLE UA 9 – EMPRISE AU SOL Dans le secteur UAa :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les nouvelles constructions à usage d'habitation ou celles destinées à être adaptées, confortées ou agrandies devront être édifiées en un seul corps. 2. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m². 3. Les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale sont autorisés, à condition : <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils soient regroupés, en bande, et dans la limite de 10 garages maximum, • que leur emprise au sol n'excède pas 20 m². <p>ARTICLE UA 11 – ASPECT EXTERIEUR I - Prescription générales :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> - le volume et la toiture, - les matériaux, l'aspect et la couleur,

<p>ARTICLE UA 11 – ASPECT EXTERIEUR</p> <p>I - Prescription générales :</p> <p>1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume et la toiture, - les matériaux, l'aspect et la couleur, - les éléments de façade tels que percements et balcons, - les clôtures, - l'adaptation au sol. <p>(...)</p> <p><u>4- Clôtures</u></p> <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit de murs pleins, ▪ soit de dispositifs à claire-voie ou grille métallique, excepté le grillage de toute nature. <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,40 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de murs pleins, • soit de murs bahuts ne dépassant pas 0,40 mètre de haut, surmontés ou non d'un dispositif à claire-voie ou d'un grillage plastifié de couleur verte, • soit de dispositifs à claire-voie, • soit d'un grillage plastifié de couleur verte noyé dans une haie vive ou d'une simple haie. <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p><u>8- Sont interdits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne, • les abris de jardin métalliques, 	<ul style="list-style-type: none"> - les éléments de façade tels que percements et balcons, - les clôtures, - l'adaptation au sol. <p>2. Les constructions devront être réalisées en harmonie avec les constructions voisines existantes.</p> <p>3. La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.</p> <p>(...)</p> <p><u>4- Clôtures</u></p> <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Sauf disposition graphique particulière, les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une haie vive, • soit d'un grillage rigide, • soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames) <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une haie vive, • soit d'un grillage rigide, • soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle). <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p>
--	---

- les doublages extérieurs et bardages en panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les imitations de matériaux,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les climatiseurs en façade sur rue,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

ARTICLE UA 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Usage	Norme
Logement	1 emplacement
Hébergement hôtelier	1 emplacement par
Restaurant	1 emplacement pour 12
Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 40 m ²
Salles de cinéma,	1 emplacement pour 10
Bureau	1 emplacement pour 30
Hôpital, clinique	1 emplacement pour 5
Maison de retraite	1 emplacement pour 10
Artisanat	1 emplacement pour
Atelier automobile	1 emplacement pour

8- Sont interdits

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages **en toile**, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- ~~les imitations de matériaux,~~
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- **les panneaux aspect bois en clôture sur rue,**
- les climatiseurs **et pompes à chaleur** en façade sur rue,
- **les clôtures en fil de fer barbelé,**
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

ARTICLE UA 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ;
- Logement collectif : 2 emplacements par logement.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4

<u>Dans le secteur UAa :</u>	
Usage	Norme
Maison individuelle	2 emplacements
Habitation collective	
Studio et logement	1 emplacement
Logement de 2 pièces	1,5 emplacement
Logement de 3 pièces	2 emplacements
Logement de 4 ou 5	2 emplacements
Logement de 6 pièces	3 emplacements
+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4 logements sera également prévu pour l'accueil des	
Hébergement hôtelier	1 emplacement par
Restaurant	1 emplacement pour 12
Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 40 m ²
Salles de cinema,	1 emplacement pour 10
Bureau	1 emplacement pour 30
Hôpital, clinique	1 emplacement pour 5
Maison de retraite	1 emplacement pour 10
Artisanat	1 emplacement pour
Atelier automobile	1 emplacement pour

2. Les surfaces de référence sont des surfaces de plancher. La valeur obtenue par le calcul ci-dessus est arrondie à l'unité supérieure. La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des établissements qui leur sont le plus directement assimilables.

3. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.

4. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération.

logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :

- Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
- Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;
- Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ;
- Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².

3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :

Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.

I Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

4. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 2 emplacements
- Logement 1 pièce : 1 emplacement ;
- Logement 2 pièces : 2 emplacements ;
- Logement 3-4 pièces : 2 emplacements ;
- Logement 5 pièces et plus : 3 emplacements.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

5. Pour les commerces et activités de services :

- Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
- Restauration : 1 emplacement pour 12 m² de salle ;

<p>5. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990. (...)</p> <p>ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL</p> <p>1. L'emprise totale au sol des annexes édifiées sur un terrain ne peut excéder 12 m² pour les abris de jardin. L'emprise totale d'un garage individuel ne peut excéder 20 m².</p> <p>2. Dans le périmètre du lotissement « du Stade », l'emprise au sol des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardins édifiés sur une même propriété ne pourra excéder les 12 m². Pour les lots n°20a à 27b inclus une annexe par maison de ville est autorisée.</p> <p>3. L'emprise totale d'un garage individuel sera comprise entre 18 et 28 m². Pour les lots n°20a à 27b inclus en seul garage est autorisé (isolé ou liaisonné à l'habitation).</p> <p>4. Dans le secteur UBb : - L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain. - L'emprise totale d'un garage individuel est comprise entre 18 et 28 m². - Dans le périmètre du lotissement « Extension Horticole », un seul garage individuel par maison est autorisé.</p> <p>5. Dans le secteur UBc : Pour améliorer le stationnement viaire, l'édification de 2 garages individuels par parcelle, n'excédant pas chacun 20 m², est autorisée.</p> <p>6. Dans le secteur UBd : - Les nouvelles constructions à usage d'habitation ou celles destinées à être adaptées, confortées ou agrandies devront être édifiées en un seul corps. - L'emprise au sol totale des constructions édifiées sur un même terrain ne devra pas excéder 50 % de la surface du terrain, sauf pour les activités artisanales existantes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 40 m² ; • Artisanat : 1 emplacement pour 100 m², • Atelier automobile : 1 emplacement pour 100 m², <p>6. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics : Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques. (...)</p> <p>11. Pour l'habitat collectif : En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m, - soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon. <p>ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL</p> <p>1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m².</p> <p>2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m².</p> <p>3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.</p>
---	--

- L'emprise au sol totale des annexes liées à une habitation, du type abri de jardin et local technique de piscine, ne peut excéder 15 m², y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique.

L'emprise totale d'un garage individuel isolé ne peut excéder 20 m².

- Les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale sont autorisés, à condition qu'ils soient regroupés, en bande, et dans la limite de 10 garages maximum.

7. Dans le secteur UBe :

L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 40 % de la surface du terrain.

L'emprise totale des annexes à l'habitation tels que remises et abris de jardin édifiés sur une même propriété ne pourra excéder les 10 m².

L'emprise totale d'un garage individuel est comprise entre 18 et 28 m².

8. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

9. Pour l'habitat individuel groupé :

L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.

3.2.3. La zone UB

Les dispositions de la zone UB sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone UB est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone UB est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>(...)</p> <p>La zone UB est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre des RD 8 et RD 112F, • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p><u>ARTICLE UB 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>1. Sauf disposition graphique particulière repérée sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.</p> <p>(...)</p>	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone UB est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone UB est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>La zone UB est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumis à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.</p> <p>Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).</p> <p>(...)</p> <p>La zone UB est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre des RD 8 et RD 112F, • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires.

<p><u>ARTICLE UB 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES</u></p> <p>1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.</p> <p>2. <u>Dans le secteur Ube :</u> <u>Pour l'habitat individuel :</u></p> <p>A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.</p> <p>Cette distance pourra être limitée à 1 mètre dans le cas des abris de jardins en limites postérieures et latérales séparatives entre deux parcelles.</p> <p>(...)</p>	<p><u>ARTICLE UB 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>1. Sauf disposition graphique particulière repérée sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.</p> <p>2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.</p> <p>3. Les annexes accolées ou non ne peuvent s'implanter en avant de la construction principale.</p> <p>(...)</p>
<p><u>ARTICLE UB 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <p>1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent respecter une distance minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres.</p> <p>2. Dans le secteur UBe, pour les immeubles à destination d'habitat collectif, les constructions non contiguës devront être distantes les unes des autres d'une longueur au moins égale à la demi-somme des hauteurs sous égout, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.</p> <p>(...)</p>	<p><u>ARTICLE UB 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES</u></p> <p>1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.</p> <p>2. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.</p> <p>3. <u>Dans le secteur Ube :</u> <u>Pour l'habitat individuel :</u></p> <p>A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.</p> <p>Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.</p> <p>(...)</p>
<p><u>ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL</u></p> <p>1. L'emprise totale au sol des annexes édifiées sur un terrain ne peut excéder 12 m² pour les abris de jardin.</p> <p>L'emprise totale d'un garage individuel ne excéder 20 m².</p>	<p><u>ARTICLE UB 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <p>1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent respecter une distance</p>

<p>2. Dans le périmètre du lotissement « du Stade », l'emprise au sol des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardins édifiés sur une même propriété ne pourra excéder les 12 m². Pour les lots n°20a à 27b inclus une annexe par maison de ville est autorisée.</p> <p>3. L'emprise totale d'un garage individuel sera comprise entre 18 et 28 m². Pour les lots n°20a à 27b inclus en seul garage est autorisé (isolé ou liaisonné à l'habitation).</p> <p>4. <u>Dans le secteur UBb :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain. - L'emprise totale d'un garage individuel est comprise entre 18 et 28 m². - Dans le périmètre du lotissement « Extension Horticole », un seul garage individuel par maison est autorisé. <p>5. <u>Dans le secteur UBc :</u> Pour améliorer le stationnement viaire, l'édification de 2 garages individuels par parcelle, n'excédant pas chacun 20 m², est autorisée.</p> <p>6. <u>Dans le secteur UBd :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les nouvelles constructions à usage d'habitation ou celles destinées à être adaptées, confortées ou agrandies devront être édifiées en un seul corps. - L'emprise au sol totale des constructions édifiées sur un même terrain ne devra pas excéder 50 % de la surface du terrain, sauf pour les activités artisanales existantes. - L'emprise au sol totale des annexes liées à une habitation, du type abri de jardin et local technique de piscine, ne peut excéder 15 m², y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique. <p>L'emprise totale d'un garage individuel isolé ne peut excéder 20 m².</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale sont autorisés, à condition 	<p style="color: red;">minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres.</p> <p>2. <u>Dans le secteur UBd (Malancourt) :</u> Les extensions de partie habitable ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception des abris de jardins, remises, garages et piscines.</p> <p>3. Dans le secteur UBc, pour les immeubles à destination d'habitat collectif, les constructions non contiguës devront être distantes les unes des autres d'une longueur au moins égale à la demi somme des hauteurs sous égout, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres. (...)</p> <p>ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m². 2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m². 3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain. <p>ARTICLE UB 11 – ASPECT EXTERIEUR (...)</p> <p>II - Prescriptions particulières Les constructions devront être réalisées en harmonie avec les constructions voisines existantes. La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Volume et toitures (...) 2. Matériaux, aspect et couleur <p>Dans le secteur UBb : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et
--	---

<p>qu'ils soient regroupés, en bande, et dans la limite de 10 garages maximum.</p> <p>7. <u>Dans le secteur UBe :</u> L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 40 % de la surface du terrain. L'emprise totale des annexes à l'habitation tels que remises et abris de jardin édifiés sur une même propriété ne pourra excéder les 10 m². L'emprise totale d'un garage individuel est comprise entre 18 et 28 m².</p> <p>8. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.</p> <p>9. <u>Pour l'habitat individuel groupé :</u> L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.</p> <p>ARTICLE UB 11 – ASPECT EXTERIEUR (...) II - Prescriptions particulières</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Volume et toitures (...) ● Matériaux, aspect et couleur <p>Dans le secteur UBb : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception : <ul style="list-style-type: none"> - des abris de jardin et remises, - des garages. ● Les enduits extérieurs seront traités en finition avec un enduit type gratté, brossé ou taloché. Le choix de la teinte de l'enduit ou des lasures est libre et devra être soumis à l'approbation du Service Technique de la commune d'Amnéville. Les teintes trop vives, fluos ou trop foncées sont 	<p>accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des abris de jardin et remises, - des garages, - des piscines. <ul style="list-style-type: none"> ● Les enduits extérieurs seront traités en finition avec un enduit type gratté, brossé ou taloché. Le choix de la teinte de l'enduit ou des lasures est libre et devra être soumis à l'approbation du Service Technique de la commune d'Amnéville. Les teintes trop vives, fluos ou trop foncées sont proscrites, les produits prêts à l'emploi sont admis s'ils présentent le même aspect. <p><u>4- Clôtures</u></p> <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● soit d'une haie vive, ● soit d'un grillage rigide, ● soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames) <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● soit d'une haie vive, ● soit d'un grillage rigide, ● soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle). <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p>
---	---

<p>proscrites, les produits prêts à l'emploi sont admis s'ils présentent le même aspect.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Clôtures <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit de murs pleins, ▪ soit de dispositifs à claire-voie ou grille métallique, excepté le grillage de toute nature. <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,40 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● soit de murs pleins, ● soit de murs bahuts ne dépassant pas 0,40 mètre de haut, surmontés ou non d'un dispositif à claire-voie ou d'un grillage plastifié de couleur verte, ● soit de dispositifs à claire-voie, ● soit d'un grillage plastifié de couleur verte noyé dans une haie vive ou d'une simple haie. <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p><u>8- Sont interdits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne, ● les abris de jardin métalliques, ● les doublages extérieurs et bardages en panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte, ● les panneaux tuiles, ● les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire, ● les imitations de matériaux, ● les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés, ● les volets roulants à caissons extérieurs, 	<p><u>8- Sont interdits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne, ● les abris de jardin métalliques, ● les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte, ● les panneaux tuiles, ● les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire, ● les imitations de matériaux, ● les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés, ● les volets roulants à caissons extérieurs, ● les panneaux aspect bois en clôture sur rue, ● les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue, ● les clôtures en fil de fer barbelé, ● les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles). ● les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique. <p><u>ARTICLE UB 12 – STATIONNEMENT</u></p> <p>1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :</p> <p>Pour le logement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ; ● Logement collectif : 2 emplacements par logement. <p>Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est</p>
---	---

- les climatiseurs en façade sur rue,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

ARTICLE UB 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Usage	Norme
Logement de moins de 50m ²	1,5 emplacements
Logement de 51 à 90m ²	2 emplacements
Logement de plus de 90m ²	3 emplacements
+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4	
Hébergement hôtelier	1 emplacement par
Restaurant	1 emplacement pour 10 m ² de salle
Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 20 m ²
Salles de réunions	1 emplacement pour 5
Bureau	1 emplacement pour 15
Maison de retraite	1 emplacement pour 5
Artisanat	1 emplacement pour 50

Dans le secteur UBb :

Pour les maisons d'habitation individuelle 2 emplacements de stationnement, dont un minimum à l'extérieur.

2. Les surfaces de référence sont des surfaces de plancher. La valeur obtenue par le calcul ci-dessus est arrondie à l'unité supérieure. La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des établissements qui leur sont le plus directement assimilables.
3. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface

demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :
 - Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
 - Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;
 - Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ;
 - Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².
3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :
Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.
4. Pour l'habitat collectif :
En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :
 - soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m,
 - soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon.
5. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :
 - Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement ;
 - Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
 - Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la

<p>de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.</p> <p>4. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération,</p> <p>5. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990.</p> <p>6. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement. ○ Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher. ○ Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...). 	<p>construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).</p> <p><u>Dans le secteur UBb :</u></p> <p>En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.</p>
---	--

3.2.4. La zone UC

Les dispositions de la zone UC sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone UC est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au tissu ancien de la commune et qui comprend essentiellement l'habitat des cités sidérurgiques situé au cœur du centre urbain.</p> <p>La zone UC est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p><u>ARTICLE UC 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>(...)</p> <p>2. Les constructions isolées et les autres constructions ne peuvent s'implanter en avant de la façade des constructions voisines les plus proches.</p> <p>3. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.</p> <p>4. En bordure de la RD 47, toute construction doit respecter un recul minimum de 5 mètres à compter de l'alignement.</p> <p>(...)</p> <p><u>ARTICLE UC 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <p>1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent respecter une distance minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres.</p> <p>2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.</p>	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone UC est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au tissu ancien de la commune et qui comprend essentiellement l'habitat des cités sidérurgiques situé au cœur du centre urbain.</p> <p>La zone UC est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p><u>ARTICLE UC 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>(...)</p> <p>2. Les constructions isolées et les autres constructions ne peuvent s'implanter en avant de la façade des constructions voisines les plus proches. Cette disposition ne s'applique pas aux annexes (abris de jardin, appentis,...) qui devront toutefois respecter un recul minimum de 5 m à compter de l'alignement.</p> <p>3. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.</p> <p>4. En bordure de la RD 47, toute construction doit respecter un recul minimum de 5 mètres à compter de l'alignement.</p> <p>5. Dans le cas des constructions principales implantées en fond de parcelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les carports et abris de voiture pourront être implantés à l'avant de la façade principale. Une implantation à l'alignement est autorisée ; - Les piscines devront respecter un recul minimum de 5 m à compter de l'alignement. <p>(...)</p>

<p><u>ARTICLE UC 9 – EMPRISE AU SOL</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'emprise totale des annexes liées à l'habitation, du type abri de jardin, remises et local technique de piscine, ne peut excéder 10 m² sur un même terrain. 2. L'emprise au sol totale maximale à la parcelle des garages est limitée à 40 m². <p><u>ARTICLE UC 11 – ASPECT EXTERIEUR</u> (...) <u>II - Prescriptions particulières</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Matériaux, aspect et couleur (...) <ul style="list-style-type: none"> - Les teintes de l'enduit trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites. - Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...). - Les annexes, à l'exception des abris de jardin, seront en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale. - Les abris de jardin seront : <ul style="list-style-type: none"> ○ soit en bois, dans des teintes naturelles ou peints en harmonie avec les murs de la construction principale, ○ soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale. <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clôtures <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit de murs pleins, ▪ soit de dispositifs à claire-voie ou grille métallique, excepté le grillage de toute nature. <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,40 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p>	<p><u>ARTICLE UC 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <p>Pas de prescriptions.</p> <p><u>ARTICLE UC 9 – EMPRISE AU SOL</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m². 2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m². 3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle peut excéder 50 % de la surface du terrain. <p><u>ARTICLE UC 11 – ASPECT EXTERIEUR</u> (...) <u>II - Prescriptions particulières</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Matériaux, aspect et couleur <ul style="list-style-type: none"> - Les teintes de l'enduit trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites. - Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...). — Les annexes, à l'exception des abris de jardin, seront en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale. — Les abris de jardin seront : <ul style="list-style-type: none"> ○ soit en bois, dans des teintes naturelles ou peints en harmonie avec les murs de la construction principale, ○ soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale. <p>(...)</p> <p><u>4- Clôtures</u></p> <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une haie vive, • soit d'un grillage rigide,
---	--

Les nouvelles clôtures en limite séparative, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :

- soit de murs pleins,
- soit de murs bahuts ne dépassant pas 0,40 mètre de haut, surmontés ou non d'un dispositif à claire-voie ou d'un grillage plastifié de couleur verte,
- soit de dispositifs à claire-voie,
- soit d'un grillage plastifié de couleur verte noyé dans une haie vive ou d'une simple haie.

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

8- Sont interdits

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les imitations de matériaux,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les climatiseurs en façade sur rue,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

ARTICLE UC 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Usage	Norme
Logement de moins de 50m ²	1,5 emplacements

- soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames)

La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.

Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :

- soit d'une haie vive,
- soit d'un grillage rigide,
- soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle).

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

8- Sont interdits

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- ~~les imitations de matériaux,~~
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les panneaux aspect bois en clôture sur rue,
- les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue,
- les clôtures en fil de fer barbelé,

Logement de 51 à 90m²	2 emplacements	<ul style="list-style-type: none"> les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles). les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique. <p>ARTICLE UC 12 – STATIONNEMENT</p> <p>1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :</p> <p>Pour le logement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ; Logement collectif : 2 emplacements par logement. <p>Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).</p> <p>2. Pour les commerces et activités de services :</p> <ul style="list-style-type: none"> Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ; Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ; Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ; Artisanat : 1 emplacement pour 50 m². <p>3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics : Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.</p> <p>4. Pour l'habitat collectif :</p>
Logement de plus de 90m²	3 emplacements	
+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4		
Hébergement hôtelier	1 emplacement par	
Restaurant	1 emplacement pour 10 m ² de salle	
Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 20 m ²	
Salles de réunions	1 emplacement pour 5	
Bureau	1 emplacement pour 15	
Maison de retraite	1 emplacement pour 5	
Artisanat	1 emplacement pour 50	

2. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.

3. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération,

4. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990.

5. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :

- Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement.
- Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en

<p>fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).</p>	<p>En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m, - soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon. <p>5. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement ; ○ Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher. ○ Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).
---	---

3.2.5. La zone 1AU

Les dispositions de la zone 1AU sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AU est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AU est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>(...)</p> <p>La zone 1AU est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. <p><u>ARTICLE 1AU 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <p>1. Si le document graphique prévoit des dispositions particulières, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction doit être implantée conformément à ces dispositions. En règle générale, un recul de 3 mètres sera maintenu entre la façade et le domaine public.</p> <p>2. Les constructions isolées ne peuvent s'implanter en avant des façades principales.</p> <p>(...)</p>	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AU est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AU est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>La zone 1AU est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumis à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.</p> <p>Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).</p> <p>(...)</p> <p>La zone 1AU est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8, • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires.

<p><u>ARTICLE 1AU 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent respecter une distance minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres. 2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. <p><u>ARTICLE 1AU 9 – EMPRISE AU SOL</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'emprise au sol des constructions à édifier sur un même terrain ne peut excéder 50% de sa surface. 2. L'emprise totale au sol des annexes édifiées sur un terrain ne peut excéder 12 m² pour les abris de jardin. 3. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. <p><u>ARTICLE 1AU 11 – ASPECT EXTERIEUR</u> (...)</p> <p><u>II - Prescriptions particulières</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Matériaux, aspect et couleur (...) • Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins. • Les parties de construction édifiées en superstructure telles que cheminées, machinerie de ventilation, sortie de secours..., doivent s'intégrer dans la composition architecturale du bâtiment. Les machineries d'ascenseur apparentes en toiture sont interdites. • Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall », l'aspect extérieur sera celle d'une construction d'aspect bois. <ul style="list-style-type: none"> • Clôtures <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de</p>	<p><u>ARTICLE 1AU 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Si le document graphique prévoit des dispositions particulières, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction doit être implantée conformément à ces dispositions. En règle générale, un recul de 3 mètres sera maintenu entre la façade et le domaine public. 2. Les constructions isolées ne peuvent s'implanter en avant des façades principales. (...) <p><u>ARTICLE 1AU 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE</u></p> <p>Pas de prescriptions.</p> <p><u>ARTICLE 1AU 9 – EMPRISE AU SOL</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m². 2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m². 3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain. 4. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. <p><u>ARTICLE 1AU 11 – ASPECT EXTERIEUR</u> (...)</p> <p><u>II - Prescriptions particulières</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Matériaux, aspect et couleur (...) • Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne
--	---

<p>composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ soit de murs pleins, ▪ soit de dispositifs à claire-voie ou grille métallique, excepté le grillage de toute nature. <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,40 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit de murs pleins, • soit de murs bahuts ne dépassant pas 0,40 mètre de haut, surmontés ou non d'un dispositif à claire-voie ou d'un grillage plastifié de couleur verte, • soit de dispositifs à claire-voie, • soit d'un grillage plastifié de couleur verte noyé dans une haie vive ou d'une simple haie. <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p> <p><u>8- Sont interdits</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne, • les abris de jardin métalliques, • les doublages extérieurs et bardages en panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte, • les panneaux tuiles, • les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire, • les imitations de matériaux, • les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés, • les volets roulants à caissons extérieurs, • les climatiseurs en façade sur rue, • les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles). • les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique. 	<p>dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties de construction édifiées en superstructure telles que cheminées, machinerie de ventilation, sortie de secours..., doivent s'intégrer dans la composition architecturale du bâtiment. Les machineries d'ascenseur apparentes en toiture sont interdites. • Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall », l'aspect extérieur sera celle d'une construction d'aspect bois. Un aspect mixte bois/enduit est toutefois autorisé. <p><u>4- Clôtures</u></p> <p>Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une haie vive, • soit d'un grillage rigide, • soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames) <p>La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.</p> <p>Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'une haie vive, • soit d'un grillage rigide, • soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle). <p>La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.</p>
--	---

ARTICLE 1AU 12 – STATIONNEMENT	8- Sont interdits																								
<p>1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne, • les abris de jardin métalliques, • les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte, • les panneaux tuiles, • les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire, • les imitations de matériaux, • les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés, • les volets roulants à caissons extérieurs, • les panneaux aspect bois en clôture sur rue, • les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue, • les clôtures en fil de fer barbelé, • les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles). • les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique. 																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Usage</th> <th>Norme</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Logement de moins de 50m²</td> <td>1,5 emplacements</td> </tr> <tr> <td>Logement de 51 à 90m²</td> <td>2 emplacements</td> </tr> <tr> <td>Logement de plus de 90m²</td> <td>3 emplacements</td> </tr> <tr> <td colspan="2">+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4</td> </tr> <tr> <td>Hébergement hôtelier</td> <td>1 emplacement par</td> </tr> <tr> <td>Restaurant</td> <td>1 emplacement pour 10 m² de salle</td> </tr> <tr> <td>Commerce avec surface de vente</td> <td>1 emplacement pour 20 m²</td> </tr> <tr> <td>Salles de réunions</td> <td>1 emplacement pour 5</td> </tr> <tr> <td>Bureau</td> <td>1 emplacement pour 15</td> </tr> <tr> <td>Maison de retraite</td> <td>1 emplacement pour 5</td> </tr> <tr> <td>Artisanat</td> <td>1 emplacement pour 50</td> </tr> </tbody> </table>	Usage	Norme	Logement de moins de 50m ²	1,5 emplacements	Logement de 51 à 90m ²	2 emplacements	Logement de plus de 90m ²	3 emplacements	+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4		Hébergement hôtelier	1 emplacement par	Restaurant	1 emplacement pour 10 m ² de salle	Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 20 m ²	Salles de réunions	1 emplacement pour 5	Bureau	1 emplacement pour 15	Maison de retraite	1 emplacement pour 5	Artisanat	1 emplacement pour 50	<p>ARTICLE 1AU 12 – STATIONNEMENT</p>
Usage	Norme																								
Logement de moins de 50m ²	1,5 emplacements																								
Logement de 51 à 90m ²	2 emplacements																								
Logement de plus de 90m ²	3 emplacements																								
+ 1 emplacement supplémentaire par tranche de 4																									
Hébergement hôtelier	1 emplacement par																								
Restaurant	1 emplacement pour 10 m ² de salle																								
Commerce avec surface de vente	1 emplacement pour 20 m ²																								
Salles de réunions	1 emplacement pour 5																								
Bureau	1 emplacement pour 15																								
Maison de retraite	1 emplacement pour 5																								
Artisanat	1 emplacement pour 50																								
<p>2. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.</p>	<p>6. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :</p>																								
<p>3. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération,</p>	<p>Pour le logement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ; • Logement collectif : 2 emplacements par logement. 																								
<p>4. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990.</p>	<p>Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4</p>																								

<p>5. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement. ○ Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher. ○ Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...). 	<p>logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).</p> <p>7. Pour les commerces et activités de services :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ; • Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ; • Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ; • Artisanat : 1 emplacement pour 50 m². <p>8. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :</p> <p>Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.</p> <p>9. Pour l'habitat collectif :</p> <p>En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m, - soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon. <p>10. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement ; ○ Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher. ○ Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la
--	--

	construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).
--	---

3.2.6. La zone 1AUL

Les dispositions de la zone 1AUL sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUL est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AUL est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p>	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUL est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AUL est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p style="color: red;">La zone 1AUL est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumis à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.</p> <p style="color: red;">Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).</p>

3.2.7. La zone 1AUX

Les dispositions de la zone 1AUX sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUX est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AUX est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée essentiellement à l'implantation d'activités économiques.</p> <p>La zone 1AUX est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas), • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. 	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUX est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>La zone 1AUX est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée essentiellement à l'implantation d'activités économiques.</p> <p>La zone 1AUX est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas), • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires.

3.2.8. La zone 1AUZ

Les dispositions de la zone 1AUZ sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUZ est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p>	<p><u>CARACTÈRE DE LA ZONE</u></p> <p>La zone 1AUZ est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.</p>

<p>La zone 1AUZ est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>Cette zone comporte un secteur 1AUZa, couvert par une orientation d'aménagement et de programmation.</p> <p>La zone 1AUZ est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas), • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8 (rue du Vieil Amnéville – rue de la République), • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. • par le périmètre de 200 mètres qui est à maintenir autour des installations classées du site de SCORI EST, périmètre dans lequel les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers sont interdites. 	<p>La zone 1AUZ est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>La zone 1AUZ est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumis à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.</p> <p>Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).</p> <p>Cette zone comporte un secteur 1AUZa, couvert par une orientation d'aménagement et de programmation.</p> <p>La zone 1AUZ est concernée par des couloirs de bruits de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas), • 100 mètres de part et d'autre de la RD 8 (rue du Vieil Amnéville – rue de la République), • 100 mètres de part et d'autre des voies ferroviaires. • par le périmètre de 200 mètres qui est à maintenir autour des installations classées du site de SCORI EST, périmètre dans lequel les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers sont interdites.
---	---

3.2.9. La zone N

Les dispositions de la zone N sont modifiées comme suit :

AVANT MODIFICATION	APRES MODIFICATION
<p>CARACTÈRE DE LA ZONE</p> <p>La zone N est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.</p> <p>Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.</p> <p>La zone N est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>Le P.L.U. comporte sept secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb où l'exploitation des carrières est autorisée et où les constructions liées au gardiennage sont autorisées, • Nh situé à Malancourt et qui délimite le périmètre d'habitations existantes isolées. • Nz ayant pour objet de favoriser le maintien et le développement des infrastructures existantes liées aux activités de loisirs, • Ns : zone d'intérêt écologique correspondant aux sites à protéger de la « Grande Carrière de Malancourt » et de la « Friche de Rombas » classés ZNIEFF de type 1, • Np qui sont des terrains sous lesquels se trouvent des nappes de résidus gazeux ce qui justifie que ces terrains sont inconstructibles, <p>Np1 situé à Malancourt et correspondant au site de la carrière.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nc concerné par des prescriptions spécifiques : <p>Le diagnostic du site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur les terrains cadastrés, Section</p>	<p>CARACTÈRE DE LA ZONE</p> <p>La zone N est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.</p> <p>Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.</p> <p>La zone N est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (<i>annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique</i>).</p> <p>La zone N est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumis à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.</p> <p>Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).</p> <p>Le P.L.U. comporte huit secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb où l'exploitation des carrières est autorisée et où les constructions liées au gardiennage sont autorisées, • Nh situé à Malancourt et qui délimite le périmètre d'habitations existantes isolées.

<p>9, parcelle n° 1 et 93 au lieudit « les Haies », parcelle n° 95 au lieudit « Fossé Hayes et Trou Montauban » réalisés par le bureau d'études LECES en septembre 2009, référencés RC 16372 sont joints aux annexes du PLU. (...)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nj réservé aux abris de jardins, locaux techniques et piscines, • Nz ayant pour objet de favoriser le maintien et le développement des infrastructures existantes liées aux activités de loisirs, • Ns : zone d'intérêt écologique correspondant aux sites à protéger de la « Grande Carrière de Malancourt » et de la « Friche de Rombas » classés ZNIEFF de type 1, • Np qui sont des terrains sous lesquels se trouvent des nappes de résidus gazeux ce qui justifie que ces terrains sont inconstructibles, <p>Np1 situé à Malancourt et correspondant au site de la carrière.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nc concerné par des prescriptions spécifiques : <p>Le diagnostic du site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur les terrains cadastrés, Section 9, parcelle n° 1 et 93 au lieudit « les Haies », parcelle n° 95 au lieudit « Fossé Hayes et Trou Montauban » réalisés par le bureau d'études LECES en septembre 2009, référencés RC 16372 sont joints aux annexes du PLU. (...)</p> <p><u>ARTICLE N2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS</u></p> <p><u>Sont admis sous conditions :</u> (...)</p> <p><u>En secteur Nj :</u> - les abris de jardin et locaux techniques, à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 20 m² ; - les piscines (bassin et margelles compris) à condition que leur emprise au sol n'excède pas 35 m². (...)</p> <p><u>ARTICLE N9 - EMPRISE AU SOL</u> (...)</p> <p>En secteur Nj : L'emprise au sol des abris de jardin ne peut excéder 20 m² par unité foncière. Les piscines sont limitées à 35 m² d'emprise au sol par unité foncière (bassin et margelles compris).</p>
--	--

	<p><u>ARTICLE N10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS</u> (...) En secteur Nj : La hauteur des constructions est limitée à 3.50 mètres hors tout.</p>
--	--

3.3. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Suite à l'urbanisation de la zone 1AU sur le secteur des Terres Blanches III et son reclassement en secteur UBb, l'OAP est supprimée.

3.4. DOCUMENT GRAPHIQUE ANNEXE

Le document graphique annexe est modifié afin de :

- Supprimer les couloirs de bruits de 100 m de part et d'autre des voies ferroviaires suite à l'arrêté préfectoral du 17/12/2019 ;
- Intégrer la cartographie de l'aléa glissement de terrain identifié par l'étude BRGM RP-71969-FR ;
- Intégrer du réseau de chaleur urbain.

✓ Document graphique annexe avant modification

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



Modification n°3 du PLU d'Amnéville

2 - Règlement écrit

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

Le Maire
Éric MUNIER



l'Atelier des Territoires

BUREAU D'ETUDES

57000 METZ
Tél : 03.87.63.02.00

SOMMAIRE

- TITRE I^{er} -
DISPOSITIONS GENERALES
Applicables à l'ensemble du territoire communal

CHAPITRE 1^{er} CADRE REGLEMENTAIRE <i>Portée et champ d'application du PLU</i>		P. 5
RAPPELS Occupations et utilisations du sol soumises à autorisation préalable ou à déclaration		5
Article 1	Champ d'application territorial du P.L.U.	5
Article 2	Portée du règlement à l'égard d'autres législations	5
Article 3	Division du territoire en zones	11
Article 4	Adaptations mineures	15
Article 5	Prise en compte des constructions existantes	15
Article 6	Principe d'application des articles 1 et 2 des différentes zones	15
Article 7	Liste des occupations et utilisations du sol	15

CHAPITRE 2 RISQUES		P. 17
Article 1	Etablissements classés pour la protection de l'environnement	17
Article 2	Sols pollués	17
Article 3	Industries	17

CHAPITRE 3 AUTRES DISPOSITIONS		P. 18
Article 1	Protection du patrimoine archéologique	18
Article 2	Ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics	19
Article 3	Prescriptions relatives aux périmètres de protection des zones naturelles	19

- TITRE II -
DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX ZONES URBAINES

Chapitre 1	Dispositions applicables à la zone UA	21
Chapitre 2	Dispositions applicables à la zone UB	33
Chapitre 3	Dispositions applicables à la zone UC	50
Chapitre 4	Dispositions applicables à la zone UE	58
Chapitre 5	Dispositions applicables à la zone UX	64

- TITRE III -
DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX ZONES A URBANISER

Chapitre 1	Dispositions applicables à la zone 1AU	73
Chapitre 2	Dispositions applicables à la zone 1AUE	85
Chapitre 3	Dispositions applicables à la zone 1AUL	91
Chapitre 4	Dispositions applicables à la zone 1AUX	99
Chapitre 5	Dispositions applicables à la zone 1AUZ	107

- TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES		
Chapitre Unique	Dispositions applicables à la zone A	116

- TITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES		
Chapitre Unique	Dispositions applicables à la zone N	124

- TITRE VI - ANNEXES		
1	Définition des emplacements réservés	133
2	Définition de la surface de plancher	136
3	Définition des dispositions favorisant la performance environnementale et les énergies renouvelables dans les constructions	137

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GENERALES

CADRE REGLEMENTAIRE

Le présent règlement est établi conformément aux dispositions des articles L.151-9 et R. 151-9 du Code de l'urbanisme.

RAPPELS

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A AUTORISATION OU A DECLARATION PREALABLE

Les **démolitions** sont soumises à permis de démolir.

L'édification des **clôtures** à l'exception des clôtures agricoles et forestières, est soumise à déclaration, conformément à l'article R.421-12 du Code de l'urbanisme.

Les **défrichements** sont soumis à autorisation dans les ensembles boisés non classés conformément à l'article L.311-1 du Code forestier.

Les accès sur les voies publiques sont soumis à autorisation dès qu'ils nécessitent une modification de l'assiette ou des profils de la voie (Code de la voirie routière).

ARTICLE I.1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU P.L.U.

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune d'AMNEVILLE (Amnéville centre et Malancourt-la-Montagne) délimité sur les plans aux échelle de 1/2000 et 1/5000 par tiret entrecoupé de croix.

ARTICLE I.2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

L'article R. 111-2

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ».

L'article R. 111-4

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

L'article R.111-26

« Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement ».

L'article R.111-27

« Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales ».

I.2.2. Sont également applicables les articles suivants du Code de l'urbanisme :

- **L. 122-1** (loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne),
- **L. 112-3 et L. 112-4** (loi n° 85-696 du 11 juillet 1985 relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes). L'éventuel plan d'exposition au bruit figure en annexe au P.L.U.

I.2.3. Il peut être sursis à statuer par l'autorité compétente, à une demande d'autorisation ou d'utilisation du sol en vertu des dispositions de l'article L. 424-1 :

Il peut être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations dans les cas prévus par les articles L. 424-1 ainsi que par les articles L. 153-11, L. 311-2 et L. 313-2 (alinéa 2) du présent Code et par l'article L. 331-6 du Code de l'environnement.

I.2.4. Opérations d'utilité publique :

Le permis de construire peut être refusé sur les terrains dans une opération déclarée d'utilité publique.

I.2.5. S'ajoutent aux règles propres du P.L.U. les prescriptions prises au titre de législations spécifiques concernant les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation et l'occupation du sol créées en application de législations particulières et qui sont reportées sur le document graphique "servitudes" et récapitulées dans les annexes du P.L.U.

I.2.6. Les annexes indiquent, à titre d'information, sur un ou plusieurs documents graphiques, s'il y a lieu :

- 1° Les secteurs sauvegardés, délimités en application des articles L. 313-1 et suivants ;
- 2° Les zones d'aménagement concerté ;
- 3° Les zones de préemption ;
- 4° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;
- 5° Les zones délimitées en application de l'article L. 430-1 à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir prévues aux articles L. 430-2 et suivants ;
- 6° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ;
- 7° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières, les périmètres d'actions forestières et les périmètres de zones dégradées à faible taux de boisement, délimités en application des 1°, 2° et 3° de l'article L. 126-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
- 8° Les périmètres miniers définis en application des titres II, III et V du livre Ier du code minier ;
- 9° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles 109 et 109-1 du code minier ;
- 10° Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;

11° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1;

12° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 ;

13° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du Code de l'environnement ;

14° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;

15° Les périmètres d'intervention délimités en application des articles L. 113-17 et L. 113-18 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;

16° Les secteurs où une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent a autorisé un dépassement des règles du plan local d'urbanisme en application des articles L. 151-28, L. 153-4, L. 153-5, L. 153-6 et L. 153-10. La délibération qui précise les limites de ce dépassement est jointe au document graphique faisant apparaître ces secteurs ;

17° Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial visées à l'article L. 332-11-3.

I.2.7. Les annexes comprennent à titre informatif également :

1° Les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions des articles L. 151-43, L. 153-60 et L. 152-7 ainsi que les bois ou forêts soumis au régime forestier ;

2° La liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues ;

3° Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;

4° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application des articles L. 112-3 à L. 112-13, L. 112-16 et L. 112-17 ;

5° D'une part, les prescriptions d'isolement acoustique édictées, en application des articles L. 571-9 et L. 571-10 du code de l'environnement, dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit et, d'autre part, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;

6° Les actes instituant des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie, en application des articles L. 581-10 à L. 581-14 du Code de l'environnement ;

7° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement et les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques miniers établi en application de l'article 94 du code minier ;

8° Les zones agricoles protégées délimitées en application de l'article L. 112-2 du Code rural et de la pêche maritime ;

9° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au septième alinéa de l'article L. 122-12.

I.2.8. Délivrance du permis de construire et réalisation d'aire de stationnement :

L'article L.151-33

« Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux articles L. 151-30 et L. 151-32, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation ».

I.2.9. Règlement du P.L.U. et le règlement d'un lotissement :

L'article L.442-9

« Les règles d'urbanisme contenues dans les documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé, deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

De même, lorsqu'une majorité de colotis a demandé le maintien de ces règles, elles cessent de s'appliquer immédiatement si le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu, dès l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Les dispositions du présent article ne remettent pas en cause les droits et obligations régissant les rapports entre colotis définis dans le cahier des charges du lotissement, ni le mode de gestion des parties communes.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux terrains lotis en vue de la création de jardins mentionnés à l'article L. 115-6.

Toute disposition non réglementaire ayant pour objet ou pour effet d'interdire ou de restreindre le droit de construire ou encore d'affecter l'usage ou la destination de l'immeuble, contenue dans un cahier des charges non approuvé d'un lotissement, cesse de produire ses effets dans le délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 précitée si ce cahier des charges n'a pas fait l'objet, avant l'expiration de ce délai, d'une publication au bureau des hypothèques ou au livre foncier.

La publication au bureau des hypothèques ou au livre foncier est décidée par les colotis conformément à la majorité définie à l'article L. 442-10 ; les modalités de la publication font l'objet d'un décret.

La publication du cahier des charges ne fait pas obstacle à l'application du même article L. 442-10. »

L'article L.442-10

« Lorsque la moitié des propriétaires détenant ensemble les deux tiers au moins de la superficie d'un lotissement ou les deux tiers des propriétaires détenant au moins la moitié de cette superficie le demandent ou l'acceptent, l'autorité compétente peut prononcer la modification de tout ou partie des documents du lotissement, notamment le règlement, le cahier des charges s'il a été approuvé ou les clauses de nature réglementaire du cahier des charges s'il n'a pas été approuvé. Cette modification doit être compatible avec la réglementation d'urbanisme applicable.

Le premier alinéa ne concerne pas l'affectation des parties communes des lotissements.

Jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'achèvement du lotissement, la modification mentionnée au premier alinéa ne peut être prononcée qu'en l'absence d'opposition du lotisseur si celui-ci possède au moins un lot constructible. »

L'article L.442-11

« Lorsque l'approbation d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu intervient postérieurement au permis d'aménager un lotissement ou à la décision de non-opposition à une déclaration préalable, l'autorité compétente peut, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et délibération du conseil municipal, modifier tout ou partie des documents du lotissement, et notamment le règlement et le cahier des charges, qu'il soit approuvé ou non approuvé, pour mettre en concordance ces documents avec le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu, au regard notamment de la densité maximale de construction résultant de l'application de l'ensemble des règles du document d'urbanisme. »

I.2.10. En cas de divergence entre le règlement du PLU et le règlement d'un lotissement :

Dans les cinq ans suivant l'achèvement d'un lotissement, constaté dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, le permis de construire ne peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement à l'autorisation du lotissement. Toutefois, les dispositions résultant des modifications des documents du lotissement en application des articles L. 442-10, L. 442-11 et L. 442-13 sont opposables.

Les règles d'urbanisme contenues dans les documents approuvés d'un lotissement deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation d'aménager si, à cette date, le lotissement est couvert par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu.

La liste des lotissements :

LOTISSEMENTS AMNEVILLE	Référence	Nombre de lots	Autorisé le	C.A. délivré le
LES HAMEAUX	LT 5701986 RL 010	42	26/06/1986	23/02/1987
LE SIRIUS 1 ^{ère} tranche	LT 5701992 RL 005	2	16/03/1992	13/10/1992
LE SIRIUS 2 ^{ème} tranche	LT 5701994 RL 002	12	15/09/1994	
LA ROSERAIE 1 ^{ère} tranche	LT 5701994 RL 003	43	06/03/1995	28/11/2002
LA ROSERAIE 2 ^{ème} tranche	LT 5701996 RL 001	12	21/05/1997	28/11/2002
LA COLONIE AUX BOIS	LT 5701998 RL 001	23	02/07/1998	17/03/1999
LE SIRIUS 3 ^{ème} tranche	LT 5701998 RL 002	22	15/07/1999	
LA ROSERAIE III	LT 5701998 RL 004	61	26/07/1999	27/12/1999
RUISSEAU DES HAYES	LT 5701900 RL 002	6	17/07/2000	14/11/2000
LA ROSERAIE III bis	LT 5701900 RL 003	3	10/07/2000	28/11/2002
LA ROSERAIE IV	LT 5701900 RL 004	58	25/01/2001	17/07/2001
LES TERRES BLANCHES	LT 5701900 RL 006	26	11/12/2000	26/07/2001
LES TERRES BLANCHES II	LT 5701901 RL 001	4	22/01/2002	25/02/2002
LE BOULODROME	LT 5701901 RL 002	31	12/03/2002	16/12/2002
EXTENSION ROSERAIE IV	LT 5701902 RL 001	10	08/01/2003	30/10/2003
EXTENSION ROSERAIE II	LT 5701903 RL 001	24	03/03/2003	30/10/2003
DES HAUTS FOURNEAUX	LT 5701906 RL 002	18	15/11/2006	08/03/2007
DU STADE	LT 5701907 RL 002	51	28/11/2007	05/05/2008
L'OREE DU BOIS	LT 5701907 RL 003	16	10/07/2008	23/07/2008
HORTICOLE	PA 57019 08 P0001	21	16/02/2009	25/02/2009
Les Chalets du Snowhall	DP 57019 10 P0002	7	05/01/2010	05/02/2010
Les Coteaux du soleil	PA 057019 10 P0001	100	27/07/2010	31/03/2011
Extension HORTICOLE	PA 057019 11 P0002	28	16/11/2011	24/12/2012
Extension les Coteaux du Soleil	PA 057019 13 P0002	65	06/01/2014	15/06/2018
Le Stade de la Cimenterie	PA 057019 18 P0001	35	17/09/2018	
Les Terrasses de Malancourt	PA 057019 19 P0001	82	12/07/2019	10/10/2019
Les Terrasses de Malancourt	PA 057019 19 P0002	35	23/10/2019	17/01/2020

ARTICLE I.3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le présent Plan Local d'Urbanisme est entièrement divisé en zones Urbaines « zones U », en zones A Urbaniser « zones AU », en zones Agricole « zone A » et en zones Naturelles et forestières « zones N ».

I.3.1. - LES ZONES URBAINES « zones U »

Article R.151-18 du Code de l'Urbanisme :

« Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

Les zones urbaines auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du Titre II du présent règlement sont :

➤ La zone UA

Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au centre ancien de la commune et qui comprend de l'habitat ainsi que des services et activités diverses. Les constructions, anciennes pour la plupart, sont majoritairement édifiées en ordre continu.

Cette zone comprend un secteur UAa qui correspond au centre ancien de Malancourt-la-Montagne.

➤ La zone UB

Il s'agit d'une zone d'extension récente à dominante d'habitat.

Elle comporte les sept secteurs suivants :

- UBa, qui définit une hauteur par rapport aux immeubles existants,
- UBb, qui correspond au périmètre des lotissements « Roseraie I, II, III, III bis, IV » « Extension Roseraie II, IV », « La Colonie aux Bois », « Terres blanches 1 et 2 » et « L'Orée du Bois », « Horticole » et « Extension Horticole »
- UBc, qui correspond au quartier d'habitations datant de 1935-1955,
- UBd, qui correspond à la zone d'extension de Malancourt-la-Montagne,
- UBe, qui correspond au lotissement des « Coteaux du Soleil »,
- UBf, qui correspond à une impasse pavillonnaire au nord de la commune,
- UBr1, situé au sud-ouest de la commune, au pied de la première banquette du crassier, le long du Chemin des Terrasses du Soleil, secteur où s'appliquent des prescriptions spécifiques.

Le secteur UBr1 fait l'objet de servitudes inscrites au Livre Foncier.

Le diagnostic de site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur ce secteur est joint aux annexes du PLU :

- **Secteur UBr1** : Cf. : Rapport sanitaire établi par le cabinet LECES Réf. : RC 16395 septembre 2009,
- **Secteur Ube** : Plan de Gestion établi par le cabinet LECES Réf : RC 17577/3 de mai 2011.

Au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) des prescriptions spécifiques et des restrictions d'usage s'appliquent sur ce secteur :

- Construction des bâtiments sur radier,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins de rétention des eaux pluviales et de ruissellement sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- La réglementation des travaux d'affouillement des sols (les terres excavées devront être considérées comme des déchets et éliminées selon une filière agréée),
- Interdiction d'occupation des terrains nus sans recouvrement préalable de ces derniers par une couche de matériaux sains d'au moins 40 cm d'épaisseur. Dans la mesure où cela est techniquement envisageable, il conviendrait également de mettre en place un grillage avertisseur à l'interface sols pollués/matériaux sains,
- La mise en place de canalisations pour l'eau potable conçues avec un matériau adapté et permettant de supprimer la diffusion des polluants à travers les parois. Les canalisations devront préférentiellement être mises en place au sein d'un remblai d'apport propre ou dans des caniveaux techniques béton,
- La conservation de la mémoire de l'état de pollution du site, des investigations et travaux réalisés dans les actes notariés, le Livre Foncier, le P.L.U.

➤ **La zone UC**

Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au tissu ancien de la commune et qui comprend essentiellement l'habitat des cités sidérurgiques situé au cœur du centre urbain.

➤ **La zone UE**

Il s'agit d'une zone urbaine essentiellement réservée aux équipements publics ou collectifs, dans laquelle seules les constructions liées à cette affectation sont autorisées.

➤ **La zone UX**

Il s'agit d'une zone urbaine essentiellement réservée aux activités économiques.

I.3.2. LES ZONES A URBANISER « zones AU »

Articles R.151-20 du Code de l'Urbanisme :

«Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »

Les zones à urbaniser auxquelles s'appliquent les dispositions des différents chapitres du Titre III du présent règlement sont :

➤ **La zone 1AU**

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée à l'extension, sous forme urbanisée, de l'habitat et des activités et des services traditionnels des centres urbains.

La zone 1AU comporte un secteur :

- **1AUr2**, secteur où s'appliquent des prescriptions spécifiques,

➤ **La zone 1AUL**

Cette zone correspond au site thermal et touristique dans lequel sont autorisées les constructions liées aux activités économiques de loisirs.

Elle comprend un secteur 1AULa qui comporte des prescriptions particulières :

- Toutes les parties du site accessibles au public (commerces, activités, promenade ...) devront être recouvertes de terres végétales de qualité contrôlée sur une hauteur minimale de 30 centimètres pour empêcher tout contact direct,
- Les végétaux utilisés pour le boisement ne devront pas produire de fruits ou de baies comestibles,
- Les terres excavées dans le cas de travaux de terrassement sur ce secteur devront être traitées dans des centres autorisés à les recevoir,
- Lors de l'aménagement de ce sous secteur, toutes dispositions devront être prises pour éviter la dispersion de poussières du sol (aspersion des voies de roulement, notamment),
- Des dispositions particulières devront être mises en place pour la protection des travailleurs lors de l'aménagement du site.

Cette zone est couverte par une orientation d'aménagement et de programmation à laquelle il convient de se référer.

➤ **La zone 1AUE**

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée essentiellement à l'implantation d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

➤ **La zone 1AUX**

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future non équipée, destinée essentiellement aux activités économiques.

➤ **La zone 1AUZ**

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future, destinée essentiellement aux activités économiques industrielles.

Cette zone comporte un secteur 1AUZa, couvert par une orientation d'aménagement et de programmation.

I.3.3. LES ZONES AGRICOLE : « zones A »

Articles R.151-22 et 151-23 du Code de l'Urbanisme :

«Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Peuvent être autorisées, en zone A :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l' article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.»

I.3.4. LES ZONES NATURELLES ET FORESTIERES : « zones N »

Articles R.151-24 et R.151-25 du Code de l'Urbanisme :

«Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;

2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;

3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;

4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;

5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Peuvent être autorisées en zone N :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l' article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. »

Le P.L.U. comporte sept secteurs :

- **Nb** où l'exploitation des carrières est autorisée et où les constructions liées au gardiennage sont autorisées,
- **Nh** situé à Malancourt et qui délimite le périmètre d'habitations existantes isolées.
- **Nj** réservé aux abris de jardins, locaux techniques et piscines,
- **Nl** ayant pour objet de favoriser le maintien et le développement des infrastructures existantes liées aux activités de loisirs,
- **Ns** : zone d'intérêt écologique correspondant aux sites à protéger de la « Grande Carrière de Malancourt » et de la « Friche de Rombas » classés ZNIEFF de type 1,
- **Np** qui sont des terrains sous lesquels se trouvent des nappes de résidus gazeux ce qui justifie que ces terrains sont inconstructibles,
- **Np1** situé à Malancourt et correspondant au site de la carrière.

- **Nc** concerné par des prescriptions spécifiques :

Le diagnostic du site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur les terrains cadastrés, Section 9, parcelle n° 1 et 93 au lieudit « les Haies », parcelle n° 95 au lieudit « Fossé Hayes et Trou Montauban » réalisés par le bureau d'études LECES en septembre 2009, référencés RC 16372 sont joints aux annexes du PLU.

Au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) des prescriptions spécifiques et des restrictions d'usage s'appliquent :

- Construction des bâtiments sur radiers,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de terrains nus sauf mise en place d'une couche de terre ou de remblai propre sur au moins 40 cm d'épaisseur,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins d'infiltration sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Obligation de mettre en place des canalisations d'eau potable protégée contre la diffusion des polluants à travers sa paroi (matériau adapté, coffrage de la canalisation...),
- Conservation en mémoire de la pollution présente (documents d'urbanisme), notamment dans le cadre d'un changement futur d'usage du site.

Les limites de ces différentes zones, et éventuellement des secteurs, figurent sur les documents graphiques ainsi que les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts ordonnés selon la numérotation.

ARTICLE I.4 – ADAPTATIONS MINEURES

(Article 152-3) « Les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme :

1° Peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;

2° Ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les dispositions de la présente sous-section. »

ARTICLE I.5 – PRISE EN COMPTE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux dispositions édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour les travaux, qui ont pour objet d'améliorer la conformité de ces immeubles avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

ARTICLE I.6 - PRINCIPE D'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT ET PLUS PARTICULIEREMENT DE L'ARTICULATION ENTRE LES ARTICLES 1 ET 2 DES DIFFERENTES ZONES

L'article 1 liste les occupations et utilisations du sol interdites sauf pour les cas visés à l'article 2. Par conséquent, les occupations et utilisations non visées à cet article sont implicitement autorisées.

L'article 2 liste les conditions particulières qui s'appliquent aux occupations et utilisations du sol non visées à l'article 1. Le non-respect des conditions visées dans cet article équivaut à une interdiction.

ARTICLE I.7 - LE PRESENT REGLEMENT A ETE ELABORE A PARTIR DE LA LISTE DES OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SUIVANTES :

1. Les constructions destinées :
 - à l'exploitation agricole ou forestière,
 - à l'habitation et leurs dépendances,
 - à l'hébergement hôtelier,
 - aux bureaux,
 - au commerce,
 - à l'artisanat,
 - à l'industrie,
 - à la fonction d'entrepôt.
2. Les constructions et installations nécessaires aux services publics d'intérêt collectif.
3. Les opérations d'aménagement d'ensemble à usage :
 - d'habitation,
 - d'activité.
4. Les installations classées :
 - soumises à déclaration,
 - soumises à autorisation,
 - les carrières.
5. Camping et stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés de camping et caravanage ainsi que les terrains destinés uniquement à la réception des caravanes.
6. Les habitations légères de loisirs :
 - les habitations légères de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
7. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attractions,
 - les dépôts de véhicules (neufs ou usagers) susceptibles de contenir au moins dix unités,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - les affouillements et exhaussements des sols,
 - les aires de jeux et de sport ouvertes au public,
 - les aires de stationnement ouvertes au public,

- les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le P.L.U.
8. Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à la réalisation et à l'exploitation de ces équipements.

CHAPITRE II : RISQUES

ARTICLE II.1 – ETABLISSEMENTS CLASSES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Selon les observations de la DREAL, considérant les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de **SCORI EST** « il convient d'interdire, dans un rayon de 200 m autour des installations autorisées de cet établissement :

- Tout nouvel immeuble non industriel habité ou occupé par des tiers,
- Les nouvelles voies de circulation extérieures à l'établissement dont le trafic est supérieur à deux cents véhicules par jour autres que les portions de voies utiles à la desserte de l'établissement et de MITTAL STEEL (anciennement UNIMETAL),
- Les nouvelles voies ferrées comportant un trafic de voyageurs ».

ARTICLE II.2 – SOLS POLLUES

(Source : BASOL)

Comme les autres communes de la CCPOM concernées par les anciennes activités minières et sidérurgiques, Amnéville met en place, après une évaluation simplifiée des risques (ESR), des projets de reconversion de tels sites.

Voir les fiches descriptives des sites ayant fait l'objet d'une ESR (évaluation simplifiée des risques) sur le site BASOL : <http://basol.environnement.gouv.fr>

ARTICLE II.3 – INDUSTRIES

Activités industrielles : Selon les recommandations de la DREAL, une distance d'éloignement d'au moins **100 mètres** est à maintenir **entre les zones d'activités industrielles et les zones d'habitations**.

CHAPITRE III : AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE III.1 – PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Le service régional de l'Archéologie est chargé de recenser, d'étudier et de faire connaître le patrimoine archéologique de la France. A ce titre, il veille à l'application de la législation sur l'archéologie rassemblée dans le Code du patrimoine (articles L.522-1 à L.522-4, L.531, L.541, L.544, L.621-26). L'archéologie vise à étudier les traces matérielles laissées par les sociétés passées. En tant que telle, elle n'a pas de limite chronologique et peut s'intéresser à des vestiges en élévation.

Les modes de saisine de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Service Régional de l'Archéologie) sont régis par les articles L.522-1 à L.522-4 du Code du patrimoine.

- Les demandes d'autorisation de lotir de plus de 3 hectares, de création de ZAC de plus de 3 hectares, d'aménagements soumis à étude d'impact, de travaux sur immeubles classés, de travaux de plus de 10 000 m² soumis à l'article R.442-3-1 du Code de l'urbanisme doivent systématiquement être transmises pour avis au Préfet de Région (DRAC), en application de l'article 4 du décret 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
- Les demandes de permis de construire, de permis de démolir, de lotissements et de ZAC de moins de 3 hectares, d'autorisation d'installation et de travaux divers et dans certaines conditions, de travaux soumis aux alinéas a et d de l'article R.442-3-1 du Code de l'urbanisme doivent être transmises pour avis au Préfet de Région en fonction des zonages et des seuils définis dans l'arrêté préfectoral SGAR n° 2003-489 du 26 septembre 2003.
- L'article L. 425-11 du Code de l'Urbanisme stipule que « *Lorsque la réalisation d'opérations d'archéologie préventive a été prescrite, les travaux ne peuvent être entrepris avant l'achèvement de ces opérations.* »

Autres dispositions législatives et réglementaires :

En application de l'article L.531-14 du Code du patrimoine réglementant en particulier les découvertes fortuites, toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie...) doit être signalée immédiatement au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine (6, Place de Chambre - 57045 - METZ Cedex 1 - Tél : 03.87.56.41.10), soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par un agent de l'Etat et tout contrevenant serait passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du Code pénal, en application des articles L.114-3 à L.114-5 du Code du patrimoine.

ARTICLE III.2 – OUVRAGES TECHNIQUES NECESSAIRES AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement et à la gestion des services publics ou d'intérêt public ou nécessaires à des réseaux d'intérêt collectif (transformateur EDF, poste de refoulement, local poubelles, boîtes aux lettres, bassin de rétention d'eaux pluviales enterré...) :

- peuvent s'implanter dans les marges de recul prévues pour les constructions et ce, en fonction des impératifs liés à leur utilisation, à leur maintien et à la sécurité publique,
- ne sont pas concernés par les dispositions édictées aux articles 9, 10 des règlements de zones.

Réseau de Transport Electricité - Les lignes HTB (ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts) sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres en particulier à des distances de sécurité inscrites à l'arrêté interministériel du 17 mai 2001.
 - Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien spécifique afin de garantir la sécurité des biens et des personnes (élagage et abattage d'arbres) et leurs accès doivent être garantis à tout moment.
- *Dans chaque zone impactée par des lignes HTB :*
- RTE a la possibilité de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
 - Les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne sont pas applicables aux lignes de transport HTB, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.
- *Dans chaque zone impactée par un poste de transformation :*
- Sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

ARTICLE III.3 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PERIMETRES DE PROTECTION DES ZONES NATURELLES

Forêts : Il est recommandé de respecter une distance minimale de 30 mètres entre les boisements et les zones d'urbanisation, autant pour les risques liés à la proximité des arbres que pour les nuisances liées à une trop grande proximité de la forêt.

TITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

ZONE UA

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UA est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au centre ancien de la commune et qui comprend de l'habitat ainsi que des services et activités diverses. Les constructions, anciennes pour la plupart, sont majoritairement édifiées en ordre continu.

Cette zone comprend un secteur UAa qui correspond au centre ancien de Malancourt-la-Montagne.

La zone UA est concernée par des couloirs de bruits :

- 100 mètres de part et d'autre de la RD 8

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir dans les périmètres définis sur le document graphique annexe.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE UA 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les établissements et installations de toute nature destinés à accueillir des activités pouvant porter atteinte à la salubrité et à la sécurité, ou apporter une gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou qui, par leur taille ou leur organisation sont incompatibles avec le structure architecturale ou urbaine de la zone.
2. Les constructions destinées :
 - à de **nouvelles** activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat, autres que celles visées à l'article UA 2,
 - à la création d'exploitation agricole et avicole,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale) et les élevages du type agricole et avicole.

3. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article UA 2,
4. Les constructions à usage d'habitation, hôtelier, de restauration et de commerce en 2^{ème} ligne,
5. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
6. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
7. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attractions,
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation de carrière ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article UA 2,
 - l'implantation de citerne gaz en aérien,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
8. Dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés au document graphique, les occupations et utilisations du sol de toute nature, à l'exception des abris de jardin.

ARTICLE UA 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage d'artisanat et les installations classées à condition :
 - a) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants,
 - b) qu'elles n'engendrent pas en limite de propriété, de façon permanente, des bruits supérieurs à 50 dbA de 7 heures à 20 heures et 40 dbA de 20 heures à 7 heures. Ces mesures devront être réalisées en limite de propriété avec un sonomètre de précision conforme à la norme AFNOR NF S 31 000, et suivant les directives de la norme AFNOR S 31 010,
 - c) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...),
 - d) qu'elles n'entraînent de façon habituelle un trafic important de poids lourds C (16 T PTC) (+ 10 mouvements/jour),
 - e) émettent dans l'atmosphère : - plus de 150 kg/jour de poussières
- plus de 0.57 T/heure de SO² (anhydride sulfureux).
2. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.

3. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.
4. Les dépendances des habitations à condition qu'elles n'abritent pas d'animaux, autres que volailles, volatiles (oiseaux de basse-cour), lapins, moutons, ou animaux domestiques, que l'élevage de ces animaux soit exclusivement de type familial et qu'il n'engendre pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...).

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UA 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile :
 - l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - la hauteur libre est fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Les groupes de garages de plus de 5 garages ne peuvent avoir qu'un seul accès à la voie publique.

Cet accès doit être commun à tous les garages et doit permettre aux véhicules l'entrée et la sortie en marche avant sans manœuvre sur la voie publique.

ARTICLE UA 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements et des opérations groupées doivent être réalisés en souterrain à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE UA 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. La façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique des constructions principales doit se situer dans la bande formée par le prolongement des façades des constructions voisines les plus proches.

Cette règle ne s'applique pas aux bâtiments de plus de 500 m² de surface de plancher.
2. Les annexes accolées ou non ne peuvent s'implanter en avant de la construction principale.
3. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
4. L'isolation par l'extérieur est autorisée en saillie des façades des constructions existantes. La limite d'emprise sur le domaine public n'est possible que dans la limite de 30 centimètres (épaisseur crépi inclus) et aux conditions cumulatives suivantes :
 - que le passage libre, handicapé, sur le trottoir du domaine soit toujours assuré à minimum 1,40 mètre. La réduction ponctuelle sera appréciée au cas par cas, au regard de la fréquentation du lieu ainsi qu'aux éventuelles contraintes préexistantes.
 - les travaux ne doivent pas impliquer une réduction de la voie fixée à l'article 3 et ne doivent pas créer de gêne pour la circulation.
 - les travaux doivent permettre d'assurer la défense incendie, la protection civile et ne peuvent réduire l'emprise minimum de l'accès fixée à 3,50 mètres. La hauteur libre est également fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.

- les travaux sur une habitation ne doivent pas empêcher des travaux similaires sur une habitation en vis à vis en prenant la limite maximale d'emprise sur le domaine public. La limite d'emprise possible sera alors répartie entre les deux fronts bâtis.

5. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.

Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

1. Dans les secteurs construits en ordre continu :
La façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique des constructions principales doit se situer dans la bande formée par le prolongement des façades des constructions voisines les plus proches.
2. Dans les secteurs construits en ordre discontinu :
La façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique des constructions principales doit se situer dans la bande des constructions voisines les plus proches, sans être inférieure à 5 mètres de l'alignement.
Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante, dans le but de former une unité architecturale.
En cas de division parcellaire, cette disposition s'applique à chaque lot issu de la division et non au terrain d'assiette de l'ensemble du projet.
3. Les autres constructions ne peuvent s'implanter en avant de la façade des constructions voisines les plus proches.
4. Les annexes (garages, abris de jardin, piscines...) adjacentes ou non à la construction principale ne pourront être implantées en avant de la construction principale.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.

ARTICLE UA 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Continuité d'implantation obligatoire de limite à limite :
La façade sur rue des constructions doit être édifiée en ordre continu d'une limite latérale à l'autre. Les extensions postérieures du corps principal du bâti existant et les nouvelles constructions qui seront obligatoirement édifiées depuis le front bâti continu de la rue pourront au-delà de la profondeur du bâti existant adjacent s'implanter sur une seule des limites. Dans ce cas, le retrait, par rapport à l'autre limite devra être au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.
2. Toutefois, lorsque le terrain a une façade sur rue supérieure ou égale à 10 mètres, l'implantation sur une seule des limites est autorisée. Dans ce cas, le retrait, par rapport à l'autre limite devra être au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.

3. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
4. L'isolation par l'extérieur est autorisée en saillie des façades des constructions existantes. La limite de l'épaisseur est fixée à 30 centimètres (épaisseur crépi inclus) et aux conditions suivantes :
 - l'application stricte de la limite séparative entre deux propriétés reste de rigueur (aucun débordement sur la propriété d'autrui).
 - que si un passage libre, dit « du tour d'échelle », existe, qu'il reste accessible et praticable.

Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

1. Dans les secteurs construits en ordre continu :

La façade sur rue des constructions doit être édifiée d'une limite latérale à l'autre lorsque le terrain a une façade sur rue inférieure à 10 mètres.
Lorsque le terrain a une façade sur rue supérieure ou égale à 10 mètres, l'implantation sur une seule des limites est autorisée. Dans ce cas, le retrait, par rapport à l'autre limite devra être au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. Dans les secteurs construits en ordre discontinu :

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
3. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UA 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Pas de prescriptions.

ARTICLE UA 9 – EMPRISE AU SOL

1. Les nouvelles constructions à usage d'habitation ou celles destinées à être adaptées, confortées ou agrandies devront être édifiées en un seul corps.
2. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m².
3. Les garages qui ne sont ni intégrés ni accolés à une construction principale sont autorisés, à condition :
 - qu'ils soient regroupés, en bande, et dans la limite de 10 garages maximum,
 - que leur emprise au sol n'excède pas 20 m².

4. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UA 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. La hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 4 + combles aménageables. La création d'un étage en attique, compris dans le volume des combles est interdite.
2. La hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
3. La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN). Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

1. La hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 1 + combles (mansarde...) avec un maximum fixé à 8 mètres sous égout.
 - a) Les toitures à la Mansard ne pourront comprendre plus d'un niveau de combles au-dessus de l'égout,
 - b) La création d'un étage en attique, compris dans le volume des combles est interdite.
2. La hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
3. Pour les constructions annexes isolées à l'habitation, y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique, la hauteur maximale de la construction projetée est fixée à 4 mètres.
4. La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN). Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UA 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin,...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :
 - le volume et la toiture,
 - les matériaux, l'aspect et la couleur,
 - les éléments de façade tels que percements et balcons,
 - les clôtures,
 - l'adaptation au sol.

2. Les constructions devront être réalisées en harmonie avec les constructions voisines existantes.
3. La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.
4. Les accès principaux des constructions se situeront dans une amplitude de $\pm 0,50$ mètre par rapport à l'axe de la chaussée.
5. La dalle basse de la construction ne peut être située à une hauteur inférieure à 1,20 mètre de l'axe de la chaussée.
6. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

1. Volume et toitures

- Les toitures devront être à deux pans.
- Les toitures à un, trois ou quatre pans seront toutefois autorisées soit pour des bâtiments de volume très important, soit pour des bâtiments d'angle, soit pour des bâtiments adossés ou implantés sur une limite séparative, soit pour des bâtiments associés sur cour.
- La pente des toitures devra être comprise dans la « fourchette moyenne » donnée par la pente des toitures voisines.
- Le volume des toitures doit s'inscrire dans la silhouette de l'ensemble des toitures des bâtiments voisins.
- Les chiens assis sont autorisés, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux ou de tout autre percement au niveau et au-dessus de la ligne de l'égout de toiture ne peut excéder 1/2 (un demi) de la longueur de la façade.

En façade postérieure sont autorisés :

- Les extensions de type « véranda ».
- Les terrasses en retrait comprises dans le volume de la toiture.
- Les toitures terrasses végétalisées ou non, à condition qu'elles ne soient pas visibles depuis le domaine public.
- Les matériaux de couverture sélectionnés seront de type régional (tuile béton ou terre cuite), de préférence, de couleur rouge à rouge foncé.
- La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.

Dans la zone UA :

2. Matériaux, aspect et couleur

- Le traitement architectural de la façade sur rue doit s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.
- Pour les façades des constructions principales, sont autorisés les enduits au mortier de chaux et de sable local, finition traditionnelle, et tout enduit d'aspect équivalent.
 - Les badigeons, les enduits et les peintures devront laisser apparentes les pierres de taille originellement destinées à l'être.

- La pose de baguette d'angle est interdite.
- Le choix de la teinte de l'enduit autre que ton pierre devra être soumis à l'approbation du Service Technique de la commune d'Amnéville. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
- À condition d'être en bon état, les maçonneries traditionnelles (linteaux, corniches, encadrements de baies en pierre de taille...) seront conservées et si possible restaurées. En outre, leur mise en peinture est interdite.
- Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
- Les annexes, à l'exception des abris de jardin, seront en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les abris de jardin, y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique seront :
 - soit en bois, qui sera alors dans des teintes naturelles ou peint en harmonie avec les murs de la construction principale,
 - soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés en façade postérieure et en toiture dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.
- Les antennes et les paraboles sont interdites en façade quand celle-ci donne sur la rue ; elles ne doivent pas être visibles depuis le domaine public.

3. **Éléments de façade, tels que percements et balcons**

- Le choix de la nature ainsi que la couleur des menuiseries extérieures est libre et devra être précisé sur le formulaire de permis de construire. Les teintes doivent s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.
- Les caissons des volets roulants devront être intégrés à la fenêtre ou à la façade,
- Le rythme des percements et leur proportion doivent faire référence au bâti traditionnel.

4. **Clôtures**

- Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Sauf disposition graphique particulière, les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames)

La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.

- Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle).

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

5. Adaptation au terrain naturel

Afin d'éviter les maisons sur butte ou déchaussées, la dalle basse du rez-de-chaussée des constructions ne devra pas se situer à plus de 0,50 mètre au-dessus ou au-dessous du terrain naturel, au niveau de la façade sur rue.

L'accès principal à la construction se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.

6. Les usoirs

Les usoirs existants devront rester libres de toute construction de mur, muret ou clôture.

7. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

8. Sont interdits :

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les panneaux aspect bois en clôture sur rue,
- les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue,
- les clôtures en fil de fer barbelé,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UA 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ;
- Logement collectif : 2 emplacements par logement.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :
 - Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
 - Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;
 - Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ;
 - Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².
3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :

Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.

Dans le secteur UAa (Malancourt – centre) :

4. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

 - Maison individuelle : 2 emplacements
 - Logement 1 pièce : 1 emplacement ;
 - Logement 2 pièces : 2 emplacements ;
 - Logement 3-4 pièces : 2 emplacements ;
 - Logement 5 pièces et plus : 3 emplacements.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

5. Pour les commerces et activités de services :
 - Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
 - Restauration : 1 emplacement pour 12 m² de salle ;
 - Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 40 m² ;
 - Artisanat : 1 emplacement pour 100 m²,
 - Atelier automobile : 1 emplacement pour 100 m²,
6. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :

Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.
7. Les surfaces de référence sont des surfaces de plancher. La valeur obtenue par le calcul ci-dessus est arrondie à l'unité supérieure. La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des établissements qui leur sont le plus directement assimilables.
8. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.
9. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de

stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération.

10. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement dans les cas de réhabilitation de bâtis anciens en logements.

11. Pour l'habitat collectif :

En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :

- soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m,
- soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon.

12. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :

- Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement.
- Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).

ARTICLE UA 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : la demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. Les aires de stationnement adjacentes au domaine public seront également plantées à raison d'un arbre pour 3 (trois) places de stationnement.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE UA 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE UA 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE UB

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UB est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone UB est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone UB est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

La zone UB est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

La zone UB comporte les cinq secteurs suivantes :

- UBa, qui définit une hauteur par rapport aux immeubles existants,
- UBb, qui correspond au périmètre des lotissements « Roseraie I, II, III, III bis, IV » « Extension Roseraie II, IV », « La Colonie aux Bois », « Terres blanches 1 et 2 » et « L'Orée du Bois », « Horticole » et « Extension Horticole »,
- UBc, qui correspond au quartier d'habitations datant de 1935-1955,
- UBd, qui correspond à la zone d'extension de Malancourt-la-Montagne,
- UBe, qui correspond au lotissement des « Coteaux du Soleil »,
- UBf, qui correspond à une impasse pavillonnaire au nord de la commune,
- UBr1, situé au sud-ouest de la commune, au pied de la première banquette du crassier, le long du Chemin des Terrasses du Soleil, secteur où s'appliquent des prescriptions spécifiques.

Le secteur UBr1 fait l'objet de servitudes inscrites au Livre Foncier.

Le diagnostic de site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur ce secteur est joint aux annexes du PLU :

- **Secteur UBr1** : Cf. : Rapport sanitaire établi par le cabinet LECES Réf. : RC 16395 septembre 2009,
- **Secteur Ube** : Plan de Gestion établi par le cabinet LECES Réf : RC 17577/3 de mai 2011.

Au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) des prescriptions spécifiques et des restrictions d'usage s'appliquent sur ce secteur :

- Construction des bâtiments sur radier,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins de rétention des eaux pluviales et de ruissellement sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- La réglementation des travaux d'affouillement des sols (les terres excavées devront être considérées comme des déchets et éliminées selon une filière agréée),
- Interdiction d'occupation des terrains nus sans recouvrement préalable de ces derniers par une couche de matériaux sains d'au moins 30 cm d'épaisseur. Cette dernière sera d'au moins 40 cm d'épaisseur dans le secteur UBr1. Dans la mesure où cela est techniquement envisageable, il conviendrait également de mettre en place un grillage avertisseur à l'interface sols pollués/matériaux sains,
- La mise en place de canalisations pour l'eau potable conçues avec un matériau adapté et permettant de supprimer la diffusion des polluants à travers les parois. Les canalisations devront préférentiellement être mises en place au sein d'un remblai d'apport propre ou dans des caniveaux techniques béton,
- La conservation de la mémoire de l'état de pollution du site, des investigations et travaux réalisés dans les actes notariés, le Livre Foncier, le P.L.U.

La zone UB est concernée par des couloirs de bruits de :

- 100 mètres de part et d'autre des RD 8 et RD 112F,
- 30 mètres de part et d'autre de la RD 47

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions sur Amnéville doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE UB 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les établissements et installations de toute nature destinés à accueillir des activités pouvant porter atteinte à la salubrité et à la sécurité, ou apporter une gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou qui, par leur taille ou leur organisation sont incompatibles avec le structure architecturale ou urbaine de la zone.
2. Les constructions destinées :
 - à de **nouvelles** activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat, autres que celles visées à l'article UB 2,
 - à la création d'exploitation agricole et avicole,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale) et les élevages du type agricole et avicole.

3. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article UB 2,
4. Les constructions à usage d'habitation, hôtelier, de restauration et de commerce en 2^{ème} ligne,
5. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
6. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
7. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation de carrière ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article UB 2,
 - l'implantation de citerne gaz en aérien,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
 - la construction ou l'extension de voies ferrées pour le transport des voyageurs.
8. **De plus, dans le secteur UBb :**
 Les commerces avec des surfaces nécessitant des parkings d'exploitation.

Dans le périmètre des lotissements « du Stade » et « Extension Horticole » :
 - l'implantation de citerne à gaz en aérien ou en souterrain,
 - la géothermie horizontale ainsi que les forages verticaux,
 - les puits privés.
9. **De plus, dans le secteur UBc :**
 - les extensions du bâti existant en façade postérieure, créant au minimum 1 logement.
10. **De plus, dans le secteur Ube :**
 - Les bâtiments avec sous-sol ou parking enterrés,
 - Les locaux commerciaux de quelque nature que ce soit,
 - La géothermie horizontale ainsi que les forages verticaux.
 - Les puits privés.

Pour l'habitat individuel :

 - Les extensions du bâti existant en façade postérieure, créant au minimum 1 logement.
 - L'implantation de citerne à gaz.
11. **Dans le secteur UBf :**
 - les constructions destinées à des activités économiques, qu'il s'agisse de constructions nouvelles ou de changements de destination.
12. **Dans le secteur UBr1 :**
 Les cultures de plantes, de fruits, de baies comestibles sont interdites.
13. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau hors agglomération sur les routes départementales.

14. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
- dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE UB 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATION DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage d'artisanat et les installations classées à condition :
 - a) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants,
 - b) qu'elles n'engendrent pas en limite de propriété, de façon permanente, des bruits supérieurs à 50 dbA de 7 heures à 20 heures et 40 dbA de 20 heures à 7 heures. Ces mesures devront être réalisées en limite de propriété avec un sonomètre de précision conforme à la norme AFNOR NF S 31 000, et suivant les directives de la norme AFNOR S 31 010,
 - c) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...),
 - d) qu'elles n'entraînent de façon habituelle un trafic important de poids lourds C (16 T PTC) (+ 10 mouvements/jour),
 - e) émettent dans l'atmosphère : - plus de 150 kg/jour de poussières
- plus de 0.57 T/heure de SO² (anhydride sulfureux).
2. L'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée des installations classées **existantes** soumises à déclaration ou à autorisation à condition qu'elles soient compatibles avec l'article UB 2 - alinéa 1.
3. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.
4. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.
5. Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :

La construction et l'extension mesurée des habitations individuelles et leurs dépendances sont soumises à la condition :

 - d'être obligatoirement fondées sur une plateforme horizontale en remblai traitée remblai type support de fondations. Les fondations des futures constructions seront de type RADIER GENERAL conformément aux prescriptions du rapport de sol « COMPETENCE GEOTECHNIQUE » joint (M07-119 du 23/04/2007).

La mise à niveau des plateformes, les purges éventuelles et les remblais complémentaires nécessaires sous les radiers et autres ouvrages seront à la charge exclusive du constructeur.

Les sondages et essais de sols préconisés dans le rapport de sol seront à la charge exclusive du constructeur.

La commune recommande à chaque futur propriétaire de réaliser un ou plusieurs sondages de sols comprenant une reconnaissance et essai de sols afin d'en déterminer la consistance. La commune ne pourra être tenue responsable d'éventuels désordres du bâti si aucun sondage de sols complémentaires n'est réalisé par le propriétaire.

- que les apports et mise en place de terres végétales nécessaires pour l'aménagement des abords privatifs soient à la charge exclusive du titulaire du permis de construire.
Ils devront obligatoirement être réalisés de manière à correspondre au pied de la construction au niveau des RDC imposés ci-après et au niveau de la limite de propriété du domaine public.
Les contraintes sont les mêmes pour la réalisation de tout réseau et voiries en domaine privatif.

6. Dans le secteur UBb :

- Dans le périmètre du lotissement « L'Orée du Bois » :

La construction et l'extension mesurée des habitations individuelles et leurs dépendances sont soumises à la condition :

- d'être obligatoirement fondées sur une plateforme horizontale en remblai traitée remblai type support de fondations. Les fondations des futures constructions seront de type RADIER GENERAL conformément aux prescriptions du rapport de sol « COMPETENCE GEOTECHNIQUE » joint (M07-119 du 23/04/2007).
La mise à niveau des plateformes, les purges éventuelles et les remblais complémentaires nécessaires sous les radiers et autres ouvrages seront à la charge exclusive du constructeur.
Les sondages et essais de sols préconisés dans le rapport de sol seront à la charge exclusive du constructeur.
La commune recommande à chaque futur propriétaire de réaliser un ou plusieurs sondages de sols comprenant une reconnaissance et essai de sols afin d'en déterminer la consistance. La commune ne pourra être tenue responsable d'éventuels désordres du bâti si aucun sondage de sols complémentaires n'est réalisé par le propriétaire.
- que les apports et mise en place de terres végétales nécessaires pour l'aménagement des abords privatifs soient à la charge exclusive du titulaire du permis de construire.
Ils devront obligatoirement être réalisés de manière à correspondre au pied de la construction au niveau des RDC imposés ci-après et au niveau de la limite de propriété du domaine public.
Les contraintes sont les mêmes pour la réalisation de tout réseau et voiries en domaine privatif.

- Les locaux à usage de bureaux ou de services complémentaires à l'activité de l'occupant dont la surface ne doit pas excéder 50 m².

- Dans le périmètre du lotissement « Horticole », les forages verticaux pour la géothermie sous réserve des autorisations administratives.

7. Dans les secteurs UBe et UBr1 :

Dans le périmètre du lotissement « des Coteaux du Soleil » :

- Les lots n°34 et 38 inclus du lotissement « Les Coteaux du Soleil » devront de plus soit intégrer des vides sanitaires d'une hauteur minimum de 0,50 mètre, soit mettre en place une géomembrane étanche sous les bâtiments et sur l'ensemble du terrain (Cf. aux schémas n°14 et 15 du Plan de Gestion établi par le cabinet LECES Réf : RC 17577 juin 2010).
- Les constructions essentiellement liées à l'habitation et leurs dépendances.

- Les locaux à usage de bureaux ou de services complémentaires à l'activité de l'occupant dont la surface ne doit pas excéder 50 m².

Pour l'habitat intermédiaire :

- Le lot A pourra supporter au R.D.C. des commerces (en dehors de toute activité de restauration), des bureaux et des locaux de services utiles à la vie des habitants.
- Les locaux à usage de bureaux (en RDC et en étages des constructions) ou de services complémentaires à l'activité de l'occupant.
- Les groupements d'habitations à vocation dominante d'habitations, petits collectifs, maisons de ville en bande ou isolées, cottages, ainsi que les groupements de garages ou parc de stationnement liés aux besoins des habitants.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UB 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.
4. Les voies piétonnes doivent présenter une emprise d'au moins 3 mètres.
5. **Dans le secteur UBe :**
Pour l'habitation intermédiaire :
 - Les voies nouvelles privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.
 - Toute voie privée devra comporter un dispositif d'éclairage.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile :
 - l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - la hauteur libre est fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.

2. Les groupes de garages de plus de 5 garages ne peuvent avoir qu'un seul accès à la voie publique.
Cet accès doit être commun à tous les garages et doit permettre aux véhicules l'entrée et la sortie en marche avant sans manœuvre sur la voie publique.
3. **Dans le secteur UBb :**
L'accès des garages s'effectue depuis la façade principale. Il ne sera admis ni accès depuis les façades postérieure et latérale, ni depuis une impasse lorsque le terrain est déjà accessible depuis une rue.
4. **Dans le secteur UBe :**
Pour l'habitation intermédiaire :
 - Les accès directs de tous les terrains cessibles sont interdits depuis les chemins piétonniers, places de stationnement, parkings publics et depuis la montée des Terrasses du Soleil.
 - Un nombre limité à 3 accès depuis le domaine public pourra être imposé suivant la configuration de la parcelle. Les services Techniques détermineront au vu des subdivisions des lots le nombre d'accès principaux depuis le domaine public.
 - Le futur propriétaire devra tenir compte dans l'implantation de son bâtiment : de son accès.

Caractéristique des accès internes aux terrains issus des subdivisions :

Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant la défense incendie et la protection civile.

L'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres pour les maisons individuelles isolées et à 5 mètres pour les groupements d'habitations et petits collectifs.

Pour les subdivisions supportant des projets de petits collectifs et commerce au RDC du bâti :

- Le ou les accès à la parcelle desservant tous les garages et places de stationnement de l'opération s'effectuent depuis la voirie interne du lotissement, et doivent permettre aux véhicules l'entrée et la sortie sans aucune manœuvre sur la voie publique.
- Un nombre limité à 3 accès depuis le domaine public pourra être imposé suivant la configuration de la parcelle. Les services Techniques détermineront au vu des subdivisions des lots le nombre d'accès principaux depuis le domaine public.

ARTICLE UB 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :

Les lots 20a à 27b inclus sont greffés d'une servitude de passage affectée aux réseaux d'eau potable, d'électricité, télécommunications et assainissement d'une largeur de 1 mètre à compter du domaine public et d'une longueur équivalente à celle de leur parcelle.

Dans le secteur UBb :

Tous les réseaux ainsi que les raccordements aux constructions devront être réalisés en souterrain.

I - Eau potable :

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Dans le secteur UBr1 :

Obligation de mettre en place des canalisations d'eau potable protégée contre la diffusion des polluants à travers sa paroi (matériau adapté, coffrage de la canalisation...).

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés, les ruisseaux et le drain des eaux et autres effluents est interdite.

Dans le périmètre du lotissement « Horticole » :

Le lotissement sera desservi par un collecteur raccordé sur le collecteur principal existant sur la chaussée de l'avenue du Bataillon Bigeard et le Clos de la Villa Pompéi.

Les parcelles n°9, 10, 11, 12, 13 et 14 auront sur leur terrain un regard de branchement Eaux Usées (E.U.) et Eaux Pluviales (E.P.) situé à proximité de la limite du domaine public.

Les parcelles n°1, 5, 6, 15, 16 et 17 auront un regard EU-EP en commun.

Les parcelles n°2, 3, 4, 7, 8, 18, 19, 20, et 21 auront un regard EU et un puits perdu.

Toutes les parcelles devront stocker les eaux pluviales de toiture dans une citerne (enterrée ou hors sol) à la charge de l'acquéreur.

La capacité de la citerne sera de 2 000 litres minimum, le trop plein sera branché dans un regard de branchement EP à l'exception des parcelles n°2, 3, 4, 7, 8, 18, 19, 20, et 21 qui auront un puits perdu.

Dans le périmètre du lotissement « L'Orée du Bois » :

Les eaux pluviales de toiture seront stockées dans une citerne à la charge de l'acquéreur.

La capacité de la citerne sera de 2 000 litres minimum, le trop plein sera branché dans un regard de branchement EP.

Les eaux pluviales de voirie seront branchées dans le regard de branchement EP.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

Dans le secteur UBb :

1. Les eaux pluviales seront évacuées dans les puits perdus à la charge des constructeurs sur la parcelle privative.
2. Dans le périmètre du lotissement « Extension Horticole », toutes les parcelles devront stocker les eaux pluviales de toiture dans une citerne (enterrée ou hors sol) à la charge de l'acquéreur. La capacité de la citerne sera de 2000 litres minimum, le trop plein sera branché dans le regard de branchement EP.

Dans le secteur Ube :

Toutes les parcelles devront stocker les eaux pluviales de toiture dans une citerne (enterrée ou hors sol) à la charge de l'acquéreur. La capacité de la citerne sera de 2 000 litres minimum, le trop plein sera branché dans le regard de branchement EP.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements et des opérations groupées doivent être réalisés en souterrain à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE UB 5 – CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Pas de prescriptions.

ARTICLE UB 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Sauf disposition graphique particulière repérée sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Les annexes accolées ou non ne peuvent s'implanter en avant de la construction principale.
4. **Dans le secteur Ube :**

Pour l'habitat intermédiaire et collectif :

- Les constructions seront implantées conformément aux prescriptions du plan de composition.

Les constructions présenteront un recul de :

- 10 mètres de l'alignement par rapport à l'avenue principale,
- 5 mètres par rapport aux voies secondaires, chemins piétonniers et aux parking public accessible depuis la montée des Terrasses du Soleil.

Pour l'habitat intermédiaire :

- L'implantation de garages individuels isolés ou groupés, remises, annexes, véranda et abri de jardin est interdite en 1^{ère} ligne face à l'avenue principale et face à la montée des Terrasses du Soleil.
- Les aires de stockage de containers à déchets pourront s'implanter à proximité de l'accès principal du terrain.

Pour l'habitat collectif :

- L'implantation de garages individuels isolés ou groupés est interdite en 1^{ère} ligne face à l'avenue principale et la rue de desserte adjacente au lot D.
 - Les aires de stockage de containers à déchets pourront s'implanter à proximité de l'accès principal du terrain.
5. Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante dans le but de former une unité architecturale.
 6. Les constructions isolées ne peuvent s'implanter en avant des façades principales.
 7. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
 8. L'isolation par l'extérieur est autorisée en saillie des façades des constructions existantes. La limite d'emprise sur le domaine public n'est possible que dans la limite de 30 centimètres (épaisseur crépi inclus) et aux conditions cumulatives suivantes :
 - que le passage libre, handicapé, sur le trottoir du domaine soit toujours assuré à minimum 1,40 mètre. La réduction ponctuelle sera appréciée au cas par cas, au regard de la fréquentation du lieu ainsi qu'aux éventuelles contraintes préexistantes.
 - les travaux ne doivent pas impliquer une réduction de la voie fixée à l'article 3 et ne doivent pas créer de gêne pour la circulation.
 - les travaux doivent permettre d'assurer la défense incendie, la protection civile et ne peuvent réduire l'emprise minimum de l'accès fixée à 3,50 mètres. La hauteur libre est également fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.
 - les travaux sur une habitation ne doivent pas empêcher des travaux similaires sur une habitation en vis à vis en prenant la limite maximale d'emprise sur le domaine public. La limite d'emprise possible sera alors répartie entre les deux fronts bâtis.
 9. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
 10. Dans le périmètre du lotissement « du Stade », les constructions isolées (garages, remises, annexes, véranda et abri de jardin) ne peuvent s'implanter en avant des façades principales, à l'exception des lots n°20a à n°27b inclus, où seule l'implantation d'un garage, remplissant les prescriptions des articles UB 7, UB 8, UB 9 et UB 10, est autorisée.

ARTICLE UB 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.
2. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
3. **Dans le secteur Ube :**
Pour l'habitat individuel :

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.

Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.

Pour l'habitat intermédiaire :

a) Limite séparatives latérales :

- Bâti de l'habitat intermédiaire

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché, doit être, au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans être inférieur à 3 mètres.

- Annexes et garages

La distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché, doit être, au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans être inférieur à 3 mètres.

b) Limite séparatives postérieures :

A l'exception des annexes et des garages qui pourront jouxter les limites séparatives postérieures, la distance comptée horizontalement de tout point d'un bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché, doit être, au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans être inférieur à 3 mètres.

Pour l'habitat collectif :

1. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

3. L'isolation par l'extérieur est autorisée en saillie des façades des constructions existantes. La limite de l'épaisseur est fixée à 30 centimètres (épaisseur crépi inclus) et aux conditions suivantes :
 - l'application stricte de la limite séparative entre deux propriétés reste de rigueur (aucun débordement sur la propriété d'autrui).
 - que si un passage libre, dit « du tour d'échelle », existe, qu'il reste accessible et praticable.
4. Dans le périmètre du lotissement « Extension Horticole », les abris de jardins et annexes à l'habitation des lots n°1,2 et 3 ne pourront s'implanter dans la zone hachurée du droit de passage en limite séparative.

ARTICLE UB 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

1. Dans le secteur UBd (Malancourt) :

Les extensions de partie habitable ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception des abris de jardins, remises, garages et piscines.

2. **Dans le secteur UBe**, pour les immeubles à destination d'habitat collectif, les constructions non contiguës devront être distantes les unes des autres d'une longueur au moins égale à la demi somme des hauteurs sous égout, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

3. **Dans le secteur UBb et UBe :**

Les dispositions de l'article 1 ne s'appliquent pas aux dépendances (garage, abris...).

4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.
5. L'isolation par l'extérieur est autorisée en saillie des façades des constructions existantes. La limite de l'épaisseur est fixée à 30 centimètres (épaisseur crépi inclus) et à la condition suivante :
 - que si un passage libre existe, qu'il reste accessible et praticable.

ARTICLE UB 9 – EMPRISE AU SOL

1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m².
2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m².
3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.

ARTICLE UB 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. La hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 2 + combles aménageables (mansardes, attiques...). Le projet respectera la volumétrie dominante du secteur.

2. **Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :**

Pour l'habitat individuel :

- Les constructions pour l'habitation ne pourront avoir plus de 1 niveau au-dessus du rez-de-chaussée, plus combles aménagés.

- La hauteur de la construction par rapport à l'égout de la toiture est mesurée par rapport au niveau fini du milieu de la chaussée, perpendiculairement à l'axe de la façade principale d'accès et ne pourra être supérieure à 7 mètres.

- La hauteur des annexes isolées à l'habitation, de type garages, remises et abris de jardin est limitée à RDC avec une hauteur maximale hors tout de 3,50 mètres.

Pour l'habitat collectif :

- Les constructions ne pourront avoir plus de deux niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, plus combles aménageables. Dans tous les cas, la hauteur de la construction à l'égout de la toiture est mesurée par rapport au niveau fini du milieu de la chaussée, perpendiculairement à l'axe de la façade principale d'accès et ne pourra être supérieure à 11 mètre.

- Les chiens assis, les terrasses en retrait sont autorisées, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux, ou de tout autre percement au niveau et au-dessus de la ligne de l'égout de toiture ne peut excéder 1/3 (un tiers) de la longueur de la façade.

3. **Dans le secteur UBa :**

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 3 + combles aménageables (mansardes, attiques...).

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

4. **Dans les secteurs UBb :**

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 + combles aménageable (mansardes, attiques...).

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

5. **Dans les secteurs UBd :**

- La hauteur maximale des constructions d'habitation est fixée à R + 1 + combles (mansardes, attiques...).

- Pour les constructions de logements collectifs, la hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 2 + combles (mansardes, attiques...).

- Pour les constructions annexes isolées à l'habitation, y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique, la hauteur maximale de la construction projetée est fixée à 4 mètres.

6. **Dans les secteurs UBe :**

Pour l'habitat individuel isolé :

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 + combles aménageable (mansardes, attiques...). La hauteur sous égout ne pourra être supérieure à 7,50 mètres (à l'exception des lots n°34 à 38 inclus qui pourront avoir une hauteur sous l'égout limitée à 8 mètres).

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

Pour l'habitat individuel groupé :

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 + combles aménageable (mansardes, attiques...). La hauteur sous égout ne pourra être supérieure à 7,00 mètres.

- La hauteur maximale de la construction projetée en tout point mesurée à partir du terrain naturel (TN) est fixée à 11,50 mètres.

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

Pour l'habitat intermédiaire :

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 1 + combles aménageable (mansardes, attiques...). La hauteur sous égout ne pourra être supérieure à 9,50 mètres.

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

Pour l'habitat collectif :

- La hauteur maximale des constructions est fixée à R + 2 + combles aménageable (mansardes, attiques...). La hauteur sous égout ne pourra être supérieure à 14,50 mètres.

- La hauteur maximale des annexes à l'habitation telles que remises et abris de jardin est fixée à 3,50 mètres à compter du terrain naturel à l'égout de toiture lorsque celles-ci ne sont pas associées au bâtiment principal.

7. La hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
8. La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN). La hauteur maximale est calculée à partir du terrain naturel (TN), avant tout remaniement. Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

ARTICLE UB 11 – ASPECT EXTERIEUR**I - Prescriptions générales**

1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :
 - le volume et la toiture,
 - les matériaux, l'aspect et la couleur,
 - les éléments de façade tels que percements et balcons,
 - les clôtures,
 - l'adaptation au sol.
2. Les accès principaux des constructions se situeront dans une amplitude de $\pm 0,50$ mètre par rapport à l'axe de la chaussée.
3. La dalle basse de la construction ne peut être située à une hauteur inférieure à 1,20 mètre de l'axe de la chaussée.

4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. Le mobilier extérieur visible de la voie publique, tel que les boîtes destinées au courrier, les luminaires, ainsi que les ouvrages décoratifs devront être discrets et de bonne tenue.
6. Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :

Pour l'habitat collectif :

- Le niveau fini du dessus de la 1^{ère} dalle ou dallage bas sera implanté au minimum à + 0,15 m par rapport au niveau fini du milieu de la chaussée dans l'axe de la façade de l'immeuble projeté.
- Le niveau des terres rapportées et les voiries et parking réalisés pour l'aménagement des abords devra être aligné au pied de la construction avec le niveau du radier au droit des accès et façade(s) sur rue(s) avec l'altitude du TN.
- Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau fini du milieu de la chaussée, mesure prise perpendiculairement à l'axe de la façade de l'immeuble projeté.

Les sous-sols et demi sous-sols sont interdits.

7. Dans le secteur UBb :

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne s'appliquent pas.

Chaque construction devra être particulièrement étudiée sur le plan architectural, les maisons H.Q.E. (Haute Qualité Environnementale) sont autorisées.

L'ensoleillement, l'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

Le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,25 mètre et au maximum à 1 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.

L'accès à la construction se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.

Les sous-sols et demi sous-sols sont interdits.

Dans le périmètre des lotissements « Horticole », « Extension Horticole » et « L'Orée du Bois » :

- Le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,15 mètre et au maximum à + 1 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.
- Le niveau des terres rapportées pour l'aménagement des abords devra correspondre au pied de la construction avec les niveaux supérieurs des radiers au droit des accès et adapté au niveau des accès principaux.
- L'accès à la maison se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.
- Les sous-sols et demi sous-sols sont interdits.

Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :

- Le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,15 mètre et au maximum à + 0,50 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.

- L'accès à la maison se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.
- Les sous-sols et demi sous-sols sont interdits.

8. Dans le secteur UBe :

Chaque construction devra être particulièrement étudiée sur le plan architectural, les maisons H.Q.E. (Haute Qualité Environnementale) sont autorisées.

L'ensoleillement, l'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

Les constructions sur un seul niveau sont autorisées à conditions qu'elles présentent des décrochements de volume.

Le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,15 mètre et au maximum à + 1 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.

Pour les lots n°34 à 38 inclus :

- Si un vide sanitaire d'une hauteur minimum de 0,65 mètre a été intégré dans les fondations, le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,50 mètre et au maximum à + 1,35 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.
- Si une géomembrane étanche a été mise en place sous le bâtiment et sur l'ensemble du terrain, le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,15 mètre et au maximum à + 0,85 mètre du niveau fini du milieu de la chaussée.

Le niveau des terres rapportées pour l'aménagement des abords devra correspondre au pied de la construction avec les niveaux supérieurs des radiers au droit des accès et adapté au niveau des accès principaux.

L'accès à la maison se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.

Les sous-sols et demi sous-sols sont interdits.

II - Prescriptions particulières

Les constructions devront être réalisées en harmonie avec les constructions voisines existantes.

La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.

1. Volume et toitures

Dans le périmètre du lotissement « du Stade » :

L'unité architecturale de l'ensemble du lotissement sera donnée par les prescriptions obligatoires suivantes :

- Le bâti peut comporter plusieurs pans de toiture. Les deux pans principaux seront compris entre 25° et 45°, parallèle à ceux indiqués sur le plan de composition. Les matériaux de couverture seront sélectionnés du type régional (tuile béton ou terre cuite, teinte libre). La direction du faîtage principal sera parallèle à celle indiquée sur le plan de composition.
- Les chiens assis, les terrasses en retrait sont autorisées, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux ou de tout autre percement

au niveau et au dessus de la ligne de l'égout de toiture ne peut excéder 1/3 (un tiers) de la longueur de la façade.

- Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale à l'exception :
 - o des abris de jardins,
 - o du garage isolé, pour les lots 20a à 27b inclus.

Dans le périmètre du lotissement « Les Coteaux du Soleil » :

L'unité architecturale de l'ensemble du lotissement sera donnée par les prescriptions obligatoires suivantes :

- Le bâti peut comporter plusieurs pans de toiture. Les deux pans principaux seront compris entre 25° et 45°, parallèle à ceux indiqués sur le plan de composition. Les matériaux de couverture seront sélectionnés du type régional (tuile béton ou terre cuite, teinte libre).
- Les toitures terrasses végétalisées ou engravillonnées sont autorisées.
- Les toitures zinguées ou cuivrées permettant une expression architecturale contemporaine et certaines formes (arrondies ou à faible pente) sont autorisées.
- La pente de la toiture sera adaptée aux préconisations minimales du produit.
- Les chiens assis, les terrasses en retrait sont autorisées, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux ou de tout autre percement au niveau et au dessus de la ligne de l'égout de toiture ne peut excéder 1/2 (un demi) de la longueur de la façade.
- Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la constructions principale, à l'exception :
 - des abris de jardin et remises,
 - des garages.

Dans le secteur UBd :

- Les constructions sur un seul niveau sont autorisées à condition qu'elles présentent des décrochements de volume.
- Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception :
 - des abris de jardin et remises,
 - des garages.
- Le volume des toitures doit s'inscrire dans la silhouette de l'ensemble des toitures des bâtiments voisins.
- Le bâti peut comporter plusieurs pans de toiture. La direction du plus long pan ou des pans principaux sera parallèle à la rue.
- La pente des toitures devra être comprise dans la « fourchette moyenne » donnée par la pente des toitures voisines.
- Les combles aménagés sur un seul niveau en attique sont autorisées.
- Les toitures terrasses végétalisées ou engravillonnées sont autorisées.
- Les toitures zinguées ou cuivrées permettant une expression architecturale contemporaine et certaines formes (arrondies ou à faible pente) sont autorisées. La pente de la toiture sera adaptée aux préconisations minimales du produit.
- Les parties de construction édifiées en superstructure telles que machinerie de ventilation, sortie de secours..., doivent s'intégrer dans la composition architecturale du bâtiment. Les machineries d'ascenseur apparentes en toiture sont interdites.
- Les matériaux de couverture sélectionnés seront de type régional (tuile béton ou terre cuite), teinte libre.

- La toiture des extensions, dépendances et annexes à une construction principale préexistante devra être traitée en harmonie avec celle de la construction principale, même si les matériaux sont différents de ceux imposés par le P.L.U.

2. Matériaux, aspect et couleur

- Le traitement architectural de la façade sur rue doit s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.
- Les teintes de l'enduit trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
- Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
- Les annexes, à l'exception des abris de jardin, seront en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les abris de jardin seront :
 - soit en bois, dans des teintes naturelles ou peints en harmonie avec les murs de la construction principale,
 - soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.

Dans le secteur UBb :

- Les constructions sur un seul niveau sont autorisées à condition qu'elles présentent des décrochements de volume.
- Le bâti peut comporter plusieurs pans de toiture. Le pan ou les pans principaux seront compris entre 25° et 45°. Les matériaux de couverture seront sélectionnés du type régional (tuile béton ou terre cuite, teinte libre).
Les toitures terrasses végétalisées ou engravillonnées sont autorisées.
Les toitures zinguées ou cuivrées permettant une expression architecturale contemporaine et certaines formes (arrondies ou à faible pente) sont autorisées.
La pente de la toiture sera adaptée aux préconisations minimales du produit.
Les chiens assis, les terrasses en retrait sont autorisés, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux ou de tout autre percement au niveau et au dessus de la ligne de l'égout de toiture ne peut excéder 1/2 (un demi) de la longueur de la façade.
- Les extensions de parties habitables ou les constructions annexes devront être intégrées et accolées ou liaisonnées à la construction principale, à l'exception :
 - des abris de jardin et remises,
 - des garages,
 - des piscines.
- Les enduits extérieurs seront traités en finition avec un enduit type gratté, brossé ou taloché. Le choix de la teinte de l'enduit ou des lasures est libre et devra être soumis à l'approbation du Service Technique de la commune d'Amnéville. Les teintes trop vives, fluos ou trop foncées sont proscrites, les produits prêts à l'emploi sont admis s'ils présentent le même aspect.

Dans le secteur UBd :

- Les enduits extérieurs seront traités en finition avec un enduit type gratté, brossé ou taloché.
 - Le choix de la teinte de l'enduit autre que ton pierre devra être soumis à l'approbation du Service Technique de la commune d'Amnéville. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.

- Les badigeons, les enduits et les peintures devront laisser apparentes les pierres de taille originellement destinées à l'être.
- Les abris de jardin, y compris dans l'emprise des jardins classés au titre des "jardins cultivés à protéger", repérés sur le document graphique seront :
 - soit en bois, qui sera alors dans des teintes naturelles ou peint en harmonie avec les murs de la construction principale,
 - soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés en toiture, dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.
- Les antennes et les paraboles sont interdites en façade quand celle-ci donne sur la rue ; elles ne doivent pas être visibles depuis le domaine public.

Dans la zone UB :

3. Eléments de façade, tels que percements et balcons

Le choix de la nature ainsi que la couleur des menuiseries extérieures est libre et devra être précisé sur le formulaire de permis de construire. Les teintes doivent s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.

4. Clôtures

- Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :
 - o soit d'une haie vive,
 - o soit d'un grillage rigide,
 - o soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames)

La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.

- Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :
 - o soit d'une haie vive,
 - o soit d'un grillage rigide,
 - o soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle).

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

Dans le périmètre du lotissement « du Stade » (pour les lots 20a à 27b inclus) :

Les lots sont greffés d'une servitude de passage affectée aux réseaux d'une largeur de 1 mètre à compter du domaine public et d'une longueur équivalente à celle de leur parcelle.

Dans le périmètre du lotissement « Extension Horticole » :

Pour les lots n°10 à 13 inclus, avec le ruisseau issu du canal en fond de terrain, la hauteur de la clôture sur cette limite séparative postérieure pourra atteindre 1,80 mètre.

Dans le secteur UBe :

Pour l'habitat individuel groupé :

- Le lot G est contraint par une servitude réelle et perpétuelle de maintien et d'accès à un piézomètre :
 - Le rayon de protection de ces piézomètres est de 6 mètres, soit 113 m².
 - La présence et l'accès à un véhicule léger doivent être maintenus auprès de ces ouvrages.
 - Interdiction de disposer dans un rayon de 6 mètres, tout matériaux ou aménagement susceptible d'altérer la bonne intégrité ou le bon fonctionnement des piézomètres.
- Dans le périmètre de protection du piézomètre toutes les clôtures, plantations ou mobilier urbain sont interdits.

Pour les lots E et F, avec le ruisseau issu du canal en fond de terrain, la hauteur de la clôture sur cette limite séparative pourra atteindre 1,80 mètres.

5. Adaptation au terrain naturel

Dans le secteur UBd :

- Afin d'éviter les maisons sur butte ou déchaussées, la dalle basse du rez-de-chaussée des **nouvelles** constructions ne devra pas se situer à plus de 0,50 mètre au-dessus ou au-dessous du terrain naturel, au niveau de la façade sur rue.
L'accès principal à la construction se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.
- Toutefois, l'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée d'une construction principale **préexistante** devra être traitée en harmonie avec celle-ci, même si le niveau d'implantation de la dalle basse du rez-de-chaussée est différent de celui imposé par le P.L.U.

6. Sont interdits :

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les panneaux aspect bois en clôture sur rue,
- les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue,
- les clôtures en fil de fer barbelé,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative dedeux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UB 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ;
- Logement collectif : 2 emplacements par logement.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :

- Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
- Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;
- Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ;
- Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².

3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :

Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.

4. Pour l'habitat collectif :

En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :

- soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m,
- soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon.

5. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :

- Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement ;
- Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).

Dans le secteur UBb :

En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.

ARTICLE UB 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. **Dans le secteur UBb** :
Toutes les constructions seront obligatoirement accompagnées de plantations dans l'emprise des terrains. Le constructeur prévoira deux (2) arbres au minimum par parcelle, l'essence retenue sera compatible et adaptée à la nature du sol de la parcelle.
3. **Dans le secteur UBc** :
Sur les terrains bâtis, les jardins d'agrément et les espaces végétalisés seront préservés.
4. **Dans le secteur UBd** :
Au moins 20 % du terrain devront être plantés et aménagés en espaces verts.
Les aires de stationnement adjacentes au domaine public seront également plantées à raison d'un arbre pour 3 (trois) places de stationnement.
5. **Dans le secteur UBr1** :
Les cultures de plantes, de fruits, de baies comestibles sont interdites.

Les éléments paysagers (arbres isolés, alignement d'arbres, haies, ...) repérés au plan de zonage par le ou la suite de symboles devront être conservés.
6. **Dans le secteur UBe** :
 - Toutes les constructions seront obligatoirement accompagnées de plantations dans l'emprise des terrains. Le constructeur prévoira deux (2) arbres au minimum par parcelle, l'essence retenue sera compatible et adaptée à la nature du sol de la parcelle.
 - Les cultures de plantes, de fruits, de baies comestibles sont interdites.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE UB 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE UB 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement. Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE UC

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UC est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

Il s'agit d'une zone urbaine qui correspond au tissu ancien de la commune et qui comprend essentiellement l'habitat des cités sidérurgiques (secteur Batigère) situé au cœur du centre urbain.

La zone UC est concernée par des couloirs de bruits de :

- 30 mètres de part et d'autre de la RD 47,

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE UC 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les établissements et installations de toute nature destinés à accueillir des activités pouvant porter atteinte à la salubrité et à la sécurité, ou apporter une gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou qui, par leur taille ou leur organisation sont incompatibles avec le structure architecturale ou urbaine de la zone.
2. Les constructions destinées :
 - à des activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat, autres que celles visées à l'article UC 2,
 - à la fonction d'entrepôt,
 - à la création d'exploitation agricole et avicole,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale) et les élevages du type agricole et avicole.
3. Les constructions à usage d'habitation, d'artisanat, hôtelier, de restauration, de commerce, de bureaux et de services **en 2^{ème} ligne**,
4. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article UC 2.

5. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
6. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
7. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules (neufs ou usagés),
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation de carrière ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article UC 2,
 - l'implantation de citerne gaz en aérien,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
8. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau sur la RD 47.

ARTICLE UC 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage d'artisanat, hôtelier, de restauration, de commerce, de bureaux et de services à condition :
 - a) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants,
 - b) qu'elles n'engendrent pas en limite de propriété, de façon permanente, des bruits supérieurs à 50 dbA de 7 heures à 20 heures et 40 dbA de 20 heures à 7 heures. Ces mesures devront être réalisées en limite de propriété avec un sonomètre de précision conforme à la norme AFNOR NF S 31 000, et suivant les directives de la norme AFNOR S 31 010,
 - c) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...),
 - d) qu'elles n'entraînent de façon habituelle un trafic important de poids lourds C (16 T PTC) (+ 10 mouvements/jour),
 - e) émettent dans l'atmosphère : - plus de 150 kg/jour de poussières
- plus de 0.57 T/heure de SO² (anhydride sulfureux).
2. Les constructions à usage de commerce à condition que la surface n'excède pas 400 m².
3. Les installations classées à condition qu'elles soient compatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat).
4. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.

5. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UC 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile :
 - l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - la hauteur libre est fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Les groupes de garages de plus de cinq garages ne peuvent avoir qu'un seul accès à la voie publique.
Cet accès doit être commun à tous les garages et doit permettre aux véhicules l'entrée et la sortie en marche avant sans manœuvre sur la voie publique.

ARTICLE UC 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements et des opérations groupées doivent être ensevelis à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE UC 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Sauf dispositions particulières inscrites sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique des constructions principales doit se situer dans la bande formée par le prolongement des façades des constructions voisines les plus proches.

Cette règle ne s'applique pas aux bâtiments de plus de 500 m² de surface de plancher.

2. Les constructions isolées et les autres constructions ne peuvent s'implanter en avant de la façade des constructions voisines les plus proches. Cette disposition ne s'applique pas aux annexes (abris de jardin, appentis,...) qui devront toutefois respecter un recul minimum de 5 m à compter de l'alignement.
3. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
4. En bordure de la RD 47, toute construction doit respecter un recul minimum de 5 mètres à compter de l'alignement.
5. Dans le cas des constructions principales implantées en fond de parcelle :
 - Les carports et abris de voiture pourront être implantés à l'avant de la façade principale. Une implantation à l'alignement est autorisée ;
 - Les piscines devront respecter un recul minimum de 5 m à compter de l'alignement.
6. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
7. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.

ARTICLE UC 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. La façade sur rue des constructions doit être édifiée d'une limite latérale à l'autre lorsque le terrain présente un linéaire sur rue inférieure à 10 mètres.
2. Lorsque le terrain présente un linéaire sur rue supérieure ou égale à 10 mètres, l'implantation sur une seule des limites est autorisée. Dans ce cas, le retrait, par rapport à l'autre limite devra être au moins égal à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieur à 3 mètres.
3. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UC 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Pas de prescriptions.

ARTICLE UC 9 – EMPRISE AU SOL

1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m².
2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m².
3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.

ARTICLE UC 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. La hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 1 + combles aménageables. La création d'un étage en attique, compris dans le volume des combles est interdite.
2. La hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UC 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

La qualité architecturale et urbanistique des cités industrielles est liée à une harmonie des volumes existants ainsi qu'à une homogénéité à la fois des matériaux mis en œuvre et de l'ensemble des clôtures. Tout projet devra être attentif au respect de ces deux grandes caractéristiques.

1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :
 - le volume et la toiture,
 - les matériaux, l'aspect et la couleur,
 - les éléments de façade tels que percements et balcons,
 - les clôtures,
 - l'adaptation au sol.
2. Les accès principaux des constructions se situeront dans une amplitude de $\pm 0,50$ mètre par rapport à l'axe de la chaussée.
3. La dalle basse de la construction ne peut être située à une hauteur inférieure à 1,20 mètre de l'axe de la chaussée.
4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

II - Prescriptions particulières

1. Matériaux, aspect et couleur

- Le traitement architectural de la façade sur rue doit s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.
- Les teintes de l'enduit trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
- Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
- Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.

2. Eléments de façade, tels que percements et balcons

- Le choix de la nature, ainsi que la couleur des menuiseries extérieures est libre et devra être précisé sur le formulaire de permis de construire. Les teintes doivent s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.

3. Clôtures

- Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames).

La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.

- Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle).

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

4. Sont interdits :

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les panneaux aspect bois en clôture sur rue,
- les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue,
- les clôtures en fil de fer barbelé,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UC 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ;
- Logement collectif : 2 emplacements par logement.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :

- Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
- Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;

- Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m²;
 - Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².
3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :
Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.
4. Les surfaces de référence sont des surfaces de plancher. La valeur obtenue par le calcul ci-dessus est arrondie à l'unité supérieure. La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des établissements qui leur sont le plus directement assimilables.
5. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.
6. Pour toutes les constructions, en cas d'impossibilité technique ou architecturale d'aménager sur le terrain de l'opération le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement des voitures particulières, le constructeur est autorisé à aménager sur un terrain situé à moins de 300 m de l'opération les surfaces qui lui font défaut (éventuellement par obtention d'une concession à long terme dans des parcs de stationnement ouverts au public), et qui ne pourront, de ce fait, être comptabilisées pour une autre opération.
7. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990.
8. Pour l'habitat collectif :
En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :
 - soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m,
 - soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon.
9. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :
 - Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement.
 - Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
 - Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).

ARTICLE UC 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE UC 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE UC 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE UE

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UE est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone UE est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone UE est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

La zone UE est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

La zone UE est :

- concernée par les couloirs de bruits de 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 et de 100 mètres de part et d'autre de la RD 112F,
- traversée par une conduite de Gaz DN 300, Marange-Silvange, Florange,
- partiellement concernée par un risque minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Minier" (PPRm). Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ce secteur.

SECTION I – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Conformément à l'arrêté préfectoral n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE UE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les constructions destinées :
 - à des activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat,

- à la fonction d'entrepôt à l'exception de celles visées à l'article UE 2,
 - à la création d'exploitation agricole, avicole et forestière,
 - à la culture en serres,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale) et les élevages du type agricole et avicole.
2. Les opérations d'aménagement d'ensemble à usage d'habitation.
 3. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article UE 2.
 4. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
 5. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
 6. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules (neufs ou usagés),
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article UE 2 - alinéa 3,
 - l'implantation de citerne gaz en aérien,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
 7. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau sur les RD 47 et RD 112F.
 8. Toutes les constructions qui ne seraient pas à l'usage d'équipement collectif à but sportif, sanitaire, socioculturel et de loisirs, de stationnement et de spectacle.
 9. Les occupations et utilisations non admises par le règlement et le Plan de Prévention des Risques Miniers.
 10. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE UE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances, de restauration, de bureaux ou de services et d'entrepôt à condition qu'elles soient nécessaires au fonctionnement de la zone.

2. Les installations classées soumises à déclaration ou autorisation à condition qu'elles soient compatibles avec la vocation dominante de la zone (équipements publics ou collectifs).
3. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.
4. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UE 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres de chaussée.
3. Les nouvelles voies piétonnes et/ou cyclables doivent avoir au moins 1,50 mètre d'emprise.
4. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.

ARTICLE UE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux ménagères et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisés en souterrain, à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.

ARTICLE UE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Sauf dispositions particulières inscrites sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction principale ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante dans le but de former une unité architecturale.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.

ARTICLE UE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Pas de prescription.

ARTICLE UE 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE UE 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Pas de prescription.

ARTICLE UE 11 – ASPECT EXTERIEUR

1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.
2. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

ARTICLE UE 12 – STATIONNEMENT

Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des usagers, des visiteurs et du trafic lié aux services et activités.

ARTICLE UE 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE UE 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE UE 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE UX

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone UX est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone UX est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

Cette zone est partiellement soumise aux risques « miniers », le règlement du Plan de Prévention des Risques Miniers s'y applique.

SECTION I – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.

ARTICLE UX 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les constructions destinées :
 - à l'habitation et ses dépendances à l'exception de celles visées à l'article UX 2,
 - à l'hébergement hôtelier,
 - à la création d'exploitation agricole, avicole et forestière,
 - à la culture en serres,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale).
2. Les opérations d'aménagement d'ensemble à usage d'habitation.
3. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
4. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
5. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,

- les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article UX 2
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
 - les aires de jeux et de sports ouvertes au public.
6. Tout immeuble habité ou occupé par des tiers dans un rayon de 200 m autour des unités de traitement de CEDILOR.
 7. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau hors agglomération sur les routes nationales et départementales faisant partie du réseau structurant.
 8. Les occupations et utilisations non admises par le règlement et le Plan de Prévention des Risques Miniers.

ARTICLE UX 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage :
 - de restauration,
 - d'équipement collectif,
 - de commerce, d'artisanat,
 - de bureaux ou de services,
 - de stationnement,
 - industriel,
 - d'entrepôts commerciaux.
2. Les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances destinées aux personnes dont la présence est rendue nécessaire pour assurer la direction, le gardiennage ou la surveillance des activités.
3. Les installations classées.
4. Les installations et travaux divers suivants :
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les dépôts de véhicules, à l'exclusion des casses automobiles,
 - les affouillements et exhaussements des sols.
5. Les occupations et utilisations du sol visées aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus à condition :
 - a) qu'elles soient compatibles avec la vocation de la zone,
 - b) que la conception et la localisation de l'opération ne conduisent pas à des délaissés de terrain inconstructibles et que l'opération soit compatible avec le développement ultérieur de la zone,
 - c) que les constructions à usage d'habitation et leurs dépendances soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services existants sur la zone. La surface de l'activité devra au moins être égale à celle de l'habitation.

6. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.
7. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.
8. Les changements d'affectation des constructions existantes à condition qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE UX 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres de chaussée et au moins un trottoir de 1,50 mètre de large.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Aucune opération ne peut avoir un accès carrossable sur les chemins de halage et de marchepied, les pistes cyclables, les pistes de défense de la forêt contre l'incendie, les sentiers touristiques et les routes départementales.
3. Sur la RD 181, hors agglomération, la création d'accès nouveaux ne sera pas autorisée de même que la modification de consistance d'accès existants sauf si cela tend à améliorer la sécurité des usagers.

ARTICLE UX 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

Si le réseau collectif n'est pas prévu ou n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie suivant un dispositif d'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux ménagères et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Le constructeur devra réaliser sur son terrain et à sa charge des dispositifs appropriés et proportionnés permettant l'évacuation des eaux pluviales.

Les eaux pluviales de toute construction ou installation nouvelle devront être infiltrées dans le sol par l'intermédiaire d'ouvrages hydrauliques adaptés (puits perdus, etc...) à créer sur la parcelle ainsi que la pose d'un clapet anti-retour sur le branchement des eaux usées quand cela est nécessaire.

A partir de 200 m² de surface de stationnement imperméabilisée, les eaux pluviales doivent être traitées par le constructeur ou l'utilisateur des sols avant rejet dans l'émissaire naturel ou dans le réseau public.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisés en souterrain.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE UX 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Sauf dispositions particulières inscrites sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction principale ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante dans le but de former une unité architecturale.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
6. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble du lotissement mais lot par lot.

ARTICLE UX 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, un recul supérieur pourra être imposé si les constructions de par leur situation ou leurs dimensions ou par l'activité qui y est exercée, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.
4. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble du lotissement mais lot par lot.

La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN).

Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

ARTICLE UX 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux constructions non contiguës, une distance suffisante pour permettre le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie devra être aménagée.

En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, une distance minimale pourra être imposée.

ARTICLE UX 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE UX 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. Les projets respecteront la volumétrie dominante du secteur et la hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UX 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade tels que percements et balcons,
- les clôtures,
- l'adaptation au sol.

II - Prescriptions particulières

Chaque construction devra être particulièrement étudiée sur le plan architectural, les maisons H.Q.E. (Haute Qualité Environnementale) sont autorisées. L'ensoleillement, l'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

1. Toutes les constructions devront présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale de l'harmonie du paysage.
2. Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).

3. Les façades et murs destinés à être enduits le seront au mortier de chaux et de sable ou de tout autre enduit d'aspect équivalent. Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
6. Les nouvelles clôtures, en limite séparative redoublées ou non d'une haie végétale, seront constituées :
 - soit de murs bahuts ne dépassant pas 0,40 mètre de haut, surmontés ou non d'un dispositif à claire-voie,
 - soit de dispositifs à claire-voie,
 - soit d'un grillage plastifié de couleur verte.

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

7. Sont interdits :

- Les toitures à deux pentes et chéneau central,
- les doublages extérieurs de bardeaux d'asphalte,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).

III - Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE UX 12 – STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol ainsi que le chargement et le déchargement des véhicules doivent être assurés en dehors des voies publiques.
2. Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des employés, des visiteurs et du trafic lié à l'activité.

ARTICLE UX 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître de manière précise les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier.

2. En limite de secteurs d'habitation, des espaces plantés seront aménagés.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE UX 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE UX 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES A URBANISER

ZONE 1AU

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone 1AU est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone 1AU est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone 1AU est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée à l'extension, sous forme urbanisée, de l'habitat, des activités et des services traditionnels des centres urbains.

La zone 1AU est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

Cette zone comporte le secteur suivant :

- **1AUr2** localisé au sud-ouest de la commune, au niveau de la plate-forme face à l'entrée du Snowhall, secteur où s'appliquent des prescriptions spécifiques,

Le secteur **1AUr2** et le périmètre du lotissement « **Extension Les Coteaux du Soleil** » font l'objet de servitudes inscrites au Livre Foncier.

Le diagnostic de site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur les secteurs ci-dessus sont joints aux annexes du PLU :

- secteur **1AUr2**, Cf. : Rapports sanitaires établis par le cabinet LECES respectivement en septembre et novembre 2009, référencés RC 16192 et RC 1668,
- Lotissement « Les Coteaux du Soleil », Cf. : Plan de Gestion établi par le cabinet LECES Réf : RC 17577/3 de mai 2011.

Au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) des prescriptions spécifiques et des restrictions d'usage s'appliquent sur ces secteurs :

Dans le secteur 1AUr2 et dans le périmètre du lotissement « Extension Les Coteaux du Soleil » :

- Construction des bâtiments sur radier,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins de rétention des eaux pluviales et de ruissellement sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- La réglementation des travaux d'affouillement des sols (les terres excavées devront être considérées comme des déchets et éliminées selon une filière agréée),
- Interdiction d'occupation des terrains nus sans recouvrement préalable de ces derniers par une couche de matériaux sains d'au moins 30 cm d'épaisseur dans le périmètre du lotissement « Les Coteaux du Soleil » et 40 cm d'épaisseur dans le secteur 1AUr2. Dans la mesure où cela est techniquement envisageable, il conviendrait également de mettre en place un grillage avertisseur à l'interface sols pollués/matériaux sains,
- La mise en place de canalisations pour l'eau potable conçues avec un matériau adapté et permettant de supprimer la diffusion des polluants à travers les parois. Les canalisations devront préférentiellement être mises en place au sein d'un remblai d'apport propre ou dans des caniveaux techniques béton,
- La conservation de la mémoire de l'état de pollution du site, des investigations et travaux réalisés dans les actes notariés, le Livre Foncier, le P.L.U.

De plus, dans le périmètre du lotissement « L'extension des Coteaux du Soleil » :

- Recouvrement pérenne de l'ensemble du site par des matériaux sains.

Il est recommandé de respecter une distance minimale de 30 mètres entre les boisements et la zone d'urbanisation, autant pour les risques liés à la proximité des arbres que pour les nuisances liées à une trop grande proximité de la forêt.

La zone 1AU est concernée par des couloirs de bruits de :

- 100 mètres de part et d'autre de la RD 8

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions sur Amnéville doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE 1AU 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les établissements et installations de toutes natures destinées à accueillir des activités pouvant porter atteinte à la salubrité et à la sécurité, ou apporter une gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou qui, par leur taille ou leur organisation sont incompatibles avec le structure architecturale ou urbaine de la zone.
2. Les constructions destinées :
 - à de **nouvelles** activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat, autres que celles visées à l'article 1AU 2,
 - à l'hôtellerie (hors périmètre du lotissement « Les Chalets du Snowhall »),
 - à la création d'exploitation agricole et avicole,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale) et les élevages du type agricole et avicole.
3. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article 1AU 2.
4. Les constructions :
 - avec sous-sol ou parkings enterrés,
 - les extensions du bâti existant en façade postérieure créant au minimum 1 logement,
5. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
6. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
7. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation de carrière ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article 1AU 2,
 - l'implantation de citerne gaz en aérien ou en souterrain,
 - les puits privés,
 - la géothermie horizontale ainsi que les forages verticaux,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
8. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau hors agglomération sur les routes nationales et les routes départementales faisant partie du réseau structurant.
9. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

10. Dans le secteur 1AUr2 et dans le périmètre du lotissement «Extension Les Coteaux du Soleil » :

Les cultures de plantes, de fruits, de baies comestibles sont interdites.

11. Dans le secteur 1AUr2 et dans le périmètre du lotissement « Extension Les Coteaux du Soleil », restrictions et précautions d'usage :

Du fait du potentiel irritant (alcalinité) ou polluant (métaux) des eaux de ruissellement en secteur 1AUr2, et des eaux stagnantes dans le canal dans le périmètre du lotissement « Les Coteaux du Soleil », il est strictement interdit de prélever de l'eau pour une quelconque utilisation ou encore il est interdit de s'y baigner.

ARTICLE 1AU 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage :

- d'habitation et leurs dépendances,
- d'artisanat,
- de commerce,
- de restaurant,
- de bureaux et de services,
- d'équipement collectif outre les aires de jeux et de sport ainsi que les aires de stationnement ouvertes au public,
- d'hôtellerie (uniquement dans le périmètre du lotissement « Les Chalets du Snowhall »).

- a) qu'elles soient compatibles avec la vocation d'habitat de la zone,
- b) que la conception et la localisation de l'opération ne conduisent pas à des délaissés de terrains inconstructibles et que l'opération soit compatible avec le développement ultérieur de la zone. Lorsque ces délaissés ont été équipés par une opération antérieure, les constructions au coup par coup sont autorisées,
- c) qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants,
- d) qu'elles n'engendrent pas en limite de propriété, de façon permanente, des bruits supérieurs à 50 dbA de 7 heures à 20 heures et 40 dbA de 20 heures à 7 heures. Ces mesures devront être réalisées en limite de propriété avec un sonomètre de précision conforme à la norme AFNOR NF S 31 000, et suivant les directives de la norme AFNOR S 31 010,
- e) qu'elles n'engendrent pas de risques et de nuisances incompatibles avec le caractère de la zone (bruits, trépidations, odeurs...),
- f) qu'elles n'entraînent de façon habituelle un trafic important de poids lourds C (16 T PTC) (+ 10 mouvements/jour),
- g) émettent dans l'atmosphère :
 - plus de 150 kg/jour de poussières,
 - plus de 0.57 T/heure de SO² (anhydride sulfureux).
- h) que les locaux à usage de bureaux ou de services complémentaires à l'activité de l'occupant des habitations individuelles, isolées groupées et intermédiaires n'excède pas 50 m².

2. Les installations classées à condition qu'elles soient compatibles avec la vocation dominante de la zone (habitat)

3. Les affouillements et les exhaussements du sol indispensables aux constructions et installations autorisées dans la zone.
4. Les changements d'affectation des constructions existantes à condition qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.
5. Les équipements publics, les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

6. Dans le secteur 1AUr2 et dans le périmètre du lotissement « Extension Les Coteaux du Soleil » :

Que toutes les occupations et utilisations du sol admises sous conditions répondent aux prescriptions spécifiques et aux restrictions d'usage de chaque secteur ;

- Construction des bâtiments sur radier,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins de rétention des eaux pluviales et de ruissellement sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- La réglementation des travaux d'affouillement des sols (les terres excavées devront être considérées comme des déchets et éliminées selon une filière agréée),
- Interdiction d'occupation des terrains nus sans recouvrement préalable de ces derniers par une couche de matériaux sains d'au moins 30 cm d'épaisseur dans le périmètre du lotissement « Les Coteaux du Soleil » et 40 cm d'épaisseur dans le secteur 1AUr2. Dans la mesure où cela est techniquement envisageable, il conviendrait également de mettre en place un grillage avertisseur à l'interface sols pollués/matériaux sains,
- La mise en place de canalisations pour l'eau potable conçues avec un matériau adapté et permettant de supprimer la diffusion des polluants à travers les parois. Les canalisations devront préférentiellement être mises en place au sein d'un remblai d'apport propre ou dans des caniveaux techniques béton,
- La conservation de la mémoire de l'état de pollution du site, des investigations et travaux réalisés dans les actes notariés, le Livre Foncier, le P.L.U.

De plus, dans le périmètre du lotissement « Extension Les Coteaux du Soleil » :

- Recouvrement pérenne de l'ensemble du site par des matériaux sains.

7. Dans le périmètre du lotissement « Les Chalets du Snowhall » :

La construction et l'extension mesurée des habitations individuelles et leurs dépendances sont soumises aux conditions suivantes :

- la mise à niveau des plateformes, les purges éventuelles et les remblais complémentaires nécessaires sous les radiers et autres ouvrages seront à la charge exclusive du constructeur.
- la distance du radier à la tête du talus à l'arrière des constructions sera traitée de manière à respecter une pente de dispersion des contraintes qui devra être au maximum de 1 vertical pour 1 horizontal selon le schéma joint aux prescriptions de « COMPETENCE GEOTECHNIQUE ».

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 1AU 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent permettre la circulation et le stationnement latéral.
3. Les voies piétonnes doivent permettre à 3 personnes de marcher de front.
4. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :

- a) La défense contre l'incendie et la protection civile :
 - l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - la hauteur libre est fixée à 3,50 mètres pour les passages et les porches.
- b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.

ARTICLE 1AU 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité devront avoir des caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins de l'ensemble des constructions susceptibles d'être desservies par des réseaux.

I - Eau potable :

1. Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.
2. **Dans le secteur 1AUr2 :**
Obligation de mettre en place des canalisations d'eau potable protégée contre la diffusion des polluants à travers sa paroi (matériau adapté, coffrage de la canalisation...).

II – Assainissement :

Toute construction ou installation doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés, les ruisseaux et le drain des eaux et autres effluents est interdite.

Dans le périmètre du lotissement « des Chalets du Snowhall » :

Toutes les parcelles devront stocker les eaux pluviales de toiture dans une citerne (enterrée ou hors sol) à la charge de l'acquéreur. La capacité de la citerne sera de 2 000 litres minimum, le trop plein sera branché dans le puits perdu à l'exception du lots n°7 qui se branchera directement sur le regard E.P. existant.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées en souterrain et lors de toute restauration d'immeubles existants les travaux doivent permettre la meilleure dissimulation possible des réseaux.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements, des ZAC et des opérations groupées doivent être réalisés en souterrain à l'exception de celles qui par nature ou par destination doivent être aériennes.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE 1AU 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Si le document graphique prévoit des dispositions particulières, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction doit être implantée conformément à ces dispositions.
En règle générale, un recul de 3 mètres sera maintenu entre la façade et le domaine public.
2. Les constructions ne peuvent s'implanter en avant des façades principales.
3. En bordure de la RD 8, les constructions doivent respecter un recul minimum de 15 mètres à compter de l'alignement conformément aux dispositions graphiques particulières du plan de zonage.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.

6. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AU 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Sauf dispositions particulières prévues aux documents graphiques et à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite du terrain qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN).

Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

4. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall » :

Limites séparatives latérales :

- Abris de jardin, annexes isolées et garages :

Les abris de jardins, annexes isolées et les garages pourront s'implanter à une distance minimum de 1 mètre des limites séparatives latérales.

- Débords de toitures et balcons :

La distance comptée horizontalement des débords de toiture et des balcons en façades latérales au point de la limite latérale du terrain qui est la plus rapprochée ne peut être inférieure à 1,90 mètre.

Limites séparatives postérieures :

- Abris de jardin, annexes isolées et garages :

Les abris de jardins, annexes isolées et les garages pourront s'implanter à une distance minimum de 1 mètre des limites séparatives postérieures.

- Débords de toitures et balcons :

La distance comptée horizontalement des débords de toiture et des balcons en façades postérieures au point de la limite postérieure du terrain qui est la plus rapprochée ne peut être inférieure à 1,90 mètre.

ARTICLE 1AU 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Pas de prescriptions.

ARTICLE 1AU 9 – EMPRISE AU SOL

1. L'emprise au sol maximum des abris de jardin et locaux techniques avec ou sans appentis n'excèdera pas 20 m².
2. L'emprise totale d'un garage individuel, détaché ou non, ne peut excéder 20 m².
3. L'emprise au sol totale des constructions à édifier sur une même parcelle ne peut excéder 50 % de la surface du terrain.
4. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AU 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. La hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 2 + combles aménageables (mansardes, attiques...). Le projet respectera la volumétrie dominante du secteur.
2. En bordure d'espaces publics spécifiques, la hauteur maximale de la construction projetée est fixée à R + 3 + combles aménageables (mansardes, attiques...) et au minimum à R + 1 + combles aménageables.
3. La hauteur des nouvelles constructions sera harmonisée à la hauteur des bâtiments existants avoisinants.
4. La hauteur des annexes isolées à l'habitation, de type remises et abris de jardin est limitée à RDC avec une hauteur maximale hors tout de 3,50 m.
5. Les règles de hauteur ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AU 11 – ASPECT EXTERIEUR

! - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade tels que percements et balcons,
- l'adaptation au sol.

1. Les nouveaux bâtiments avec sous-sols et parkings enterrés sont interdits.

2. L'accès à l'habitation se fera impérativement au niveau du rez-de-chaussée.
3. Les constructions sur un seul niveau sont autorisées à condition qu'elles présentent des décrochements de volume.
4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. Le mobilier extérieur visible de la voie publique, tel que les boîtes destinées au courrier, les luminaires, ainsi que les ouvrages décoratifs devront être discrets et de bonne tenue.
6. Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall », le niveau du rez-de-chaussée des constructions sera au minimum implanté à + 0,15 mètre au-dessus du niveau fini du milieu de la chaussée.

II - Prescriptions particulières

1. Matériaux, aspect et couleur

- Le traitement architectural de la façade sur rue doit s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.
- Les teintes de l'enduit trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
- Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
- Les annexes, à l'exception des abris de jardins, seront en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les abris de jardin seront :
 - soit en bois, dans des teintes naturelles ou peints en harmonie avec les murs de la construction principale,
 - soit en maçonnerie enduite dans une teinte qui s'harmonise avec la façade de la construction principale.
- Les panneaux solaires et cellules photovoltaïques sont autorisés dans la mesure où ils sont intégrés à la construction et ne dénaturent pas de manière significative l'harmonie du bâtiment, ni celle des bâtiments voisins.
- Les parties de construction édifiées en superstructure telles que cheminées, machinerie de ventilation, sortie de secours..., doivent s'intégrer dans la composition architecturale du bâtiment. Les machineries d'ascenseur apparentes en toiture sont interdites.
- Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall », l'aspect extérieur sera celle d'une construction d'aspect bois. Un aspect mixte bois/enduit est toutefois autorisé.

2. Volumes et toitures

Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall » :

L'unité architecturale de l'ensemble du lotissement sera donnée par les prescriptions obligatoires suivantes :

- Le bâti peut comporter plusieurs pans de toiture. Les deux pans principaux seront compris entre 25° et 45°, parallèle à ceux indiqués sur le plan de composition. Les matériaux de couverture seront sélectionnés du type régional (tuile béton ou terre cuite, teinte libre).
- Les toitures terrasses végétalisées ou engravillonnées sont autorisées.
- Les toitures zinguées ou cuivrées permettant une expression architecturale contemporaine et certaines formes (arrondies ou à faible pente) sont autorisées.
- La pente de la toiture sera adaptée aux préconisations minimales du produit.

- Les chiens assis, les terrasses en retrait sont autorisées, toutefois la somme de la longueur des saillies, des retraits, des velux ou de tout autre percement au niveau et au dessus de la ligne de l'éégout de toiture ne peut excéder 1/2 (un demi) de la longueur de la façade.

3. Eléments de façade, tels que percements et balcons

- Le choix de la nature ainsi que la couleur des menuiseries extérieures est libre et devra être précisé sur le formulaire de permis de construire. Les teintes doivent s'harmoniser à l'ensemble constitué par les façades des bâtiments voisins.

4. Clôtures

- Les nouvelles clôtures en façade sur rue devront participer à l'ambiance de la rue en tant qu'élément de composition architecturale. Les éventuelles clôtures sur rue, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux ou lames)

La hauteur totale de la clôture sur rue ne dépassera pas 1,60 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique. Dans le cas de parcelles formant l'angle d'un espace public ou privé ouvert à la circulation automobile, la hauteur ne dépassera pas 1,40 mètre. Ces dernières seront constituées d'un mur bahut ne dépassant pas 0,60 mètre de haut, surmonté ou non d'un dispositif ajouré afin de permettre la visibilité au carrefour.

- Les nouvelles clôtures en limite séparative, seront constituées :
 - soit d'une haie vive,
 - soit d'un grillage rigide,
 - soit d'un mur bahut maçonné ne dépassant pas 1,40 mètre de haut, surmonté d'un dispositif à claire-voie (grillages, panneaux, lames, haie vive ou artificielle).

La hauteur totale de la clôture ne dépassera pas 1,80 mètre sauf en cas de reconstruction à l'identique.

- Pour les terrains avec le drain, le ruisseau issu du canal en fond de parcelle et à proximité immédiate des bassins de rétention des eaux pluviales, la hauteur de la clôture sur cette limite séparative postérieure pourra atteindre 1,80 mètre.
- Dans le périmètre du lotissement « les Chalets du Snowhall », les clôtures en limite postérieure et en tête du talus devront être constituées d'un grillage rigide d'une hauteur minimum de 1,80 mètre.

5. Sont interdits :

- la destruction ou le camouflage de sculpture ou ornementation ancienne,
- les abris de jardin métalliques,
- les doublages extérieurs et bardages en toile, panneaux plastique, fibre ciment ou métalliques, bardeaux d'asphalte,
- les panneaux tuiles,
- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
- les encadrements et tablettes de fenêtres carrelés,
- les volets roulants à caissons extérieurs,
- les panneaux aspect bois en clôture sur rue,
- les climatiseurs et pompes à chaleur en façade sur rue,

- les clôtures en fil de fer barbelé,
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).
- les murs pleins sur la rue principale sont proscrits sauf en cas de reconstruction à l'identique.

III - Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AU 12 – STATIONNEMENT

1. Des aires de stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et des utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies publiques, soit au minimum :

Pour le logement :

- Maison individuelle : 3 emplacements dont minimum 1 clos ;
- Logement collectif : 2 emplacements par logement.

Dans le cas d'opérations groupées (permis d'aménager, permis de construire, permis valant division...), il est demandé un emplacement visiteur pour 4 lots, réalisé dans l'emprise de la voirie publique. Pour les immeubles de logements collectifs, il est demandé un emplacement visiteur par tranche de 4 logements, réalisé sur l'emprise de l'opération (hors voirie publique).

2. Pour les commerces et activités de services :

- Hébergement hôtelier : 1 emplacement par chambre ;
- Restauration : 1 emplacement pour 10 m² de salle ;
- Commerce avec une surface de vente supérieure à 100 m² : 1 emplacement pour 20 m² ;
- Artisanat : 1 emplacement pour 50 m².

3. Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics :

Des aires de stationnement pour les véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doivent être réalisées en dehors des voies et emprises publiques.

4. Les surfaces de référence sont des surfaces de plancher. La valeur obtenue par le calcul ci-dessus est arrondie à l'unité supérieure. La règle applicable aux constructions ou établissements non prévus ci-dessus est celle des établissements qui leur sont le plus directement assimilables.

5. En cas de modification du nombre de logements dans un bâtiment, même sans création de surface de plancher, le nombre de places de stationnement imposé par logement est dû.

6. Il n'est pas fait obligation de réaliser des aires de stationnement pour les logements locatifs destinés aux personnes défavorisées mentionnés à l'article 1^{er} de la loi 90-449 du 31 mai 1990.

7. Pour l'habitat collectif :

En cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur doit :

- soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 400 m,
- soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon.

8. Concernant le stationnement des vélos, il est demandé :

- Pour l'habitat collectif : une aire de stationnement couverte de surface totale équivalent à 0,5 m² minimum par logement.
- Pour les commerces et les bureaux : une aire de stationnement couverte accueillant 4 places par tranche de 200 m² de surface de plancher.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif: une aire de stationnement d'une surface correspondant au besoin de la construction (en fonction du taux et du rythme de sa fréquentation, de leur nature, ...).

ARTICLE 1AU 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences retenues seront compatibles et adaptées à la nature du sol de la parcelle. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. Toutes les constructions seront obligatoirement accompagnées de plantations dans l'emprise des terrains. Le constructeur prévoira au minimum pour :
 - Habitation individuelle : 2 arbres,
 - Habitat intermédiaire, petits collectifs et habitat collectif :
 - Les surfaces libres de toute construction seront obligatoirement engazonnées et plantées d'arbres de hautes tiges, à raison d'un arbre pour 100 m².
 - Les aires de stationnement adjacentes aux rues de desserte seront également plantées à raison d'un arbre pour 3 (trois) places de stationnement.
3. **Dans le secteur 1AUr2 :**
Les cultures de plantes, de fruits, de baies comestibles sont interdites.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 1AU 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE 1AU 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement. Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE 1AUE

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone 1AUE est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone 1AUE est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée à l'accueil d'équipements publics.

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE 1AUE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les constructions destinées :
 - à l'habitation et ses dépendances,
 - à l'activité hôtelière,
 - à l'activité de restauration,
 - à l'activité de commerce,
 - à des activités industrielles,
 - à des activités d'artisanat,
 - à la fonction d'entrepôt,
 - à la création d'exploitation agricole, avicole et forestière,
 - à la culture en serres,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale).
2. Les installations classées à l'exception de celles visées à l'article 1AUE 2.
3. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,

- les terrains aménagés pour le camping.
4. Les installations et travaux divers suivants :
 - les dépôts de véhicules (neufs ou usagés),
 - l'implantation de citerne gaz en aérien,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article 1AUE 2,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
 5. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE 1AUE 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les installations classées à condition qu'elles n'apportent pas de nuisances.
2. Les installations et travaux divers suivants :
 - les aires de jeux et de sports ouvertes au public,
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les affouillements et exhaussements des sols.
3. Les occupations et utilisations du sol visées aux alinéas ci-dessus sont admises à condition :
 - a) qu'elles soient compatibles avec la vocation de la zone,
 - b) que la conception et la localisation de l'opération ne conduisent pas à des délaissés de terrain inconstructibles et que l'opération soit compatible avec le développement ultérieur de la zone,
4. Les changements d'affectation des constructions existantes à conditions qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.
5. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 1AUE 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Les dimensions, formes et caractéristiques des voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.

2. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :

- a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
- b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies, l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.

ARTICLE 1AUE 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité devront avoir des caractéristiques suffisantes pour répondre à l'ensemble des constructions susceptibles d'être desservies par des réseaux.

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

En cas d'incompatibilité des rejets avec le réseau d'assainissement existant, le constructeur devra assurer sur sa parcelle le traitement des eaux usées non domestiques, avant rejet dans le réseau existant ; le traitement sera conforme à la réglementation en vigueur.

Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être ensevelis à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE 1AUE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. La façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction principale ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante dans le but de former une unité architecturale.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
6. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AUE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.
3. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AUE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUE 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUE 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUE 11 – ASPECT EXTERIEUR

1. Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.
2. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

ARTICLE 1AUE 12 – STATIONNEMENT

Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des usagers, des visiteurs et du trafic lié aux services et activités.

ARTICLE 1AUE 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 1AUE 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUE 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévu

ZONE 1AUL

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone 1AUL est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone 1AUL est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone 1AUL est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée essentiellement à l'implantation d'activités liées au tourisme et aux loisirs au sein du site thermal et touristique.

Elle comprend un secteur 1AULa qui comporte des prescriptions particulières :

- Toutes les parties du site accessibles au public (commerces, activités, promenade ...) devront être recouvertes de terres végétales de qualité contrôlée sur une hauteur minimale de 30 centimètres pour empêcher tout contact direct,
- Les végétaux utilisés pour le boisement ne devront pas produire de fruits ou de baies comestibles,
- Les terres excavées dans le cas de travaux de terrassement sur ce secteur devront être traitées dans des centres autorisés à les recevoir,
- Lors de l'aménagement de ce sous secteur, toutes dispositions devront être prises pour éviter la dispersion de poussières du sol (aspersion des voies de roulement, notamment),
- Des dispositions particulières devront être mises en place pour la protection des travailleurs lors de l'aménagement du site.

Cette zone est couverte par une orientation d'aménagement et de programmation à laquelle il convient de se référer.

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable selon les conditions précisées à l'article R. 421-12 du Code de l'Urbanisme.
2. Les démolitions doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.

3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et °2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE 1AUL 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les constructions destinées :
 - à la création d'exploitation agricole, avicole,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale),
 - à l'artisanat,
 - à l'industrie.
2. Les installations et travaux divers suivants :
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
4. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE 1AUL 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les occupations et utilisations du sol visées aux alinéas ci-dessus sont admises à condition :
 - a) qu'elles soient compatibles avec la vocation touristique et de loisirs de la zone,
 - b) que la construction, l'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée des constructions à usage d'habitation et leurs dépendances soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services existants sur la zone. **La surface de l'activité devra au moins être égale à celle de l'habitation.**
Cette autorisation est limitée à un seul logement par établissement.
2. Les changements d'affectation des constructions existantes à conditions qu'ils soient compatibles avec la vocation touristique et de loisirs de la zone.
3. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

En secteur 1AULa :

Sont admises les occupations et utilisations du sol répondant aux prescriptions spécifiques et restrictions d'usage suivantes :

- Toutes les parties du site accessibles au public (commerces, activités, promenade ...) devront être recouvertes de terres végétales de qualité contrôlée sur une hauteur minimale de 30 centimètres pour empêcher tout contact direct,
- Les végétaux utilisés pour le boisement ne devront pas produire de fruits ou de baies comestibles,
- Les terres excavées dans le cas de travaux de terrassement sur ce secteur devront être traitées dans des centres autorisés à les recevoir,
- Lors de l'aménagement de ce sous secteur, toutes dispositions devront être prises pour éviter la dispersion de poussières du sol (aspersion des voies de roulement, notamment),
- Des dispositions particulières devront être mises en place pour la protection des travailleurs lors de l'aménagement du site.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 1AUL 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Le terrain ne doit pas disposer de plus de deux accès carrossables sur la voie qui assure sa desserte. L'autorisation de construire peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers des accès pour tenir compte de l'intensité de la circulation.
3. Aucun accès nouveau sur la RD112F ne sera autorisé.

ARTICLE 1AUL 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

En cas d'incompatibilité des rejets avec le réseau d'assainissement existant, le constructeur devra assurer sur sa parcelle le traitement des eaux usées non domestiques, avant rejet dans le réseau existant ; le traitement sera conforme à la réglementation en vigueur.

Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements et des opérations groupées doivent être réalisés en souterrain à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE 1AUL 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. La façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique devra être implantée à l'alignement ou en retrait par rapport aux voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Toutefois, des implantations autres que celles prévues ci-dessus peuvent être admises lorsque le retrait permet d'aligner la nouvelle construction avec une construction existante dans le but de former une unité architecturale.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
6. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AUL 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Sauf dispositions particulières prévues aux documents graphiques et à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, un recul supérieur pourra être imposé si les constructions par leur situation ou leurs dimensions ou par l'activité qui y est exercée, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.
4. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AUL 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux constructions non contiguës, une distance suffisante pour permettre le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie devra être aménagée.
En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, une distance minimale pourra être imposée.

ARTICLE 1AUL 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUL 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUL 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade,
- les clôtures,
- l'adaptation au sol.

II- Prescriptions particulières

Les constructions et leurs extensions devront être particulièrement étudiées sur le plan architectural. L'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

1. Toutes les constructions devront présenter une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale de l'harmonie du paysage.
2. Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).
3. Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. **Sont interdits :**
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
 - les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).

III- Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AUL 12 – STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol ainsi que le chargement et le déchargement des véhicules doivent être assurés en dehors des voies publiques.
2. Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des employés, des visiteurs et du trafic lié à l'activité.

ARTICLE 1AUL 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. A l'intérieur de marges de recul et pour des raisons esthétiques, il est interdit de faire des dépôts ou d'installer tout abri ou édifice de quelque nature que ce soit.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 1AUL 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

1AUL 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONSELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE 1AUX

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone 1AUX est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone 1AUX est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

Il s'agit d'une zone non ou insuffisamment équipée, destinée essentiellement à l'implantation d'activités économiques.

La zone 1AUX est concernée par des couloirs de bruits de :

- 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas).

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Les démolitions doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir.
3. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE 1AUX 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les établissements et installations de toutes natures destinées à accueillir des activités pouvant porter atteinte à la salubrité et à la sécurité, ou apporter une gêne matérielle, sonore, olfactive ou visuelle ou qui, par leur taille ou leur organisation sont incompatibles avec la structure architecturale ou urbaine de la zone.
2. Les constructions destinées :
 - à l'habitation et ses dépendances à l'exception de celles visées à l'article 1AUX 2,
 - à l'hébergement hôtelier,
 - à la création d'exploitation agricole, avicole et forestière,
 - à la culture en serres,

- à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale).
3. Les opérations d'aménagement d'ensemble à usage d'habitation exclusif.
 4. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) ainsi que les terrains destinés au stationnement de caravanes.
 5. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
 6. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - les dépôts de véhicules usagés,
 - les garages collectifs de caravanes,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article 1AUX 2,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
 - les aires de sports et de jeux ouvertes au public (sans structure destiné à l'accueil du public).
 7. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE 1AUX 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage :
 - d'habitation et leurs dépendances,
 - de restauration,
 - d'équipement collectif,
 - de commerce, d'artisanat,
 - de bureaux ou de services,
 - de stationnement,
 - industriel,
 - d'entrepôts commerciaux.
2. Les installations classées à condition qu'elles n'apportent pas de nuisances.
3. Les installations et travaux divers suivants :
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les affouillements et exhaussements des sols.

4. Les occupations et utilisations du sol visées aux alinéas ci-dessus sont admises à condition :
- a) qu'elles soient compatibles avec la vocation de la zone,
 - b) que la conception et la localisation de l'opération ne conduisent pas à des délaissés de terrains inconstructibles et que l'opération soit compatible avec le développement ultérieur de la zone,
 - c) que la construction, l'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée des constructions à usage d'habitation et leurs dépendances soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services existants sur la zone. **La surface de l'activité devra au moins être égale à celle de l'habitation.**
Cette autorisation est limitée à un seul logement par établissement,
 - d) que les constructions à usage de bureau, commerce et service ne constituent pas un immeuble de grande hauteur au sens de l'article R.122.2 du Code de la construction et de l'habitation.
 - e) Les changements d'affectation des constructions existantes à conditions qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.
 - f) Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 1AUX 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.

2. Le terrain ne doit pas disposer de plus de deux accès carrossables sur la voie qui assure sa desserte. L'autorisation de construire peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers des accès pour tenir compte de l'intensité de la circulation.
3. Un accès collectif sera autorisé le long de la RD 47 uniquement pour permettre la réalisation d'un nouvel axe routier dans le cadre du développement de l'agglomération.
4. Sur la RD 47 la modification de consistance d'accès existant est autorisée si cela tend à améliorer la sécurité des usagers.

ARTICLE 1AUX 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

En cas d'incompatibilité des rejets avec le réseau d'assainissement existant, le constructeur devra assurer sur sa parcelle le traitement des eaux usées non domestiques, avant rejet dans le réseau existant ; le traitement sera conforme à la réglementation en vigueur.

Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

- 1 Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
- 2 Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution établis dans le périmètre des lotissements et des opérations groupées doivent être réalisés en souterrain à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
- 3 Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE 1AUX 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Si le document graphique prévoit des dispositions particulières, la façade de la construction sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique devra être implantée conformément à ces dispositions.
2. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.
4. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

ARTICLE 1AUX 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Sauf dispositions particulières prévues aux documents graphiques et à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, un recul supérieur pourra être imposé si les constructions par leur situation ou leurs dimensions ou par l'activité qui y est exercée, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
3. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.

4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AUX 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux constructions non contiguës, une distance suffisante pour permettre le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie devra être aménagée.

En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, une distance minimale pourra être imposée.

ARTICLE 1AUX 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUX 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUX 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade,
- les clôtures,
- l'adaptation au sol.

II- Prescriptions particulières

Les constructions et leurs extensions devront être particulièrement étudiées sur le plan architectural. L'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

1. Toutes les constructions devront présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale de l'harmonie du paysage.
2. Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).
3. Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).

4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.

6. Sont interdits :

- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
- les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).

III- Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AUX 12 – STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol ainsi que le chargement et le déchargement des véhicules doivent être assurés en dehors des voies publiques.
2. Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des employés, des visiteurs et du trafic lié à l'activité.

ARTICLE 1AUX 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées en espaces verts. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. En limite de secteurs d'habitation, des espaces plantés seront aménagés.
3. A l'intérieur de marges de recul et pour des raisons esthétiques, il est interdit de faire des dépôts ou d'installer tout abri ou édifice de quelque nature que ce soit.

Les éléments paysagers (arbres isolés, alignement d'arbres, haies, ...) repérés au plan de zonage par le ou la suite de symboles devront être conservés.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 1AUX 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUX 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

ZONE 1AUZ

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone 1AUZ est concernée par l'aléa retrait-gonflement des argiles. Le fascicule de recommandation relatif à cet aléa est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme.

La zone 1AUZ est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone 1AUZ est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

Cette zone comporte un secteur 1AUZa, couvert par une orientation d'aménagement et de programmation.

La zone 1AUZ est concernée par des couloirs de bruits de :

- 30 mètres de part et d'autre de la RD 47 (rue de la Cimenterie - rue de Rombas),
- 100 mètres de part et d'autre de la RD 8 (rue du Vieil Amnéville – rue de la République),
- par le périmètre de 200 mètres qui est à maintenir autour des installations classées du site de SCORI EST, périmètre dans lequel les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers sont interdites.

SECTION I – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Conformément aux arrêtés préfectoraux n°2013 DDT – OBS1 du 15 janvier 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports ferroviaires et n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE 1AUZ 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites dans la zone 1AUZ, toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Les constructions destinées :
- à l'habitation et ses dépendances à l'exception de celles visées à l'article 1AUZ 2,

- à l'hébergement hôtelier,
 - à la création d'exploitation agricole, avicole et forestière,
 - à la culture en serres,
 - à l'élevage de toute nature (industrielle ou commerciale).
2. Le camping et le stationnement de caravanes :
 - les caravanes isolées et les garages collectifs de caravanes,
 - les terrains aménagés pour le camping et le caravanage (caravanes, mobil home) autre que ceux visés à l'article 1AUZ 2.
 3. Les habitations légères de loisirs :
 - les constructions à usage d'habitation légère de loisirs,
 - les parcs résidentiels de loisirs.
 4. Les installations et travaux divers suivants :
 - les parcs d'attraction,
 - l'ouverture et l'exploitation des carrières ou de décharges,
 - les affouillements et exhaussements du sol autres que ceux visés à l'article 1AUZ 2,
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire,
 - les aires de sports et de jeux ouvertes au public.
 5. Tout nouvel immeuble non industriel habité ou occupé par des tiers dans un rayon de 200 mètres autour de l'installation classée SCORI EST.
 6. Toutes les occupations et utilisation du sol qui nécessitent la création d'un nouvel accès sur la RD 47 autre que ceux visés à l'article 1AUZ 3- II-2.
 7. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
 - dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

Sont interdites dans le secteur 1AUZa, toutes nouvelles constructions ou extensions de constructions existantes.

ARTICLE 1AUZ 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions à usage :
 - d'habitation et leurs dépendances,
 - de restauration,
 - d'équipement collectif,
 - de commerce, d'artisanat,
 - de bureaux ou de services,
 - de stationnement,
 - industriel,
 - d'entrepôts commerciaux.
2. Les installations classées.

3. Les installations et travaux divers suivants :
 - les aires de stationnement ouvertes au public,
 - les dépôts de véhicules,
 - les affouillements et exhaussements des sols.

4. Les occupations et utilisations du sol visées aux alinéas ci-dessus sont admises à condition :
 - a) qu'elles soient compatibles avec la vocation de la zone,
 - b) que la conception et la localisation de l'opération ne conduisent pas à des délaissés de terrains inconstructibles et que l'opération soit compatible avec le développement ultérieur de la zone,
 - c) que la construction, l'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée des constructions à usage d'habitation et leurs dépendances soient destinées au logement des personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer la surveillance et le gardiennage des établissements et services existants sur la zone. **La surface de l'activité devra au moins être égale à celle de l'habitation,**
 - d) que les constructions à usage de bureau, commerce et service ne constituent pas un ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie,
 - e) que les constructions ou l'extension des constructions à usage de services, quelle que soit leur catégorie, lorsqu'elles sont reconnues nécessaires pour l'exercice des activités industrielles (restaurant d'entreprise, salle de réunion d'entreprises,...)

5. Les changements d'affectation des constructions existantes à conditions qu'ils soient compatibles avec le caractère de la zone.

6. Les ouvrages et les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt public.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE 1AUZ 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.

2. Les voies nouvelles en impasse ouverte à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,

- b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
- 2. Sur la RD 47, la création d'accès nouveaux ne sera pas autorisée de même que la modification de consistance d'accès existants sauf si cela tend à améliorer la sécurité des usagers.
- 3. L'autorisation de construire peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers des accès pour tenir compte de l'intensité de la circulation.

ARTICLE 1AUZ 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité devront présenter des caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins de l'ensemble des constructions susceptibles d'être desservies par des réseaux.

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

II – Assainissement :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.

En cas d'incompatibilité des rejets avec le réseau d'assainissement existant, le constructeur devra assurer sur sa parcelle le traitement des eaux usées non domestiques, avant rejet dans le réseau existant ; le traitement sera conforme à la réglementation en vigueur.

Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

La nature des effluents doit être compatible avec les caractéristiques du réseau, en cas d'incompatibilité le constructeur doit assurer le traitement des eaux usées avant rejet.

L'évacuation dans les fossés des eaux et autres effluents est interdite.

III - Eaux pluviales :

Les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir la récupération ou l'infiltration des eaux pluviales sauf impossibilité technique due à la nature du sol.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être ensevelies à l'exception de celles qui par nature ou par destination doivent être aériennes.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE 1AUZ 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. En bordure de la RD 8, les constructions doivent respecter un recul minimum de 5 mètres à compter de l'alignement de la voie.
2. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
3. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.
4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AUZ 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Sauf dispositions particulières prévues aux documents graphiques et à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, un recul supérieur pourra être imposé si les constructions par leur situation ou leurs dimensions ou par l'activité qui y est exercée, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
3. En cas de projet de lotissement, d'opérations groupées, de ZAC, cet article ne s'applique pas au regard de l'ensemble mais lot par lot.
4. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN).

Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

ARTICLE 1AUZ 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux constructions non contiguës, une distance suffisante pour permettre le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie devra être aménagée.

En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, une distance minimale pourra être imposée.

ARTICLE 1AUZ 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUZ 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUZ 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade,
- les clôtures,
- l'adaptation au sol.

II- Prescriptions particulières

Les constructions et leurs extensions devront être particulièrement étudiées sur le plan architectural. L'utilisation des espaces privatifs par opposition aux espaces sur rue, devront faire l'objet d'un soin particulier.

1. Toutes les constructions devront présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec une bonne économie de la construction, la tenue générale de l'harmonie du paysage.
2. Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).

3. Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
4. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
5. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
- 6. Sont interdits :**
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.
 - les haies mitoyennes à deux propriétés (implantées sur la limite séparative de deux parcelles).

III- Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE 1AUZ 12 – STATIONNEMENT

1. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol ainsi que le chargement et le déchargement des véhicules doivent être assurés en dehors des voies publiques.
2. Les aires de stationnement réservées à cet effet doivent être suffisantes pour accueillir le stationnement des employés, des visiteurs et du trafic lié à l'activité.

ARTICLE 1AUZ 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

1. Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement doivent être plantées ou aménagées. Les essences locales sont à privilégier. Le terrain attenant à la construction doit être entretenu.
2. En limite de secteurs d'habitation, des espaces plantés seront aménagés.
3. A l'intérieur de marges de recul et pour des raisons esthétiques, il est interdit de faire des dépôts ou d'installer tout abri ou édifice de quelque nature que ce soit.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE 1AUZ 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE 1AUZ 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Un raccordement aux réseaux de communication électronique devra obligatoirement être prévu pour toute nouvelle construction à usage d'habitation, d'activités ou d'équipement.

Dans les nouvelles opérations d'aménagement, les nouveaux réseaux en attente (fourreaux) devront être prévus.

TITRE IV

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

ZONE A

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone A est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

La zone A est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

La zone A est concernée :

- par des couloirs de bruits de 100 mètres de part et d'autre de la RD 181,
- par le périmètre de 200 mètres qui est à maintenir autour des installations classées du site de CEDILOR, périmètre dans lequel les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers sont interdites.

SECTION I – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
2. Conformément à l'arrêté n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE A 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol ci-après :

1. Toutes les constructions et installations non autorisées sous conditions particulières à l'article A 2.
2. Toutes les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un accès nouveau hors agglomération sur les routes nationales et départementales faisant partie du réseau structurant.
3. Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :
 - dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.

- dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

ARTICLE A 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admises sous conditions particulières les occupations et utilisations du sol suivantes :

1. Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sous réserve de respecter les distances d'éloignement conformément à la réglementation en vigueur.
2. Les constructions, installations, aménagements et travaux qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation agricole, à condition qu'ils soient nécessaires à l'exercice des activités exercées par un exploitant agricole.
3. Les constructions à usage d'habitation, leurs dépendances, annexes et abris de jardin, à condition :
 - qu'elles soient directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole, et qu'elles soient situées à moins de 100 mètres d'un bâtiment agricole.
 - les constructions à usage d'habitation à condition de ne pas être dans un rayon de 200 m autour des unités de traitement de CEDILOR.
 - les constructions à usage d'habitation à condition de ne pas être à une distance inférieure à 30 mètres de la lisière de la forêt (secteurs Nf et Ns).
4. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou concourant aux missions de services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
5. Les installations et travaux divers suivants :
 - Les affouillements et exhaussements du sol, à condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exploitation agricole.
6. Les occupations et installations mentionnées à l'article A2 à conditions qu'elles soient implantées à plus de 30 m de la lisière des forêts relevant du régime forestier et des espaces boisés classés.
7. Les occupations et utilisations du sol mentionnées à l'article A 2 à condition qu'elles soient autorisées par le Plan de Prévention des Risques miniers et respectent les prescriptions énoncées dans ce Plan de Prévention des Risques.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE A 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être

adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.

2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 5 mètres de chaussée.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code civil.
3. Aucune opération ne peut avoir un accès carrossable sur les chemins de halage et de marchepied, les pistes cyclables, les pistes de défense de la forêt contre l'incendie, les sentiers touristiques et les routes départementales.
4. Les nouveaux accès directs sur les RD 181, RD 54 sont interdits.

ARTICLE A 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité devront avoir des caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins des constructions susceptibles d'être desservies par des réseaux.

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être desservie en eau potable, soit par branchement de caractéristiques suffisantes sur le réseau public de distribution, soit dans les conditions fixées par le règlement sanitaire départemental par captage, forage ou puits particulier préalablement autorisé.

II – Assainissement - Eaux usées :

1. Toute construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
2. Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

III - Eaux pluviales

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (et notamment l'infiltration) est privilégiée.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisés en souterrain.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE A 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. Sauf dispositions particulières inscrites sur le document graphique, la façade sur rue et sur toute voie ouverte à la circulation publique de la construction principale ne doit pas être implantée à moins de 5 mètres de l'alignement des voies publiques existantes, à modifier ou à créer.
2. Pour les voies privées, la limite d'emprise de la voie se substitue à la définition de l'alignement.
3. Hors zone agglomérée, les constructions ou installations doivent respecter un recul minimum :
 - 75 mètres comptés de part et d'autre de l'axe de la RD 181,**sauf** : pour l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension de constructions existantes qui pourront se situer dans la continuité des constructions existantes.
4. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
5. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.

ARTICLE A 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la hauteur sous égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres pour une habitation et 10 mètres pour toute autre construction.
2. Les piscines seront implantées à au moins 3 mètres des limites séparatives.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

La hauteur sous égout est mesurée par rapport au terrain naturel (TN).

Le référentiel du niveau du terrain naturel (TN) aux angles de la construction correspondra au niveau du terrain naturel avant les apports et la mise en place de terres végétales aux abords de la construction.

ARTICLE A 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës doivent être distantes de 3 mètres minimum.
2. Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire doivent être implantés de telle manière que les baies éclairant les pièces principales ne soient masquées par aucune partie d'immeuble, qui, à l'appui de ces baies serait vue sous un angle de plus de 45° au-dessus du plan horizontal.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE A 9 – EMPRISE AU SOL

Pas de prescription.

ARTICLE A 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

Les règles de hauteur ne s'appliquent qu'aux constructions d'habitation.

La hauteur maximale des constructions nouvelles ou surélévations d'habitations existantes à usage d'habitation est fixée à R + 1 + combles (mansardes, attiques...).

ARTICLE A 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, abri de jardin...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains, notamment en ce qui concerne :

- Le volume et la toiture,
- les matériaux, l'aspect et la couleur,
- les éléments de façade tels que percements et balcons,
- les clôtures,
- l'adaptation au sol.

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.

II- Prescriptions particulières

Les constructions et leurs extensions devront être particulièrement étudiées sur le plan architectural.

1. Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).
2. Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).
3. Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.
4. Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.
5. **Sont interdits :**
 - les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.

III- Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE A 12 – STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doit être réalisé en dehors des voies publiques ou privées.

ARTICLE A 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les éléments paysagers (arbres isolés, alignement d'arbres, haies, ...) repérés au plan de zonage par le ou la suite de symboles devront être conservés.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE A 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE A 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pas de prescription.

TITRE V

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIERES

ZONE N

Le règlement de la zone est constitué par les prescriptions ci-dessous, sous réserve de l'observation des dispositions générales figurant au titre I du règlement du présent P.L.U. et des Servitudes d'Utilité Publique annexées au P.L.U.

CARACTERE DE LA ZONE

La zone N est partiellement concernée par un risque d'affaissement minier, identifié dans le Plan de Prévention des Risques "Miniers" (PPRm). Y sont toutefois autorisées les constructions, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRm.

Le PPRm est annexé au présent Plan Local d'Urbanisme. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée.

La zone N est concernée par un aléa mouvements de terrain. En conséquence, les occupations et utilisations du sol peuvent être soumises à interdiction, limitation et/ou prescriptions. Les secteurs à risques sont représentés sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame grisée. L'article R.111-2 sera notamment appliqué dans ces secteurs.

Pour les zones d'aléa de niveau faible à moyen, une étude géotechnique ayant pour objectif de définir les conditions de stabilisation du sol et d'adaptation du projet aux phénomènes de glissement susceptibles de se produire doit être jointe à la demande d'autorisation d'urbanisme (qu'il s'agisse de projets nouveaux ou de projets sur les biens ou activités existants).

La zone N est concernée par le passage de canalisations de Transport de Matières Dangereuses. Des restrictions à l'urbanisation existent dans les zones de danger concernées. Les distances des différentes zones de danger sont indiquées dans l'arrêté n°2016-DLP-BUPE-246 du 21 octobre 2016 annexé au présent Plan Local d'Urbanisme (*annexe 6.1 – servitudes d'utilité publique*).

Le P.L.U. comporte huit secteurs :

- **Nb** où l'exploitation des carrières est autorisée et où les constructions liées au gardiennage sont autorisées,
- **Nh** situé à Malancourt et qui délimite le périmètre d'habitations existantes isolées.
- **Nj** réservé aux abris de jardins, locaux techniques et piscines,
- **Nl** ayant pour objet de favoriser le maintien et le développement des infrastructures existantes liées aux activités de loisirs,
- **Ns** : zone d'intérêt écologique correspondant aux sites à protéger de la « Grande Carrière de Malancourt » et de la « Friche de Rombas » classés ZNIEFF de type 1,
- **Np** qui sont des terrains sous lesquels se trouvent des nappes de résidus gazeux ce qui justifie que ces terrains sont inconstructibles,

Np1 situé à Malancourt et correspondant au site de la carrière.

- **Nc** concerné par des prescriptions spécifiques :

Le diagnostic du site, le schéma conceptuel et le plan de gestion portant sur les terrains cadastrés, Section 9, parcelle n° 1 et 93 au lieudit « les Haies », parcelle n° 95 au lieudit « Fossé Hayes et Trou Montauban » réalisés par le bureau d'études LECES en septembre 2009, référencés RC 16372 sont joints aux annexes du PLU.

Au titre de la réglementation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) des prescriptions spécifiques et des restrictions d'usage s'appliquent :

- Construction des bâtiments sur radiers,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de terrains nus sauf mise en place d'une couche de terre ou de remblai propre sur au moins 40 cm d'épaisseur,

- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins d'infiltration sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Obligation de mettre en place des canalisations d'eau potable protégée contre la diffusion des polluants à travers sa paroi (matériau adapté, coffrage de la canalisation...),
- Conservation en mémoire de la pollution présente (documents d'urbanisme), notamment dans le cadre d'un changement futur d'usage du site.

La zone N est :

- concernée par des couloirs de bruits de 100 mètres de part et d'autre de la RD 112F et la RD 181.
- par le périmètre de 200 mètres qui est à maintenir autour des installations classées du site de CEDILOR, périmètre dans lequel les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles occupés par des tiers sont interdites.

SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel :

1. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés non classés.
2. L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable.
3. Conformément à l'arrêté n°2014 DDT – OBS1 du 27 février 2014 relatif au classement sonore des infrastructures routières de transports terrestres (RD), les bâtiments devront répondre à celui-ci en matière d'isolation acoustique.

ARTICLE N 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Dans les zones de danger liées aux canalisations de transport de matières dangereuses indiquées sur les documents graphiques :

- dans les zones d'effets létaux significatifs, la construction d'établissements recevant du public (ERP) d'une capacité d'accueil de plus de 100 personnes est interdite.
- dans les zones des premiers effets létaux, la construction d'établissements recevant du public (ERP) de catégories 1 à 3 est interdite.

Sont interdits dans l'ensemble de la zone N :

L'ensemble des utilisations et occupations du sol, exceptées celles citées à l'article N 2.

Les occupations et utilisations du sol qui nécessitent la création d'un nouvel accès individuel hors agglomération sur les routes nationales et départementales faisant partie du réseau structurant de la commune.

Tout immeuble habité ou occupé par des tiers dans un rayon de 200m autour des unités de traitement CEDILOR.

Dans les secteurs Np (hors Np1) et Ns :

Toute occupation ou utilisation du sol est interdite.

ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS

Sont admis sous conditions :

En zone N :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à la réalisation et à l'exploitation de ces équipements

En secteur Nb :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à la réalisation et à l'exploitation de ces équipements
- Les constructions à usage industriel, artisanal, commercial, d'entrepôt, de bureaux et d'exposition, les installations et dépôts classés, les dépôts de véhicules de chantier à condition qu'ils soient directement liés à l'exploitation des carrières.
- Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes (garage et abri de jardin) à condition qu'elles soient strictement nécessaires au gardiennage des établissements installés dans ce secteur.

En secteur Nc :

Que toutes les occupations et utilisations du sol admises sous conditions répondent aux prescriptions spécifiques et restrictions d'usage suivantes :

- Construction des bâtiments sur radiers,
- Interdiction de construire des bâtiments avec sous-sol ou parkings enterrés,
- Interdiction de tout usage des eaux souterraines, sauf autorisation préalable des administrations,
- Interdiction d'aménagements type potager ou verger,
- Interdiction de terrains nus sauf mise en place d'une couche de terre ou de remblai propre sur au moins 40 cm d'épaisseur,
- Interdiction d'aménager des plans d'eau ou des bassins d'infiltration sans limitation d'accès et signalisation stipulant la présence d'eau impropre à tout usage,
- Obligation de mettre en place des canalisations d'eau potable protégée contre la diffusion des polluants à travers sa paroi (matériau adapté, coffrage de la canalisation...),
- Conservation en mémoire de la pollution présente (documents d'urbanisme), notamment dans le cadre d'un changement futur d'usage du site.

En secteur N/ :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à la réalisation et à l'exploitation de ces équipements
- Les constructions et installations à condition qu'elles soient liées à une activité de sport, de loisirs ou culturelle.
- Les aires de sport et de jeux ouvertes au public.

En secteur Nh:

- Pour les constructions existantes, l'adaptation, la reconstruction à l'identique ou l'extension à condition qu'elle soit strictement limitée. Les changements d'affectation, à condition qu'ils n'entraînent pas la construction de nouveaux bâtiments.
- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- Les équipements d'infrastructure ainsi que les constructions liées à la réalisation et à

l'exploitation de ces équipements

- Les constructions annexes et les garages, aux conditions cumulatives suivantes :
 - o d'être liée à une construction d'habitation existante sur la même unité foncière ;
 - o que son emprise au sol totale ne dépasse pas 40 m².

En secteur Nj :

- les abris de jardin et locaux techniques, à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 20 m² ;
- les piscines (bassin et margelles compris) à condition que leur emprise au sol n'excède pas 35 m².

Dans toute la zone, les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article N 1 situées à l'intérieur des zones à risques de d'affaissement minier inscrites sur le Plan de Prévention des Risques annexé au dossier de P.L.U., à condition qu'elles respectent les prescriptions énoncées dans ce Plan de Prévention des Risques.

En secteur Np1 :

Les installations de stockage de déchets inertes sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires.

SECTION II – CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE N 3 – ACCES ET VOIRIE

I - Voirie :

1. Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie publique ou privée de caractéristiques proportionnées à l'importance de l'occupation ou de l'utilisation du sol envisagée. Les caractéristiques des voies publiques ou privées doivent être adaptées à l'opération et satisfaire aux exigences de sécurité, de défense contre l'incendie et de ramassage des ordures ménagères.
2. Les voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile doivent présenter une emprise d'au moins 6 mètres de chaussée.
3. Les voies nouvelles en impasse ouvertes à la circulation automobile doivent être aménagées dans leur partie terminale de façon à permettre aux véhicules des services publics de faire demi-tour.

II - Accès :

1. Les caractéristiques d'un accès carrossable doivent permettre de satisfaire aux règles de desserte concernant :
 - a) La défense contre l'incendie et la protection civile ; l'emprise minimum de l'accès est fixée à 3,50 mètres,
 - b) La sécurité publique, notamment lorsqu'un terrain peut être desservi par plusieurs voies l'accès sur celle de ces voies qui présente un risque pour la sécurité est interdit.
2. Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire ne produise une servitude de passage suffisante, instituée par acte authentique ou par voie judiciaire en application de l'article 682 du Code civil.
3. Aucune opération ne peut avoir un accès carrossable sur les chemins de halage et

de marchepied, les pistes cyclables, les pistes de défense de la forêt contre l'incendie, les sentiers touristiques et les routes départementales.

4. Les nouveaux accès directs sur les RD 181 et la RD 54 sont interdits.

ARTICLE N 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

Les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité devront avoir des caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins des constructions susceptibles d'être desservies par des réseaux.

I - Eau potable :

Toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être alimentée en eau potable, soit par branchement de caractéristiques suffisantes sur le réseau public de distribution, soit dans les conditions fixées par le règlement sanitaire départemental par captage, forage ou puits particulier préalablement autorisés.

II – Assainissement - Eaux usées

1. Toute construction ou installation nécessitant une évacuation des eaux usées doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
2. Si le réseau n'est pas établi, toute construction ou installation devra être assainie par un dispositif conforme à la réglementation en vigueur relative à l'assainissement non collectif.

Ce dispositif d'assainissement doit être conçu et implanté de façon à pouvoir être mis hors circuit lorsque le réseau et le traitement collectif seront réalisés. En outre, la construction (ou l'installation) devra être conçue de manière à pouvoir être branchée sur le réseau collectif, une fois que celui-ci aura été réalisé.

III - Eaux pluviales :

La mise en œuvre des techniques alternatives de collecte et de gestion des eaux pluviales (et notamment l'infiltration) est privilégiée.

À défaut, les aménagements réalisés sur le terrain doivent garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur, s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales doivent être réalisés par des dispositifs adaptés à l'opération et au terrain dans les limites de la réglementation en vigueur.

IV - Electricité, gaz, téléphone, télédistribution et locaux à déchets :

1. Les nouvelles installations de distribution électrique, d'éclairage public, de téléphone et de télédistribution doivent être réalisées de manière à permettre la meilleure dissimulation possible du réseau, ainsi que lors de toute restauration d'immeubles existants.
2. Les raccordements et les réseaux définitifs de distribution électrique, d'éclairage public, de gaz, de téléphone et de télédistribution doivent être ensevelis à l'exception de ceux qui par nature ou par destination doivent être aériens.
3. Les nouvelles voies privées en impasse devront prévoir à leur entrée une aire de stockage de containers à déchets.

ARTICLE N 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

1. En bordure de la RD 112F, les constructions doivent respecter un recul minimum de 50 mètres à compter de l'alignement conformément aux dispositions graphiques du plan de zonage.
2. Hors zone agglomérée, les constructions ou installations doivent respecter un recul minimum :
 - 75 mètres comptés de part et d'autre de l'axe de la RD 181,**sauf** : pour l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension de constructions existantes qui pourront se situer dans la continuité des constructions existantes.
3. Toute nouvelle construction ou installation doit être édifiée à une distance au moins égale à 6 mètres des berges des cours d'eau et des fossés.
4. Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. Les dispositions particulières inscrites sur le document graphique demeurent applicables.

ARTICLE N 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Sauf dispositions particulières prévues aux documents graphiques et à moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite séparative, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché devra être au moins égale à la moitié de la hauteur à l'égout du bâtiment projeté, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
2. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE N 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

1. Sur une même propriété, les constructions non contiguës devront être distantes au minimum de 3 mètres les unes par rapport aux autres.
2. En application de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme, un recul supérieur pourra être imposé si les constructions par leur situation ou leurs dimensions ou par l'activité qui y est exercée, sont de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
3. Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE N 9 – EMPRISE AU SOL

Les annexes aux constructions principales à usage d'habitation, les extensions limitées, les installations de sport et de loisirs et les abris de chasse autorisés sont limitées à 20 m² d'emprise au sol par unité foncières.

En secteur Nh :

Les annexes aux constructions principales à usage d'habitation sont limitées à 40 m² d'emprise au sol par unité foncière.

L'emprise au sol des extensions limitées est fixée à 20 m² par unité foncière.

En secteur Nj :

L'emprise au sol des abris de jardin ne peut excéder 20 m² par unité foncière. Les piscines sont limitées à 35 m² d'emprise au sol par unité foncière (bassin et margelles compris).

ARTICLE N 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

La hauteur maximale des constructions d'habitation liées au gardiennage est fixée à R + 1 + combles (mansardes, attiques...).

Les autres occupations et utilisations du sol autorisées sont limitées à 4 mètres hors tout.

Cet article ne s'applique pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

En secteur Nj :

La hauteur des constructions est limitée à 3.50 mètres hors tout.

ARTICLE N 11 – ASPECT EXTERIEUR

I - Prescriptions générales

Les constructions et leurs extensions, ainsi que les éléments d'accompagnement (clôture, garage, ...) ne doivent pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, aux sites et aux paysages urbains.

II- Prescriptions particulières

Les constructions et leurs extensions devront être particulièrement étudiées sur le plan architectural.

Sont autorisés tous les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables (panneaux solaires et les cellules photovoltaïques...).

Les matériaux destinés à être recouverts, peints, enduits ou lasurés, ne devront pas être laissés à l'état brut (agglomérés, tôles, parpaings...).

Toutes les zones de dépôts, de stockage et locaux à déchets doivent être masquées des espaces publics par des plantations ou des éléments bâtis.

Les teintes trop vives, fluo ou trop foncées seront proscrites.

Sont interdits :

- les panneaux publicitaires autres que ceux destinés à la promotion des activités touristiques, communales et des activités propres du secteur sous réserve de l'accord du Maire.

III- Cet article ne s'applique pas aux équipements publics, ainsi qu'aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics.

ARTICLE N 12 – STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisations du sol doit être réalisé en dehors des voies publiques ou privées.

ARTICLE N 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS – ESPACES BOISES CLASSES

Rappel : La demande de permis de construire doit faire apparaître les plantations existantes à abattre et celles qu'il est prévu de réaliser.

Les éléments paysagers (arbres isolés, alignement d'arbres, haies, ...) repérés au plan de zonage par le ou la suite de symboles devront être conservés.

SECTION IV – CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT

ARTICLE N 15 – PERFORMANCE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Pas de prescription.

ARTICLE N 16 – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Pas de prescription.

TITRE VI

ANNEXES

1. DEFINITION DES EMPLACEMENTS RESERVES AUX EQUIPEMENTS ET DES SERVITUDES MENTIONNEES A L'ARTICLE L.151-41 DU CODE DE L'URBANISME

Rappel (article L.152-2 du Code de l'Urbanisme)

" Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L. 230-1 et suivants. Lorsqu'une servitude mentionnée à l'article L. 151-41 est instituée, les propriétaires des terrains concernés peuvent mettre en demeure la commune de procéder à l'acquisition de leur terrain, dans les conditions et délais prévus aux articles L. 230-1 et suivants."

Article L.151-41

" Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes."

Article L.230-1

" Les droits de délaissement prévus par les articles L. 152-2, L. 311-2 ou L. 424-1, s'exercent dans les conditions prévues par le présent titre.

La mise en demeure de procéder à l'acquisition d'un terrain bâti ou non est adressée par le propriétaire à la mairie de la commune où se situe le bien. Elle mentionne les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les autres intéressés sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective à l'initiative de la collectivité ou du service public qui fait l'objet de la mise en demeure. Ils sont tenus de se faire connaître à ces derniers, dans le délai de deux mois, à défaut de quoi ils perdent tout droit à indemnité."

Article L.230-2

" Au cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès, les ayants droit du propriétaire décédé peuvent, sur justification que l'immeuble en cause représente au moins la moitié de l'actif successoral et sous réserve de présenter la demande d'acquisition dans le délai de six mois à compter de l'ouverture de la succession, si celle-ci n'a pas été formulée par le propriétaire décédé, exiger qu'il soit sursis, à concurrence du montant de son prix, au recouvrement des droits de mutation afférents à la succession tant que ce prix n'aura pas été payé. "

Article L.230-3

" La collectivité ou le service public qui fait l'objet de la mise en demeure doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire.

En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande.

A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné au premier alinéa, le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la collectivité ou le service public qui a fait l'objet de la mise en demeure, prononce le transfert de propriété et fixe le prix de l'immeuble. Ce prix, y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, sans qu'il soit tenu compte des dispositions qui ont justifié le droit de délaissement.

La date de référence prévue à l'article L. 322-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est celle à laquelle est devenu opposable aux tiers le plus récent des actes rendant public le plan local d'urbanisme ou l'approuvant, le révisant ou le modifiant et délimitant la zone dans laquelle est situé le terrain. En l'absence de plan d'occupation des sols rendu public ou de plan local d'urbanisme, la date de référence est, pour le cas mentionné à l'article L. 424-1, celle d'un an avant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, pour les cas mentionnés aux articles L. 102-13 et L. 424-1, celle de la publication de l'acte ayant pris le projet en considération et, pour les cas mentionnés à l'article L. 311-2, un an avant la création de la zone d'aménagement concerté.

Le juge de l'expropriation fixe également, s'il y a lieu, les indemnités auxquelles peuvent prétendre les personnes mentionnées à l'article L. 230-2.

Le propriétaire peut requérir l'emprise totale de son terrain dans les cas prévus aux articles L. 242-1 à L. 242-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

L'acquisition d'un terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou le titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée."

Article L.230-4

" Dans le cas des terrains réservés en application de l'article L. 152-2, les limitations au droit de construire et la réserve ne sont plus opposables si le juge de l'expropriation n'a pas été saisi trois mois après l'expiration du délai d'un an mentionné à l'article L. 230-3. Cette disposition ne fait pas obstacle à la saisine du juge de l'expropriation au-delà de ces trois mois dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 230-3."

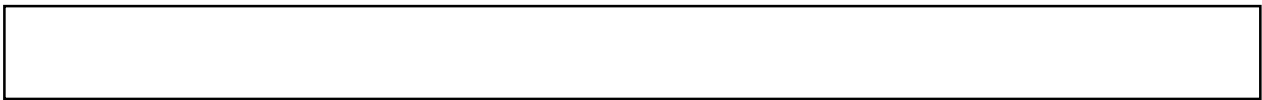
Article L.230-5

" L'acte ou la décision portant transfert de propriété éteint par lui-même et à sa date tous droits réels ou personnels existants sur les immeubles cédés même en l'absence de déclaration d'utilité publique antérieure. Les droits des créanciers inscrits sont reportés sur le prix dans les conditions prévues à l'article L. 222-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique."

Article L.230-6

" Les dispositions de l'article L. 221-2 sont applicables aux biens acquis par une collectivité ou un service public en application du présent titre."

2. DEFINITION DE LA SURFACE DE PLANCHER



Article R.111-22 du Code de l'Urbanisme

" La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;

2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;

3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;

4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;

5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;

7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;

8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures. "

3. DEFINITION DES DISPOSITIONS FAVORISANT LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE ET LES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LES CONSTRUCTIONS

Articles L.111-16 et L.111-17 du Code de l'Urbanisme

" Nonobstant les règles relatives à l'aspect extérieur des constructions des plans locaux d'urbanisme, des plans d'occupation des sols, des plans d'aménagement de zone et des règlements des lotissements, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. Le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable peut néanmoins comporter des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par décret.

Les dispositions de l'article L. 111-16 ne sont pas applicables :

1° Dans un secteur sauvegardé, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble protégé en application de l'article L. 151-19 ;

2° Dans des périmètres délimités, après avis de l'architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. "

Article R.111-23 du Code de l'Urbanisme

" Pour l'application de l'article L. 111-16, les dispositifs, matériaux ou procédés sont :
1° Les bois, végétaux et matériaux biosourcés utilisés en façade ou en toiture ;

2° Les systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée. Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme précise les critères d'appréciation des besoins de consommation précités ;

3° Les équipements de récupération des eaux de pluie, lorsqu'ils correspondent aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée ;

4° Les pompes à chaleur ;

5° Les brise-soleils. "

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



Modification n°3 du PLU d'Amnéville

3 - Règlement graphique

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

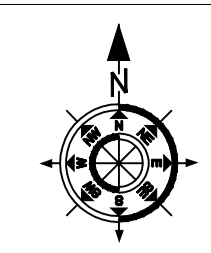
Le Maire
Éric MUNIER



l'Atelier des Territoires

BUREAU D'ETUDES

57000 METZ
Tél : 03.87.63.02.00



PLAN LOCAL D'URBANISME

4.1- PLAN D'ENSEMBLE

Echelle 1 / 5000

Document de travail
Février 2023



Révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvée par DCM en date du :	09/03/2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par DCM en date du :	04/04/2019
Modification n°1 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Modification n°2 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Mise à jour par arrêté municipal en date du :	10/09/2021
Modification simplifiée n°2 approuvée par DCM en date du :	28/10/2021

Origine Cadastre © Droits de l'État réservés

Légende :

- Découpage en zone avec indication du type de zone
- Emplacement réservé avec numéro de l'opération
- Marge de recul des constructions
- Implantation obligatoire des constructions à l'alignement
- Clôture existante à conserver
- Élément du paysage ou du patrimoine remarquable à préserver
- Périmètre de protection de 200 m autour des installations de SCORI EST
- Atlas des Zones Inondables - Crue centennale de l'Orne
- Limite communale

Liste des emplacements réservés :

N°	Destination	Superficie	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un cheminement piéton	132 m²	Commune
2	Acquisition voirie	1 548 m²	Commune
4	Aire de stationnement à créer	5 292 m²	Commune
5	Réalisation d'un cheminement piéton	192 m²	Commune





PLAN LOCAL D'URBANISME

4.3- PLAN DE ZONAGE

Echelle 1 / 2000

Document de travail
Février 2023



Révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvé par DCM en date du :	09/03/2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par DCM en date du :	04/04/2019
Modification n°2 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Mise à jour par arrêté municipal en date du :	10/09/2021
Modification simplifiée n°2 approuvée par DCM en date du :	28/10/2021

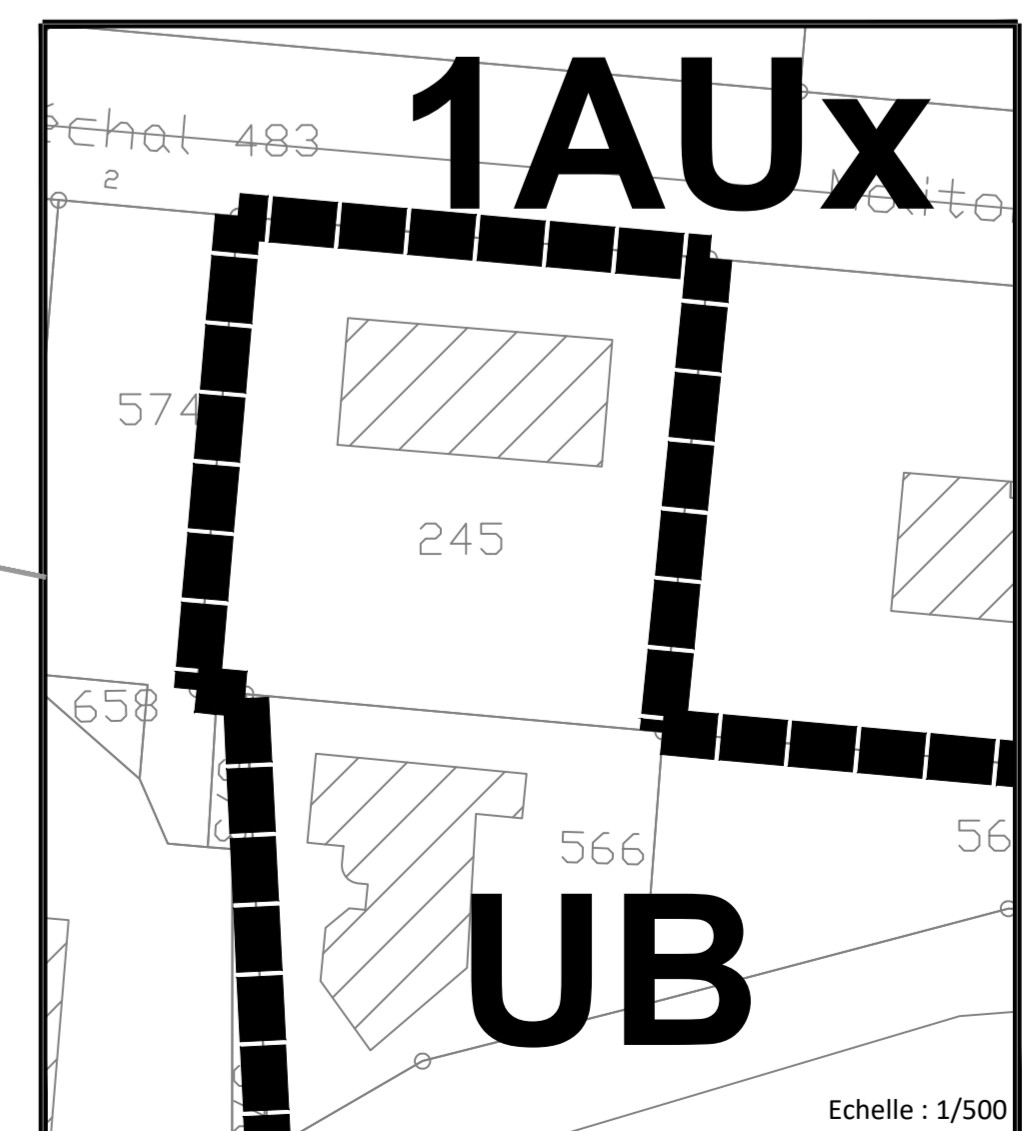
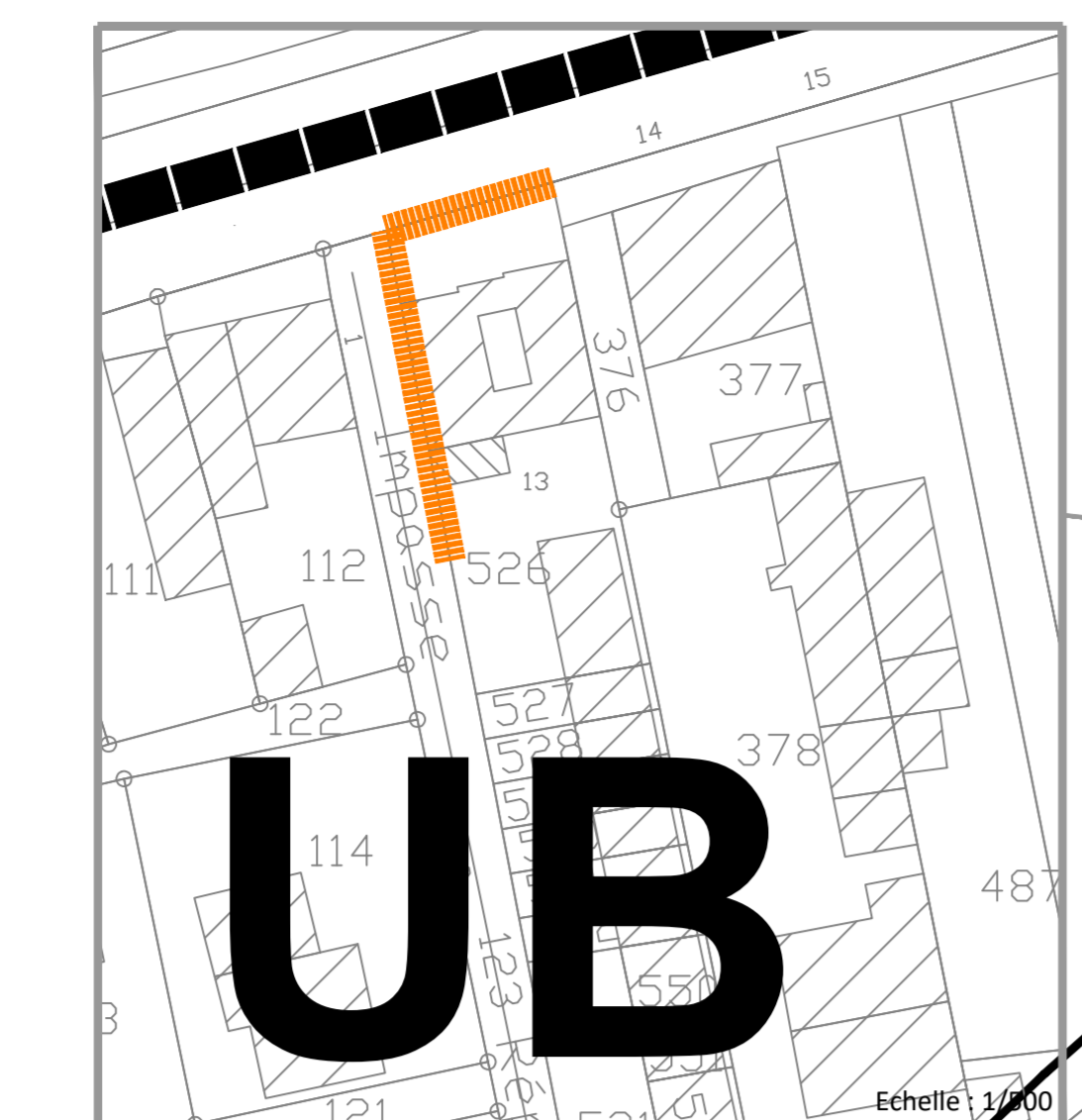
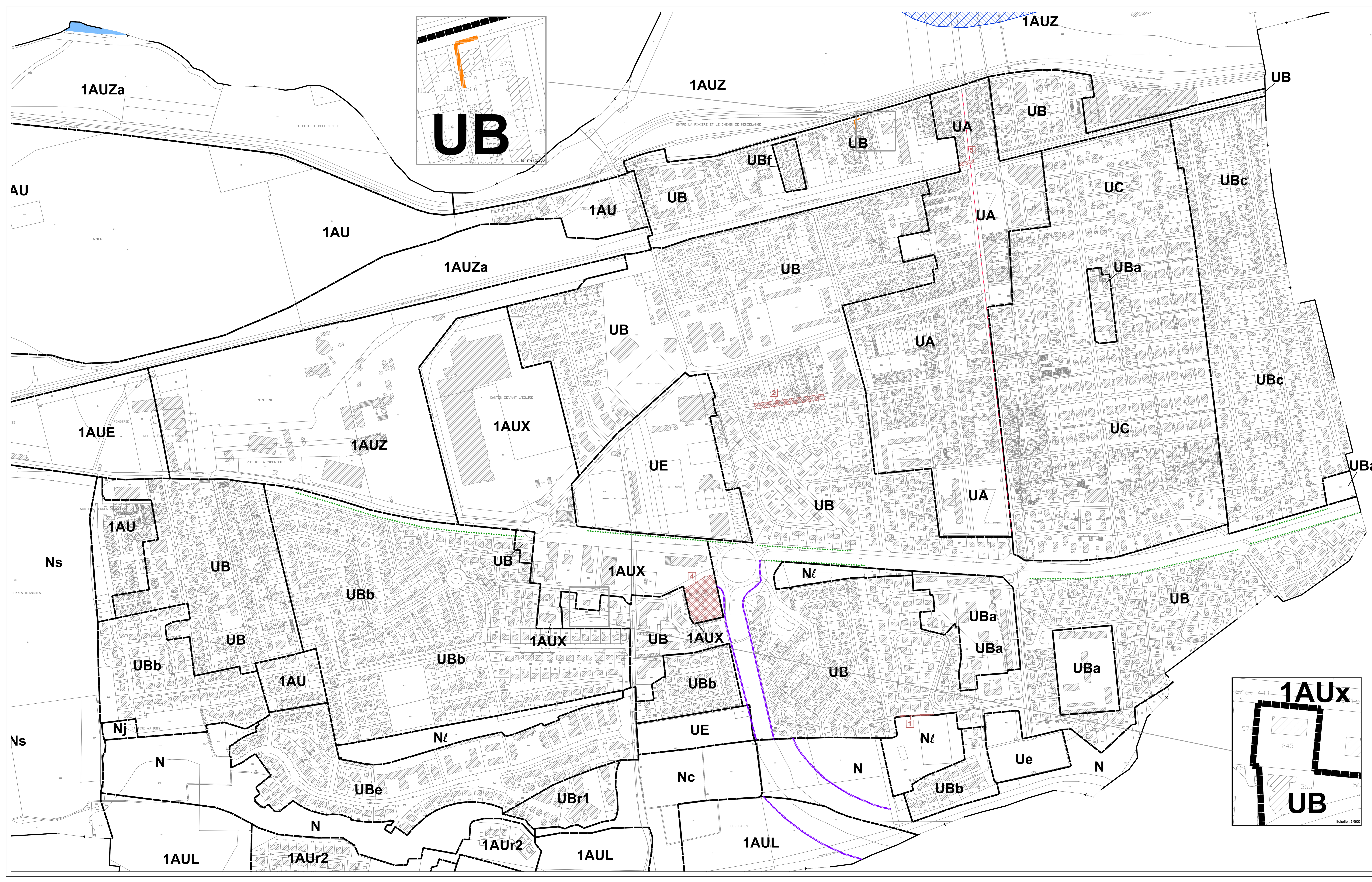
Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés

Légende :

- Découpage en zone avec indication du type de zone
- Emplacement réservé avec numéro de l'opération
- Marge de recul des constructions
- Implantation obligatoire des constructions à l'alignement
- Clôtures existantes à conserver
- Élément du paysage ou du patrimoine remarquable à préserver
- Périmètre de protection de 200 m autour des installations de SCORI EST
- Atlas des Zones Inondables - Crue centennale de l'Crme
- Limite communale

Liste des emplacements réservés :

N°	Destination	Superficie	Bénéficiaire
1	Réalisation d'un cheminement piéton	132 m²	Commune
2	Acquisition voirie	1 548 m²	Commune
4	Aire de stationnement à créer	5 292 m²	Commune
5	Réalisation d'un cheminement piéton	192 m²	Commune



DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



Modification n°3 du PLU d'Amnéville

4 - Orientations d'Aménagement et de Programmation

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

Le Maire
Éric MUNIER



l'Atelier des Territoires

BUREAU D'ETUDES

57000 METZ
Tél : 03.87.63.02.00

LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le projet de la commune d'Amnéville identifie plusieurs zones à urbaniser :

- ; cinq zones à urbaniser à vocation principale d'habitat,
- ; trois zones à vocation d'activités économiques ou industrielles,
- ; une zone dédiée aux activités liées au tourisme et aux loisirs au sein du site thermal et touristique,
- ; une zone dédiée à l'implantation d'équipements publics et collectifs,
- ; une zone mixte dédiée à de l'habitat et des activités économiques sur les friches industrielles nord (projet des Portes de l'Orne).

Seule une partie de ces zones fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation qui visent à définir les **conditions d'urbanisation de ces secteurs**.

Les secteurs retenus sont les suivants :

- la zone 1AU, située à l'Ouest de la zone bâtie, à proximité de la friche de Rombas, dans la continuité de la rue du Maréchal Koening ;
- la zone 1AU, localisée à l'Ouest de l'espace bâti dans la continuité de l'impasse des Terres Blanches ;
- ~~la zone 1AU située sur l'ancien stade de la Cimenterie ;~~
- la zone d'extension 1AU située à Malancourt-la-Montagne ;
- la zone 1AUL qui correspond au centre thermal et touristique ;
- la zone 1AU / 1AUza qui correspond au projet des Portes de l'Orne.

La commune d'Amnéville a souhaité **y fixer des principes d'urbanisation afin d'organiser et de maîtriser leur aménagement** (notamment en terme d'accès, de desserte, de qualité urbaine et d'intégration paysagère).

La **programmation** et les **principes d'aménagement** sont représentés sur les **schémas joints ci-après** et précisés dans les **textes qui les accompagnent**.

Les autres secteurs ouverts à l'urbanisation n'ont pas fait l'objet d'orientations d'aménagement pour diverses raisons :

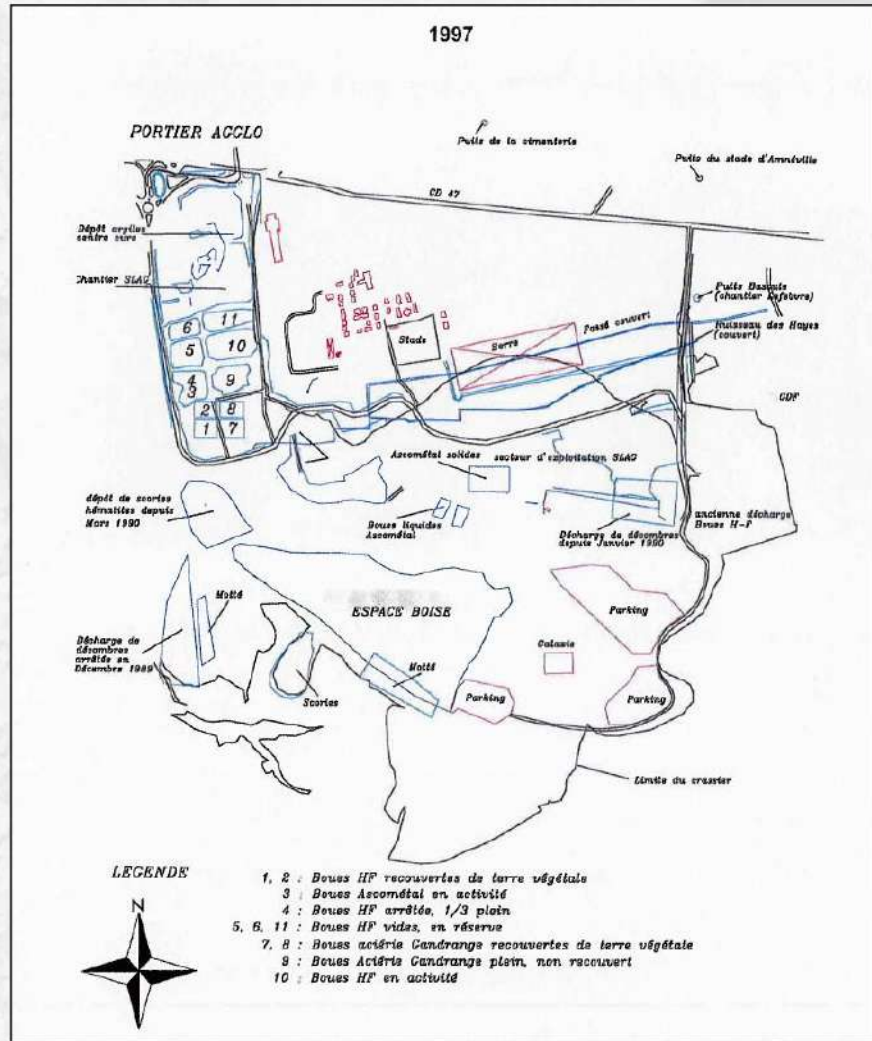
- la zone 1AUr2 fait l'objet d'un permis d'aménager accordé le 6 janvier 2014 ;
- les autres zones ne disposent plus que de quelques terrains disponibles, il ne s'agit que de dents creuses. Aucune création de voirie ou d'équipement n'est nécessaire. De plus, la majeure partie des parcelles disponibles n'a plus de caractère naturel puisqu'elle est déjà artificialisée.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Zone destinée à l'accueil d'activités liées au développement du centre thermal et de loisirs.

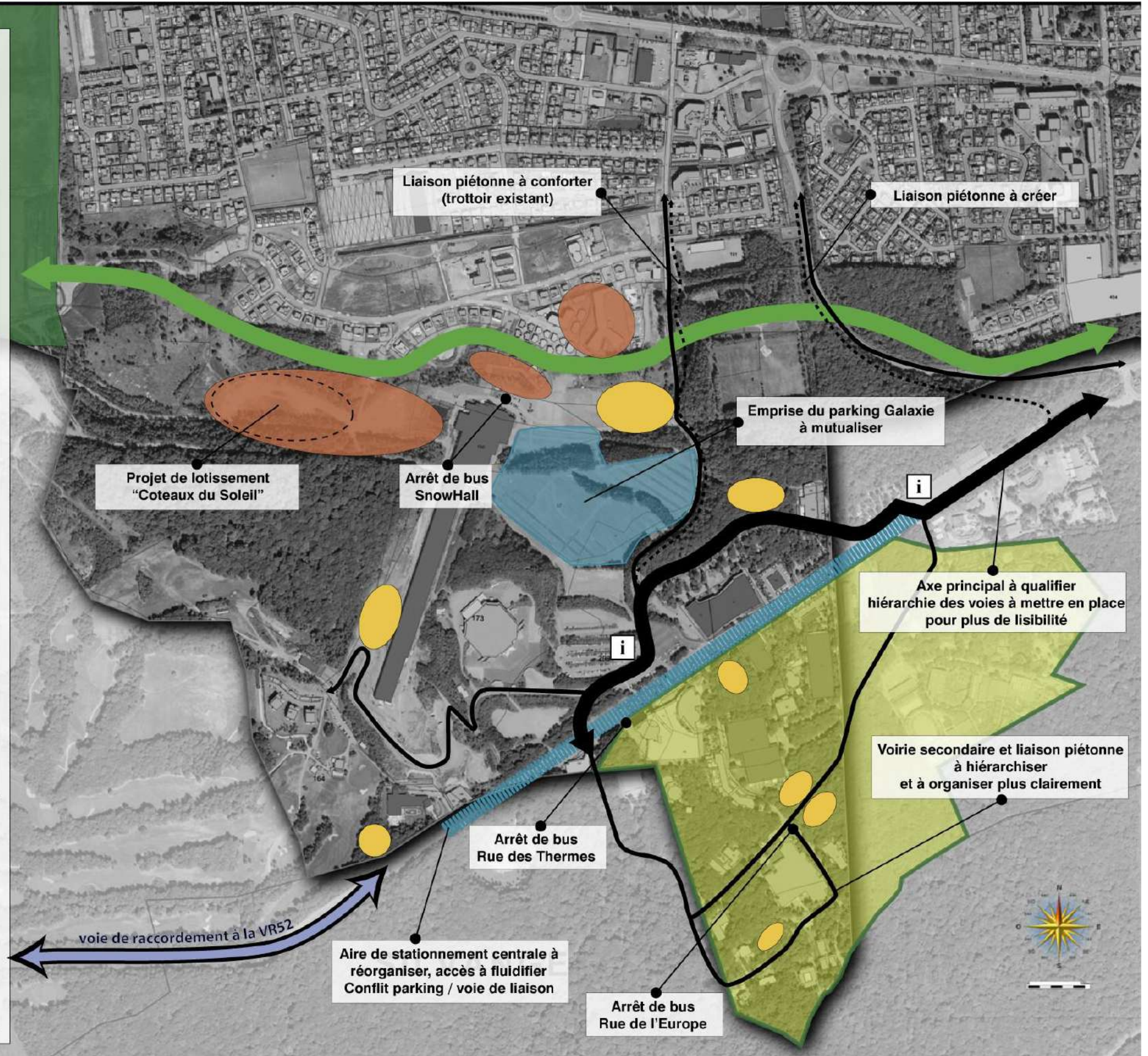
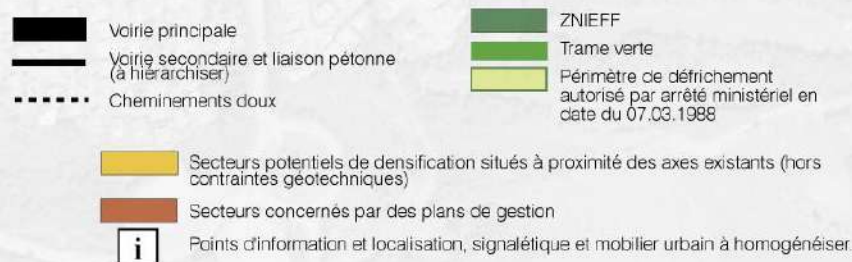
Qualité environnementale et prévention des risques

Une coulée verte est préservée à l'interface entre le pôle thermal et la zone d'habitation.
Risques : secteurs pollués (cf. schéma ci-dessous).



Transports en commun

Le réseau de transport en commun interurbain de la Moselle dessert la commune d'Amnéville. Trois arrêts de bus sont implantés sur le site : à proximité du Snowhall, rue des Thermes et rue de l'Europe.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Insertion architecturale, urbaine et paysagère

Zone à dominante résidentielle (habitat individuel groupé, intermédiaire et petit collectif), silhouettes de maisons de type R+1 à R+2 (pour les petits collectifs).

Contraintes du site :

- Une conduite de gaz (DN150 Marange Silvange - Batilly) traverse la zone d'Est en Ouest. Un périmètre non aedificandi et non sylvandi de 5m, de part et d'autre de l'axe de la canalisation est à respecter.
- Une ligne électrique aérienne traverse la zone. Il peut être étudié de l'enterrer ou de la dévoyer.
- L'espace de transition entre la zone à urbaniser et les terres agricoles devra bénéficier d'un traitement spécifique permettant de marquer la frange urbaine. A minima, une haie végétale devra être plantée en fond de parcelles.

Mixité fonctionnelle et sociale

Vocation principale de la zone : habitat

Surface de la zone : 8,32 ha

Densité imposée SCoT : 30 logements / ha

Nombre minimum de logements à réaliser : 250

Qualité environnementale et prévention des risques

Une coulée verte reprend partiellement le tracé du gazoduc, on y trouve une promenade piétonne, des dispositifs de gestion des eaux pluviales et éventuellement une aire de jeux. Une placette / pôle de rencontre est prévue au cœur du nouveau quartier (point de collecte des déchets, stationnement vélo...).

Energie : une orientation intéressante des logements devra être proposée. L'installation de dispositifs photovoltaïques et/ou éoliens intégrés aux constructions sont autorisés.

Eau : une gestion durable et environnementale des eaux pluviales est demandée (noues, infiltrations, récupérations...). Un bassin de pollution, ou tout autre équipement spécifique permettant d'assurer l'évacuation des eaux usées dans de bonnes conditions, devra être mis en place avec l'accord du service gestionnaire.

Déchets : l'implantation des systèmes de tri et des dispositifs de compostage domestique devra être facilitée. Des points de collecte des ordures ménagères devront être localisés et aménagés (à voir avec le gestionnaire).

Une étude de sol sera nécessaire avant toute opération d'aménagement. Le résultat de cette étude pourra influencer l'opération d'aménagement.

Stationnement

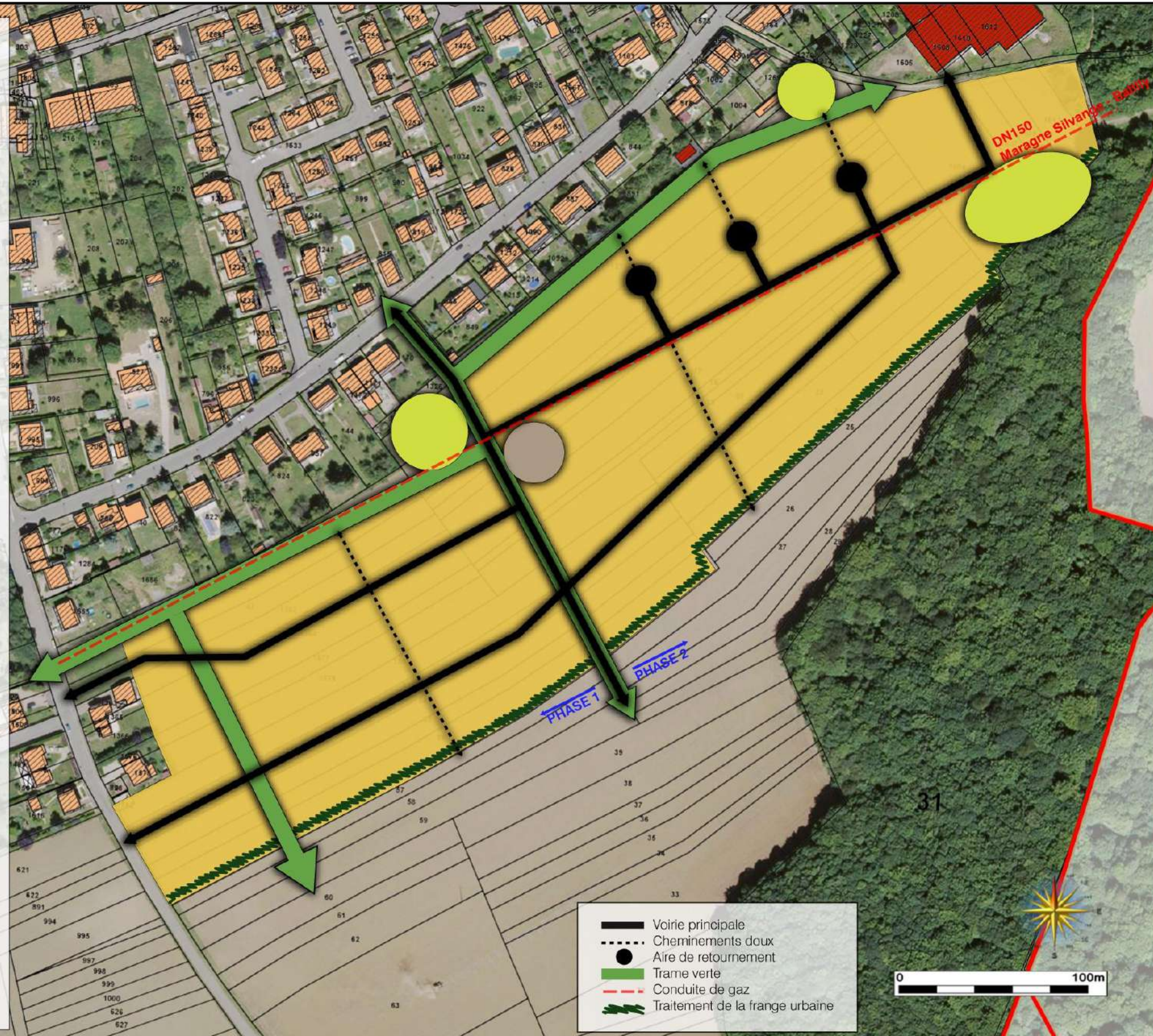
Des aires de stationnement de véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisation du sol devront être réalisées en dehors des voies publiques. Du stationnement est également à prévoir sur le domaine public.

Transports en commun

Le réseau de transport en commun interurbain de la Moselle dessert la commune d'Amnéville. L'arrêt le plus proche de la zone de développement est implanté rue Bossuet.

Voies et réseaux

L'accès principal s'effectue par la rue de la Malandrie Malancourt. Un accès est également envisagé par la rue de la Potence. La voirie est organisée selon deux boucles principales. La voie au Nord Est reprend le tracé du gazoduc. On repère également 3 petites antennes en impasse. Plusieurs liaisons douces traversent la zone.



PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Insertion architecturale, urbaine et paysagère

Zone à dominante résidentielle (habitat individuel groupé, intermédiaire et petit collectif), silhouettes de maisons de type R+1 à R+2 (pour les petits collectifs).

Mixité fonctionnelle et sociale

Vocation principale de la zone : habitat
Surface de la zone : 1.87 ha
Densité imposée SCoT : 30 logements / ha
Nombre minimum de logements à réaliser : 72

Qualité environnementale et prévention des risques

Un nouveau cheminement doux est implanté le long de la rue du Maréchal Koenig. Il est aménagé en espace vert arboré afin de marquer une limite urbanisée franche.

Energie : une orientation intéressante des logements devra être proposée. L'installation de dispositifs photovoltaïques et/ou éoliens intégrés aux constructions est autorisée.

Eau : une gestion durable et environnementale des eaux pluviales est demandée (nœuds, infiltrations, récupérations...)

Déchets : l'implantation des systèmes de tri et des dispositifs de compostage domestique devra être facilitée. Des points de collecte des ordures ménagères devront être localisés et aménagés (à voir avec le gestionnaire).

Les terrains ouverts à l'urbanisation font, en parti, parti intégrante de la ZNIEFF de la friche de Rombas. De ce fait, une étude écologique complémentaire devra être effectuée avant tout projet d'aménagement ou de construction au sein de cet espace. Cette étude devra également prendre en considération le volet zone humide, en fonction de la surface et de la typologie des sols présents. Elle pourrait aboutir le cas échéant à la mise en place de mesures d'évitement, de réduction, voir de compensation.

Stationnement

Des aires de stationnement de véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisation du sol devront être réalisées en dehors des voies publiques. Du stationnement est également à prévoir sur le domaine public.

Transports en commun

Le réseau de transport en commun interurbain de la Moselle dessert la commune d'Amnéville. L'arrêt de bus le plus proche de la zone de développement est implanté rue de la Cimenterie.

Voies et réseaux

L'accès principal s'effectue depuis la rue du Maréchal Koenig : la rue accessible aux automobiles est déviée afin de casser la ligne droite et de desservir le nouveau quartier. Un cheminement doux est conservé sur l'axe de la rue du Maréchal Koenig initiale. Une aire de retournement est également prévue dans la zone Nord.

- Voirie principale
- - - Cheminements doux
- Aire de retournement
- Trame verte





PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Insertion architecturale, urbaine et paysagère

Zone à dominante résidentielle (habitat individuel groupé, intermédiaire et petit collectif), silhouettes de maisons de type R+1 à R+2 (pour les petits collectifs).

Mixité fonctionnelle et sociale

Vocation principale de la zone : habitat
 Surface de la zone : 1,34 ha
 Densité imposée SCoT : 30 logements / ha
 Nombre minimum de logements à réaliser : 41

Qualité environnementale et prévention des risques

Un espace public est à prévoir afin de créer un pôle de rencontre dans le quartier (placette, aire de jeux, square...). Le muret existant au Sud et à l'Est du site sera préservé.

Energie : une orientation intéressante des logements devra être proposée. L'installation de dispositifs photovoltaïques et/ou éoliens intégrés aux constructions sont autorisés.

Eau : une gestion durable et environnementale des eaux pluviales est demandée (noues, infiltrations, récupérations...)

Déchets : l'implantation des systèmes de tri et des dispositifs de compostage domestique devra être facilitée. Des points de collecte des ordures ménagères devront être localisés et aménagés (à voir avec le gestionnaire).

Stationnement

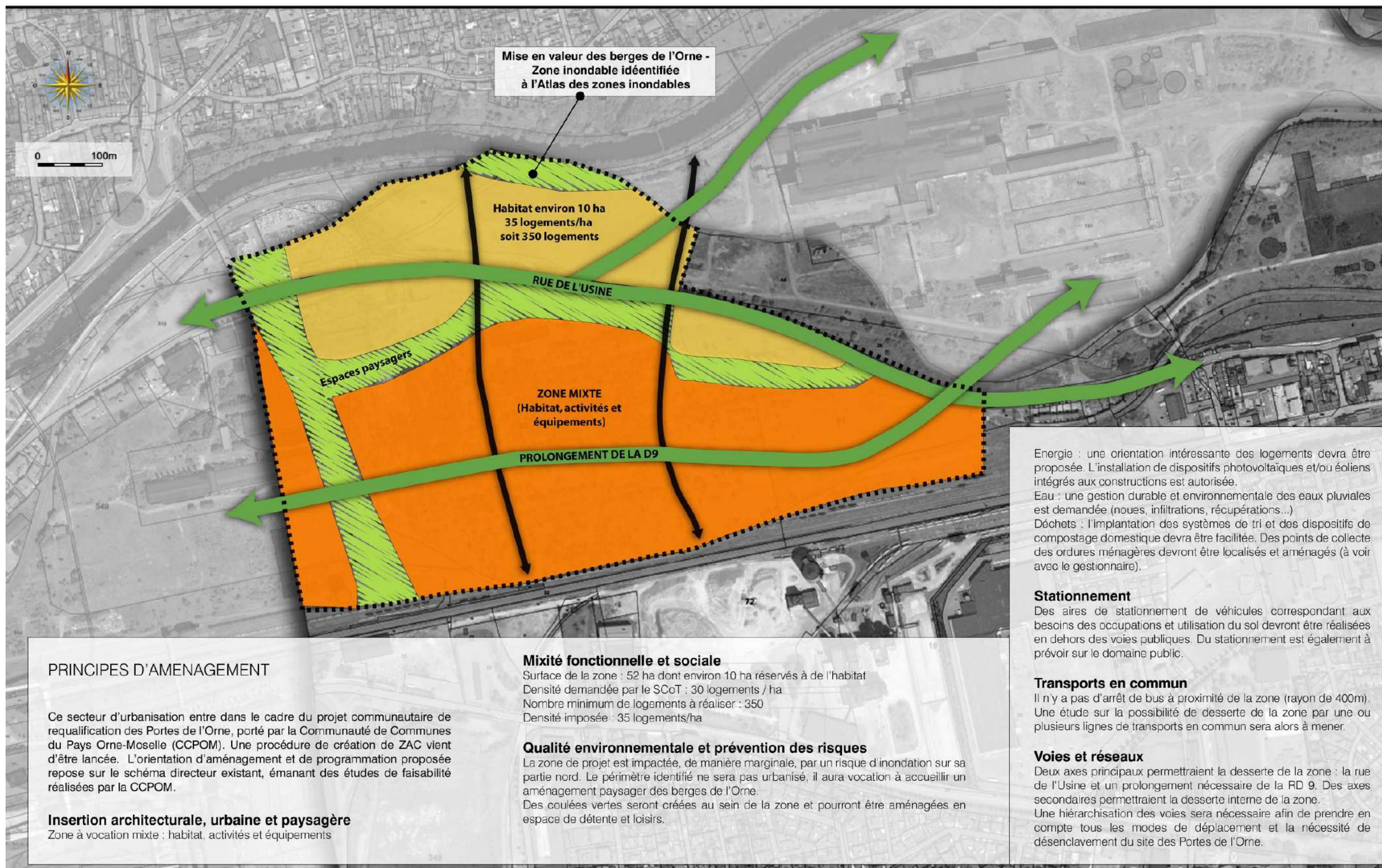
Des aires de stationnement de véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisation du sol devront être réalisées en dehors des voies publiques. Du stationnement est également à prévoir sur le domaine public.

Transports en commun

Il n'y a pas d'arrêts de bus à proximité de la zone (rayon de 400m).

Voies et réseaux

L'accès principal s'effectue depuis la rue des Ecoles. Un accès secondaire est à prévoir éventuellement depuis l'avenue du Bataillon Bigeard à condition de supprimer les emplacements de garage. Une liaison piétonne est également envisagée à cet emplacement.



Energie : une orientation intéressante des logements devra être proposée. L'installation de dispositifs photovoltaïques et/ou éoliens intégrés aux constructions est autorisée.

Eau : une gestion durable et environnementale des eaux pluviales est demandée (noues, infiltrations, récupérations...)

Déchets : l'implantation des systèmes de tri et des dispositifs de compostage domestique devra être facilitée. Des points de collecte des ordures ménagères devront être localisés et aménagés (à voir avec le gestionnaire).

Stationnement
Des aires de stationnement de véhicules correspondant aux besoins des occupations et utilisation du sol devront être réalisées en dehors des voies publiques. Du stationnement est également à prévoir sur le domaine public.

Transports en commun
Il n'y a pas d'arrêt de bus à proximité de la zone (rayon de 400m). Une étude sur la possibilité de desserte de la zone par une ou plusieurs lignes de transports en commun sera alors à mener.

Voies et réseaux
Deux axes principaux permettraient la desserte de la zone : la rue de l'Usine et un prolongement nécessaire de la RD 9. Des axes secondaires permettraient la desserte interne de la zone. Une hiérarchisation des voies sera nécessaire afin de prendre en compte tous les modes de déplacement et la nécessité de désenclavement du site des Portes de l'Orne.

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

Ce secteur d'urbanisation entre dans le cadre du projet communautaire de requalification des Portes de l'Orne, porté par la Communauté de Communes du Pays Orne-Moselle (CCPOM). Une procédure de création de ZAC vient d'être lancée. L'orientation d'aménagement et de programmation proposée repose sur le schéma directeur existant, émanant des études de faisabilité réalisées par la CCPOM.

Insertion architecturale, urbaine et paysagère
Zone à vocation mixte : habitat, activités et équipements

Mixité fonctionnelle et sociale
Surface de la zone : 52 ha dont environ 10 ha réservés à de l'habitat
Densité demandée par le SCoT : 30 logements / ha
Nombre minimum de logements à réaliser : 350
Densité imposée : 35 logements/ha

Qualité environnementale et prévention des risques
La zone de projet est impactée, de manière marginale, par un risque d'inondation sur sa partie nord. Le périmètre identifié ne sera pas urbanisé, il aura vocation à accueillir un aménagement paysager des berges de l'Orne.
Des coulées vertes seront créées au sein de la zone et pourront être aménagées en espace de détente et loisirs.

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE



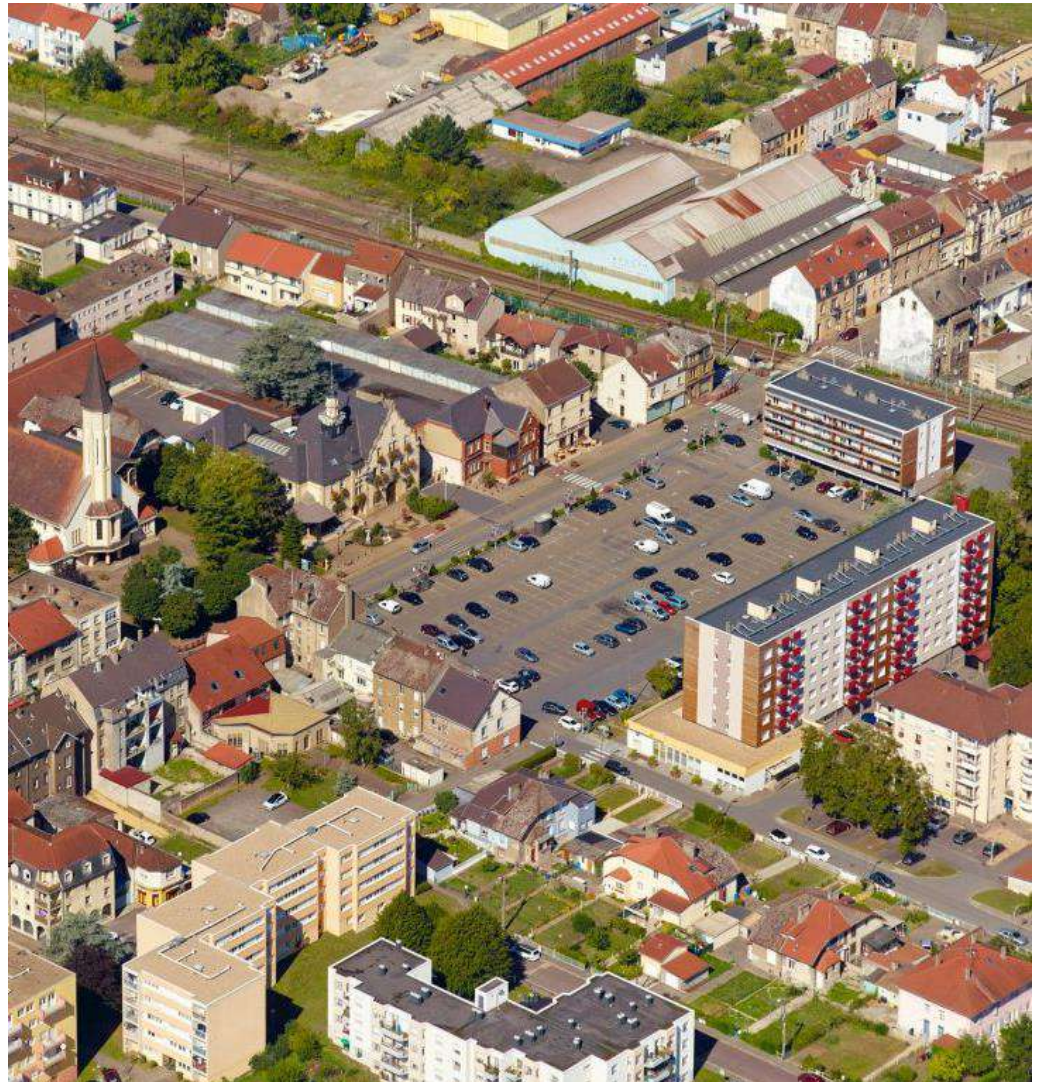
Modification n°3 du PLU d'Amnéville

5 - Annexes

Vu pour être annexé à l'arrêté en date du 17/04/2024

Soumettant à enquête publique le projet de modification de la commune d'Amnéville

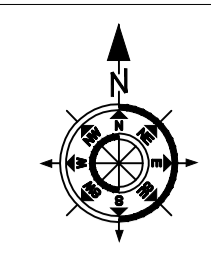
Le Maire
Éric MUNIER



l'Atelier des Territoires

BUREAU D'ETUDES

57000 METZ
Tél : 03.87.63.02.00



PLAN LOCAL D'URBANISME

6.2.a - DOCUMENT GRAPHIQUE ANNEXE

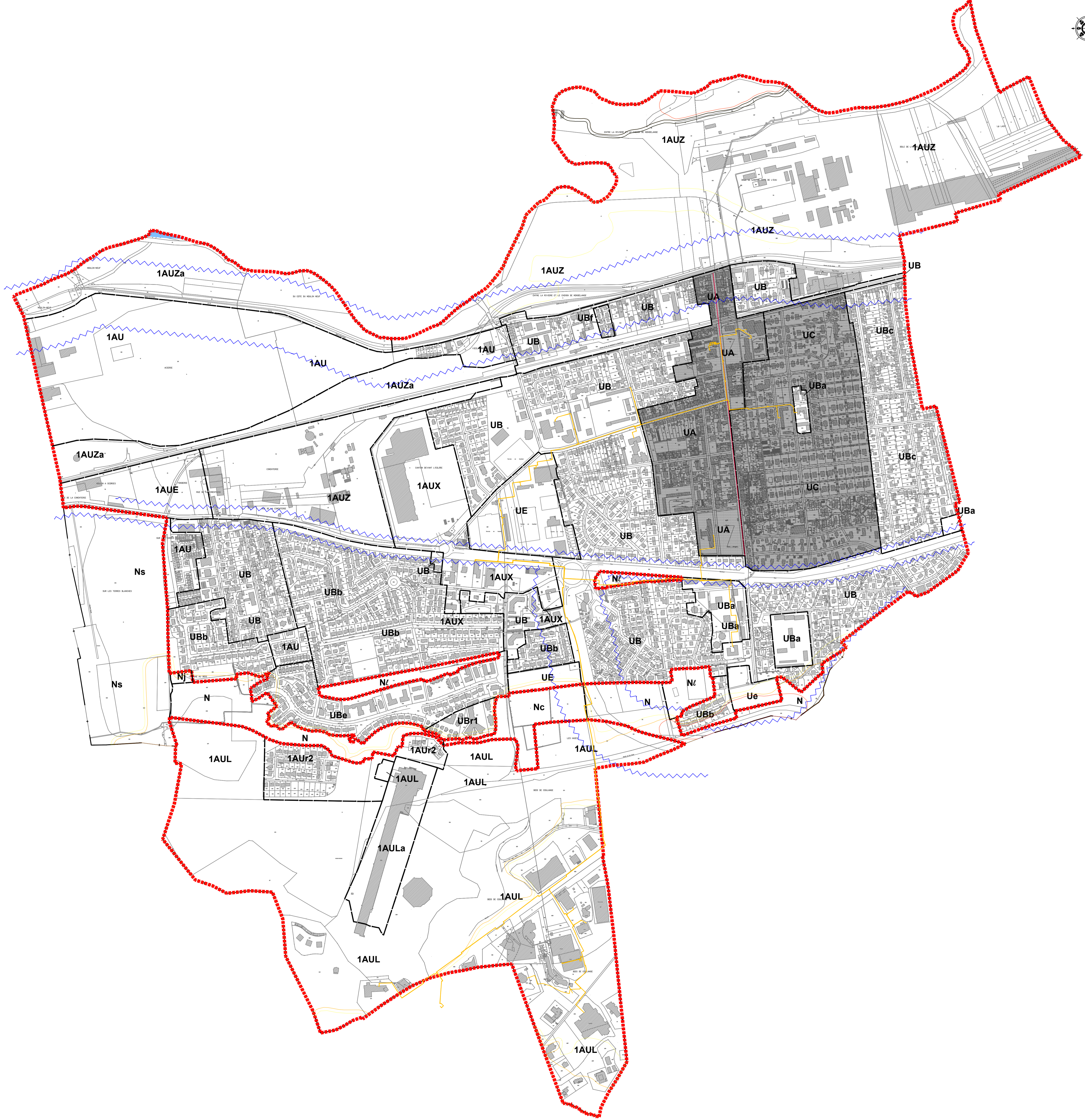
Echelle 1 / 5000

Document de travail
Février 2023



Révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvée par DCM en date du :	09/03/2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par DCM en date du :	04/04/2019
Modification n°1 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Modification n°2 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Mise à jour par arrêté municipal en date du :	10/09/2021
Modification simplifiée n°2 approuvée par DCM en date du :	28/10/2021

Origine Cadastre © Droits de l'État réservés



- Légende :**
- Découpage en zone avec indication du type de zone
 - Périmètre d'application du Droit de Prémption Urbain
 - Secteur soumis à autorisation pour le permis de démolir
 - Couloir de bruit
 - Réseau de chaleur urbain
 - Limite communale

- Aléa au glissement de terrain :**
- Fort
 - Moyen
 - Faible
 - Nul

Taxe d'aménagement sur la commune : 5 %



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Document à accès immédiat

Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

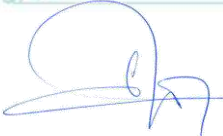

Rapport final

BRGM/RP-71969-FR

Version 0 du 19 octobre 2022

Étude réalisée dans le cadre des opérations de service public du BRGM

Léval Alix, Rabin Mickael

Vérificateur :	Approbateur :
Nom : B. Colas	Nom : N. KOEBERLE
Fonction : Ingénieur géotechnicien	Fonction : Directeur régional Grand Est
Date : 15/09/2022	Date : 17/10/2022
Signature : 	Signature : 

Le système de management de la qualité et de l'environnement du BRGM
est certifié selon les normes ISO 9001 et ISO 14001.

Contact : qualite@brgm.fr



**Direction
Départementale
des Territoires
de la Moselle**

Avertissement

Ce rapport est adressé en communication exclusive au demandeur, au nombre d'exemplaires prévu.

Le demandeur assure lui-même la diffusion des exemplaires de ce tirage initial.

La communicabilité et la réutilisation de ce rapport sont régies selon la réglementation en vigueur et/ou les termes de la convention.

Le BRGM ne saurait être tenu comme responsable de la divulgation du contenu de ce rapport à un tiers qui ne soit pas de son fait et des éventuelles conséquences pouvant en résulter.

Votre avis nous intéresse

Dans le cadre de notre démarche qualité et de l'amélioration continue de nos pratiques, nous souhaitons mesurer l'efficacité de réalisation de nos travaux.

Aussi, nous vous remercions de bien vouloir nous donner votre avis sur le présent rapport en complétant le formulaire accessible par cette adresse <https://forms.office.com/r/yMgFcU6Ctq> ou par ce code :



Mots clés : Cartographie d'aléa, glissement de terrain, Moselle, Amnéville, Hagondange, Marange-Silvange

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Léval Alix, Rabin Mickael (2022) – Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange. Rapport final V0. BRGM/RP-71969-FR, 125 p., 64 ill, 4 ann., 4 cartes hors-texte.

© BRGM, 2022, ce document ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse du BRGM.
IM003-MT008-P2-20/01/2022

Synthèse

La commune d'Amnéville a fait l'objet de plusieurs glissements de terrain au sein du versant en amont du cimetière et du lotissement de l'Orée du Bois. Le glissement de terrain le plus récent apparu en 2016 à proximité des glissements anciens (parcelles 213, 214 et 215) a fait l'objet d'une reprise de mouvements durant l'hiver 2018-2019 qui a conduit à évacuer les habitations situées sur ces 3 parcelles.

D'un point de vue géologique, les glissements de terrain affectent les marnes du Domérien (Lias moyen) qui forment le soubassement de la butte du Bois de Coulange. Cette butte s'étend sur trois communes : Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange. Les versants présents au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange sont composés des marnes du Toarcien, appelées schistes cartons, connus également pour leur très forte sensibilité aux glissements de terrain.

Le BRGM a été mandaté par la DDT de Moselle (57) pour évaluer et cartographier l'aléa lié à ce phénomène sur les trois communes : Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange, à l'échelle du 1 : 5 000^{ème}.

La cartographie de l'aléa aux glissements de terrain suit les orientations de la méthode en cours de développement au niveau national (groupe de travail MEZAG pour le Ministère de la Transition Energétique, DGPR) adaptée au contexte lorrain des côtes du Dogger.

Pour chaque secteur lithologiquement et morphologiquement homogène, la carte résultante représente le niveau d'aléa le plus fort issu de l'étude de la probabilité d'occurrence des phénomènes d'intensité faible, moyenne et forte. Par exemple, si en un point donné, la probabilité d'occurrence des glissements d'intensité faible, moyenne et forte présentent respectivement un aléa faible, un aléa nul et un aléa nul, alors le niveau d'aléa retenu en ce point sera l'aléa faible (le plus élevé des 3 niveaux).

La zone d'étude représente une superficie de 26,5 km², et les données cadastrales issues du PCI d'avril 2022 recensent un total de 16916 bâtiments répartis avec 5695 bâtiments sur la commune d'Amnéville, 6733 bâtiments sur la commune d'Hagondange et 4488 bâtiments sur la commune de Marange-Silvange.

Les niveaux d'aléa caractérisés se répartissent comme suit :

- Aléa Nul : 14 km² (52,7 %). Il s'agit des zones de fond de vallées sur chacune des communes ainsi que des zones plates de plateaux calcaires (sur la commune de Marange-Silvange) et des plateaux argileux des buttes localisées sur les 3 communes. La majeure partie des zones urbanisées des communes d'Amnéville et Hagondange sont localisées au sein de zone d'aléa nul. Environ un tiers de la zone urbanisée de Marange-Silvange est situé en zone d'aléa nul ;
- Aléa Faible : 5,4 km² (20,3 %). Il s'agit de la bordure de plateau calcaire sur la commune de Marange-Silvange, ainsi que des hauts et bas de versants argileux à pente très douce localisés sur les 3 communes. Un talus localisé situé dans la plaine alluviale de la Moselle sur la commune d'Amnéville est également concerné par de l'aléa faible. La majeure partie de la zone urbanisée de Marange-Silvange est comprise dans un niveau d'aléa faible ;

- Aléa Moyen : 6,6 km² (24,7 %). Cet aléa concerne les zones de pentes douces à fortes dans les versants argileux. Il s'agit des versants intermédiaires argileux de la vallée de Marange-Silvange, des versants doux des collines argileuses localisés sur les trois communes, ainsi que du versant nord de la colline du Bois de Coulange situé sur la commune d'Amnéville. Une partie de talus localisé située dans la plaine alluviale sur la commune d'Amnéville est également concernée par de l'aléa moyen. Un peu moins d'un tiers de la zone urbanisée de la commune de Marange-Silvange est située au sein d'un niveau d'aléa moyen ;
- Aléa Fort : 0,4 km² (1,6 %). Il s'agit du secteur déstabilisé sur le versant nord de la colline du Bois de Coulange sur la commune d'Amnéville, ainsi que des zones de fortes pentes localisées en haut de versant de la vallée de Marange-Silvange. Une partie de talus localisé située en fond de vallée sur la commune d'Amnéville est également concernée par de l'aléa fort. Aucune zone urbanisée de la commune d'Hagondange est concernée par ce niveau d'aléa. Sur la commune d'Amnéville, quelques bâtis localisés au niveau du lotissement de l'Orée du Bois sont concernés par de l'aléa fort ainsi que quelques bâtis de la commune de Marange-Silvange ;
- Non expertisé : 0,2 km² correspondant à un secteur en perpétuelle évolution, il s'agit de la carrière de Jaumont, en activité au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange.

Sommaire

1. Introduction	11
1.1. OBJET DE L'ETUDE.....	11
1.2. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE.....	12
1.3. CONTEXTE GEOLOGIQUE	12
1.3.1. Généralités.....	12
1.3.2. Description des formations géologiques du substratum.....	13
1.3.3. Description des formations superficielles.....	17
1.3.4. Aspects structuraux.....	18
1.4. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE	18
1.5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE	19
2. Collecte et structuration des données.....	23
2.1. ARCHIVES DU BRGM	23
2.2. ENQUÊTE AUPRÈS DES MAIRIES	23
2.3. BASE DE DONNEES DU SOUS-SOL (BSS)	24
2.4. BASE DE DONNEES MOUVEMENTS DE TERRAIN (BDMVT).....	25
3. Cartographie de l'aléa « glissement de terrain »	27
3.1. METHODOLOGIE.....	27
3.1.1. Principe général	27
3.1.2. Terminologie	28
3.1.3. Grandes étapes.....	31
3.2. MISE EN APPLICATION	34
3.2.1. Préparation des données lithologiques.....	34
3.2.2. Inventaire des glissements de terrain	37
3.2.3. Cartographie géomorphologique	47
3.2.4. Caractérisation de la susceptibilité au glissement de terrain.....	65
3.2.5. Caractérisation de l'intensité	72
3.2.6. Caractérisation de l'aléa au glissement de terrain	81
3.3. Répartition des glissements et indices de mouvements connus par intensité et niveau d'aléa	89
4. Conclusion	91
5. Limites des cartes et illustrations et échelle de restitution.....	95
6. Bibliographie	97

Liste des figures

Illustration 1 : Localisation de la zone d'étude	12
Illustration 2 : Colonne lithostratigraphique des formations présentes sur la zone d'étude	13
Illustration 3 : Extrait de la carte géologique harmonisée à l'échelle du 1/50 000ème du département de la Moselle sur la zone d'étude (source BRGM) – Légende en Illustration 4	14
Illustration 4 : Légende de la carte géologique harmonisée.....	14
Illustration 5 : Cartographie des unités hydrogéologiques de la zone d'étude (source BDLISA – eau France)	19
Illustration 6 : Cartographie des grands ensembles morphologiques et repères hydrologiques	21
Illustration 7 : Cartographies des sondages issus de la base de données du sous-sol (BSS) et des rapports bibliographiques	25
Illustration 8 : Organigramme de synthèse de la méthode de caractérisation de l'aléa au glissement de terrain.....	33
Illustration 9 : Reclassification des ensembles lithostratigraphiques en ensemble lithologique à l'échelle régionale et communale (en gras : les faciès présent à l'échelle des communes)	36
Illustration 10 : Correspondance entre les ensembles géologiques communaux et les ensembles lithologiques des formations superficielles	37
Illustration 11 : Tableau des ensembles lithologiques régionaux (notés en gras ceux présents sur la zone d'étude)	38
Illustration 12 : Localisation des glissements et indices de déstabilisation inventoriés sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange	40
Illustration 13 : Photographies du glissement de terrain n°3 présentant des niches d'arrachements, des bourrelets de pied et un indice de vide.....	41
Illustration 14 : Localisation des inclinomètres et reports, sur coupe schématique du secteur, des profondeurs de ruptures interprétées par Compétence Géotechnique (extrait du rapport BRGM de 2019 – RP-69278-FR).....	43
Illustration 15 : Coupe schématiques représentant deux niveaux de ruptures supposés (extrait du rapport BRGM de 2019 – RP-69278-FR)	43
Illustration 16 : Photographie d'un glissement superficiel (n°4)	44
Illustration 17 : Photographies de l'indice indirect de mouvement de terrain (n°6) : nombreux arbres penchés ou pipés.....	44
Illustration 18 : Photographie d'un glissement superficiel (n°12) affectant un talus sur la commune d'Hagondange	45
Illustration 19 : Photographie du glissement profond (n°16) affectant un talus routier	46
Illustration 20 : Photographie d'un glissement superficiel ancien (n°17) affectant un talus localisé.....	46
Illustration 21 : Affleurement de calcaires massifs observés au sein de la zone d'étude	47
Illustration 22 : Calcaires mal stratifiés à débit grossier (à gauche) et à débit en plaquette (à droite)	48
Illustration 23 : Cartographie des unités lithologiques constituant le substrat	49

Illustration 24 : Profils verticaux au sein des formations de crassier présentant des sables indurés	50
Illustration 25 : Profil vertical au sein d'une formation de crassier présentant un aspect induré	50
Illustration 26 : Etude diachronique des photographies aériennes anciennes dans le secteur de crassier à Amnéville et report des limites cartographiques des ensembles géomorphologiques de crassier et de la localisation des photographies de l'illustration 24 (source des photographies aériennes : https://remonterletemps.ign.fr)	51
Illustration 27 : Affleurement de colluvions observé sur la zone d'étude	52
Illustration 28 : Cartographie des unités lithologiques des formations superficielles	54
Illustration 29 : Cartographie des épaisseurs mobilisables et localisation des sondages issus de la BSS et de la bibliographie.....	55
Illustration 30 : Sigles et nomenclatures attribués à chaque ensemble géomorphologique.....	56
Illustration 31 : Tableau résumant les caractéristiques principales des ensembles géomorphologiques.....	57
Illustration 32 : Diagramme en boîte illustrant les quartiles Q25, Q50 et Q75 d'un profil topographique	57
Illustration 33 : Cartographie des ensembles géomorphologiques homogènes identifiés sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange (Légende complète en illustration 34).....	64
Illustration 34 : Légende complète de la cartographie des ensembles géomorphologiques	65
Illustration 35 : Echelle de classification de la sensibilité au glissement de terrain.....	66
Illustration 36 : Hiérarchisation de la sensibilité des ensembles lithologiques présents dans les côtes du Dogger dans la région Grand Est (notés en gras celle présentes sur la zone d'étude).....	66
Illustration 37 : Critères de caractérisation lithologique et hiérarchisation de leur sensibilité au glissement de terrain	67
Illustration 38 : Comparaison de la sensibilité lithologique entre lithologies régionales et communales.....	68
Illustration 39 : Sensibilité lithologique communale des formations mobilisables	68
Illustration 40 : Hiérarchisation de la sensibilité géomorphologique au glissement de terrain des différents ensembles communaux	70
Illustration 41 : Glissements de terrain localisés sur les versants de marnes feuilletées sur les communes limitrophes (en vert) et inventaire des glissements de terrain au sein de la zone d'étude (en rouge) sur fond de carte géologique imprimée au 1 :50 000 ^{ème}	71
Illustration 42 : Nombre de glissements de terrain et indices d'instabilité par ensemble géomorphologique et susceptibilité au glissement de terrain par ensemble géomorphologique	72
Illustration 43 : Exemple d'échelle d'intensité (guide méthodologique (1999), COTECH et retour d'expérience du BRGM)	73
Illustration 44 : Hiérarchisation des ensembles géomorphologiques par niveau d'intensité maximale connue. Aucun indice n'a été cartographié pour 19 des 28 ensembles géomorphologiques reconnus (nc = non connue).....	74
Illustration 45 : Répartition des glissements et indices de déstabilisation cartographiés par niveau d'intensité	75

Illustration 46 : Description des paramètres définissant géométrie du glissement (modifié depuis Domej et al., 2020).....	77
Illustration 47 : Représentation schématique du ratio entre les paramètres des dimensions reliées (Domej et al., 2020) (la moyenne des quatre valeurs de ratio est utilisée : $H/D=5,78$).....	77
Illustration 48 : Exemple d'échelle d'intensité (guide méthodologique (1999), COTECH et retour d'expérience du BRGM).....	77
Illustration 49 : Schéma conceptuel résumant l'approche géométrique utilisée pour estimer la profondeur maximale possible d'un glissement de longueur et d'angle de pente connu. Le niveau d'intensité correspondant à chaque profondeur tel que défini sur l'illustration 48, est représenté par les couleurs rouge (forte), orange (moyenne) et jaune (faible). Et détermination des seuils de pente en fonction des intensités moyenne et forte (SpM et SpF)	78
Illustration 50 : Caractérisation de l'intensité maximale possible par ensemble géomorphologique	79
Illustration 51 : Caractérisation de l'intensité maximale possible par ensemble de talus localisé.....	80
Illustration 52 : Caractérisation de l'intensité maximale retenue (de référence) par comparaison des intensités maximales connues et possibles	81
Illustration 53 : Diagramme en boîte représentant la comparaison entre le seuil SpM et le percentile Q25.....	82
Illustration 54 : Table des probabilités d'occurrences par niveau d'intensité.....	83
Illustration 55 : Tableau présentant les paramètres de construction des scénarios de probabilité d'occurrence d'un phénomène d'intensité donnée	84
Illustration 56 : Matrice de définition de l'aléa.....	85
Illustration 57 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité faible	86
Illustration 58 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité moyen... ..	86
Illustration 59 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité fort	87
Illustration 60 : Définition de l'aléa pour chaque ensemble géomorphologique.....	88
Illustration 61 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange.....	89
Illustration 62 : Répartition de la densité de glissements et indices de mouvement en fonction du niveau d'aléa et selon leur intensité	90
Illustration 63 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune d'Amnéville....	92
Illustration 64 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune de Hagondange	92
Illustration 65 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune de Marange-Silvange.....	93
Illustration 66 : Cartographie des bâtiments par niveau d'aléa – Zoom sur le secteur de la butte du Bois de Coulange (sur photographies aériennes).....	94
Illustration 67 : Cartographie des bâtiments par niveau d'aléa – Zoom sur le secteur de la vallée de Marange-Silvange (sur photographies aériennes).....	94

Liste des annexes

Annexe 1	: Liste des documents collectés lors des recherches bibliographiques	99
Annexe 2	: Analyse de la BDMVT et localisation des mouvements retenus	105
Annexe 3	: Tableaux de synthèse des données issues de forages sélectionnés.....	109
Annexe 4	: Inventaire des glissements et indices de déstabilisation cartographiés sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange	113
Annexe 5	: Logigramme décisionnel utilisé pour la construction des scénarios d'événements.....	117
Annexe 6	: Cartographie de l'aléa glissement de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange	121

Cartes hors-texte

Cartographie de l'aléa glissement de terrain sur la commune d'Amnéville au 1/5 000^{ème}

Cartographie de l'aléa glissement de terrain sur la commune d'Hagondange au 1/5 000^{ème}

Cartographie de l'aléa glissement de terrain (partie Nord) sur la commune de Marange-Silvange au 1/5 000^{ème}

Cartographie de l'aléa glissement de terrain (partie Sud) sur la commune de Marange-Silvange au 1/5 000^{ème}

1. Introduction

1.1. OBJET DE L'ETUDE

La commune d'Amnéville a fait l'objet de plusieurs glissements de terrain au sein du versant en amont du cimetière et du lotissement de l'Orée du Bois.

Depuis 1916 des glissements de terrain répétés affectent certains secteurs de la commune d'Amnéville (cimetière, lotissement de l'Orée du Bois).

D'après les cartes géologiques, ces glissements de terrain affectent les marnes du Domérien (Lias moyen) qui forment le soubassement de la butte du Bois de Coulange. Cette butte s'étend sur trois communes : Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange. Par ailleurs, les versants présents au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange sont composés des marnes du Toarcien, appelées schistes cartons, connus pour leur très forte sensibilité aux glissements de terrain.

Dans ces contextes, la DDT et le BRGM ont engagé la réalisation d'une cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les trois communes : Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange, à l'échelle du 1/5 000^{ème}.

Les phénomènes de chutes de blocs, de retrait-gonflement, les affaissements et effondrements liés à la présence de cavités naturelles ou anthropiques tout comme les coulées de boues ne seront pas pris en compte dans cette étude.

Dans le cadre de PPRN, l'évaluation de l'aléa au glissement de terrain consiste à définir la probabilité d'occurrence d'un phénomène de type « glissement », d'intensité donnée, sur une période de référence de 100 ans. Pour ce faire, il est nécessaire de réaliser un levé lithologique détaillé des terrains présents sur le territoire à cartographier (les communes) et de les caractériser vis-à-vis de leur stabilité, qui dépend notamment des contextes morphologiques. Un inventaire des phénomènes de glissements de terrain connus ou des indices de déstabilisation observés est impératif afin de définir les scénarios de références (caractérisant les intensités de phénomènes redoutés). Cartographiquement, le croisement de la probabilité d'occurrence et du niveau d'intensité caractérise l'aléa en tout point du territoire.

L'évaluation de l'aléa, et notamment dans sa composante « probabilité d'occurrence », est basée sur l'expertise et demeure qualitative. Elle est basée sur les données disponibles au moment de la réalisation de la carte (aucune modélisation ou investigation géotechnique complémentaires notamment ne sont réalisées). Un modèle numérique de terrain (MNT) avec une résolution de 5 m a été utilisé dans le cadre de cette étude. Celui-ci permet d'identifier les variations de pentes et certains indices de glissement de terrain.

1.2. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE

La zone d'étude est localisée à l'est du Bassin Parisien, entre Thionville au nord et Metz au sud (Illustration 1).

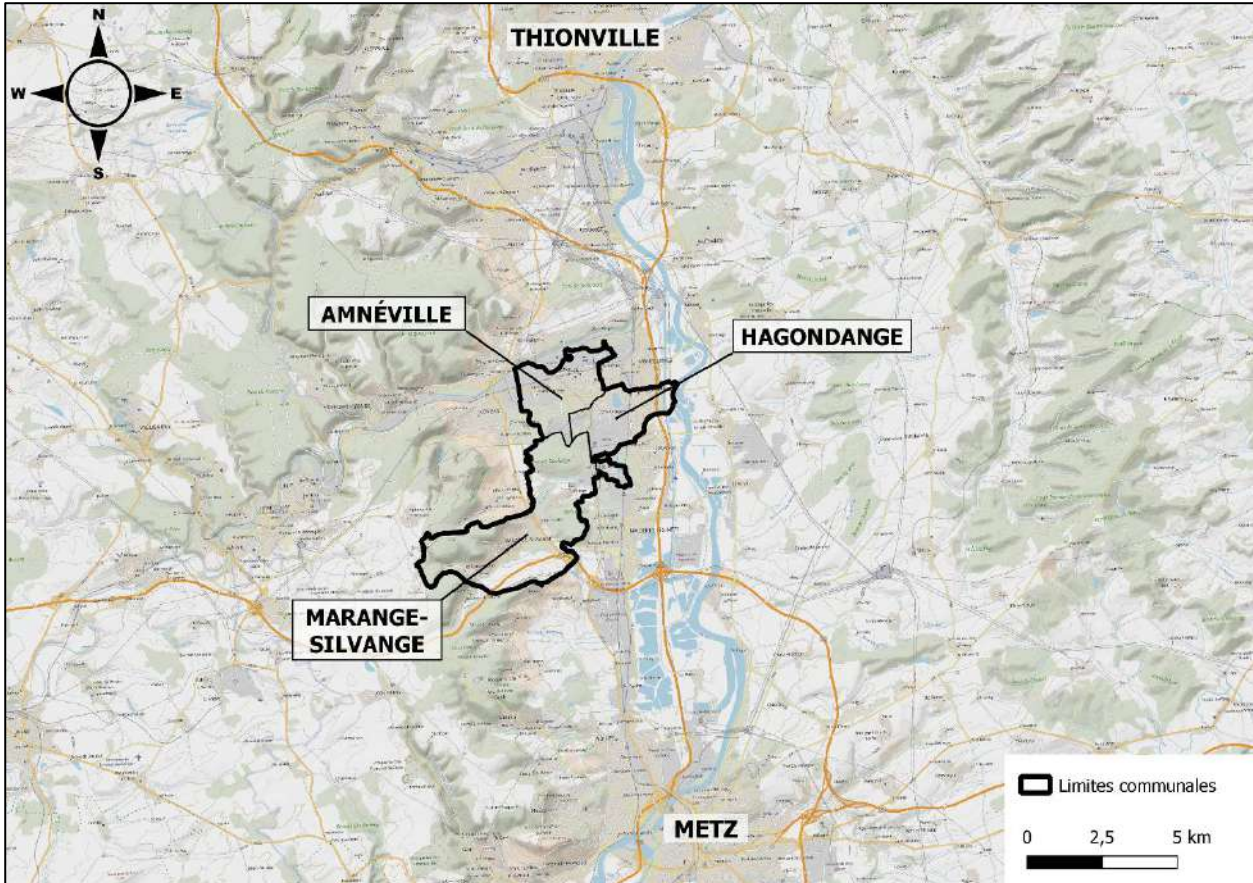


Illustration 1 : Localisation de la zone d'étude

1.3. CONTEXT GEOLOGIQUE

1.3.1. Généralités

Le sous-sol du territoire de la zone d'étude est constitué par une succession de couches de sédiments déposés par la mer à l'ère Secondaire (Mésozoïque), pendant la période du Jurassique, et plus précisément à l'époque du Lias (Jurassique inférieur) et du Dogger (Jurassique moyen), soit entre environ -186 et -168 millions d'années. Les formations du Lias, qui constituent le pied de la Côte de Moselle, et recouvrent la majeure partie de la zone d'étude sont essentiellement argileuses et marneuses. Les formations du Dogger, qui constituent le front et le revers de la côte (le plateau) sont calcaires (Illustration 2).

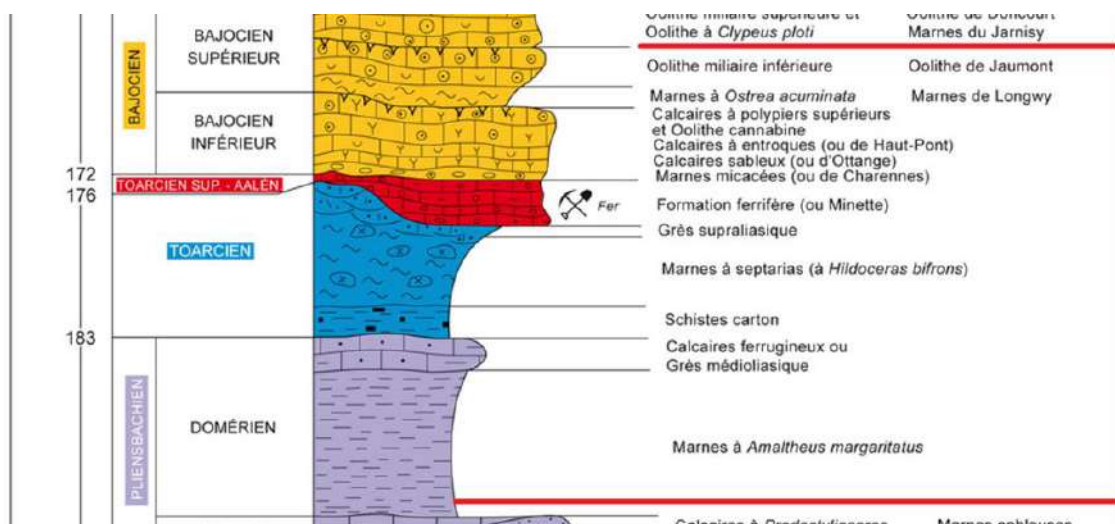


Illustration 2 : Colonne lithostratigraphique des formations présentes sur la zone d'étude

Le substratum est masqué en fond de vallée par les formations superficielles récentes. Ce sont les alluvions fluviales présentes dans la vallée de l'Orne au nord, dans la vallée de la Moselle à l'est ainsi que sur le plateau du Bois de l'Abbé. Ces dépôts alluvionnaires localisés dans des zones fortement urbanisés sont associés à des dépôts anthropiques de remblais. Des dépôts de crassiers sont également cartographiés au sein du territoire de la commune d'Annéville.

1.3.2. Description des formations géologiques du substratum

Les formations géologiques issues de la carte géologique harmonisée à l'échelle du 1/50 000^{ème} du département de la Moselle sont présentées ci-après (Illustration 3 et Illustration 4).

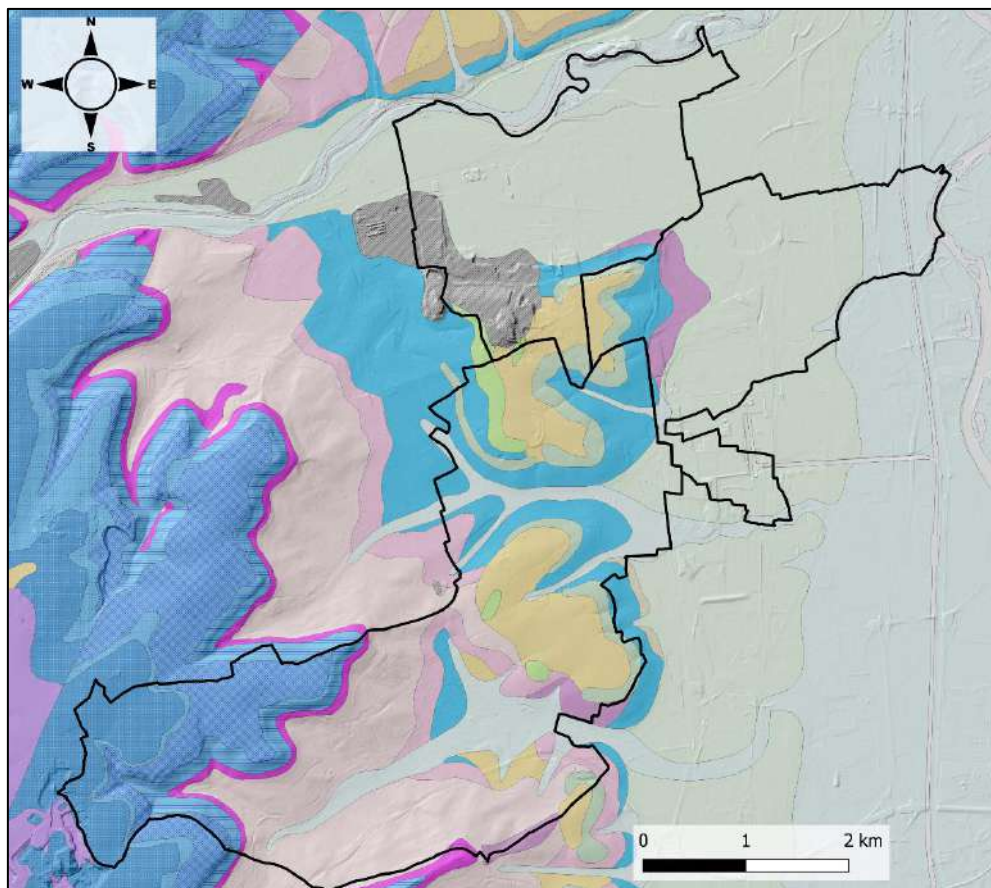


Illustration 3 : Extrait de la carte géologique harmonisée à l'échelle du 1/50 000ème du département de la Moselle sur la zone d'étude (source BRGM) – Légende en Illustration 4

Carte géologique harmonisée (1/50000ème)

- Remblais, déblais de mine, crassiers
- Alluvions fluviales récentes à actuelles
- Alluvions anciennes des basses terrasses (5 - 8m)
- Alluvions anciennes des moyennes terrasses (30-35m)
- Alluvions anciennes des très hautes terrasses (55-60m)
- Alluvions très anciennes, résiduelles, des hautes terrasses (90-100m)
- Dépôts de versants : éboulis, colluvions
- Marnes de Longwy, Oolithe de Jaumont (Bajocien supérieur)
- Limons des plateaux : couvertures limono-argileuses, limons d'altération sur formations argilo-silteuses
- Calcaires gréseux à chailles (Calcaires siliceux de l'Orne, Calcaire gréseux de Valleroy) (Bajocien inférieur-supérieur)
- Calcaires récifaux à polypiers (Bajocien inférieur)
- Marnes micacées, calcaires sableux, calcaire à entroques, calcaires à polypiers (Bajocien inférieur indifférencié)
- Formation ferrifère oolithique ("Minette de Lorraine") (Toarcien supérieur-Aalénien)
- Argiles bitumineuses ("Schistes cartons"), marnes à septaria, argiles sableuses ("Grès superliasiques") (Toarcien indifférencié)
- Marno-calcaires gréseux à Pleuroceras spinatum ("Grès médioliasiques") (Domérien supérieur)
- Marnes à Amaltheus margaritatus (Domérien inférieur)
- Réseau hydrologique

Illustration 4 : Légende de la carte géologique harmonisée

Les descriptions suivantes sont issues des cartes géologiques de BRIEY et UCKANGE et de leurs notices, ainsi que de la carte géologique harmonisée du département de la Moselle et de son rapport associé. Cette description respecte la succession des formations géologiques rencontrées au substratum, des plus anciennes aux plus récentes.

Les descriptions suivantes sont regroupées selon les ensembles stratigraphiques de la carte géologique harmonisée, et non pas par ensemble lithologique (même nature de sol). Ils regroupent régulièrement plusieurs lithologies différentes qui sont décrites dans les paragraphes afférents mais seront bien séparés lors de la description des terrains reconnus in situ.

La description des ensembles lithologiques communaux observés sur le terrain est détaillée en section 3.2.3.a) et 3.2.3.b).

a) Jurassique inférieur (Lias)

1) Marnes à *Amaltheus margaritatus* et grès médioliasique (Domérien)

Cette série est représentée par 100 m (au nord de Metz) à 180m (au sud de Thionville) de marnes à niveaux à septaria, à ovoïdes et à nodules calcaires. La faune présente est caractérisée par des ammonites pyrriteuses (*Amaltheus margaritatus*, *Lytoceras fimbriatum*).

Au-dessus, les grès médioliasiques sont représentés par environ 15m de marnes s'enrichissant en niveau gréseux au sommet. Les dix premiers mètres sont constitués de marnes à *Pleuroceras spinatum* et les 5 derniers mètres sont caractérisés par des marnes sableuses à bancs de grès argileux et friables bleus et jaune sales à l'altération (*Pecten aequivalis*).

Lithologies principales : marne (33 % < CO3 < 66 %), marne sableuse, marne bioclastique

Altération : Ces marnes et marnes gréseuses s'altèrent en argiles ou argiles sableuses, dont l'épaisseur peut atteindre autour de 4m sur les versants.

2) Argiles bitumineuses ("Schistes cartons"), marnes à septaria, argiles sableuses ("Grès supraliasiques") (Toarcien indifférencié)

À la base de cette série, les schistes cartons ont une épaisseur de 15 à 20 m. Il s'agit de marnes bitumineuses noires ou grises, indurées, qui gonflent et acquièrent une schistosité marquée par altération météoritique, du fait de leur surconsolidation, ce qui leur confère des caractéristiques géotechniques très médiocres.

Au-dessus se situe l'ensemble des marnes à septaria et argiles sableuses (« Grès supraliasiques ») qui a une épaisseur de 100 à 110 m. Cet ensemble gris noir, essentiellement marneux débute par 15 à 20 m de schistes argileux à nodules calcaires, puis 10m d'argiles sableuses, suivi de 25 à 40 m de marnes et argiles sableuses à nodules calcaires et concrétions marneuses et terminé par 25 à 40 m de marnes à septaries et de grès principalement représentés par des marnes sableuses très tendres, annonçant les faciès détritiques plus grossiers du minerai de fer sus-jacentes.

Lithologies principales : marne sableuse, argile bitumineuse, marne (33 % < CO3 < 66 %).

Altération : Ces marnes s'altèrent très facilement sur plusieurs mètres, donnant des argiles fines peu cohésives. La transition vers la roche mère passe par un faciès feuilleté (dû à la structure interne de ces argiles) se traduisant par autant de plans de discontinuité et donc de glissement potentiel.

3) Formation ferrifère oolithique ("Minette de Lorraine") (Toarcien supérieur-Aalénien)

Cette formation ferrugineuse, à l'origine du minerai de fer ou « minette », est représentée par une épaisseur variable allant de 20 à 60 m. Il s'agit d'un ensemble de sédiments détritiques (oolithes, bioclastes calcaires, quartz, etc.) à stratifications obliques, pouvant se décomposer en séquences débutant par des argiles, puis des grès et se terminant par des calcarénites contenant les horizons minéralisés. Cette formation affleure à flanc de coteau.

Lithologies principales : oolithe ferrugineuse, grès coquiller, argile.

Altération : Sur la zone d'étude l'altération de ce faciès se présente sous forme de plaquettes calcaires de taille centimétrique à décimétrique englobées dans une matrice argileuse.

b) Jurassique moyen (Dogger)

1) Marnes micacées (Marnes de Charennes), Calcaires sableux d'Ottange, calcaires à entroques (Calcaires de Haut-Pont) (Bajocien inférieur)

La partie basse de cette formation correspond, sur une épaisseur moyenne de 20 m, aux « marnes micacées » (marnes de Charennes) (argilites à fraction quartzreuse ou micacée fine non négligeable). Elle peut présenter de petits bancs de calcaire à entroques, coquilliers ou gréseux, ainsi que des niveaux conglomératiques.

Au-dessus, la formation des calcaires sableux d'Ottange et calcaires à entroques a une épaisseur totale de l'ordre de 30 à 45 m. Les calcaires entroquitiques et gréseux deviennent de plus en plus abondants en montant dans la série, et l'on passe ainsi aux calcaires sableux. On y note un certain nombre de niveaux conglomératiques, ainsi que des passées oolithiques ferrugineuses. Les calcaires à entroques se présentent en petits bancs à stratifications obliques, séparés par des interbancs sableux, de moins en moins abondants vers le sommet. Il y a passage franc à la formation suivante.

Lithologies principales : marne (33 % CO_3 66 %), calcaire sableux, calcaire à entroques.

Altération : S'altèrent en argiles sableuses pouvant atteindre plusieurs mètres d'épaisseur.

2) Calcaires récifaux à polypiers (Bajocien inférieur) et calcaires siliceux (calcaires de la Fentsch)

Cette formation est représentée par une épaisseur de 40 m à Marange-Silvange. Il s'agit d'un ensemble récifal de teinte grise à lithologie très variée allant des calcaires cristallins aux calcaires sublithographiques en passant par des calcaires oolithiques et bioclastiques. Les stratifications sont souvent obliques, mais peuvent être horizontales, et se biseauter sur les récifs.

Les calcaires siliceux se développent lenticulairement au détriment des calcaires à polypiers et de l'Oolithe de Jaumont. D'épaisseur très variables, ils atteignent 20 à 25 m aux abords de la zone d'étude (à Rombas et Fameck). Ils sont représentés par une succession de bancs décimétriques de calcaires gréseux souvent très durs et d'interbancs plus minces de marnes gréseuses. Ils contiennent fréquemment des niveaux de chailles grises décimétriques.

Lithologies principales : calcaire récifal, calcaire micritique, calcaire oolithique, calcaires siliceux.

Altération : Du fait de la fracturation affectant les massifs, l'altération de ces calcaires se manifeste par un débit en blocs de tailles décimétriques joints par des argiles d'altération.

3) Marnes de Longwy, Oolithe de Jaumont (Bajocien supérieur)

Les marnes de Longwy, sont représentées sur la feuille de Briey par 1 à 2 m de marno-calcaires sableux. Elles peuvent être localement absentes et remplacées par le faciès des calcaires siliceux (calcaires de la Fentsch).

Au-dessus, l'oolithe de Jaumont, d'épaisseur très variable, jusqu'à 20 m, correspond à des calcaires oolithiques et coquilliers jaunes, à stratifications obliques, présentant de nombreuses alvéoles de dissolution millimétriques.

Lithologies principales : marne (33 % < CO₃ < 66 %), calcaire oolithique.

Altération : Ces calcaires présentent généralement une altération en débit en blocs ou en plaquettes centimétriques à décimétriques, résultant du croisement entre une forte densité de fracturation et une stratification oblique. Ces blocs ou plaquettes calcaires alimentent les zones d'accumulation de colluvions.

1.3.3. Description des formations superficielles

Les formations superficielles, dont les limites cartographiques ont été modifiées suite aux observations de terrain (cf. section 3.2.1.b), sont décrites à partir des notices des cartes géologiques, du rapport de la carte géologique harmonisée et des observations de terrain. Elles sont listées ci-dessous.

1) Alluvions fluviales anciennes à actuelles

Les alluvions actuelles constituent le remplissage des vallées majeures de la Moselle et de l'Orne ainsi que des vallées plus étroites des ruisseaux de La Barche et du Billeron (sur la commune de Marange-Silvange). D'épaisseur variable, ils sont constitués d'éléments grossiers de taille également variable (galets, graviers et sables) au sein d'une matrice fine argileuse à argilo-sableuse.

Les alluvions anciennes, de même composition, correspondent aux alluvions perchées des terrasses et sont localisées sur les plateaux et pourtour de plateaux (notamment au Bois de Coulange et Bois de l'Abbée).

Lithologie principale : argiles, galets, graviers.

2) Remblais, crassiers

Ces dépôts anthropiques de crassiers correspondent aux amoncellement de déchets, scories et sables de hauts-fourneaux provenant d'usine métallurgique. Ils sont fortement représentés sur la commune d'Amnéville, au niveau du versant nord de la butte du bois de Coulange.

Les remblais constituent les matériaux remaniés résultant d'importants travaux de constructions.

Lithologie générale : déchets, scories et sables de hauts-fourneaux et déblais de construction.

3) Colluvions

Non cartographiés au sein de la zone d'étude sur les cartes géologiques au 1/50 000^{ème} de Briey et d'Uckange, cette formation superficielle a toutefois été observée sur le terrain. Ces colluvions correspondent à l'accumulation des produits d'altérations les plus fins des calcaires présents en amont des versants. Ils sont composés d'argiles de décalcification et de blocs calcaires anguleux centimétriques, à décimétriques. En partie haute des versants, ces colluvions sont localement remplacés par des formations d'éboulis (plus graveleux).

Les formations de recouvrement limoneuses principalement cartographiées sur la carte d'Uckange au niveau des plateaux n'ont pas été observées sur le terrain.

1.3.4. Aspects structuraux

Ce secteur fait partie de la bordure orientale du Bassin Parisien, le pendage moyen des séries sédimentaires est donc de 3° à 4° en direction du sud-ouest. Le territoire étudié n'est pas affecté par des failles régionales.

1.4. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

La zone d'étude est caractérisée par 5 unités hydrogéologique (Illustration 5) :

- 1) Le grand système aquifère formé par les **alluvions actuelles à anciennes de la Moselle et de ses affluents** (ici représentés par l'Orne). Cette entité hydrogéologique à nappe libre de milieu poreux est largement représentée en fond de vallée sur les communes d'Amnéville et Hagondange ;
- 2) L'unité semi-perméable constituée des **grès médioliasiques du Domérien, grès et calcaires gréseux et marnes du Pliensbachien du Bassin Parisien**. Il s'agit d'une entité hydrogéologique à parties libres et captives de milieu poreux ;
- 3) L'unité imperméable formée des **Grès supraliasiques, marnes et schistes carton du Lias supérieur du Bassin Parisien**.
- 4) L'unité semi-perméable correspondant à la **formation ferrugineuse (minerai de fer oolithique) de l'Aalénien de l'est du Bassin Parisien**. Cette entité hydrogéologique à parties libres et captives est caractérisé par un milieu fissuré.

- 5) L'unité aquifère des **calcaires du Bajocien du Bassin Parisien** constitué une entité hydrogéologique à parties libres et captives de milieu fissuré.

Du fait de sa position perchée, l'aquifère des calcaires du Bajocien contribue à alimenter des circulations diffuses au niveau de la formation des Argiles bitumineuses ("Schistes cartons"), marnes à septaria, argiles sableuses ("Grès supraliasiques") du Toarcien, sur lesquelles sont observées des sources, du fait du caractères relativement peu perméable de cette formation (Illustration 6).

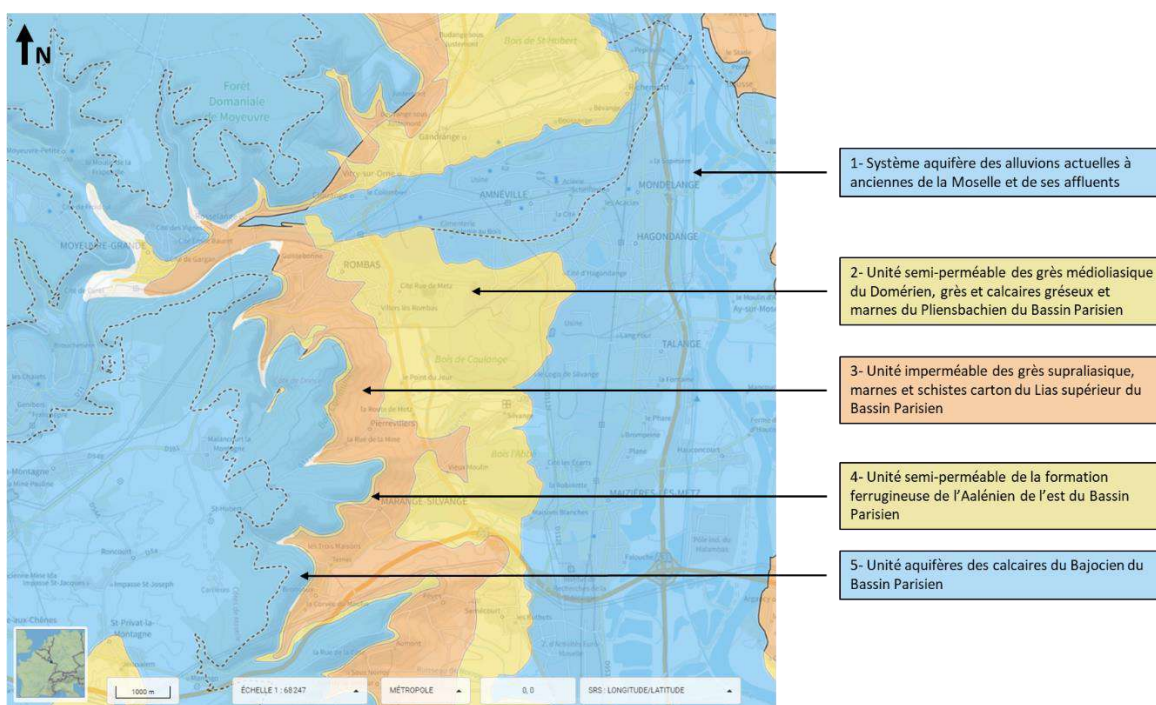


Illustration 5 : Cartographie des unités hydrogéologiques de la zone d'étude (source BDLISA – eau France)

1.5. CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET GEOMORPHOLOGIQUE

D'un point de vue hydrologique, la zone d'étude est longée au nord d'Amnéville par l'Orne, et bordée à l'est par la Moselle qui traverse l'extrémité nord-est de la zone d'étude au sein de la commune de Hagondange. Le site d'étude est donc localisé à trois kilomètres au sud-ouest de la zone de confluence entre l'Orne et la Moselle.

La zone d'étude est localisée dans le contexte du front de cuesta du Dogger incisé par trois rivières, qui sont du nord au sud, l'Orne (cours d'eau majeure), La Barche, et Le Billeron (cours d'eau secondaires), qui délimitent trois collines sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange.

Sur ce secteur, le front de cuesta n'est pas marqué par des falaises, car du fait de l'érosion, les plateaux calcaires ne sont armés que par la base du Bajocien qui forme tout au plus des ressauts de quelques mètres peu marqués dans la morphologie.

On peut donc séparer le territoire étudié en trois parties :

1) La plaine alluviale de la Moselle sur les communes d'Amnéville et Hagondange :

Le fond de vallée s'étend sur les communes d'Amnéville (au nord) et Hagondange (à l'est) à une altitude comprise entre 160 m et 170 m. Correspondant environ aux deux tiers de la surface de chacune de ces deux communes, ce fond de vallée est constitué des alluvions récentes de la Moselle et de l'Orne, son affluent. Du fait de sa morphologie typique de plaine alluviale (pente très faible et vallée large), ce secteur est fortement urbanisé et industrialisé.

2) Les collines marneuses du Bois de Coulange, Bois de Vuidencel et du Bois l'Abbé :

La Butte témoin du Bois de Coulange, dont le plateau culmine à 226 m d'altitude, est localisée sur les trois communes : au sud du territoire d'Amnéville, à l'ouest du territoire d'Hagondange et au nord du territoire de Marange-Silvange. Les reliefs formés par les buttes du Bois de Vuidencel et du Bois l'Abbé sont localisés au centre de la zone d'étude sur le territoire de Marange-Silvange. Le plateau reliant ces deux buttes culmine à une altitude de 227 m.

La colline du Bois de Coulange (au nord) est séparée de celles du Bois de Vuidencel et du Bois l'Abbé (au sud) par une vallée étroite, où s'écoule (d'ouest en est) le ruisseau *La Barche* et qui s'élargit à l'est sur la plaine alluviale de la Moselle. Cette vallée étroite (80 m à 140 m de large) dont l'altitude varie de 190 m à l'ouest à 170 m à l'est est constituée de faciès argileux sur les marnes du substratum.

Ces reliefs témoins sont constituées essentiellement de formations argileuses et marneuses. Les versants sont caractérisés par des pentes douces (6° à 13°) à très douces (3° à 6°), à l'exception du versant nord de la butte du Bois de Coulange marqués par des pentes raides (>13°).

Le versant nord de la Butte du Bois de Coulange présente une topographie fortement remaniée dans sa partie ouest en raison des dépôts anthropiques de crassier¹ pouvant atteindre localement plus de 10 m d'épaisseur.

Le plateau du Bois de Coulange est fortement urbanisé dans sa partie nord, sur le territoire des communes d'Amnéville et d'Hagondange. Tandis que les versants et le plateau du Bois de Vuidencel et du Bois l'Abbé sont occupés par des zones urbanisées de Marange-Silvange.

3) Le plateau calcaire et la vallée de Marange-Silvange :

Le secteur ouest de Marange-Silvange est caractérisé par ses plateaux calcaires surplombant des versants constitués des faciès argilo-sableux du Toarcien. La transition entre le plateau calcaire, culminant à environ 370 m d'altitude, et le versant argileux est marqué en haut de versant par des coteaux raides (pente >13°) recouvertes par des formations de colluvions. Les pentes en bas des versants s'adoucissent : qualifiées « d'intermédiaires », elles sont majoritairement comprises entre 6 et 13° et dépassent localement les 13°.

Le versant opposée, du relief témoin localisés au sud-est de la commune présente des pentes à la répartition similaire.

¹ Amoncellement de déchets, scories et sables de hauts-fourneaux d'usine métallurgique

Le secteur sud du territoire de Marange-Silvange est traversé par le ruisseau du *Fond de Billeron* provenant du sud-ouest de la commune et rejoignant la Moselle à l'est de la zone d'étude. Le fond de vallée ainsi formé est étroit dans la partie sud (150 à 200 m de large) et s'élargit dans la partie centrale de la commune (autour de 600 m de large). Ce fond de vallée, constitué de faciès argileux sur les marnes du substratum, est caractérisé par des altitudes de près de 215 mètres au sud, à 175 mètres dans la partie centrale.

Les zones urbanisées s'étendent principalement en fond de vallée et remonte en bas de versant des coteaux ouest.

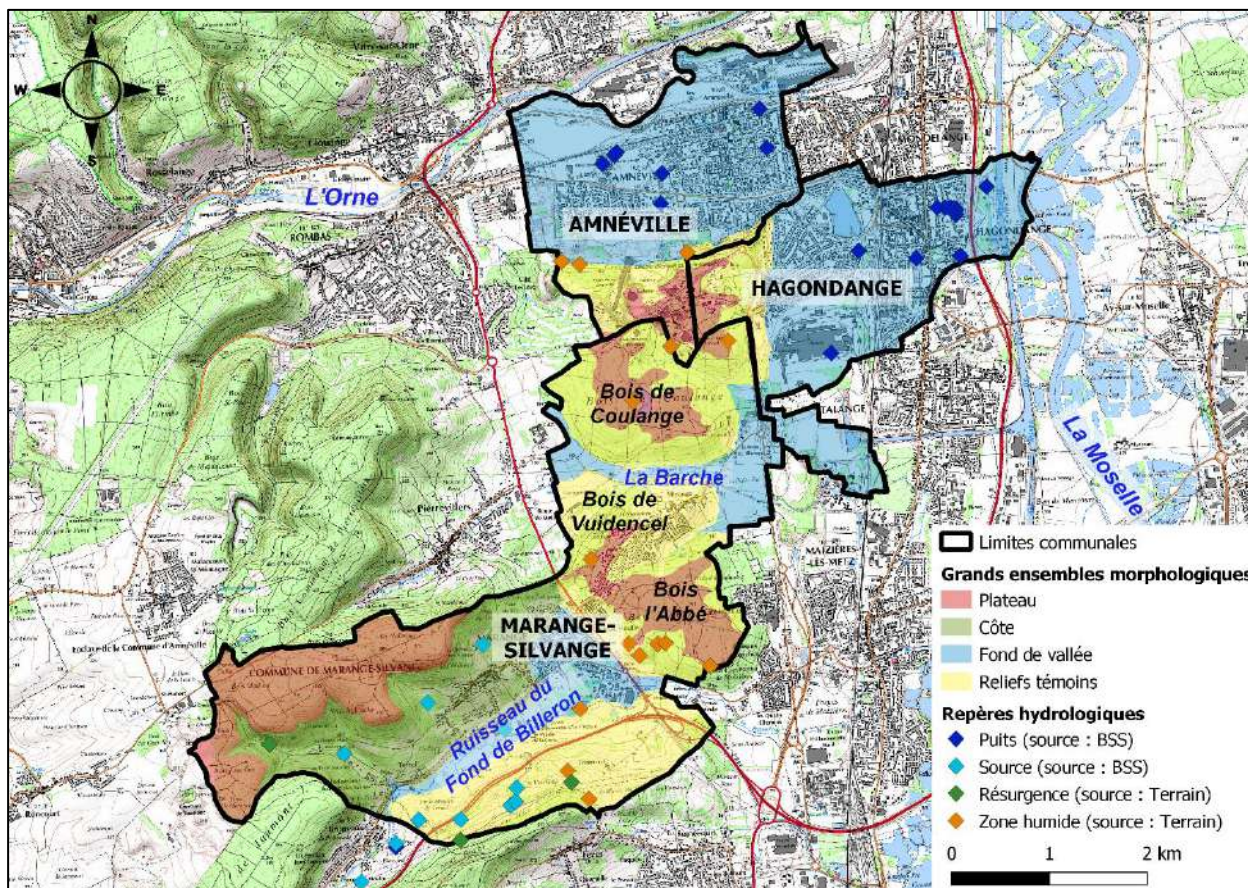


Illustration 6 : Cartographie des grands ensembles morphologiques et repères hydrologiques

2. Collecte et structuration des données

La phase documentaire est couplée à la reconnaissance de terrain (cf. section 3.2.2) qui précise la nature et la géométrie des mouvements historiques, et identifier les indices d'éventuels instabilités non reconnus lors de la phase bibliographique. La collecte des informations disponibles (données et observations) s'appuie sur :

- la Banque de données du Sous-Sol (BSS) gérée par le BRGM (<http://infoterre.brgm.fr/>) ;
- les archives du BRGM (rapports, cartes géologiques) ;
- les dossiers communaux disponibles dans les locaux du BRGM à Nancy ;
- une enquête auprès des mairies ;
- la base de données mouvement de terrain du portail Géorisque (<http://www.georisques.gouv.fr/>).

2.1. ARCHIVES DU BRGM

Au cours de la phase bibliographique, plusieurs documents ont été recueillis au sein des archives du BRGM. Il s'agit :

- des cartes géologiques de BRIEY et UCKANGE, accompagnée de leurs notices ;
- de la carte géologique harmonisée à l'échelle du 1/50 000^{ème} du département de la Moselle et de son rapport associé ;
- de documents et rapports issus des archives au sein des locaux du BRGM à Nancy ;
- des rapports d'anciennes études réalisés sur le secteur en archive sur le serveur local du BRGM ou disponibles sur le portail infoterre (<http://infoterre.brgm.fr/>) ;

La liste complète des documents issus des archives du BRGM et consultés pour cette étude est fournie en Annexe 1.

2.2. ENQUÊTE AUPRÈS DES MAIRIES

Une enquête a été réalisée auprès des communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange, par le biais d'un mail envoyé en date du 04/03/2022 faisant la demande :

- des rapports ou comptes rendu géotechniques relatifs à des sondages, prélèvements ou étude de sols ;
- des rapports ou comptes rendu relatifs à des dimensionnement de fondations ou de confortement de talus ;
- une liste des secteurs soumis à - ou de projets ayant dû faire l'objet de - prescriptions de construction particulières (incluant, si possible, les documents relatifs à ces prescriptions) ;
- des rapports ou comptes rendu relatifs à des mouvements de terrain (glissements de terrain) même anciens ;
- à défaut de documents papier, toute information, ou liste, de cas correspondant à ceux cités dans les points précédents.

Le retour des mairies a permis de collecter 14 rapports géotechniques d'étude de sol dont les données des forages et sondages ont permis de compléter les informations de la BSS (cf. section 2.3).

La liste complète des rapports fournis par les mairies et consultés pour cette étude est détaillée en Annexe 1.

Les mairies n'ont pas mentionné d'éventuelles indices de mouvements de terrain (hormis ceux déjà référencés au niveau du cimetière d'Amnéville).

2.3. BASE DE DONNEES DU SOUS-SOL (BSS)

La banque du sous-sol (BSS) renseigne les données issues des forages, sondages, puits ou sources existants sur le territoire national. Dans le cadre de cette étude, cette base de données a été agrémentée des forages et sondages issus des rapports géotechniques recueillis lors de la phase bibliographique. Les données de forages ont été utilisées pour obtenir des informations sur la nature et l'épaisseur des terrains meubles présents localement.

Ainsi un totale de 121 forages (dont 71 provenant de la BSS) est disponible sur la zone d'étude et à proximité immédiate.

Parmi les différents forages, les premiers mètres ne sont pas toujours décrits précisément, car leur caractérisation ne correspondant pas à l'objectif initial des forages, c'est notamment le cas de ceux atteignant une profondeur importante. Seuls les forages apportant suffisamment de données sur la nature et l'épaisseur des formations de surface ont été utilisés. Ainsi, un total de 30 forages a finalement été retenu (Illustration 7). La description des forages retenus et les informations déduites sont présentés en Annexe 3.

Certains secteurs de la zone d'étude, notamment la zone du plateau d'Amnéville, ont fait l'objet de nombreux travaux et terrassements important (décaissements de plusieurs mètres, déplacement de talus de crassier...). Des forages ont pu être réalisés à des dates antérieures à ces terrassements, de ce fait les épaisseurs mobilisables ont été validées, dans la mesure du possible, par des observations de terrain.

Dans la suite de ce rapport, pour des raisons de simplicité de lecture, les forages seront nommés par les 4 dernières lettres de leur identifiant BSS, propres à chaque forage.

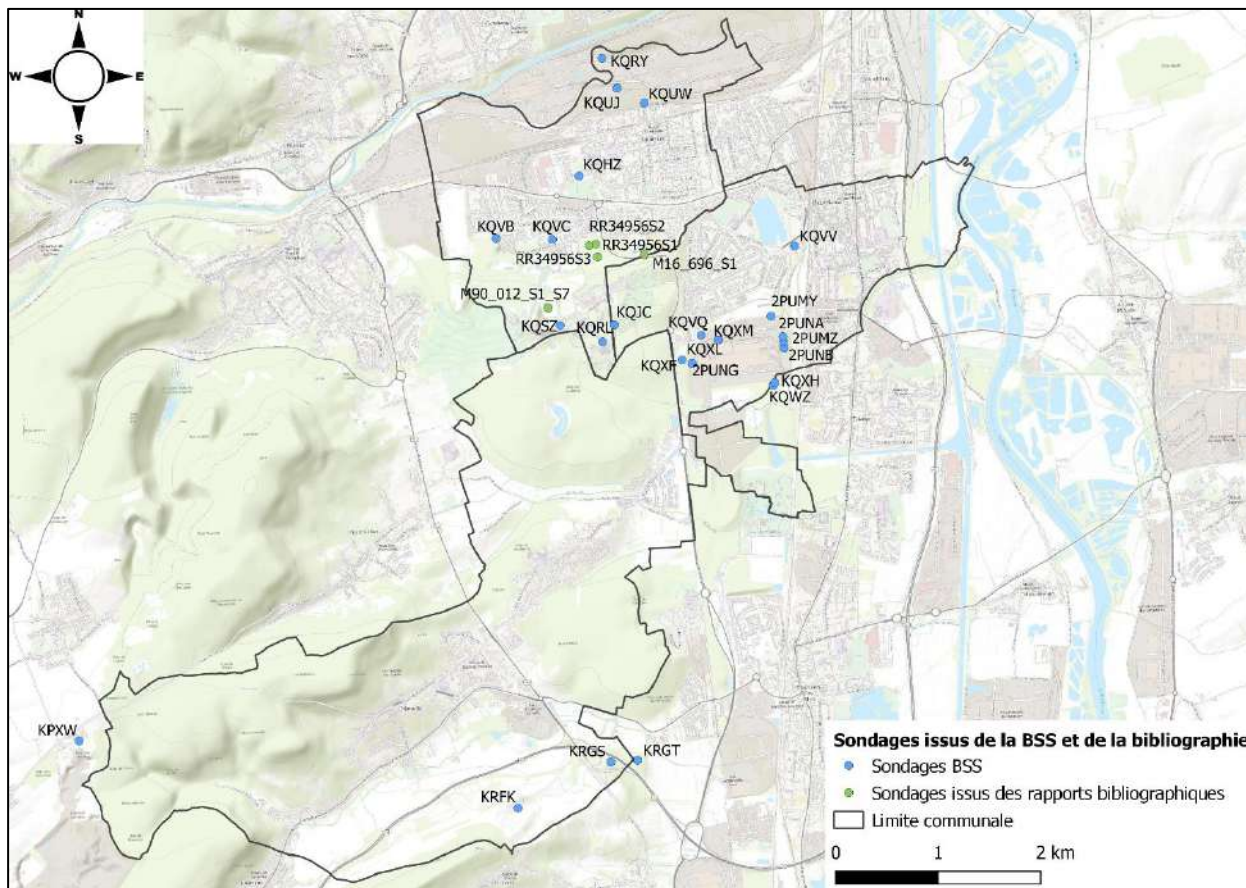


Illustration 7 : Cartographies des sondages issus de la base de données du sous-sol (BSS) et des rapports bibliographiques

2.4. BASE DE DONNEES MOUVEMENTS DE TERRAIN (BDMVT)

La base BDMVT recense les phénomènes avérés de types glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue et érosions de berges sur le territoire français (métropole et DOM) dans le cadre de la prévention des risques naturels mise en place depuis 1981. Elle permet principalement le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaires à l'étude des phénomènes dans leur ensemble ainsi qu'à la cartographie des aléas qui leur sont liés. La base BDMVT est gérée et développée par le BRGM depuis 1994 avec le soutien des ministères, initialement le MATE (Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement), puis le MEDD (Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable) et maintenant le MEDAD (Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables), en collaboration avec le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC), le réseau de l'équipement (LR et CETE) et les services de Restauration des Terrains en Montagne (RTM).

Elle a été utilisée dans le cadre de cette étude pour analyser la répartition des glissements de terrains connus en fonction de la géologie présente à l'échelle régionale (cf. section 3.2.2).

3. Cartographie de l'aléa « glissement de terrain »

3.1. METHODOLOGIE

3.1.1. Principe général

L'aléa correspond à la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique d'occurrence et d'intensité donnée (définition du Guide général PPRN, 2016). L'aléa devrait ainsi être cartographié en croisant l'intensité des phénomènes avec leur probabilité d'occurrence. Le Guide PPR précise que dans le cadre des mouvements de terrain, la probabilité d'occurrence paraît souvent difficile à estimer. Il accepte dans ce cadre une approche qui s'appuie sur « l'évaluation de la prédisposition du site au type de phénomène concerné » (guide général PPRN, 2016).

La méthodologie proposée s'appuie sur les phases d'analyses inspirées du Guide Méthodologique pour l'élaboration des Plan de Prévention des Risques mouvements de terrain (PPRmt) (MATE/METL, 1999), des résultats des groupes de travail (Cotechs, MEDDE, 2015) à l'échelle nationale dans la perspective de la révision des guides méthodologiques PPR Montagne. Elle évalue :

- la probabilité d'occurrence (assimilée à la prédisposition des sites à produire un événement donné dans une période de référence). Cette démarche consiste à reconnaître la sensibilité des terrains présents, la prédisposition due à la topographie des secteurs, les antécédents connus, les indices précurseurs observables et les symptômes d'évolution et d'identifier les paramètres favorables au déclenchement des processus d'instabilité ;
- l'intensité des phénomènes en termes de potentiel de dommages, de grandeur physique du phénomène (volume, vitesse de mouvement) ou selon l'importance des mesures qu'il pourrait être nécessaire de mettre en œuvre pour se prémunir des phénomènes. Cette approche est basée sur les données disponibles concernant les phénomènes historiques ou cartographiés sur le terrain ainsi que sur l'épaisseur de terrains mobilisables (terrains superficiels non consolidés et frange d'altération).

Cette approche est qualitative et les niveaux de sensibilités au glissement de terrain, d'intensité des phénomènes ou de probabilité d'occurrence ont été classés en catégories allant de négligeable à forte.

La méthodologie appliquée dans cette étude est détaillée dans les chapitres suivants. Elle a consisté à définir la probabilité d'occurrence de glissement d'une intensité donnée par zone géomorphologique homogène, ce pour les trois niveaux d'intensité retenus sur les communes, faible, moyenne et forte. Cartographier l'aléa revient à répondre aux questions suivantes en chaque point du territoire :

- quelle est la probabilité d'occurrence d'un glissement d'intensité faible ?
- quelle est la probabilité d'occurrence d'un glissement d'intensité moyenne ?
- quelle est la probabilité d'occurrence d'un glissement d'intensité forte ?

Avec les définitions de probabilité d'occurrence suivantes :

- négligeable : correspond à une probabilité négligeable dans une période de retour de 100 ans ;
- faible : la probabilité est non négligeable dans les 100 ans bien qu'incertaine ;
- moyenne : l'apparition de glissement est crainte dans les 100 ans et probable en cas de modifications topographiques ;
- forte : l'apparition de phénomène est certaine dans les 100 ans, d'ailleurs plusieurs existent déjà dans le même contexte.

Et les définitions d'intensité suivantes :

- faible : qui peut affecter des murets ou des constructions légères (appentis, abris de jardins) ;
- moyenne : qui peut affecter une maison sans conduire à sa ruine ;
- forte : qui peut affecter plusieurs maisons et/ou conduire à leur ruine ou leur inhabitabilité.

La connaissance des phénomènes historiques constitue une étape essentielle permettant d'une part d'appréhender la sensibilité d'un site et d'autre part d'identifier les conditions d'environnement (MATE/METL, 1999). Cette étape permet en particulier de caractériser l'intensité des phénomènes connus et d'identifier les contextes favorisant l'occurrence du phénomène (lithologique, géomorphologique et hydrologique). En l'absence de phénomène sur un site donné, le guide PPR admet qu'un phénomène de référence puisse être utilisé s'il a été observé dans un secteur proche présentant une configuration similaire (MATE/METL, 1999).

La caractérisation de l'aléa est définie à partir d'une probabilité d'occurrence basée sur une période de retour de 100 ans. Dans le cadre d'une étude d'aléa, l'inventaire réalisé se base sur :

- les données renseignées en BDMVT qui intègrent principalement les phénomènes ayant lieux proches des enjeux et qui présentent des incertitudes de localisation et d'origine des mouvements ;
- et sur un inventaire fait dans le cadre de cette étude et qui ne reflète donc que l'état des instabilités existantes à un instant données (période de réalisation des campagnes de terrain).

Le recensement des mouvements issus de ces deux sources ne permet donc pas de traduire à lui seul la probabilité d'occurrence sur 100 ans. Les critères lithologiques et morphologiques régulièrement identifiés dans les terrains sujets à des glissements de terrain (tel que les plans de débit, l'état décomprimé, les pentes à partir d'une certaine valeur), ont donc été considérés comme des facteurs contrôlant cette probabilité d'occurrence. Celle-ci a donc été caractérisée par secteurs géomorphologiques homogènes en tenant compte de la présence ou absence de ces critères.

3.1.2. Terminologie

Dans un souci de clarté, les différents termes et leur définition tel qu'entendu dans le reste de ce rapport sont définis ci-après :

Ensembles géologiques : Ensembles de même étage géologique (ex : Aalénien, Bajocien) tels que décrits dans les cartes géologiques à l'échelle du 1 :50 000ème.

Ensembles lithologiques : Ensembles de même composition lithologique (ex : Calcaire, Marnes).

Ensembles géomorphologiques : Ensembles partageant les mêmes caractéristiques lithologiques, morphologiques (topographie et position par rapport aux versants) et hydrologiques. Ces ensembles sont définis à partir des données disponibles et de l'expertise de terrain.

Sensibilité lithologique : La sensibilité qu'un ensemble lithologique a par rapport au phénomène de glissements redoutés. Le critère principal permettant de la caractériser est son niveau de compétence (meuble ou induré) ; sa granulométrie générale et son comportement en état saturé d'eau, s'il est connu, sont également pris en compte

Sensibilité géomorphologique : La sensibilité qu'un ensemble géomorphologique a par rapport aux glissements redoutés. Elle est définie en fonction de la sensibilité lithologique, de son état hydrique général et de la morphologie globale de l'ensemble considéré. Les variations de pentes locales au sein de ces ensembles géomorphologiques influenceront la probabilité d'apparition de glissement qui pourra donc varier au sein d'un ensemble donné en fonction de la pente locale et de l'intensité considérée.

Susceptibilité au glissement de terrain : peut se traduire par la sensibilité finale d'un secteur au phénomène de glissement de terrain, une fois tous les critères lithologiques, morphologiques et hydrologiques pris en compte, sans tenir compte de l'intensité des phénomènes. Comme tout phénomène est caractérisé par une intensité qui sera, au minimum, d'intensité faible, la susceptibilité correspond également à la probabilité d'apparition d'un phénomène d'intensité au moins faible.

Probabilité d'apparition (ou d'occurrence) : correspond à la probabilité qu'un glissement de terrain d'une intensité donnée se produise dans les 100 ans. Elle est donc toujours rattachée à un niveau d'intensité du glissement considéré et est définie à dire d'expert sur la base de la susceptibilité au glissement de terrain, et des seuils de pentes associés à chaque niveau d'intensité.

Épaisseur de terrains meubles : elle correspond le plus souvent à l'épaisseur des terrains superficiels additionnée à celle des franges d'altération. Ces épaisseurs sont définies sur la base des données de forages présentes dans la base de données du sous-sol (BSS) et des observations de terrains. La variation d'épaisseur locale au sein d'un ensemble géomorphologique pourra également être prise en compte si cela s'est avéré pertinent suite aux observations de terrain (zone d'accumulation importante en bas de pente ou dans talweg isolés, ou épaisseurs importantes de déblais anthropiques).

Longueur maximale de glissement possible : elle correspond à la plus grande longueur de pente continue sur l'ensemble géomorphologique considéré. Une pente est considérée comme continue tant qu'elle n'est pas recoupée par une zone de replat identifiée sur les MNT. Elle ne correspond pas forcément à une longueur de glissement probable mais est retenue, par sécurité, comme la longueur maximale possible. Elle est caractérisée en cinq classes (moins de 5 m ; environ 25 m ; environ 50 ; environ 75 m et plus de 100 m).

Profondeur maximale de glissement possible : elle correspond à l'épaisseur de terrains pouvant être déstabilisés et entraînés dans un glissement de terrain. Il s'agit de la profondeur qu'un glissement pourrait atteindre en théorie en tenant compte des pentes, de l'épaisseur de terrain meubles et de la longueur maximale de glissement possible du secteur considéré. Elle contrôle l'intensité maximale possible pour chaque ensemble géomorphologique.

Seuil de pente par intensité : il s'agit des valeurs de pentes limites qui ont été définies pour chaque niveau d'intensité. Ces valeurs ont été définies comme la valeur de pente nécessaire, pour une longueur de glissement donnée, pour qu'un glissement puisse atteindre une profondeur donnée. La profondeur est utilisée pour classer les niveaux d'intensité attendus selon les bornes suivantes :

- < 2 m : intensité faible ;
- 2 à 5 m : intensité moyenne ;
- > 5 m : intensité forte.

Le seuil noté SpM : correspond donc à la valeur de pente minimale pour qu'un glissement d'une longueur donnée (cf. longueur maximale de glissement possible) puisse atteindre une profondeur de 2 m et donc une intensité moyenne. Il en est de même pour le seuil noté SpF qui fera référence à l'intensité forte et se référera à la profondeur de 5 m.

Intensité maximale connue : elle détermine la plus forte intensité connue dans un ensemble géomorphologique donné. Elle est déterminée d'après les données historiques disponibles et les expertises de terrain. Elle est caractérisée, en fonction des données disponibles, par le volume ou la surface déstabilisée, la gravité des dégâts engendrés ou les parades nécessaires pour s'en prémunir. Sa classification est basée sur les tables des guides méthodologiques et des Cotech (Comité Technique) existants. Sa détermination permet de guider l'établissement des scénarios d'évènements déterminés par ensembles géomorphologiques.

Intensité maximale possible : elle correspond à un niveau d'intensité jugé le plus haut qui puisse être atteint par un glissement de terrain ayant une probabilité d'apparition non négligeable (décrite sur la période de référence). Elle est caractérisée en fonction de l'épaisseur des terrains meubles, de la morphologie locale (dimensions et géométrie du versant), de la longueur maximale de glissements possible ainsi que sur le retour d'expérience des phénomènes connus. Elle peut différer de l'intensité maximale connue, partant du principe que tous les phénomènes connus n'ont pas systématiquement une probabilité forte de se reproduire à l'avenir ou qu'un phénomène caractéristique de l'intensité la plus probable sur un secteur donné n'est pas forcément connu (trop ancien ou trop éloigné des zones à enjeux).

Intensité maximale de référence : il s'agit, pour un ensemble géomorphologique donné, de la plus forte intensité jugée comme probable de survenir. Elle correspond à la plus forte des deux intensités définies précédemment (connue et possible).

Scénarios d'évènements : ils correspondent à l'association d'une probabilité d'apparition d'un phénomène d'intensité donnée. La caractérisation de ces scénarios tient compte de la susceptibilité au glissement de terrain du secteur, correspondant à la probabilité d'apparition de phénomène d'intensité faible, de l'intensité maximale de référence et des seuils de pentes par ensemble géomorphologique.

3.1.3. Grandes étapes

Dans la pratique, les différentes étapes de la caractérisation de l'aléa au glissement de terrain sont les suivantes :

1) **Inventaire des mouvements** connus à l'échelle régionale puis communale (cf. section 3.2.2). Les données issues de la base de données mouvement de terrain, gérée par le BRGM (BD MVT) permettent d'extraire un inventaire régional des mouvements de terrains par grand ensemble géologique (lithostratigraphie) harmonisés à l'échelle régionale. Cette base de données renseigne près de 2000 évènements sur la région Grand Est dont environ 900 sont localisés dans les Côtes du Dogger. C'est cet ensemble géomorphologique qui a été retenu pour réaliser l'analyse régionale car il inclut les morphologies rencontrées sur les communes de la zone d'étude. L'inventaire à l'échelle communale est basé sur les données d'archives et des bases de données disponibles, ainsi que les informations communiquées par la DDT57 et les communes. Il est complété par un relevé des glissements et des indices de mouvements réalisé sur le terrain.

2) **Cartographie des formations du substrat et de surface** (cf. section 3.2.3.a) et b). Ces cartes sont réalisées sur le terrain à partir des données des cartes géologiques au 1 :50 000^{ème} (BRGM) dont les ensembles lithostratigraphiques sont rassemblés en ensembles lithologiques et dont les limites sont ajustées à l'échelle du 1 :5 000^{ème} lorsque cela est nécessaire. La nature et l'épaisseur des formations superficielles (meubles) sont cartographiées sur le terrain, lorsqu'elles sont visibles, et sur la base des données des forages renseignés dans la banque du sous-sol gérée par le BRGM (BSS) dans le cas contraire. En cas d'incertitude, sans possibilité d'affiner la connaissance lithologique à l'échelle du 1 :5 000^{ème}, les données de la carte géologique imprimée à l'échelle du 1 :50 000^{ème} sont conservées.

3) **Définition des ensembles géomorphologiques** (cf. section 3.2.3.d). Les ensembles géomorphologiques sont définis sur la base des observations de terrain et des données topographiques à disposition (Lidar 50 cm ; MNT 5 m).

4) **Caractérisation des sensibilités intrinsèques** (lithologiques et géomorphologiques) et de la **susceptibilité au glissement de terrain** (cf. section 3.2.4). Les différentes sensibilités sont d'abord décrites par ensemble lithologique (uniquement basé sur la nature et la compétence des terrains) puis par ensemble géomorphologique (en ajoutant l'influence de la topographie et de l'hydrographie). Ce travail est réalisé à l'échelle régionale, sur la base des 900 évènements renseignés, puis décliné à l'échelle communale en tenant compte des variations locales, que ce soit de lithologie, de morphologie ou des conditions hydriques des versants. Il en découle une sensibilité par secteur géomorphologique, tenant compte des paramètres locaux cités précédemment, qui correspond à la probabilité d'apparition d'un glissement d'une intensité au minimum faible : appelée susceptibilité au glissement de terrain.

5) **Caractérisation de l'intensité** (cf. section 3.2.5). Cette caractérisation se base sur deux approches :

- Une caractérisation de l'intensité des phénomènes connus dont on retient l'intensité maximale connue par ensemble géomorphologique ;
- Une caractérisation de l'intensité maximale possible, ne correspondant pas forcément à la plus probable, basée sur la profondeur maximale possible (en fonction de l'épaisseur des terrains meubles et de la topographie).

Pour chaque ensemble géomorphologique, une intensité maximale de référence est retenue et correspond à la plus forte des deux intensités définies précédemment (connue ou possible).

6) **Détermination des scénarios d'évènements** (cf. section 3.2.6.a), b) et c). Ils sont définis par ensemble géomorphologique en fonction de la susceptibilité au glissement de terrain et des intensités maximales connues et possibles. Chaque scénario correspond à une probabilité d'apparition de glissement par niveau d'intensité.

7) **Cartographie de l'aléa résultant** (cf. section 3.2.6.d). Chaque scénario permet de définir un niveau d'aléa dont le plus élevé est retenu au final par ensemble géomorphologique.

L'organigramme ci-après indique les différentes étapes de la méthode, leurs liens et leurs modes d'acquisition (Illustration 8).

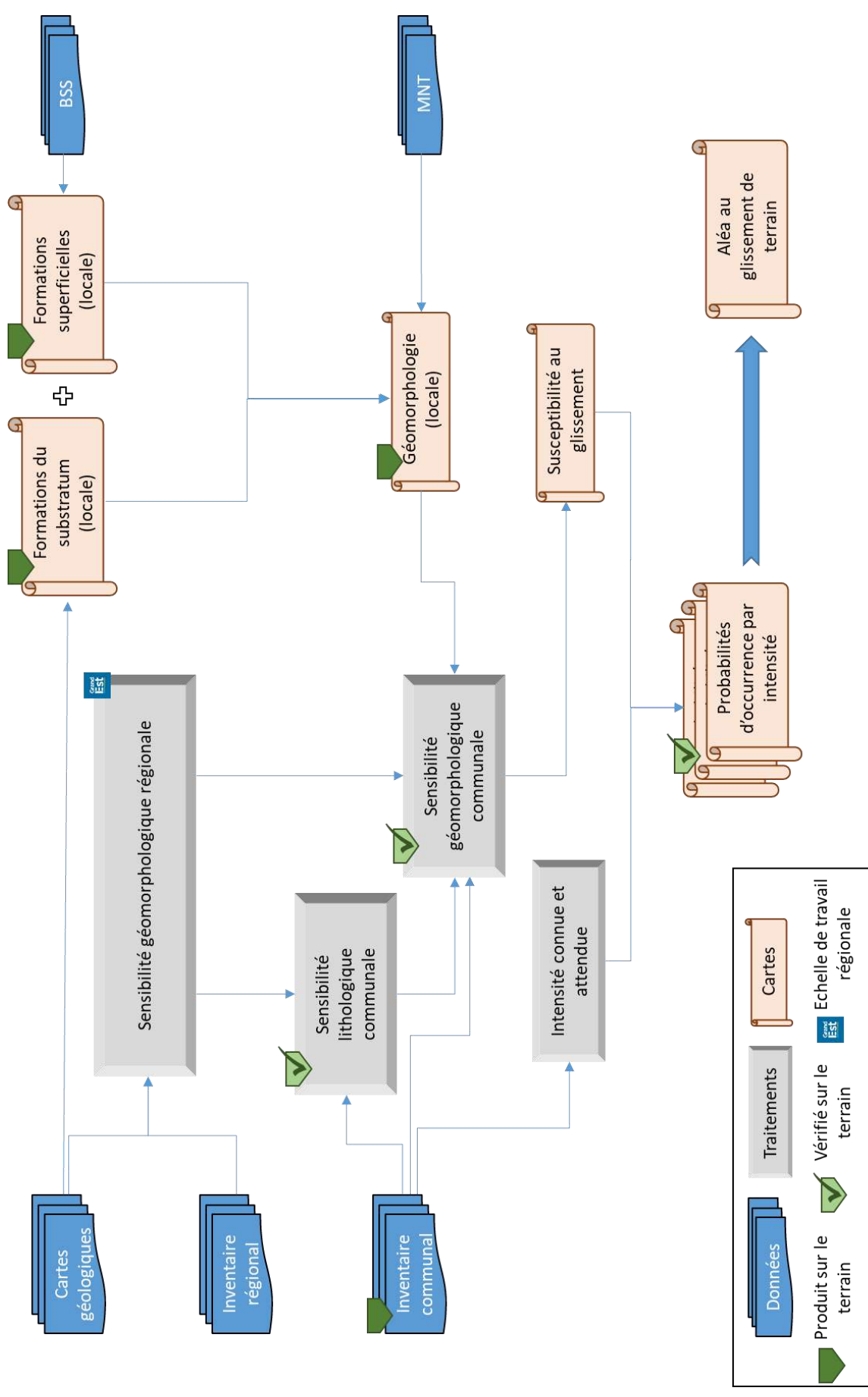


Illustration 8 : Organigramme de synthèse de la méthode de caractérisation de l'aléa au glissement de terrain

3.2. MISE EN APPLICATION

3.2.1. Préparation des données lithologiques

Dans le cadre de cette étude d'aléa au glissement de terrain, seule la lithologie générale (nature des terrains) des formations lithostratigraphiques a été cartographiée. L'objectif est de différencier les secteurs en fonction de la lithologie globale, et non de la stratigraphie (époque géologique). A ce titre les ensembles lithostratigraphiques tels que cartographiés sur les cartes géologiques au 1 :50 000^{ème} ont été reclassés par ensembles lithologiques. Cet exercice est réalisé uniquement pour les formations du substratum.

a) Reclassification lithologique du substrat à l'échelle régionale et communale

Les niveaux géologiques connus à l'échelle régionale ont ainsi été reclassés en ensembles lithologiques (Illustration 9). Cette reclassification s'est faite sur la base des descriptions des notices des cartes géologiques et du retour d'expérience du BRGM.

À l'échelle régionale, les variations latérales de faciès lithologiques ne sont pas intégrées dans la cartographie harmonisée et certains ensembles correspondent à plusieurs lithologies dont les répartitions respectives ne sont pas connues. Après avoir identifié les lithologies réellement présentes sur la commune, elles seront comparées aux ensembles régionaux en estimant que la densité de mouvement à l'échelle régionale est :

- surestimée si seule la lithologie la plus stable (calcaires) d'un ensemble donné est présente sur la commune ;
- sous-estimée si seule la lithologie la plus instable (marnes) d'un ensemble donné est présente sur la commune.

On distingue huit (8) ensembles lithologiques caractérisant les formations du substratum :

- CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes ;
- MARN : Marnes ;
- CAOO-MARN : Calcaires oolithiques ou marnes ;
- CAMA-MARN : Calcaires massifs ou marnes ;
- MARN-MARF : Marnes ou marnes feuilletées ;
- CAGR-MARN : Calcaires gréseux ou marnes ;
- CA-MARN : Calcaires ou marnes ;
- ARG1 : Argiles.

A l'échelle communale, la reclassification lithologique des ensembles géologiques a été réalisée à partir des cartes géologiques imprimées au 1 :50 000^{ème} (carte de BRIEY et UCKANGE), de leur notice, ainsi que des observations de terrain (Illustration 9). Les faciès des ensembles lithostratigraphiques communaux (tels que décrit dans la notice de la carte géologique) présents sur le territoire de la commune sont notés en gras dans le tableau en Illustration 9.

Ainsi, sur le territoire de la zone d'étude, on distingue seulement quatre ensembles lithologiques caractérisant les formations du substratum :

- CAMA : Calcaires massifs ;
- CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes ;
- MARN-MARF : Marnes ou marnes feuilletées ;
- MARN : Marnes.

Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

Lithostratigraphies régionales	Descriptions de la carte géologique harmonisée	Lithologies générales	Notation des cartes géologiques imprimées		Lithostratigraphies communales (description des cartes géologiques de BRIEY et UCKANGE)	Lithologies communales (du substrat)
			BRIEY	UCKANGE		
Calcaires et marnes du Bathonien	Calcaires cristallins ("caillasses") à Anabacia, marnes à tébratules (Bathonien inf.)	CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes				
Marnes de gravelotte et Jarnisy du Bajocien Sup	Marnes du Jarnisy et de Gravelotte, calcaire coquillier de Vernéville (Bajocien sup.)	MARN : Marnes				
Calcaires et marnes du Bajocien sup	Calcaires oolithiques divers, marnes du Jarnisy et de Gravelotte, calcaire coquillier de Vernéville (Bajocien sup.)	CADO-MARN : Calcaires oolithiques ou marnes				
Calcaires du Bajocien Sup	Oolithe de Jaumont / oolithe militaire inférieure, marnes de Longwy, calcaires siliceux de l'Orne (Bajocien sup.)	CAMA-MARN : Calcaires massifs ou marnes	J1c - Bajocien sup. J1b-c - Bajocien sup.		Marnes de Longwy, Oolithe de Jaumont Calcaires siliceux (Calcaires de la Fentsch)	CAMA : Calcaires massifs CAMA : Calcaires massifs
Calcaire et marnes du Bajocien Inf et Moyen	Calcaires à polyptiers, calcaire à entroques, calcaire sableux, marnes micacées (Bajocien)	CAMS-MARN : Calcaire mal stratifié ou marnes	J1b - Bajocien moy.		Calcaires à Polyptiers	CAMA : Calcaires massifs
Calcaire Aalénien	Formation ferrifère oolithique ("Minette de Lorraine") (Toarcien supérieur-Aalénien)	CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes	19 - Aalénien	16 - Aalénien	Formation ferrugineuse : marnes et calcaires ferrugineux	CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes
Marnes et schistes du Toarcien	Argiles et "Schistes cartons" (Toarcien inférieur)	MARN-MARF : Marnes ou Marnes feuilletées	17-8 - Toarcien	15a à 15d - Toarcien	Argiles bitumineuses ("Schistes cartons"), marnes à septaria, marnes sableuses ("Grès supraliasiques")	MARN-MARF : Marnes ou Marnes feuilletées
grès médioliasiques Domérien sup	Marno-calcaires gréseux à Pleuroceras spinatum ("Grès médioliasiques") (Domérien supérieur)	CAGR-MARN : Calcaires gréseux ou marnes	16b - Pliensbachien (Domérien)	14c - Charmouthien sup. (Domérien)	Grès médioliasiques (grès et marnes)	MARN : Marnes
Marnes du Domérien moyen	Marnes à Amaltheus margaritatus (Domérien inférieur)	MARN : Marnes	16a - Pliensbachien (Domérien)	14b - Domérien	Marnes à Amalthées	MARN : Marnes
Marnes et calcaires du Carixien	Marnes à Uptonia jamesoni, calcaires à Productyloceras davoei, marnes à Zeilleria numismalis (Carixien) Calcaires à Echioceras raricostatum, marnes à U. jamesoni, calcaires à P. davoei (Lotharingien supérieur-Carixien)	CA-MARN : Calcaires ou marnes				
Argiles du Sinémurien	Argiles à Promicroceras (Sinémurien supérieur)	ARGI : Argiles				
Marnes et calcaires du Sinémurien	Alternances de calcaires et de marnes gris-bleues à gryphées ("Calcaire à gryphées") (Hettangien p.p.- Sinémurien s.s.)	CA-MARN : Calcaires ou marnes				

Illustration 9 : Reclassification des ensembles lithostratigraphiques en ensemble lithologique à l'échelle régionale et communale (en gras : les faciès présent à l'échelle des communes)

b) Reclassification lithologique des formations superficielles à l'échelle communale

A l'échelle des formations superficielles, l'approche régionale n'est pas pertinente du fait des trop nombreuses variations. A titre d'exemple, les dépôts de colluvions dépendent des zones d'alimentation et les remblais dépendent de la localisation des zones urbanisées.

La méthode générale retenue consiste à regrouper les lithologies en fonction des faciès communaux signalés sur les cartes géologiques (dépôts quaternaires : alluvions, colluvions) et des faciès de recouvrement ou d'altération du substratum identifiés sur le terrain.

Le tableau ci-après résume la correspondance entre les étages lithostratigraphiques et la lithologie générale des formations superficielles (Illustration 10).

	Notation des cartes géologiques imprimées		Lithostratigraphies communales (description des cartes géologiques de BRIEY et UCKANGE)	Lithologies communales	
	BRIEY	UCKANGE		Formation Quaternaire	Formation d'altération des formations du substratum
Formation Quaternaire	X	X	Crassier	CRAS : Crassier	
	FZ	FZ ; Fy ; Fv ; Fu	Alluvions modernes et alluvions anciennes	ALL-REMB : Alluvions et remblais remaniés homogènes	
Formation du substratum	J1c - Bajocien sup.		Marnes de Longwy, Oolithe de Jaumont		CTFA : Calcaires très fracturés ou altérés
	J1b-c - Bajocien sup		Calcaires siliceux (Calcaires de la Fentsch)		
	j1b - Bajocien moy.		Calcaires à Polypiers		
	j1a - Bajocien inf.		Calcaires sableux et calcaires à entroques, Marnes micacées (marnes de Charennes)Marnes micacées (Marnes de Charennes)	COLL : Colluvions	
	I9 - Aalénien	I6 - Aalénien	Formation ferrugineuse : marnes et calcaires ferrugineux	COLL : Colluvions	CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes
	I7-8 - Toarcien	I5a à I5d - Toarcien	Argiles bitumineuses ("Schistes cartons"), marnes à septaria, marnes sableuses ("Grès supraliasiques")		ALTAS : Altérites : Argiles à passées sableuses
	I6b - Pliensbachien (Domérien)	I4c - Charmouthien sup. (Domérien)	Grès médioliasiques (grès et marnes)		ALTAS : Altérites : Argiles à passées sableuses
I6a - Pliensbachien (Domérien)	I4b - Domérien	Marnes à Amalthées		ALTA : Altérites : Argiles dominantes	

Illustration 10 : Correspondance entre les ensembles géologiques communales et les ensembles lithologiques des formations superficielles

3.2.2. Inventaire des glissements de terrain

La base de données mouvements de terrain (BDMVT) recense les phénomènes avérés de types glissements de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue et érosions de berges sur le territoire français (métropole et DOM) dans le cadre de la prévention des risques naturels mise en place depuis 1981. Les informations renseignées dans cette base ont été utilisées pour définir la sensibilité des différents ensembles géologique ainsi que les caractéristiques des glissements survenus à l'échelle régionale. Cette approche a été affinée et couplée à l'expertise de terrain à l'échelle communale.

Tous les secteurs ne sont pas accessibles (propriétés privées, versants trop escarpés ou envahit d'une végétation impénétrable, zones industrielles clôturées) et les mesures de pentes sont alors issues des levés topographiques disponibles.

a) Inventaire à l'échelle régionale

Les données de la BDMVT ont été analysées à l'échelle régionale. Une extraction de l'ensemble des mouvements de terrains renseignés dans la BDMVT a été réalisée sur l'ensemble des côtes du Dogger (ensemble géomorphologique régional) de la région Grand Est (8684 km²). Le détail de cette analyse est précisé en Annexe 1 de ce rapport. Elle a ainsi permis de définir un classement relatif de la sensibilité des différents ensembles géologiques présents dans des contextes géomorphologiques similaires (côtes du Dogger).

Les contextes géomorphologiques présents sur le secteur d'étude sont :

- Les plateaux calcaires formant les revers de cuestas ;
- Les versants calcaires constituant les parties supérieures du front de cuestas
- Les vallées entaillant le front de cuesta ;
- Les versants marneux formant les bas de front de cuestas.

Certaines formations présentes sur le secteur d'étude se retrouvent à l'échelle régionale sous diverses appellations, il s'agit :

- Des marnes du Domérien
- Des marnes et schistes du Toarcien
- Des calcaires et marnes de l'Aalénien ;
- Des calcaires gréseux et récifaux du Bajocien inférieur à moyen ;
- Des calcaires oolithiques de Jaumont et calcaires récifaux du Bajocien supérieur (sur les points hauts du plateau au sud-ouest de Marange-Silvange).

L'ensemble des lithologies régionales des côtes du Dogger est présenté dans le tableau en Illustration 11.

Regroupement lithologique régional	Surface (km ²)	Nombre d'évènement à l'échelle régionale Grand Est	Pourcentage d'évènement à l'échelle régionale Grand Est (%)	Densité de mouvements régionaux /100km ²
MARN-MARF : Marnes ou marnes feuilletées	635,8	420	56	66,1
MARN : Marnes	820,8	70	9	8,5
CAGR-MARN : Calcaires gréseux ou marnes	348,3	18	2	5,2
CA-MARN : Calcaires ou marnes	1118,5	48	6	4,3
ARGI : Argiles	854,8	35	5	4,1
CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes	3618,7	146	19	4,0
CAOO-MARN : Calcaires oolithiques ou marnes	1818,0	11	1	0,6
CAMA-MARN : Calcaires massifs ou marnes	1556,5	8	1	0,5
TOTAL	10771,2	756	100	

Illustration 11 : Tableau des ensembles lithologiques régionaux (notés en gras ceux présents sur la zone d'étude)

Au total, 662 mouvements sont connus sur le Grand Est affectant les ensembles lithologiques présents sur les communes étudiées (en gras dans le tableau précédent). La grande majorité est localisée dans les marnes feuilletées qui sont largement représentées dans la région (plus de 600 km²) et comptabilisent 420 glissements de terrains répertoriés (56 % des événements répertoriés à l'échelle régionale).

b) Inventaire à l'échelle communale

Trois mouvements de terrain sont répertoriés dans le BDMVT (n°10100004 ; n°11501901 ; n°11501903). Ils sont localisés sur la commune d'Amnéville dans le secteur du cimetière et du lotissement de l'Orée du Bois. Aucun glissement de terrain n'est répertorié dans la BDMVT sur les territoires des communes de Marange-Silvange et Hagondange.

Au cours des visites de terrain, 20 indices de glissements ou glissements ont été observés et répertoriés. Ceux-ci ont été classés en différentes catégories :

- **Indices indirects** (2 cas) : zone présentant des indices (arbres penchés ou pipés, topographie irrégulière) pouvant témoigner d'un glissement sans pour autant que ce dernier soit observable ;
- **Glissement ancien** (4 cas) : glissement recouvert de végétation et dont la niche d'arrachement n'est plus marquée dans la topographie ou issus de la BDMVT sans trace d'activité actuelle sur le terrain ;
- **Glissement de berge** (1 cas) : glissement situé dans la zone d'influence direct d'un cours d'eau ;
- **Glissement superficiel** (11 cas) : glissement dont la profondeur suspectée est inférieure à 2 m ;
- **Glissement profond** (1 cas) : glissement dont la profondeur suspectée est supérieure à 2 m ;
- **Glissement complexe ou emboité** (1 cas) : correspondant au glissement de l'Orée du Bois (indice n°3 – Illustration 12) (cf. description détaillée ci-après).

Ainsi en cumulant les données de la BDMVT et celles de terrain, un total de 20 indices (avérés ou suspectés) de glissements de terrain est recensé sur le territoire des trois communes étudiées (Illustration 12 et Annexe 4).

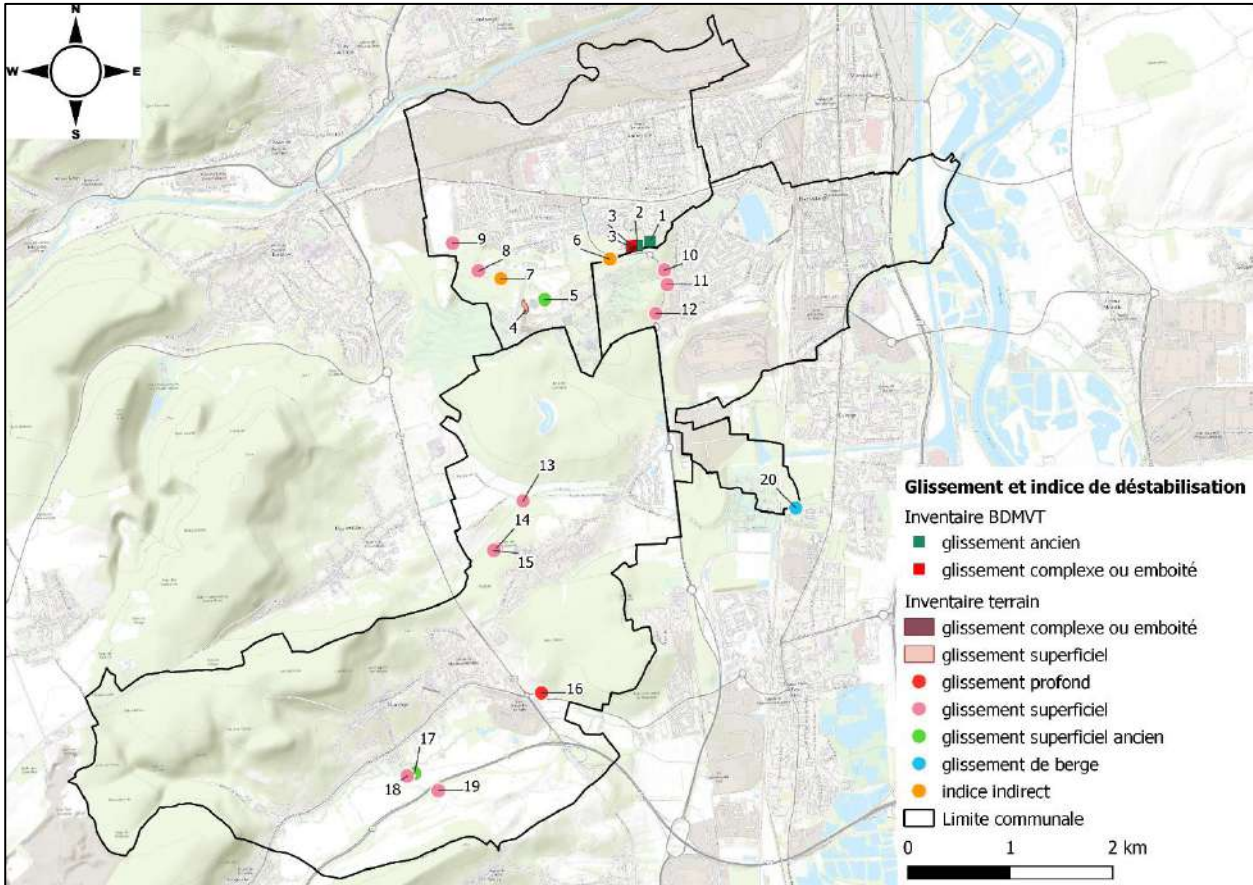


Illustration 12 : Localisation des glissements et indices de déstabilisation inventoriés sur les communes d'Annéville, Hagondange et Marange-Silvange

• **Annéville :**

Au total, 9 indices (avérés ou suspectés) de glissements de terrain est recensé sur le territoire de la commune d'Annéville.

La base de donnée nationale sur les mouvements de terrain mentionne deux glissements de terrain (n°2 – id. 11501903 et n°1 – id. 11501901, Illustration 12 et Annexe 4) sur le versant à proximité immédiate du cimetière, datant respectivement de 1965 (3 m de largeur, 15 m de longueur, pour une profondeur de rupture à 2 m) et de 1994 (60 m de largeur avec un décrochement sur 1 m). Le rapport d'ANTEA (ANTEA, A0 2347, 1995) indique une réactivation de ces deux glissements en janvier 1995.

La bibliographie permet également de retrouver trace d'évènements plus anciens sur le même secteur datant de 1916, 1938/38 et 1961, sans information d'intensité et ou de volume (BRGM, A 00010, 1994).

La base de donnée nationale sur les mouvements de terrain mentionne également le glissement de terrain (n°3 – id. 10100004, Illustration 12 et Annexe 4) plus récent apparu en 2016 à proximité des glissements anciens, au niveau de la rue de l'Orée du Bois (parcelles 213, 214 et 215).

Ce glissement (n°3) a fait l'objet d'un rapport d'expertise du BRGM en 2016 (BRGM, RP-66155-FR) ainsi que d'une étude géotechnique détaillée, réalisée par le bureau d'étude Compétence Géotechnique.

Une reprise des mouvements durant l'hiver 2018-2019 a conduit à évacuer les habitations situées sur ces 3 parcelles. Suite à cet événement, l'expertise menée par le BRGM en 2019 (BRGM, RP-69278-FR) émet des recommandations quant à l'instrumentation et au suivi du glissement et met également en avant la forte sensibilité au glissement de terrain de l'ensemble du versant affecté.

❖ Description détaillée du glissement complexe ou emboîté de l'Orée du Bois (n°3) :

Le glissement n°3 présente plusieurs niches d'arrachement en tête de versant et une accumulation des terrains en bas de versant formant des bourrelets de pied. Des indices de vide ont également été observés au sein de ce versant (Illustration 13).



Illustration 13 : Photographies du glissement de terrain n°3 présentant des niches d'arrachements, des bourrelets de pied et un indice de vide

Ainsi, ce glissement fait l'objet, depuis 2016, d'une étude géotechnique détaillée avec suivi d'inclinomètres et de nivellement, réalisée respectivement par le bureau d'étude Compétence Géotechnique et un géomètre expert.

Les mesures géotechniques indiquent une forte profondeur de glissement mais un doute est émis sur la représentativité de ces mesures. Les relevés inclinométriques de 2019 indiquent la présence d'un plan de glissement à 14 m de profondeur dans le versant ainsi qu'une déstabilisation des terrains jusqu'à plus de 10 m au droit de la parcelle 215 (Illustration 14).

Le rapport d'expertise RP-69278-FR (BRGM, 2019) relève les incohérences suivantes :

- « le rapport n'indique pas l'orientation des axes de mesures A et B, ne permettant pas de projeter les déplacements cumulés en carte ou en coupe » ;
- « les valeurs mesurées sont parfois diamétralement opposées d'un inclinomètre à l'autre » ; « les profondeurs de ruptures mesurées posent question lorsqu'on les compare au profil topographique du secteur. En effet, un plan de rupture à 10 m de profondeur au niveau de l'inclinomètre CG4 pose la question de son point de résurgence, l'inclinomètre étant situé en pied de versant, aucune bordure libre (de contrainte) n'est disponible pour permettre le déplacement des terrains » (cf. Illustration 14) ;
- « sur un même inclinomètre, certaines mesures présentent des déplacements cumulés inférieurs aux mesures antérieures » ;
- et « les valeurs mesurées au niveau des profondeurs de forte déformation présentent des incohérences, avec des augmentations linéaires des déplacements cumulés, parfois des ruptures dans les séries de données et des sauts importants dans les valeurs ».

Le rapport RP-69278-FR précise que « des profondeurs de ruptures à 6 ou 7 m au niveau des inclinomètres CG1 et 2, semblent plus cohérentes avec la topographie du versant, cependant, une profondeur de rupture à 4 m de profondeur au niveau du CG4 semble encore étonnamment profonde étant donné qu'il se situe déjà hors versant ».

Le suivi, toujours en cours au moment de la rédaction de ce rapport, n'a pour le moment pas confirmé ces valeurs. Une période de suivi plus longue est nécessaire pour conclure sur la réelle profondeur de ce glissement.

L'Illustration 14 et l'Illustration 15, issus du rapport BRGM de 2019, présentent par des coupes schématiques les niveaux de ruptures supposés.

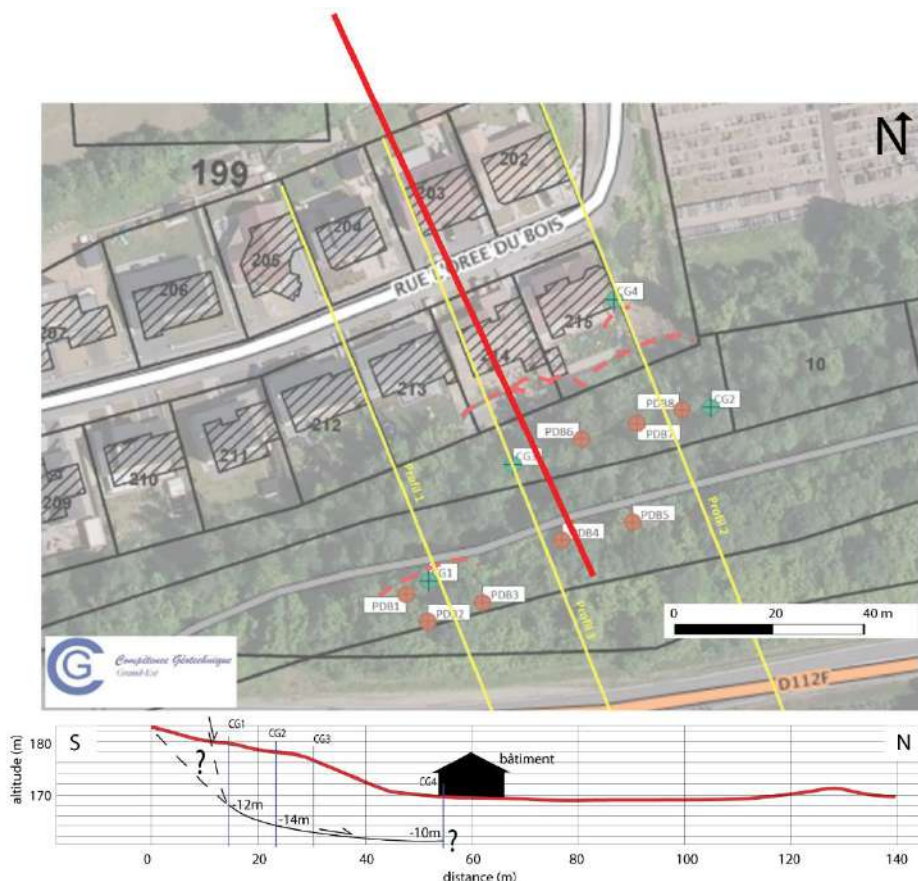


Illustration 14 : Localisation des inclinomètres et reports, sur coupe schématique du secteur, des profondeurs de ruptures interprétées par Compétence Géotechnique (extrait du rapport BRGM de 2019 – RP-69278-FR)

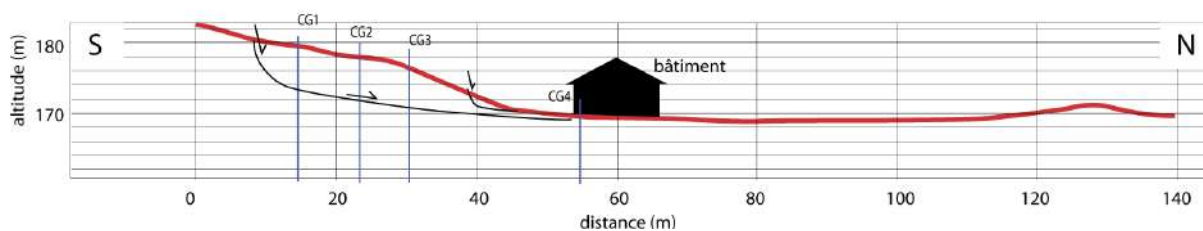


Illustration 15 : Coupe schématiques représentant deux niveaux de ruptures supposés (extrait du rapport BRGM de 2019 – RP-69278-FR)

Les trois glissements (n° 1 ; n°2 ; n°3 - Illustration 12) sont localisés au sein d'un secteur au terrain hétérogène constitué d'éléments de crassier et d'argiles provenant de l'altération des marnes du Domérien.

Les glissements superficiels n°4, n°8, n°9, le glissement superficiel ancien n°5 et l'indice indirect de glissement n°7 affectent les terrains constitués de crassiers.

La photographie ci-dessous donne un exemple de glissement superficiel observé sur le terrain (Illustration 16).



Illustration 16 : Photographie d'un glissement superficiel (n°4)

L'indice de glissement (n° 6) se situe au sein d'un versant raide argileux et humide (Illustration 17).

n°6 – indice indirect de mouvement de terrain :
nombreux arbres penchés ou pipés



Illustration 17 : Photographies de l'indice indirect de mouvement de terrain (n°6) : nombreux arbres penchés ou pipés

- **Hagondange :**

Quatre glissements de terrain ont été observés sur la commune d'Hagondange. Trois glissements superficiels (n° 10 ; 11 ; 12) affectent des talus locaux raides au sein des versants argileux (Illustration 18). Un glissement de berge (n° 20) a été identifié le long du cours d'eau *La Barche*.

n°12 – glissement superficiel



Illustration 18 : Photographie d'un glissement superficiel (n°12) affectant un talus sur la commune d'Hagondange

- **Marange-Silvange :**

Sur le territoire de la commune de Marange-Silvange, 7 phénomènes ont été observés. Un glissement superficiel (n°13) et un glissement profond (n°6) affectent des talus locaux ou routier au sein des argiles reposant sur les marnes (Illustration 19). Quatre glissements superficiels (n°14, n°15, n°18 n°19) et un glissement superficiel ancien (n°17) affectent des talus locaux au sein des argiles à passées sableuses sur les marnes feuilletées (Illustration 20).



Illustration 19 : Photographie du glissement profond (n°16) affectant un talus routier

n°17 – glissement superficiel ancien



Illustration 20 : Photographie d'un glissement superficiel ancien (n°17) affectant un talus localisé

3.2.3. Cartographie géomorphologique

La carte géologique utilisée lors de cette étude découle d'un travail de terrain s'appuyant sur les cartes géologiques imprimées à l'échelle du 1 :50 000^{ème} de BRIEY et d'UCKANGE et complétée par l'étude des sondages issus de la BSS dans et autour de la zone d'étude. Cette approche a permis d'affiner le calage lithostratigraphique et d'apporter une meilleure estimation de la nature et de la géométrie des corps sédimentaires, et de cartographier les formations du régolithe (formations superficielles : dépôts quaternaires et faciès d'altération).

Ces différents ensembles lithologiques sont décrits dans la suite de ce rapport en distinguant les formations du substrat et les formations superficielles.

a) *Ensembles lithologiques du substrat*

→ CAMA : Calcaires massifs

Les calcaires massifs correspondent au regroupement des formations géologiques des calcaires à polypiers, calcaires siliceux et calcaires oolitiques. Ils sont représentés sur le plateau au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange.

Les calcaires massifs sont visibles à l'affleurement sur une hauteur de 1 à 2 m, et sont caractérisés par des bancs de puissances pluridécimétriques (20 à 50 cm environ) présentant une fracturation perpendiculaire à la stratigraphie (Illustration 21). Ces calcaires sont **peu sensibles à l'apparition de glissement de terrain.**



Illustration 21 : Affleurement de calcaires massifs observés au sein de la zone d'étude

➔ CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes

Cet ensemble correspond au regroupement des marnes micacées, calcaires à entroques, calcaires sableux du Bajocien inférieur ainsi que les calcaires (formation ferrifère) de l'Aalénien. Formations sous-jacentes aux calcaires massifs décrites ci-dessus, elles forment la bordure de ce plateau.

Les calcaires mal stratifiés sont visibles à l'affleurement sur des épaisseurs de 1 à 3 m environ. Sur la zone d'étude ils sont observables sous deux aspects distincts :

- En bancs métriques, à stratifications obliques peu marqués et caractérisés par un débit grossier ;
- Ou présentant un débit en plaquette important empêchant d'observer l'état non altéré de la roche (Illustration 22).

Ces calcaires mal stratifiés associés à des marnes présentent **une sensibilité faible à moyenne au glissement de terrain**.



Illustration 22 : Calcaires mal stratifiés à débit grossier (à gauche) et à débit en plaquette (à droite)

➔ MARN-MARF : Marnes ou marnes feuilletées (du Toarcien)

Les marnes et marnes feuilletées sont largement représentées sur la zone d'étude au sein de la commune de Marange-Silvange. Elle constitue les versants de la vallée traversée par le cours d'eau du *Billeron*, et arme également la butte du Bois l'Abbé.

Les marnes feuilletées sont systématiquement recouvertes d'une frange d'altération et n'affleurent donc pas à l'état sain sur le territoire de la zone d'étude.

Ces marnes et marnes feuilletées présentent **une sensibilité moyenne à forte au glissement de terrain**.

➔ MARN : Marnes (du Domérien)

Les marnes du Domérien constituent le substrat majoritairement présent au sein de la zone d'étude. Elles recouvrent ainsi l'ensemble du territoire des communes d'Amnéville et d'Hagondange. A Marange-Silvange ce substrat est cartographié au niveau de la butte du bois de Coulange, en bas de versant de la butte du bois l'Abbé, ainsi qu'en fond de vallée.

Systématiquement recouvertes d'une frange d'altération les marnes du Domérien n'affleurent pas l'état sain sur le territoire de la zone d'étude.

Ces marnes présentent **une sensibilité faible à moyenne au glissement de terrain.**

La cartographie des unités lithologiques du substrat est représentée en Illustration 23.

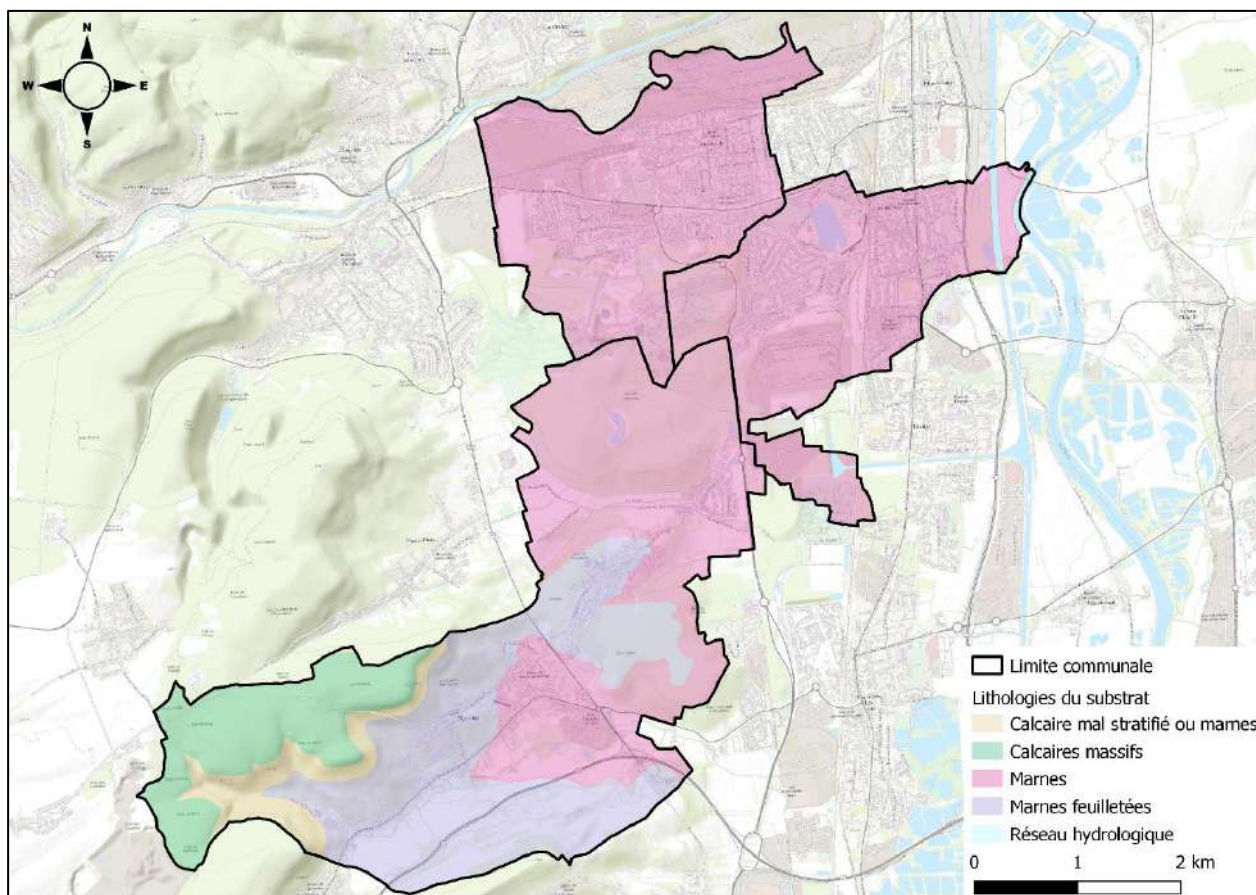


Illustration 23 : Cartographie des unités lithologiques constituant le substrat

b) Ensembles lithologiques des formations superficielles

➔ CRAS : Crassier

Les formations de crassier proviennent de l'amoncellement de déchets, scories et sables de hauts-fourneaux provenant d'usine métallurgique. Ceux-ci sont localisés sur le versant nord de la butte du Bois de Coulange à Amnéville. La cartographie de cette formation a été réalisée à partir des observations de terrain, des données BSS ainsi que des photographies aériennes anciennes (téléchargeable sur le portail IGN « remonter le temps », Illustration 26).

Ces formations de crassier présentent en surface des terrains plutôt sableux. Localement des profils verticaux montrent des sables très indurés (Illustration 24 et Illustration 25).



Illustration 24 : Profils verticaux au sein des formations de crassier présentant des sables indurés



Illustration 25 : Profil vertical au sein d'une formation de crassier présentant un aspect induré

En pied de versant, en tout cas localement, ont été observés des blocs de fonderie cylindrique de taille métrique à plurimétrique.

Les profils observés sur le terrain montrent au moins 10m d'épaisseur, ce qui est confirmé par les forages des bureaux d'étude *Compétence Géotechnique* et *Fondasol* qui indique des épaisseurs d'au moins 10 à 15 m.

D'après les forages de *Compétence Géotechnique* et les observations de terrain, la zone de forêt à l'ouest du « Snowhall » semble être au moins localement argileuse et dépourvue de crassier, ce qui semble également être confirmé par l'étude diachronique des photographies aériennes anciennes (Illustration 26).

En recoupant les observations de terrain (notamment la présence de crassier en pied de versant couvert de végétation – cf. Illustration 24 à gauche) et les photographies aériennes anciennes (disponibles sur le portail « Remonter le temps » de l'IGN), il apparaît que les dépôts de crassier sont antérieurs à 1948 (date de la photographie aérienne la plus ancienne disponible) et peuvent donc être recouverts de forêt (Illustration 26).

Au vu des incertitudes, de la répartition des crassiers, et afin d'éviter du micro-zonage, cette zone de forêt à l'ouest du « Snowhall » est également cartographiée en crassier dans son intégralité.

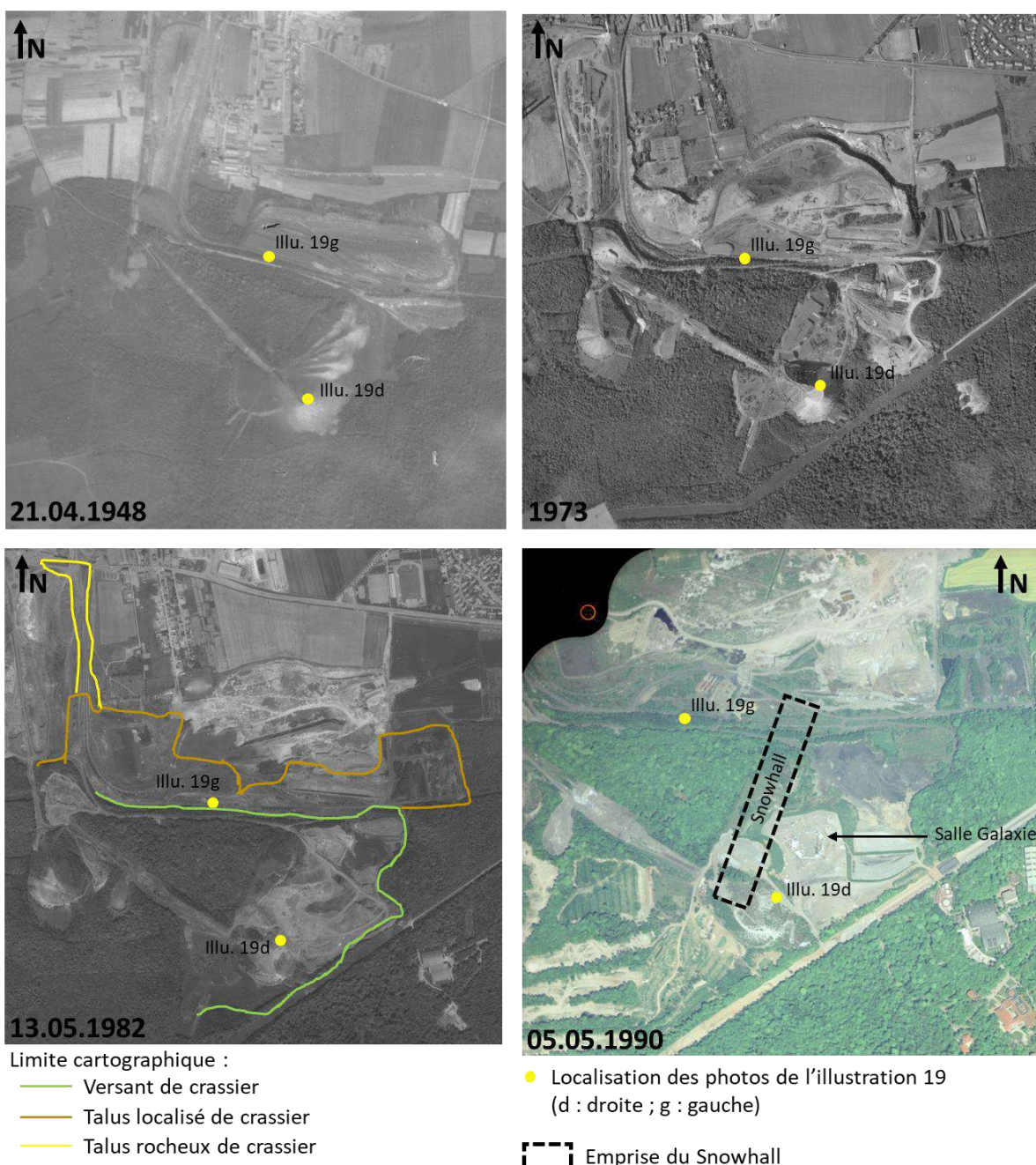


Illustration 26 : Etude diachronique des photographies aériennes anciennes dans le secteur de crassier à Amnéville et report des limites cartographiques des ensembles géomorphologiques de crassier et de la localisation des photographies de l'illustration 24 (source des photographies aériennes : <https://remonterletemps.ign.fr>)

➔ ALL-REMB : Alluvions et remblais remaniés homogènes

Cet ensemble lithologique regroupe les alluvions de la plaine alluviale de la Moselle ainsi que les alluvions anciennes localisés sur le plateau du Bois de Coulange. Ces alluvions sont principalement constituées de galets de taille centimétrique englobés au sein d'une matrice argilo-sableuse. Localisé dans des secteurs fortement urbanisés, cet ensemble comprend également des remblais. D'après les observations de terrain ces remblais sont constitués des terrains en place remaniés et contenant également des blocs divers (béton, briques, etc) de taille centimétrique à décimétrique. Cet ensemble d'une épaisseur pouvant atteindre 12 m repose sur les marnes du Domérien.

➔ COLL : Colluvions

Les colluvions sont des dépôts de pente, résultant de la mobilisation des niveaux d'altération des formations sus-jacentes (calcaires sur la zone d'étude). Il s'agit donc de l'accumulation de débris centimétriques à décimétriques, de calcaires en blocs ou en plaquettes au sein d'une matrice sableuse à argileuse (Illustration 27). Ces dépôts reposent sur les « calcaires mal stratifiés et marnes » ainsi que sur les « marnes ou marnes feuilletées » du Toarcien. Les observations de terrain ont permis d'estimer leur épaisseur entre 2 et 5 m. Dans un souci d'homogénéisation de la cartographie, cette formation englobe localement des formations de haut de versant de type éboulis (très peu représentées) à dominante sensiblement plus graveleuse.



Illustration 27 : Affleurement de colluvions observé sur la zone d'étude

➔ CTFA : Calcaires très fracturés ou altérés

Présente uniquement sur les plateaux et bordures de plateaux de la commune de Marange-Silvange, cette formation résulte de l'altération en surface des calcaires massifs. Le sondage BSS000KPXW localisé sur les plateaux calcaires à proximité de la zone d'étude indique une épaisseur d'un mètre correspondant à l'altération des calcaires.

L'altération in-situ des plateaux calcaires peut se traduire par un passage progressif depuis la roche mère non altérée à des calcaires fracturés puis des argiles d'altération comprenant plus ou moins des blocs calcaires.

Sur le terrain, il est difficile d'observer les argiles d'altération localisées sur des parties planes et donc très végétalisées du plateau. En bordure du plateau, des calcaires très fracturés sont observés.

Localement le passage entre les blocs calcaires compris dans une matrice argileuse et les colluvions se fait de façon progressive. La limite entre les deux a donc été cartographiée en se basant sur la morphologie du versant.

➔ ALTAS : Altérites : argiles à passées sableuses

Les argiles à passées sableuses sont le produit de l'altération des marnes feuilletées du Toarcien ainsi que des grès médioliasiques. Dans son ensemble, cette formation argileuse présente localement quelques niveaux sableux. Au vu de leur condition d'affleurement médiocre, il n'a cependant pas été possible de les cartographier précisément sur le terrain. De plus, leur cartographie n'étant pas homogène sur les cartes géologiques existantes, tout cet ensemble a été caractérisé comme « argiles à passées sableuses ». Celles-ci recouvrent l'ensemble des versants de la vallée de Marange-Silvange, ainsi que la partie sommitale de la butte du Bois l'Abbé. Leur épaisseur n'étant pas observable sur le terrain a été estimée à partir des données du sondage BSS000KRFK indiquant une épaisseur de près de 10 m en versant.

➔ ALTA : Altérites : argiles dominantes

Les argiles résultent de l'altération des marnes du Domérien. Elles recouvrent donc cette formation sur les versants de la butte du bois de Coulanges, en pied de versants de la butte du Bois l'Abbé, au niveau du fond de vallée séparant ces deux buttes, ainsi qu'en fond de vallée en partie centrale de la commune de Marange-Silvange. Leur épaisseur est estimée entre 2 et 5 mètres (BSS - forage BSS002PUNG).

La cartographie des unités lithologiques des formations superficielles est représentée en Illustration 28.

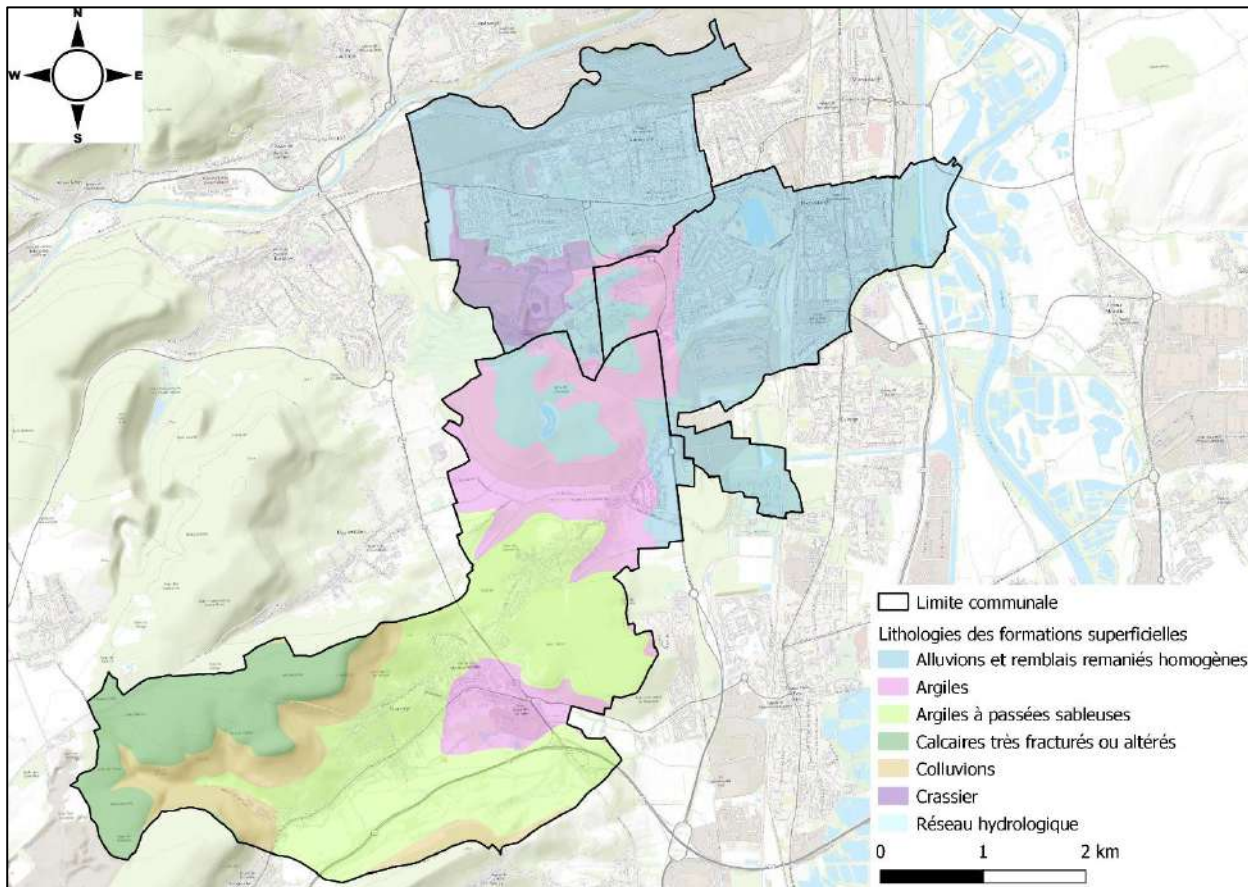


Illustration 28 : Cartographie des unités lithologiques des formations superficielles

c) *Épaisseur des formations mobilisables*

Les formations mobilisables correspondent aux formations de dépôts quaternaires (alluvions, colluvions, etc..) ainsi qu'à la frange altérée des formations du substrat. L'épaisseur des formations mobilisables a été estimée, pour chaque ensemble géomorphologique, à partir des observations de terrain et des données issues de la BSS (Illustration 29 et Annexe 3) (cf. section 2.3).

Un certain nombre de forages a été sélectionné pour la précision et la qualité des informations qu'ils fournissent sur le secteur d'étude dont le détail est présenté en Annexe 3.

La discontinuité des observations de terrain et des données issues de la BSS nécessite d'extrapoler les données disponibles à l'échelle du zonage géomorphologique. Ainsi, pour chaque ensemble géomorphologique, les épaisseurs mobilisables ont été classées en trois catégories : inférieur à 2 m ; entre 2 et 5 m ; supérieur à 5 m.

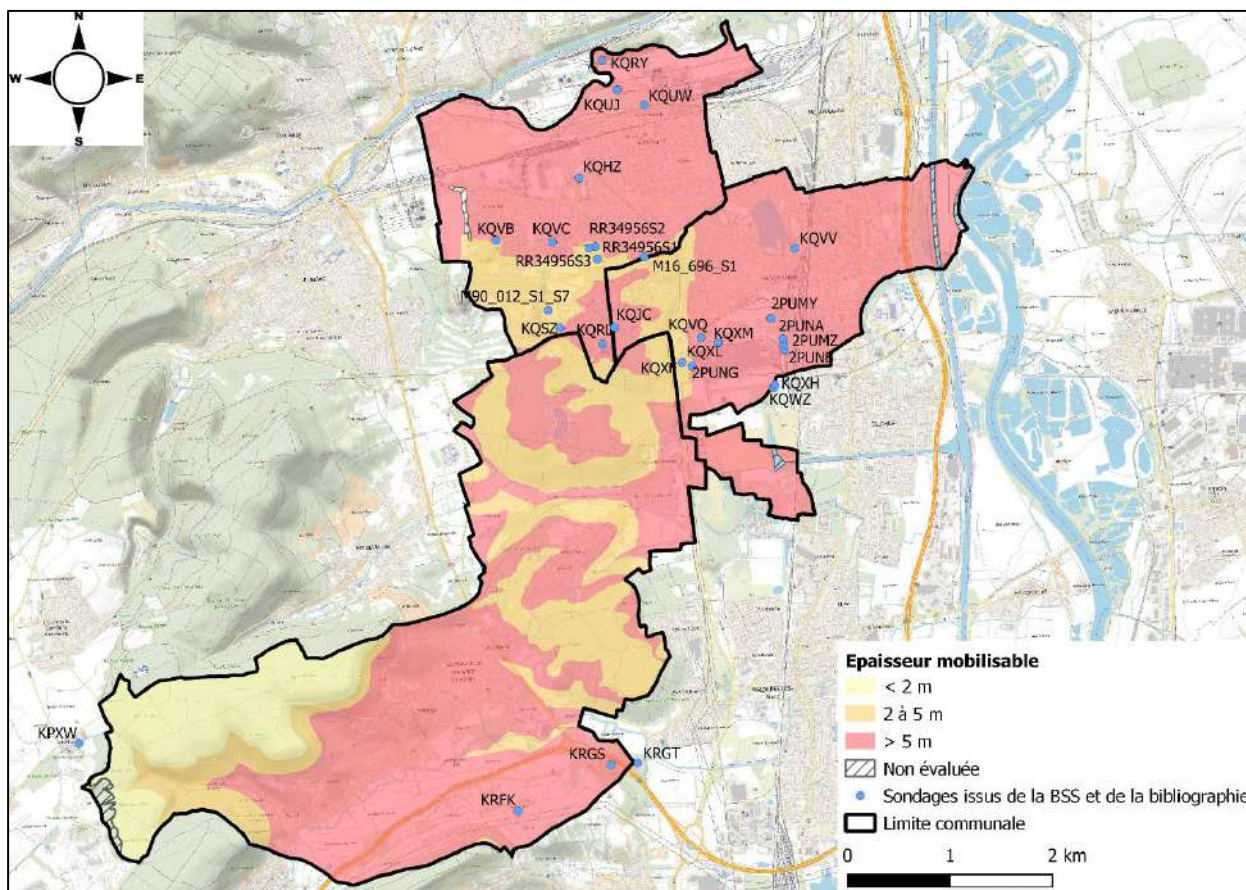


Illustration 29 : Cartographie des épaisseurs mobilisables et localisation des sondages issus de la BSS et de la bibliographie

d) Cartographie des ensembles géomorphologiques communaux

Des ensembles géomorphologiques ont été cartographiés à l'échelle communale sur la base des observations de terrain. Il s'agit d'ensembles partageant les mêmes caractéristiques lithologiques, que ce soit celles du substrat ou des formations superficielles, morphologique (versants, plateaux, etc.) et les mêmes pentes générales. Cet assemblage permet de mutualiser les observations faites sur le terrain à différents endroits mais ayant un contexte géomorphologique similaire et permet également d'éviter des micro-zonages dus à des variations de pente trop locales. Ces **ensembles présentent un comportement homogène face au glissement de terrain**. Les limites entre les différents ensembles ont été tracées sur la base des données du MNT au 5m, des limites géologiques des cartes imprimées à l'échelle du 1/50 000^{ème} et redéfinies sur le terrain et des observations de terrain.

Au total, 28 ensembles géomorphologiques ont été définis lors de cette cartographie. Chaque ensemble géomorphologique est identifié par un sigle identifié dans le tableau ci-après (Illustration 30).

Sigle	Ensemble géomorphologique
PCA	Plateau calcaire
BPCA	Bordure de plateau calcaire
CCA	Carrière calcaire
VRCCA	Versant raide de colluvions sur calcaires
VICCA	Versant intermédiaire de colluvions sur calcaires
VRCMF	Versant raide de colluvions sur les marnes feuilletées
VICMF	Versant intermédiaire de colluvions sur les marnes feuilletées
VRASMF	Versant raide argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
VIASMF	Versant intermédiaire argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
VDASMF	Versant doux argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
VTDASMF	Versant très doux argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
FVASM	Fond de vallée argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
PASMF	Plateau argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées
PASM	Plateau argileux à passées sableuses sur les marnes
VTDASM	Versant très doux argileux à passées sableuses sur les marnes
VDASM	Versant doux argileux à passées sableuses sur les marnes
FVASM	Fond de vallée argileux à passées sableuses sur les marnes
VDAM	Versant très doux argileux sur les marnes
VDAM	Versant doux argileux sur les marnes
VRAHM	Versant raide argileux humide sur les marnes
FVAM	Fond de vallée argileux sur les marnes
PALA	Plateau alluvionnaire argileux
TL	Talus localisé
FVAL	Fond de vallée alluvionnaire
VCR	Versant de crassier
VCRD	Versant de crassier déstabilisé
TLCR	Talus localisé de crassier
TRCR	Talus rocheux de crassier

Illustration 30 : Sigles et nomenclatures attribués à chaque ensemble géomorphologique

Afin de simplifier la nomenclature des ensembles géomorphologiques, la formulation « sur marnes feuilletées » est utilisé à la place de « sur marnes ou marnes feuilletées » pour les ensembles géomorphologiques concernés par le substrat des « marnes ou marnes feuilletées » du Toarcien.

Le tableau ci-après résume les caractéristiques principales de chacun de ces ensembles (Illustration 31).

Ensemble géomorphologique	Morphologie	Formation superficielle	Formation du substrat	Pente représentative majoritaire (Q25 - Q75)
PCA	Plateau	Calcaires très fracturés ou altérés	Calcaires massifs	1,21° - 2,79°
BPCA	Bordure de Plateau	Calcaires très fracturés ou altérés	Calcaires massifs	4,18° - 9,50°
CCA	Carrière	Calcaires très fracturés ou altérés	Calcaires massifs	/
VRCCA	Versant raide	Colluvions	Calcaire mal stratifié ou marnes	10,48° - 19,73°
VICCA	Versant intermédiaire	Colluvions	Calcaire mal stratifié ou marnes	6,24° - 10,19°
VRCMF	Versant raide	Colluvions	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	10,48° - 19,73°
VICMF	Versant intermédiaire	Colluvions	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	6,24° - 10,19°
VRASMF	Versant raide	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	10,48° - 19,73°
VIASMF	Versant intermédiaire	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	6,24° - 10,19°
VDASMF	Versant doux	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	5,91° - 8,17°
VTDASMF	Versant très doux	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	2,91° - 5,15°
FVASMF	Fond de vallée	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	0,56° - 2,08°
PASMF	Plateau	Argiles à passées sableuses	Marnes ou Marnes feuilletées (du Toarcien)	1,21° - 2,79°
PASM	Plateau	Argiles à passées sableuses	Marnes (du Domérien)	1,21° - 2,79°
VTDASM	Versant très doux	Argiles à passées sableuses	Marnes (du Domérien)	2,91° - 5,15°
VDASM	Versant doux	Argiles à passées sableuses	Marnes (du Domérien)	5,91° - 8,17°
FVASM	Fond de vallée	Argiles à passées sableuses	Marnes (du Domérien)	0,56° - 2,08°
VTDAM	Versant très doux	Argiles	Marnes (du Domérien)	2,91° - 5,15°
VDAM	Versant doux	Argiles	Marnes (du Domérien)	5,91° - 8,17°
VRAHM	Versant raide	Argiles	Marnes (du Domérien)	10,48° - 19,73°
FVAM	Fond de vallée	Argiles	Marnes (du Domérien)	0,56° - 2,08°
VCR	Versant	Crassier	Marnes (du Domérien)	10,48° - 19,73°
VCRD	Versant	Crassier	Marnes (du Domérien)	10,48° - 19,73°
TLCR	Talus localisé	Crassier	Marnes (du Domérien)	1,45° - 12,38°
TRCR	Talus localisé	Crassier	Marnes (du Domérien)	3,26° - 18,56°
PALA	Plateau	Alluvions et remblais remaniés homogènes	Marnes (du Domérien)	1,21° - 2,79°
TL	Talus localisé	Alluvions et remblais remaniés homogènes	Marnes (du Domérien)	1,45° - 12,38°
FVAL	Fond de vallée	Alluvions et remblais remaniés homogènes	Marnes (du Domérien)	0,56° - 2,08°

Illustration 31 : Tableau résumant les caractéristiques principales des ensembles géomorphologiques

Afin de simplifier la description de ces ensembles, ceux-ci ont été regroupés par formation de substrat et formations superficielles identiques.

Les valeurs de pentes exprimées ci-dessous par ensembles géomorphologiques sont caractérisées par le 25^{ème} percentile (Q25) et le 75^{ème} percentile (Q75) déterminés à partir des valeurs de pente provenant du MNT. Elles définissent la valeur maximale de pente présente sur 25 % (Q25) ou 75 % (Q75) de la surface de chaque ensemble géomorphologique en s'affranchissant des quelques valeurs extrêmes très localisées (Illustration 32).

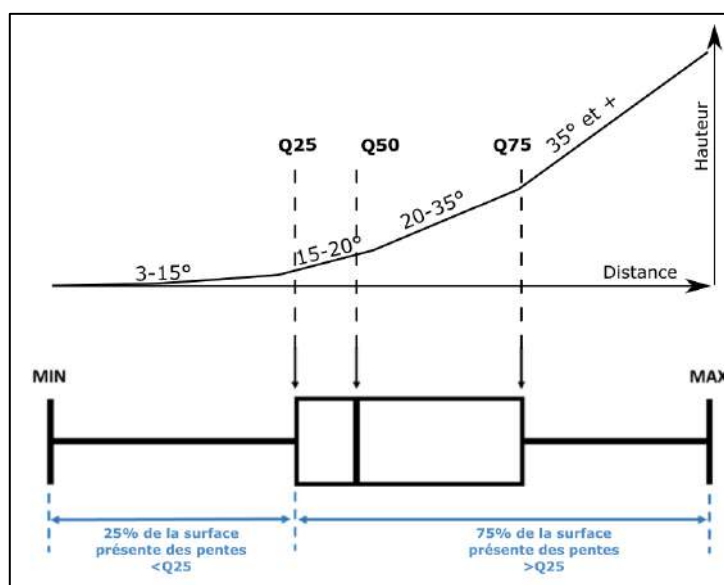


Illustration 32 : Diagramme en boîte illustrant les quartiles Q25, Q50 et Q75 d'un profil topographique

→ Calcaires très fracturés ou altérés sur calcaires massifs

→ *Plateau calcaire (PCA) et bordure de plateau calcaire (BPC)*

L'extrémité ouest de la commune de Marange-Silvange est représentée par les faciès calcaires. Le substrat composé des calcaires massifs correspond au regroupement des calcaires à polytiers, calcaires siliceux, marnes de Longwy et calcaire oolithique de Jaumont. Cette formation a été considérée comme très fracturée ou altérée en surface sur une épaisseur inférieure à 2 mètres, le forage KPXW indiquant 1 mètre d'altération. Le **plateau calcaire (PCA)** localisé à l'extrémité ouest de la zone d'étude, est caractérisé par des pentes de 1 à 3° (Q25-Q75). La **bordure de plateau calcaire (BPC)** marque la transition entre le plateau calcaire et les versants raide sous-jacents de colluvions sur calcaires. La gamme de pente représentée est plus large et comprend des valeurs allant de 4° (Q25) à près de 10° (Q75). Ces ensembles ne sont pas urbanisés et sont actuellement sous couvert forestier.

→ *Carrière calcaire (CCA)*

Cet ensemble regroupe le secteur en cours d'exploitation correspondant à la carrière de Jaumont, au sud-ouest de Marange-Silvange. La topographie et le recouvrement des terrains étant sujets à des modifications régulières, il n'est pas possible de caractériser un aléa au glissement de terrain sur ce secteur. Il n'a donc pas été expertisé dans la suite dans cette étude.

→ Colluvions sur calcaires mal stratifié ou marnes

→ *Versants raide et intermédiaire de colluvions sur calcaires (VRCCA et VICCA)*

Les ensembles sous-jacents aux formations calcaires de plateau sont représentés par un substrat constitué de calcaires mal stratifiés, correspondant au regroupement des calcaires sableux et calcaires à entroques, ainsi que des calcaires Aalénien. Ces formations sont recouvertes en surface par des colluvions d'une épaisseur comprise entre 2 et 5 mètres. Ces ensembles sont localisés en haut de versant de la vallée de Marange-Silvange. Principalement représentés par des zones forestières, ils atteignent les abords des zones urbanisées au sud de Marange-Silvange (secteur « Les Trois Maisons » et « Lotissement du Fond des Aulnes »). Les valeurs de pente ont permis de caractériser deux zones géomorphologiques distinctes. Le **versant raide de colluvions sur calcaires (VRCCA)** est défini par des pentes fortes comprises environ entre 10° et 20° (Q25-Q75). Le **versant intermédiaire de colluvions sur calcaires (VICCA)** est défini par des pentes plus faible allant d'environ 6° à 10° (Q25-Q75).

→ Colluvions sur les marnes ou marnes feuilletées (du Toarcien)

→ *Versants raide et intermédiaire de colluvions sur les marnes feuilletées (VRCMF et VICMF)*

L'ensemble des versants de la vallée de Marange-Silvange est ensuite caractérisé par un substrat constitué des marnes feuilletés du Toarcien. En haut de versant, ces marnes sont recouvertes par des colluvions. En considérant l'épaisseur des colluvions et l'épaisseur d'altération des marnes feuilletées, l'épaisseur mobilisable atteint plus de 5 mètres. De la même manière, les **versants raides de colluvions sur les marnes feuilletées (VRCMF)** sont distingués des **versants intermédiaires de colluvions sur les marnes feuilletées (VICMF)** par leur gamme de pente. Les versants raides sont représentés par des pentes entre 10° et 20°, tandis que les versants intermédiaires sont représentés par des pentes entre 6° et 10°. Ces ensembles géomorphologiques sont représentés par des zones forestières, des zones viticoles ou agricoles ainsi que quelques secteurs urbanisés au sud de Marange-Silvange (secteur « Les Trois

Maisons » et « Lotissement du Fond des Aulnes ») et sur le versant orienté est (partie haute de la rue de la Taye).

→ Altérites (argiles à passées sableuses) sur les marnes ou marnes feuilletées (du Toarcien)

L'altération des marnes feuilletées du Toarcien se présente en surface par des argiles à passées sableuses. Ainsi en dessous des hauts de versants de colluvions, les versants de la vallée de Marange-Silvange sont constitués en substrat par les marnes feuilletées du Toarcien recouvertes en surface par des argiles à passées sableuses. Ces versants sont découpés en quatre ensembles géomorphologiques en fonction des valeurs de pente.

→ *Versant raide argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (VRASMF)*

La zone de versant raide est caractérisée par des pentes comprises entre 10 et 20° et représente un petit secteur au sud de la commune de Marange-Silvange, principalement sous couvert forestier et contenant un bâtiment. Cette zone représente une petite surface qui résulte du croisement particulier entre de fortes pentes comprises dans un grand versant et la présence de marnes feuilletées s'altérant en argiles sableuses.

→ *Versant intermédiaire argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (VIASMF)*

Le versant intermédiaire est caractérisé par des pentes comprises entre 6° et 10°. Cet ensemble représente la majorité des versants de la vallée de Marange-Silvange. Le versant orienté ouest est occupé par des champs et des prés tandis que le versant opposé est en partie urbanisé.

Trois glissements de terrains ont été observés au sein de cet ensemble géomorphologique (n° 17, 18, 19 - Illustration 33). Ces trois phénomènes sont des glissements superficiels localisés au sein de talus en bord de route. Le glissement 17 est ancien tandis que les glissements 18 et 19 sont actuels.

→ *Versant doux argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (VDASMF)*

Le versant doux est défini par des pentes comprises environ entre 6° et 8° (Q25-Q75). Cet ensemble est localisé en zone forestières sur le versant ouest du Bois de Vuidencel, ainsi que sur une partie du versant sur du Bois l'Abbé.

Cet ensemble géomorphologique est concerné par deux glissements superficiels localisés au sein de talus en bordure de chemin (n° 14 et 15 - Illustration 33).

→ *Versant très doux argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (VTDASMF)*

Le versant très doux, représenté par des valeurs entre environ 3° et 5°, correspond au bas de versant de la vallée de Marange-Silvange, ainsi qu'au bordure du plateau du Bois de Vuidencel et du Bois l'Abbé. Cet ensemble est urbanisé sur les bas de versant orienté est, ainsi qu'en bordure de plateau du Bois l'Abbé.

→ *Fond de vallée argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (FVASM)*

Les argiles à passées sableuses sur les marnes feuilletées sont également représentées en fond de vallée dans la partie sud de la commune de Marange-Silvange. Cet ensemble est caractérisé par des pentes comprises entre 0,5° et 2°.

→ *Plateau argileux à passées sableuses sur les marnes feuilletées (PASM)*

Le plateau localisé en zone centrale de la commune de Marange-Silvange, allant du Bois l'Abbé à l'est au Bois de Vuidencel à l'ouest est également représenté par cette même composition lithologique. La zone urbanisée de la commune de Marange-Silvange traverse cet ensemble.

Sur les versants et en fond de vallée, l'épaisseur mobilisable est estimée à plus de 5 mètres (BSS000KRFK) tandis qu'elle est comprise entre 2 et 5 mètres sur le plateau.

→ Altérites (argiles à passées sableuses) sur les marnes (du Domérien)

Le grès médioliasique, décrit comme des marnes et marnes sableuses, présente également une altération de type argiles à passées sableuses. Cette unité lithostratigraphique repose sur le substrat des marnes du Domérien, et correspond donc aux ensembles géomorphologiques caractérisés par des argiles à passées sableuses sur les marnes du Domérien.

L'épaisseur mobilisable sur les versants et en fond de vallée est estimée à plus de 5 mètres, tandis qu'elle est comprise entre 2 et 5 mètres sur les plateaux.

→ *Plateau argileux à passées sableuses sur les marnes (PASM)*

Ainsi la partie est du plateau du Bois l'Abbé est formé d'argiles à passées sableuses sur les marnes du Domérien. Uniquement sous couvert forestier cet ensemble est caractérisé par des pentes comprises entre 1 et 3° environ (Q25-Q75).

→ *Versant très doux argileux à passées sableuses sur les marnes (VTDASM)*

Les versants très doux, caractérisés par des faibles pentes comprises entre environ 3° et 5° (Q25-Q75) sont localisés en bas de versant de la vallée de Marange-Silvange ainsi que sur les versants du Bois l'Abbé et Bois de Vuidencel. Cet ensemble est représenté par des zones forestières et des zones urbanisées de la commune de Marange-Silvange.

→ *Versant doux argileux à passées sableuses sur les marnes (VDASM)*

Les versants doux, localisés sur les versants de la butte du Bois l'Abbé et du Bois de Vuidencel, sont représentés par des pentes comprises entre 6° et 8° (Q25-Q75). Majoritairement constitué de zones forestières, cet ensemble est également cartographié sur des secteurs urbanisés de la commune de Marange-Silvange.

→ *Fond de vallée argileux à passées sableuses sur les marnes (FVASM)*

Localisé en fond de vallée dans la partie centrale de la commune de Marange-Silvange, en zone urbanisée, cet ensemble est caractérisé par des pentes comprises entre 0,5° et 2°.

→ Altérites (argiles) sur les marnes (du Domérien)

L'altération des marnes à Amaltheus du Domérien est représentée par des argiles sur une épaisseur comprise entre 2 et 5 mètres (4,4m indiqué par le forage BSS002PUNG). Les ensembles ayant cette configuration lithologique s'étendent sur les trois communes de la zone d'étude.

→ *Versant très doux argileux sur les marnes (VTDAM)*

Les versants très doux argileux sur les marnes (VTDAM) du Domérien, caractérisés par des pentes entre 3° et 5° (Q25-Q75) sont localisés en bordure des fonds de vallée sur la commune de Marange-Silvange, en bas de versants des buttes du Bois l'Abbé, ainsi qu'en haut et bas de versant de la butte du Bois de Coulange. Cet ensemble majoritairement constitué de zones forestière, comprend également des zones urbanisées en bas des versants ainsi qu'une partie du zoo d'Amnéville en haut de versant.

Deux glissements de terrains sont localisés au sein de cet ensemble géomorphologique (n° 13 et 16 - Illustration 33). Le glissement n°13 correspond à un glissement superficiel localisé au sein d'un talus localisé. Le glissement n°16 est un glissement profond situé au sein d'un talus routier, il présente un rejet de 1,5m, une largeur de 10 à 12m et une longueur de 7 à 8m.

→ *Versant doux argileux sur les marnes (VDAM)*

Les versants doux constituent les parties centrales des versants de la butte du Bois de Coulange et de la butte du Bois l'Abbé. Cet ensemble est caractérisé par des pentes comprises entre 6° et 8° (Q25-Q75). Cet ensemble, principalement cartographié en zone forestière, touche un secteur urbanisé dans la partie nord de la commune de Marange-Silvange, ainsi qu'une partie du zoo sur la commune de Hagondange.

Au sein de cet ensemble, trois glissements de terrains superficiels sont cartographiés au niveau de talus locaux en bordure de chemin forestier (n° 10, 11, et 12 - Illustration 33).

→ *Versant raide argileux humide sur les marnes (VRAHM)*

Le versant nord de la butte du Bois l'Abbé, est caractérisé par des pentes plus fortes comprises entre 10° et 20° (Q25-Q75). Ce versant, localisé en zone forestière sur les communes d'Amnéville et Hagondange, fait également l'objet d'une forte humidité constaté sur le terrain par une végétation typique (prêle).

Un indice de glissement est cartographié au sein de cet ensemble, celui-ci correspond à la présence de nombreux arbres penchés au sein du versant pouvant témoigner de sa déstabilisation. Cet indice est représentatif de l'ensemble géomorphologique cartographié.

→ *Fond de vallée sur marnes (FVAM)*

Les fonds de vallée localisés sur la commune de Marange-Silvange, sont caractérisés par cette configuration lithologique. Ils sont définis par des pentes comprises entre 0,5° et 2°.

→ Crassier sur les marnes du Domérien

→ *Versant de crassier (VCR)*

Le secteur nord-ouest du versant de la butte du Bois de Coulange a fait l'objet de dépôt de crassier. Afin d'éviter tout micro-zonage, cet ensemble regroupe de façon globale le versant affecté par ces dépôts. Les limites ont été tracées à l'aide des données des forages disponibles sur le secteur, des photographies aériennes anciennes, ainsi que des observations de terrain. Ces crassiers reposent sur les marnes du Domérien, pouvant présenter une altération argileuse. Cet ensemble caractérisé par des pentes entre 10 et 20° (Q25-Q75) est fortement anthropisé dans sa partie est (secteur du « Snowhall », golf et villa Pompéi).

L'épaisseur des dépôts de crassier est indiquée à au moins 15 mètres d'après les forages M90_012 S1 à S7 du rapport géotechnique de Fondasol.

Cet ensemble géomorphologique est concerné par 3 glissements de terrain superficiel (n° 4, 5, et 8 - Illustration 33). Ces glissements sont localisés au niveau de talus locaux, le n°5 est un glissement ancien, tandis que les glissements 4 et 8 sont des glissements actuels. Le glissement 4 affectant l'ensemble d'un talus est représentatif des phénomènes pouvant affecter ce secteur. Un indice de glissement de terrain est également observé au sein de cet ensemble, et correspond à la présence de nombreux arbres penchés (n° 7 - Illustration 33).

→ *Talus localisé de crassier (TLCR)*

Le bas de ce versant, est constitué de plateformes terrassées entre des talus de crassier entre 3 et 10 mètre de haut (pouvant atteindre localement plus de 10 mètres). Cet ensemble est majoritairement localisé en zone urbanisé ou en cours de construction.

Un glissement de terrain superficiel est observé dans cet ensemble (n° 9 - Illustration 33) au niveau d'un talus.

→ *Talus rocheux de crassier (TRCR)*

Sur la partie ouest, une continuité d'un talus présente le comportement d'un talus rocheux. En effet, l'affleurement présente un aspect rocheux sous forme de profil vertical à l'apparence stable avec également des surplombs. Ce talus est donc considéré comme non sensible au glissement de terrain (Illustration 25).

→ *Versant de crassier déstabilisé (VCRD)*

Le secteur versant nord du bois de Coulange, au-dessus du lotissement de l'Orée du Bois et du cimetière d'Amnéville est composé d'éléments de crassier (blocs de résidus de fonderies et de scories, de taille centimétriques à plurimétriques) au sein d'argiles remaniées probablement issues de l'altération des marnes du Domérien. Ce versant fait actuellement l'objet d'un glissement de terrain actif (n° 3 - Illustration 33) et a donc été cartographié dans un zonage distinct considéré comme **versant de crassier déstabilisé**. Deux autres glissements anciens, datant de 1994 et 1965, sont également cartographiés au sein de cet ensemble (n° 1, 2 - Illustration 33).

➔ Alluvions et remblais remaniés homogènes sur les marnes (du Domérien)

Les zones d'alluvions et de remblais remaniés résultant des secteurs fortement urbanisés présentent une lithologie similaire (galets et éléments décimétriques au sein d'une matrice argilo-sableuse). Ainsi afin d'éviter la cartographie de micro-zonage, les alluvions et remblais remaniés font partie des mêmes ensembles géomorphologiques. Les épaisseurs d'alluvions et de remblais remaniés sont de plus de 5 mètres sur l'ensemble de ces secteurs. Ces ensembles reposent sur le substrat des marnes du Domérien.

➔ *Plateau alluvionnaire argileux (PALA)*

Le plateau alluvionnaire argileux est localisé sur la butte du Bois de Coulange et est défini par des pentes comprises entre 1 et 3°. Cet ensemble situé à cheval sur les trois communes est caractérisé par des zones forestières ainsi que des zones anthropisées (centre thermal et de loisirs).

➔ *Fond de vallée alluvionnaire (FVAL)*

Le fond de vallée alluvionnaire, défini par des pentes comprises entre 0,5° et 2°, est localisé sur la partie nord et nord-est de la zone d'étude, principalement sur les communes de Amnéville et Hagondange. Cet ensemble est majoritairement situé en zone urbanisée.

Un glissement de berge est cartographié au sein de cet ensemble sur la commune d'Hagondange en bordure du cours d'eau *La Barche* (n° 20 - Illustration 33). Celui-ci observé sur photographies aériennes n'a pas pu être confirmé sur le terrain du fait de la reprise importante de végétation, pouvant présumer de l'ancienneté du mouvement.

➔ *Talus localisé (TL)*

Au vu de l'étendue de la zone urbanisée en plaine alluviale, et de la faible pente caractérisant ce secteur, une cartographie exhaustive des talus localisés n'a pas été réalisée. Celle-ci a été réalisée sur la base d'un MNT d'une résolution à 25m afin d'éviter de prendre en compte des talus trop petit en terme de surface. Seuls les talus de plus de 3m de haut et de pente supérieure à 6° ont été considérés.

Sur la commune d'Amnéville, deux zones de talus localisés sont cartographiées. Ces talus ont une hauteur majoritairement comprise entre 3m et 10m pour des pentes comprises entre 6 et 13° et localement plus de 13°.

L'illustration 33 ci-dessous présente la cartographie des ensembles géomorphologiques sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange. La légende complète de cette cartographie est présente en illustration 34.

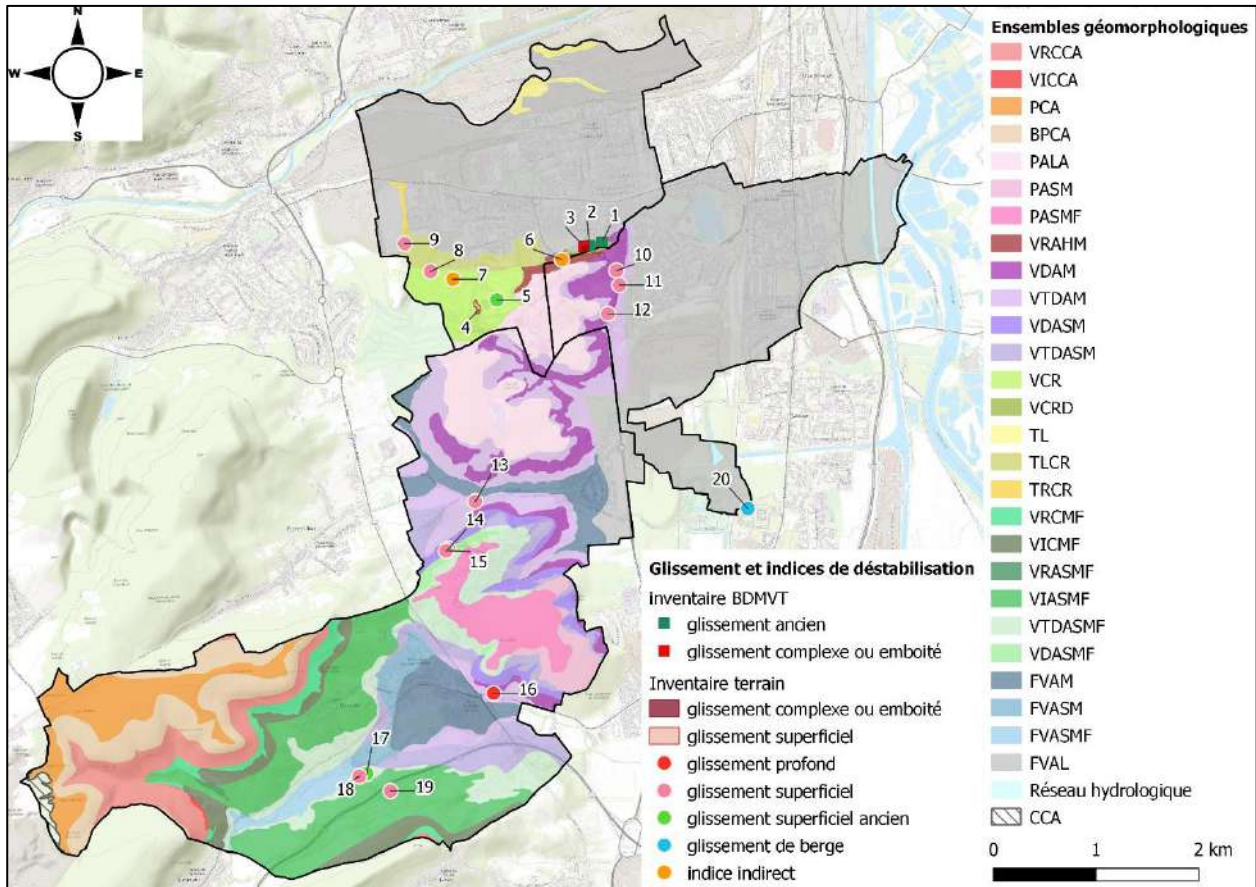


Illustration 33 : Cartographie des ensembles géomorphologiques homogènes identifiés sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange (Légende complète en Illustration 34)



Illustration 34 : Légende complète de la cartographie des ensembles géomorphologiques

3.2.4. Caractérisation de la susceptibilité au glissement de terrain

La caractérisation de la susceptibilité s'est faite en plusieurs étapes (cf. section 3.1.3, Illustration 8) :

- Caractérisation de la sensibilité géomorphologique régionale ;
- Caractérisation de la sensibilité lithologique communale ;
- Caractérisation de la sensibilité géomorphologique communale ;
- Caractérisation de la susceptibilité au glissement de terrain.

Les incertitudes sur les surfaces de chaque ensembles, géologiques, lithologiques, ou géomorphologiques (en particulier à l'échelle régionale) et la non exhaustivité des inventaires ne permet pas de définir un niveau de sensibilité unique pour chaque ensemble. Il est donc systématiquement proposé, dans les classifications suivantes, des classes de sensibilité couvrant deux niveaux d'importance : « faible à moyenne » ou « moyenne à forte » par exemple. Seule la susceptibilité finale sera caractérisée par un niveau unique, ce choix final sera fait à dire d'expert en tenant compte de tous les critères définis et des observations de terrain.

a) Sensibilité géomorphologique régionale

Les mouvements de la BDMVT sélectionnés sont localisés au niveau des côtes du Dogger sur le territoire du Grand-Est (cf. section 3.2.2.a) et Annexe 1) . La répartition de ces mouvements à l'échelle régionale dépend intrinsèquement du contexte géomorphologique. De ce fait, la classification des ensembles géologiques par densité de mouvement au km² permet d'obtenir directement la sensibilité géomorphologique régionale.

Ainsi, la densité de mouvements connus rapportée à une surface de 100 km² a été calculée et utilisée pour classer les ensembles lithologiques du plus au moins sensibles au glissement de terrain. L'échelle de classification de la sensibilité a été établie à dire d'expert en se basant sur le retour d'expérience du BRGM (Illustration 35 et Illustration 36).

Mvt/100km ²	Sensibilité
>100	Forte à très forte
10 à 100	Moyenne à forte
1 à 10	Faible à moyenne
0.1 à 1	Négligeable à faible
< 0.1	Négligeable

Illustration 35 : Echelle de classification de la sensibilité au glissement de terrain

Regroupement lithologique régional	Surface (km ²)	Nombre d'évènement à l'échelle régionale Grand Est	Densité de mouvements régionaux /100km ²	Sensibilité géologique
MARN-MARF : Marnes ou marnes feuilletées	635,8	420	66,1	Moyenne à forte
MARN : Marnes	820,8	70	8,5	Faible à moyenne
CAGR-MARN : Calcaires gréseux ou marnes	348,3	18	5,2	Faible à moyenne
CA-MARN : Calcaires ou marnes	1118,5	48	4,3	Faible à moyenne
ARGI : Argiles	854,8	35	4,1	Faible à moyenne
CAMS-MARN : Calcaires mal stratifiés ou marnes	3618,7	146	4,0	Faible à moyenne
CAOO-MARN : Calcaires oolithiques ou marnes	1818,0	11	0,6	Négligeable à faible
CAMA-MARN : Calcaires massifs ou marnes	1556,5	8	0,5	Négligeable à faible

Illustration 36 : Hiérarchisation de la sensibilité des ensembles lithologiques présents dans les côtes du Dogger dans la région Grand Est (notés en gras celle présentes sur la zone d'étude)

Le calcul de densité de mouvements n'est pas réalisé pour les formations superficielles seules car leur cartographie à l'échelle régionale est trop lacunaire pour permettre une estimation de leur superficie. Leurs sensibilités sont donc traitées à part.

b) Sensibilité lithologique communale

À l'échelle communale, seule la sensibilité lithologique des formations mobilisables (cf. section 3.2.3.c) a été caractérisée car seule la frange superficielle (meuble) des terrains est susceptible d'être affectée par des glissements de terrain au sein de la zone d'étude. En effet, ni la taille des versants ni la structure géologique (absence de plis, stratification horizontale) ne laisse présager de glissements de très grande envergure pouvant mobiliser les terrains indurés ou non altérés.

Les lithologies rencontrées à l'échelle communale ont été comparées aux grands ensembles lithologiques régionaux afin de caractériser leur sensibilité au glissement de terrain.

À l'échelle régionale, les grands ensembles lithologiques régionaux peuvent parfois regrouper des lithologies hétérogènes (variations latérales de faciès) qui ne se retrouvent pas à l'échelle communale. Afin de pouvoir comparer les observations de terrain aux lithologies régionales, elles ont été caractérisées selon trois critères :

- la **dureté (indurée ou non)** : correspond à l'aspect morphologique de la lithologie à l'affleurement, les lithologies indurées se présentent sous forme de falaises ou de plans « naturels » très raides voire verticaux ;
- la **granulométrie (fine, intermédiaire ou grossière)** : elle correspond à la taille des éléments majoritairement présents (millimétriques, centimétriques ou décimétriques) et ne s'applique qu'aux terrains non indurés ;
- et les **caractéristiques mécaniques (décomprimée, présentant des plans de débit, compacte ou massive)** : les marnes feuilletées, par exemple, présentent souvent un débit centimétrique à décimétrique qu'ils soient indurés ou non. Les colluvions correspondent quant à eux à des terrains décomprimés à l'inverse des marnes saines qui sont compactes. Le terme de "massive" est réservé aux lithologies indurées se présentant en bancs métriques ou plus.

Les tableaux en Illustration 37 présente les trois critères et leur hiérarchisation relative par rapport à leur sensibilité au glissement de terrain :

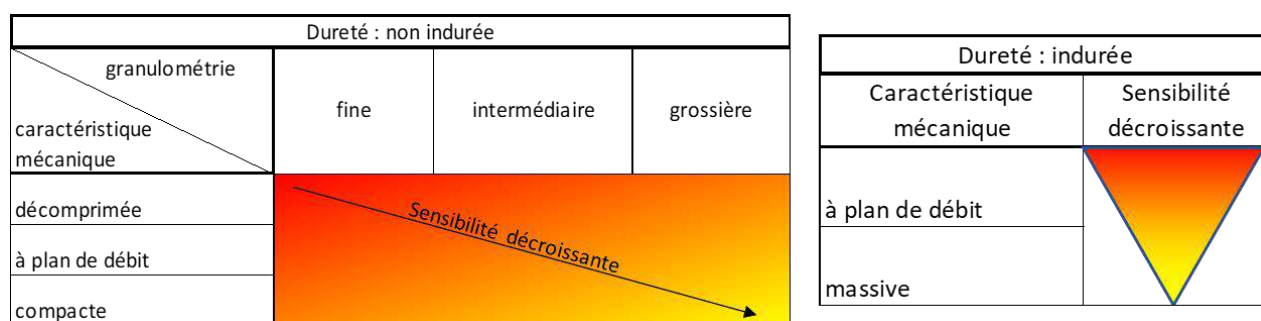


Illustration 37 : Critères de caractérisation lithologique et hiérarchisation de leur sensibilité au glissement de terrain

Les lithologies régionales ont également été classées selon ces trois critères en considérant leur état le plus souvent observé à l'affleurement, d'après le retour d'expérience du BRGM (c.-à-d. à l'état altéré). En comparant les lithologies communales aux lithologies régionales (reclassées selon ces trois critères) il a été possible de proposer une hiérarchisation de leur sensibilité au glissement de terrain (détail de la hiérarchisation en Illustration 38 et Illustration 39);

Classement de la lithologie régionale par sensibilité géologique				Classement de la lithologie communale par sensibilité lithologique		
Lithologies régionale	Caractéristiques lithologiques (dureté, granulométrie, caractéristique mécanique)	Densité de mouvements régionaux /100km ²	Sensibilité géologique	Lithologie communale	Caractéristiques lithologiques (dureté, granulométrie, caractéristique mécanique)	Sensibilité lithologique
Marnes feuilletées	non indurée, fine, à plan de débit	66,1	Moyenne à forte	Argiles à passées sableuses	non indurée, fine, décomprimée	Forte
				Alluvions et remblais remaniés homogènes	non indurée, fine (à intermédiaire), décomprimée	Moyenne à forte
				Marnes feuilletées	non indurée, fine, à plan de débit	Moyenne à forte
				Colluvions	non indurée, intermédiaire, décomprimée	Moyenne
				Argiles	non indurée, fine, compacte	Moyenne
Marnes	non indurée, fine, compacte	8,5	faible à moyenne	Marnes	non indurée, fine, compacte	faible à moyenne
Calcaires gréseux ou marnes	non indurée, intermédiaire, compacte	5,2	faible à moyenne			
Calcaires ou marnes	non indurée, grossière, compacte	4,3	faible à moyenne			
Argiles	non indurée, fine, compacte	4,1	faible à moyenne			
Calcaire mal stratifié ou marnes	indurée, à plan de débit	4,0	faible à moyenne	Calcaire mal stratifié ou marnes	indurée, à plan de débit	faible à moyenne
				Crassier	indurée, à plan de débit	faible
				Calcaires très fracturés ou altérés	indurée, à plan de débit	Négligeable à faible
Calcaires oolithiques ou marnes	indurée, massive	0,6	Négligeable à faible			
Calcaires massifs ou marnes		0,5	Négligeable à faible	Calcaires massifs	indurée, massive	Négligeable à faible

Illustration 38 : Comparaison de la sensibilité lithologique entre lithologies régionales et communales

Lithologie communale des formations superficielles	Caractéristiques lithologiques (dureté, granulométrie, caractéristique mécanique)	Sensibilité lithologique
Argiles à passées sableuses	non indurée, fine, décomprimée	forte
Alluvions et remblais remaniés homogènes	non indurée, fine (à intermédiaire), décomprimée	Moyenne à forte
Colluvions	non indurée, intermédiaire, décomprimée	Moyenne
Argiles	non indurée, fine, compacte	Moyenne
Crassier	indurée, à plan de débit	faible
Calcaires très fracturés ou altérés	indurée, à plan de débit	Négligeable à faible

Illustration 39 : Sensibilité lithologique communale des formations mobilisables

c) Sensibilité géomorphologique communale

La sensibilité géomorphologique traduit la probabilité qu'un glissement de terrain (d'une intensité au moins faible) puisse survenir, au-delà de la composition lithologique des terrains (prise en compte à travers la sensibilité lithologique), les pentes sont un critère prépondérant dans le déclenchement d'un glissement de terrain. La répartition des pentes dans chaque ensemble géomorphologique communal a donc été comparée à celle des ensembles régionaux afin de trouver des correspondances. Pour chaque ensemble, les pentes inférieures au 75ème percentile ont été considérées comme les plus représentées dans l'ensemble considéré (i.e. 75 % de la surface présente des pentes inférieures à cette valeur), et les différents ensembles, communaux et régionaux, ont été classés en fonction de cette valeur. Partant du principe que la sensibilité d'un ensemble géomorphologique donné, avec les mêmes formations de surface, augmente avec l'augmentation des pentes les plus représentées, il a été possible de proposer une hiérarchisation des ensembles géomorphologiques communaux (Illustration 40). Cette hiérarchisation permet de définir la sensibilité réelle d'un secteur en tenant en compte les pentes sur lesquelles les lithologies sont présentes. Une lithologie peut ainsi être caractérisée par une sensibilité lithologique forte au regard des autres (au vu de sa composition) mais n'être présente que sur des pentes faibles, il en résultera donc une sensibilité géomorphologique faible voire négligeable pour des pentes inexistantes ou inférieures à 3°.

Géomorphologie	Formations de surface	Pente Q25	Pente Q50	Pente Q75	Sensibilité des formations de surface (lithologique)	Sensibilité géomorphologique
VRASMF	Argiles à passées sableuses	10,48	15,17	19,73	forte	moyenne
VIASMF	Argiles à passées sableuses	6,24	8,09	10,19	forte	
VDASMF	Argiles à passées sableuses	5,91	6,89	8,17	forte	
VDASM	Argiles à passées sableuses	5,91	6,89	8,17	forte	
VTDASMF	Argiles à passées sableuses	2,91	4,02	5,15	forte	faible
VDASM	Argiles à passées sableuses	2,91	4,02	5,15	forte	négligeable
PASMF	Argiles à passées sableuses	1,21	1,96	2,79	forte	
PASM	Argiles à passées sableuses	1,21	1,96	2,79	forte	
FVASMF	Argiles à passées sableuses	0,56	1,08	2,08	forte	
FVASM	Argiles à passées sableuses	0,56	1,08	2,08	forte	moyenne
TL	Alluvions / Remblais remaniés homogènes	1,45	4,05	12,38	Moyenne à forte	
PALA	Alluvions / Remblais remaniés homogènes	1,21	1,96	2,79	Moyenne à forte	
FVAL	Alluvions / Remblais remaniés homogènes	0,56	1,08	2,08	Moyenne à forte	
VRAHM	Argiles	10,48	15,17	19,73	Moyenne	moyenne
VDAM	Argiles	5,91	6,89	8,17	Moyenne	
VTDAM	Argiles	2,91	4,02	5,15	Moyenne	faible
FVAM	Argiles	0,56	1,08	2,08	Moyenne	négligeable
VRCMF	Colluvions	10,48	15,17	19,73	Moyenne	moyenne
VRCCA	Colluvions	10,48	15,17	19,73	Moyenne	
VICMF	Colluvions	6,24	8,09	10,19	Moyenne	
VICCA	Colluvions	6,24	8,09	10,19	Moyenne	
VCRD	Crassier	10,48	15,17	19,73	faible	forte
VCR	Crassier	10,48	15,17	19,73	faible	moyenne
TRCR	Crassier	3,26	8,82	18,56	faible	négligeable
TLCR	Crassier	1,45	4,05	12,38	faible	moyenne
BPCA	Calcaires très fracturés ou altérés	4,18	5,77	9,50	Négligeable à faible	faible
PCA	Calcaires très fracturés ou altérés	1,21	1,96	2,79	Négligeable à faible	Négligeable
CCA	Calcaires très fracturés ou altérés	3,13	6,10	11,54	Négligeable à faible	Non évaluée

Illustration 40 : Hiérarchisation de la sensibilité géomorphologique au glissement de terrain des différents ensembles communaux

d) Susceptibilité au glissement de terrain

A partir de la sensibilité géomorphologique régionale, la dernière étape consiste à utiliser l'inventaire des phénomènes et indices de mouvements à l'échelle communale afin de caractériser la susceptibilité au glissement (cf. section 3.1.3, Illustration 8)

La BDMVT recense 27 mouvements supplémentaires sur le territoire des communes alentours (Vitry-sur-Orne, Clouange, Rombas, Pierrevillers, Bronvaux, Norroy-le-Veneur) (Illustration 41). Ces glissements seraient localisés au sein des ensembles indifférenciés sur les marnes feuilletées (aucune étude géomorphologique n'a toutefois été réalisée sur ces communes), justifiant d'une sensibilité moyenne pour les versants sur marnes feuilletées.

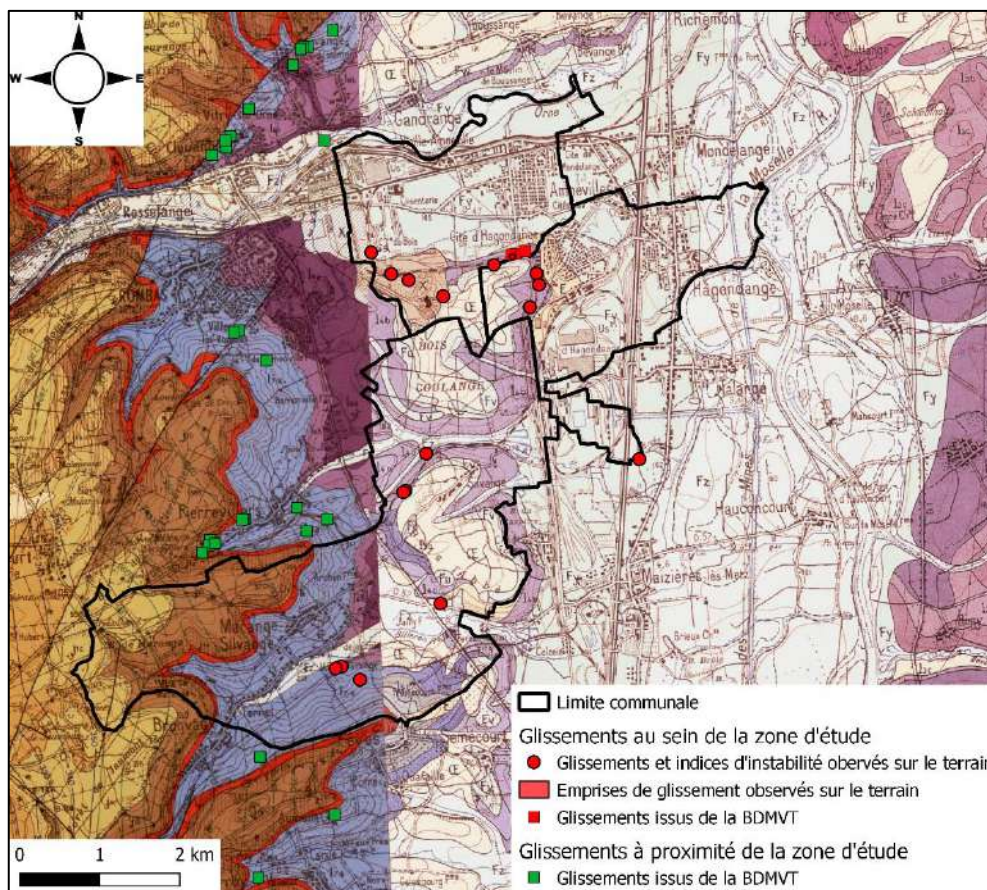


Illustration 41 : Glissements de terrain localisés sur les versants de marnes feuilletées sur les communes limitrophes (en vert) et inventaire des glissements de terrain au sein de la zone d'étude (en rouge) sur fond de carte géologique imprimée au 1 :50 000^{ème}

Le nombre de phénomènes relevé à échelle communal (20 au total) (Illustration 42) n'a pas été jugé suffisamment représentatif pour modifier la sensibilité géomorphologique défini précédemment (cf. section 3.2.4.c). La susceptibilité au glissement de terrain définie par ensemble géomorphologique est résumée dans le tableau en Illustration 42.

Géomorphologie	Géomorphologie	Nombre de glissements et indices d'instabilité	Susceptibilité au glissement de terrain	
Versant de crassier destabilisé	VCRD	3	Forte	
Versant raide argileux à passées sableuses sur marnes feuilletées	VRASMF		Moyenne	
Versant raide de colluvions sur marnes feuilletées	VRCMF			
Versant intermédiaire argileux à passées sableuses sur marnes feuilletées	VIASMF	3		
Versant intermédiaire de colluvions sur marnes feuilletées	VICMF			
Versant doux argileux à passées sableuses sur marnes feuilletées	VDASMF	2		
Versant doux argileux à passées sableuses sur marnes	VDASM			
Versant raide argileux humide sur marnes	VRAHM	1		
Versant doux argileux sur les marnes	VDAM	3		
Versant raide de colluvions sur calcaires	VRCCA			
Versant intermédiaire de colluvions sur calcaires	VICCA			
Versant de crassier	VCR	4		
Talus localisé de crassier	TLCR	1		
Talus localisé	TL			Faible
Versant très doux argileux à passées sableuses sur marnes feuilletées	VTDASMF			
Versant très doux argileux à passées sableuses sur marnes	VTDASM	2		
Versant très doux argileux sur les marnes	VTDAM		Négligeable	
Bordure de plateau calcaire	BPCA			
Plateau sur marnes feuilletées	PASMF			
Plateau argileux à passées sableuses sur marnes	PASM			
Plateau alluvionnaire argileux	PALA			
Plateau calcaire	PCA			
Fond de vallée sur marnes feuilletées	FVASMF			
Fond de vallée à argiles à passées sableuses	FVASM			
Fond de vallée alluvionnaire	FVAL	1		
Fond de vallée argileux sur marnes	FVAM			
Talus rocheux de crassier	TRCR			
Carrière calcaire	CCA			Non évaluée
		TOTAL : 20		

Illustration 42 : Nombre de glissements de terrain et indices d'instabilité par ensemble géomorphologique et susceptibilité au glissement de terrain par ensemble géomorphologique

3.2.5. Caractérisation de l'intensité

Pour chaque ensemble géomorphologique, l'intensité a été caractérisée de deux manières :

- l'intensité maximale connue, basée sur la caractérisation de l'intensité des phénomènes inventoriés ;
- l'intensité maximale possible, déterminée à partir d'une estimation de la profondeur de glissement ayant une probabilité non négligeable d'apparaître dans les 100 ans.

Le niveau maximum d'intensité ainsi caractérisé a été retenu comme niveau d'intensité maximale de référence pour chaque ensemble géomorphologique.

a) Caractérisation de l'intensité maximale connue

L'évaluation de l'intensité des phénomènes s'appuie sur une approche naturaliste de type expertise, excluant tout recours à des études complémentaires sauf lorsque celles-ci sont déjà disponibles. Elle est basée, selon les données disponibles, sur l'ampleur des mesures à mettre en œuvre pour se protéger du phénomène, le niveau de dommages attendus, la surface considérée ou le volume déstabilisé (Illustration 43). Les indices indirects pouvant témoigner d'un phénomène sont également pris en compte dans la caractérisation de l'intensité (arbres penchés, topographies irrégulières, fissures).

Niveau d'intensité	Niveau d'importance des parades	Niveau d'importance des dégâts	Niveau d'importance de l'aire géographique et du volume attendu	
Faible	Parades réalisables à l'échelle de la parcelle - Supportables financièrement par un propriétaire individuel	Pas de dommage structurel, gros œuvre très peu touché	Surface mobilisée faible, inférieure à 1 000 m ²	Volume mobilisé faible inférieur à 1000 m ³
Moyenne	Parades réalisables à l'échelle de la collectivité - Supportables financièrement par un groupe restreint de propriétaires (immeuble collectif, petit lotissement)	Dommage au gros œuvre sans ruine probable – réparation possible	Surface mobilisée de l'ordre du 1 000 à 100 000 m ²	Volume mobilisé relativement important de l'ordre de 1 000 à 10 000 m ³
Forte	Parades au cout prohibitif et/ ou techniquement difficile	Dommage important au bâti (gros œuvre) avec ruine probable – réparation très couteuse	Intéressant une aire géographique débordant le cadre parcellaire - Surface mobilisé de l'ordre du km ²	Volume mobilisé important de l'ordre de 10 000 à 100 000 m ³
Majeure	Parades au cout prohibitif et/ ou techniquement impossible	Destruction des bâtiments de la zone		Volume mobilisé très important : plusieurs millions de m ³

Illustration 43 : Exemple d'échelle d'intensité (guide méthodologique (1999), COTECH et retour d'expérience du BRGM)

L'intensité maximale connue a ainsi été caractérisé pour les 20 glissements ou indices inventoriés sur le territoire de la zone d'étude (localisés au sein de seulement 9 ensembles géomorphologiques) (Illustration 44 et Illustration 45).

Géomorphologie	Intensité max connue	Nombre de glissements ou indices d'intensité :			
		forte	moyenne	faible	Négligeable
VCRD	Forte	1		2	
VCR	Moyenne		1	3	
VIASMF	Faible			3	
VDASMF	Faible			2	
VRAHM	Faible			1	
VDAM	Faible			3	
VTDAM	Faible			2	
TLCR	Faible			1	
FVAL	Négligeable				1
BPCA	nc				
PCA	nc				
VRASMF	nc				
VRCMF	nc				
VICMF	nc				
VDASM	nc				
VTDASMF	nc				
VTDASM	nc				
PALA	nc				
PASMF	nc				
PASM	nc				
FVASMF	nc				
FVAM	nc				
FVASM	nc				
VRCCA	nc				
VICCA	nc				
TRCR	nc				
TL	nc				
TL	nc				
TL	nc				
CCA	nc				

Illustration 44 : Hiérarchisation des ensembles géomorphologiques par niveau d'intensité maximale connue. Aucun indice n'a été cartographié pour 19 des 28 ensembles géomorphologiques reconnus (nc = non connue).

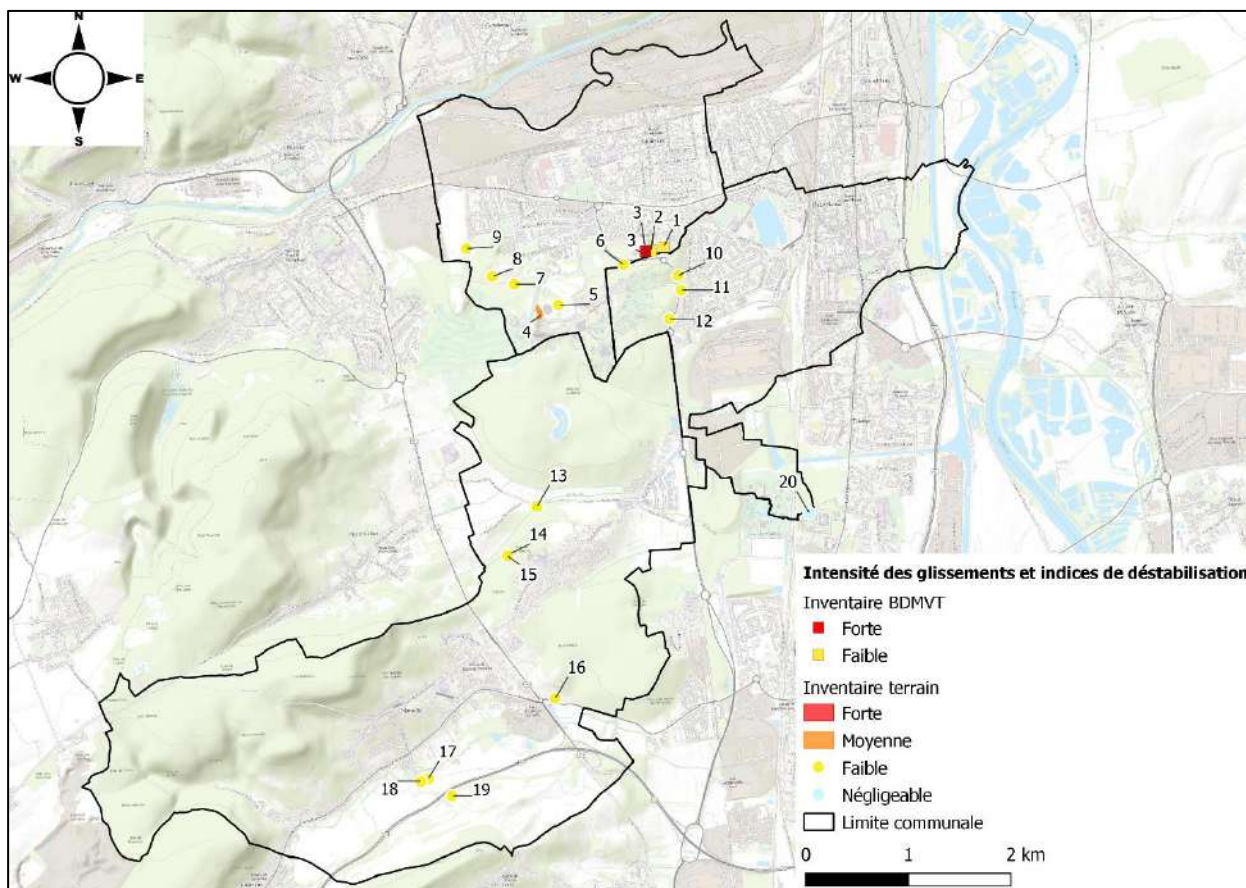


Illustration 45 : Répartition des glissements et indices de déstabilisation cartographiés par niveau d'intensité

b) Détermination de l'intensité maximale possible

Pour chaque ensemble géomorphologique identifié à l'échelle communale, l'intensité maximale possible a été caractérisée en fonction de la profondeur maximale de glissement possible. Elle correspond à la profondeur maximale d'un glissement ayant une probabilité non négligeable de survenir dans les 100 ans. Cette profondeur dépend de :

- l'épaisseur de terrains meubles en surface ;
- la pente du versant considéré ;
- et la longueur maximale du glissement possible.

• Épaisseur des terrains meubles

L'épaisseur des terrains meubles en surface a été estimée à partir des observations de terrain et des données de forages renseignées en BSS (voir section 3.2.3.c) et Annexe 3). Elle correspond à la frange d'altération du substrat géologique parfois surmontée de dépôts superficiels quaternaire tels que des colluvions ou des alluvions. La nature de ces terrains est décrite en section 3.2.3.b).

- **Plus fortes pentes représentatives des versants**

Les valeurs de pentes les plus représentées par ensembles géomorphologiques ont été caractérisées à partir des données du MNT par la valeur de pente représentant le 75ème percentile de leur distribution, permettant ainsi de définir la valeur maximale de pente présente sur 75 % de la surface de l'ensemble géomorphologique en s'affranchissant des quelques valeurs extrêmes très localisées et ne représentant pas de surfaces significatives.

- **Longueur maximale de glissement possible**

Les longueurs maximales de glissements possibles ont été définies comme étant la plus grande longueur de pente continue et régulière pour un ensemble géomorphologique donné. C'est-à-dire la longueur du plus grand versant sans replat intermédiaire. Elles ont été définies sur la base des observations de terrain et mesurées à partir des données lidar dans un plan horizontal, elles correspondent donc, dans un plan vertical, à la base d'un triangle rectangle reliant l'amont à l'aval du versant (Illustration 49).

Afin de simplifier leur caractérisation, ces longueurs ont été classées en 5 classes :

- 100 m ou plus : correspondant à de très grands versants continus, l'ensemble des versants de la zone d'étude entre dans cette catégorie. ;
- De l'ordre de 75 m : sont concernés certains talus localisés situés sur le territoire de la commune d'Amnéville;
- De l'ordre de 50 m : aucun versant de cette longueur n'a été identifié ;
- De l'ordre de 25 m : seul le talus rocheux de crassier est concerné ;
- De l'ordre de 5 m ou moins : correspondant à des zones relativement plates où seuls des glissements de talus sont attendus. C'est le cas des zones de plateaux et de fond de vallée.

- **Profondeur maximale de glissement possible**

En se basant sur une approche géométrique simple, une profondeur maximale de glissement possible a été déterminée en fonction de la longueur maximale de glissement possible et de la répartition des pentes par ensemble géomorphologique. Le principe est basé sur le fait qu'un glissement peut se produire uniquement s'il existe un point de sortie possible des terrains glissants depuis l'amont de la pente, c'est-à-dire qu'un plan de rupture de glissement ne peut pas être plus profond que le point le plus bas du secteur.

Plusieurs études statistiques (Domej *et al.*, 2020 ; Jaboyedoff, M. *et al.*, 2020 et références incluses) se sont intéressés aux relations entre les différentes dimensions des glissements de terrain, à savoir (Illustration 46) :

- la profondeur (D) ;
- la longueur (L) ;
- et la hauteur (Hoe), correspondant à la différence d'altitude entre le point haut et le point bas du glissement.

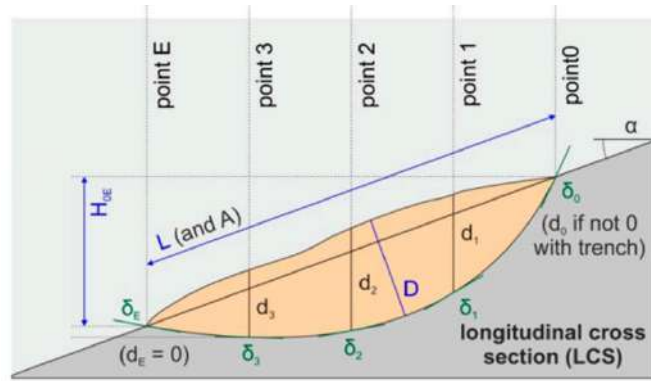


Illustration 46 : Description des paramètres définissant géométrie du glissement (modifié depuis Domej et al., 2020)

L'analyse de 277 glissements sur 40 pays dans le monde a permis de définir des relations entre les différentes dimensions des glissements (Domej et al., 2020). Afin de prendre en compte les différentes valeurs de pente des versants, une approche en coupe a été utilisée, reliant la hauteur à la profondeur de glissement. La moyenne des quatre valeurs de ratio est utilisée : $H/D = 5,78$ (Illustration 47).

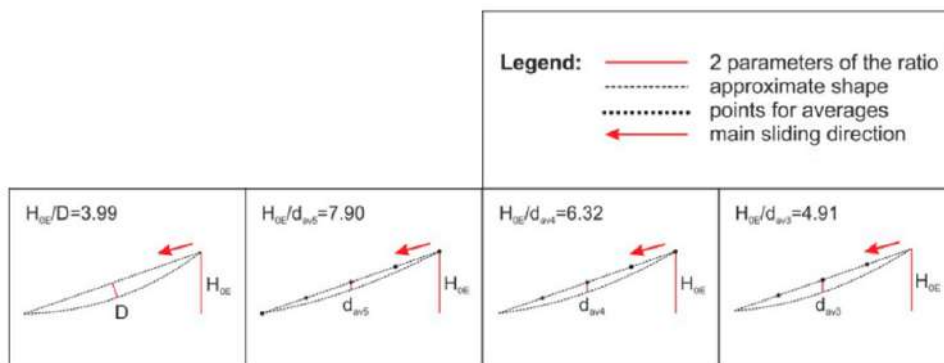


Illustration 47 : Représentation schématique du ratio entre les paramètres des dimensions liées (Domej et al., 2020) (la moyenne des quatre valeurs de ratio est utilisée : $H/D=5,78$)

Les seuils de profondeur de glissement attendus pour chaque niveau d'intensité ont été définis à dire d'expert et sur la base du retour d'expérience du BRGM. Ils sont également en adéquation avec la méthodologie nationale MEZAG en cours de développement, et sont présentés ci-après (Illustration 48) :

Profondeur maximale de glissement possible	Niveau d'intensité
Inférieure à 2 m	Faible
2 à 5 m	Moyenne
Supérieure à 5 m	Forte

Illustration 48 : Exemple d'échelle d'intensité (guide méthodologique (1999), COTECH et retour d'expérience du BRGM)

L'intensité maximale possible a ainsi été estimée pour chaque ensemble géomorphologique cartographié sur la base de cette approche géométrique mais bornée par l'épaisseur maximale de terrains meubles en surface (Illustration 49), estimant que la probabilité qu'un plan de glissement puisse affecter le substrat géologique non altéré est négligeable.

La probabilité qu'un glissement atteigne une profondeur caractéristique d'une intensité moyenne (> 2 m) ou forte (> 5 m) a été caractérisée en comparant la pente minimum nécessaire pour atteindre ladite profondeur (déterminée par l'approche géométrique définie précédemment) et la répartition des pentes dans l'ensemble géomorphologique considéré.

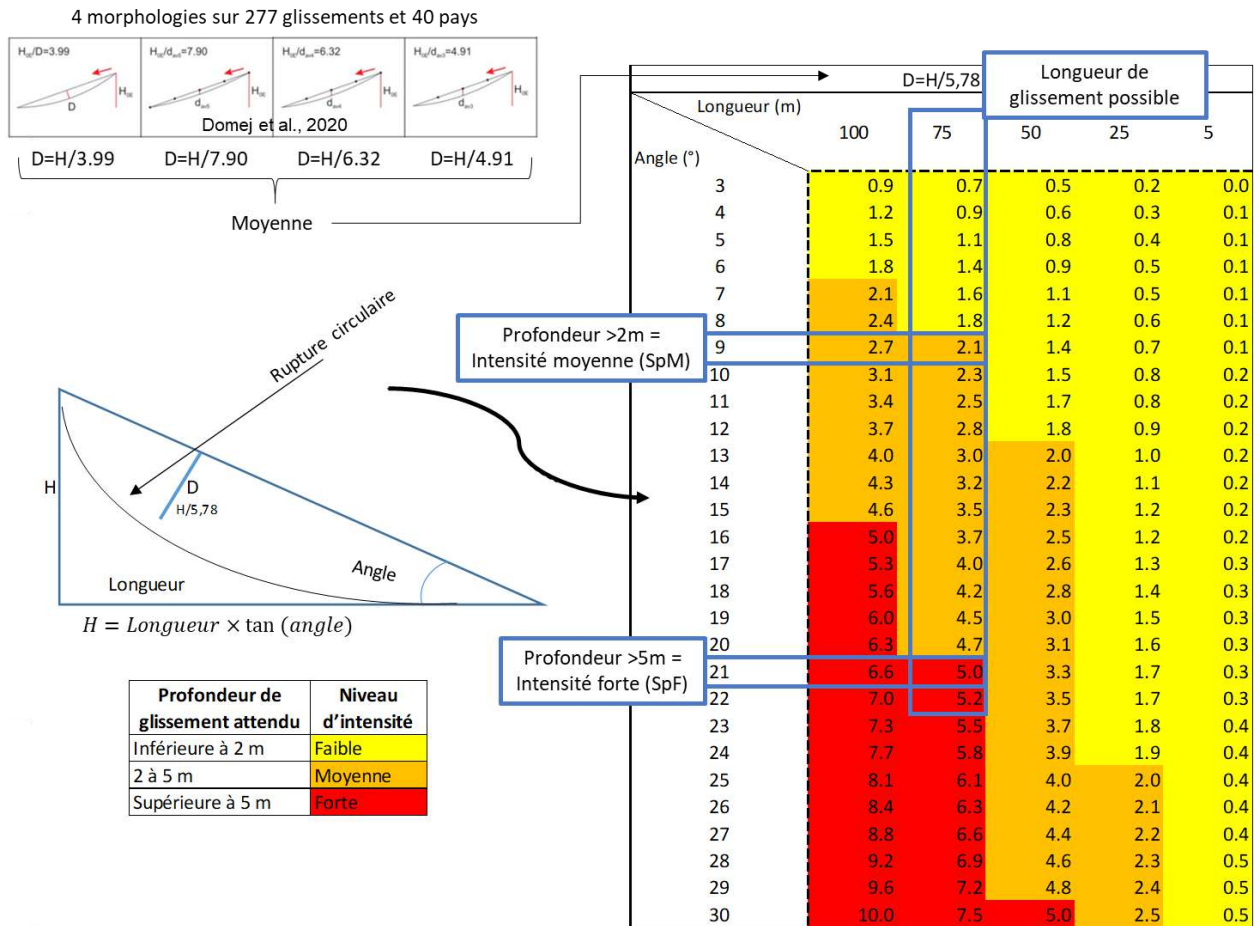


Illustration 49 : Schéma conceptuel résumant l'approche géométrique utilisée pour estimer la profondeur maximale possible d'un glissement de longueur et d'angle de pente connu. Le niveau d'intensité correspondant à chaque profondeur tel que défini sur l'illustration 48, est représenté par les couleurs rouge (forte), orange (moyenne) et jaune (faible). Et détermination des seuils de pente en fonction des intensités moyenne et forte (SpM et SpF)

À titre d'exemple, en considérant une longueur maximale de glissement possible de 75 m, l'approche géométrique utilisée ici permet de déterminer qu'une pente de 9° (notée par la suite SpM) est nécessaire pour qu'un glissement atteigne 2 m de profondeur et de 21° (notée par la suite SpF) pour une profondeur de 5 m, correspondant respectivement à un glissement d'intensité moyenne et forte (Illustration 49).

➔ Intensité maximum possible sur versants

Le tableau suivant (Illustration 50) résume les paramètres ayant permis la caractérisation de l'intensité maximale possible pour chaque ensemble géomorphologique communal :

Intensité max possible							
Géomorphologie	Épaisseur mobilisable max (m)	Longueur max de glissement probable	SpM	SpF	Q75 (pente max)	Profondeur max de glissement possible	Intensité max possible
VRASMF	>5	100	>7°	>16°	19,73	6	Forte
VRCMF	>5	100	>7°	>16°	19,73	6	Forte
VCRD	>5	100	>7°	>16°	19,73	6	Forte
VIASMF	>5	100	>7°	>16°	10,19	3	Moyenne
VICMF	>5	100	>7°	>16°	10,19	3	Moyenne
VDASMF	>5	100	>7°	>16°	8,17	2,4	Moyenne
VDASM	>5	100	>7°	>16°	8,17	2,4	Moyenne
VCR	2-5	100	>7°	>16°	19,73	5	Moyenne
VRAHM	2-5	100	>7°	>16°	19,73	5	Moyenne
VDAM	2-5	100	>7°	>16°	8,17	2,4	Moyenne
VRCCA	2-5	100	>7°	>16°	19,73	5	Moyenne
VICCA	2-5	100	>7°	>16°	10,19	3	Moyenne
BPCA	<2	100	>7°	>16°	9,50	2	Faible
VTDASMF	>5	100	>7°	>16°	5,15	1,5	Faible
VTDASM	>5	100	>7°	>16°	5,15	1,5	Faible
VTDAM	2-5	100	>7°	>16°	5,15	1,5	Faible
PCA	<2				2,79		Négligeable
PALA	>5				2,79		Négligeable
FVAL	>5				2,08		Négligeable
PASMF	2-5				2,79		Négligeable
PASM	2-5				2,79		Négligeable
FVSMF	>5				2,08		Négligeable
FVAM	>5				2,08		Négligeable
FVASM	>5				2,08		Négligeable

Remarques :

1°/ La profondeur max de glissement possible est limitée par la valeur d'épaisseur mobilisable maximum

2°/ SI $Q75 < 3^\circ$ ALORS Intensité max possible = Négligeable

3°/ SI épaisseur mobilisable max < 2 ALORS Intensité max possible = Faible ;
 SI $2 < \text{épaisseur mobilisable max} < 5$ ALORS Intensité max possible = Faible ou Moyenne
 SI épaisseur mobilisable max > 5 ALORS Intensité max possible = Faible ou Moyenne ou Forte

4°/ SI $Q75 < SpM$ ALORS Intensité max possible = Faible
 SI $SpM < Q75 < SpF$ ALORS Intensité max possible = Moyen
 SI $Q75 > SpF$ ALORS Intensité max possible = Fort

Illustration 50 : Caractérisation de l'intensité maximale possible par ensemble géomorphologique

➔ Intensité maximum possible des talus localisés

Les zones géomorphologiques particulières de type « talus localisé » ont été traitées à part. En effet, pour ces ensembles géomorphologiques, l'intensité attendue dépend des trois facteurs précédents (épaisseur de terrains meubles, pente représentatives du talus, longueur maximum de glissement probable) et également de la hauteur du talus.

Les seuils de pente représentatives sont déterminés à partir du tableau en Illustration 49 en fonction de la longueur maximum de glissement possible (cf. *SpM* et *SpF* décrit au paragraphe précédent). Seuls les talus de plus de 3m de haut, 6° de pente et 50m de large ont été cartographiés, selon les règles et seuils décrits sous l'illustration 51 ci-après.

Le tableau suivant (Illustration 51) présente la combinaison des paramètres ayant permis la caractérisation de l'intensité maximum possible pour chaque ensemble de talus localisé :

Géomorphologie	Épaisseur mobilisable max (m)	Longueur max de glissement probable	Hauteur de talus (m)	Pente représentative (MNT_25m)	Intensité max possible
TRCR	0	/	/	/	Nul
TL	>5	75	>10	>21	Forte
	>5	75	>10	9-21	Moyenne
	>5	75	3-10	6-9	Faible
TLCR	2-5	50	3-10	>13	Moyenne

Détail des cas rencontrés :

1°/ Épaisseur mobilisable nulle --> pas de phénomène de glissement --> pas d'évaluation de l'intensité

2°/ SI Épaisseur < 5m ALORS Intensité max possible = Faible ou Moyenne

SI Hauteur < 10m ALORS Intensité max possible = Faible ou Moyenne

3°/ - SI Hauteur > 10m ET Épaisseur > 5m ET Pente > *SpF* (21° pour une longueur de 75m)

ALORS Intensité max possible = Forte

- SI Hauteur > 3m ET Épaisseur > 2m ET Pente > *SpM* (9° pour une longueur de 75m et 13° pour une longueur de 50m) ALORS Intensité max possible = Moyenne

- SI Hauteur > 3m ET Épaisseur > 0,5m ET Pente > 6° ALORS Intensité max possible = Faible

Illustration 51 : Caractérisation de l'intensité maximale possible par ensemble de talus localisé

c) Intensité maximale de référence

L'approche permettant de définir l'intensité maximale possible ne tient pas compte des surfaces de glissement potentielles sur discontinuités, il est donc possible que des mouvements connus aient une intensité supérieure à celle estimée par l'approche géométrique (cf. section 3.2.5.b). Une intensité maximale de référence a donc été retenue pour chacun des ensembles géomorphologiques en comparant les deux intensités définies précédemment (connue et possible) et en retenant le niveau d'intensité le plus élevé (Illustration 52).

Géomorphologie	Intensité max connue	Intensité max possible	Intensité de référence
BPCA		Faible	Faible
PCA		Négligeable	Négligeable
VRASMF		Forte	Forte
VRCMF		Forte	Forte
VCRD	Forte	Forte	Forte
VIASMF	Faible	Moyenne	Moyenne
VICMF		Moyenne	Moyenne
VDASMF	Faible	Moyenne	Moyenne
VDASM		Moyenne	Moyenne
VTDASMF		Faible	Faible
VTDASM		Faible	Faible
PALA		Négligeable	Négligeable
FVAL		Négligeable	Négligeable
VCR	Moyenne	Moyenne	Moyenne
VRAHM	Faible	Moyenne	Moyenne
VDAM	Faible	Moyenne	Moyenne
VTDAM	Faible	Faible	Faible
PASMF		Négligeable	Négligeable
PASM		Négligeable	Négligeable
FVASM		Négligeable	Négligeable
FVAM		Négligeable	Négligeable
FVASM		Négligeable	Négligeable
VRCCA		Moyenne	Moyenne
VICCA		Moyenne	Moyenne
TRCR		Nul	Nul
TL		Forte	Forte
TL		Moyenne	Moyenne
TL		Faible	Faible
TLCR	Faible	Moyenne	Moyenne
CCA		Non évaluée	Non évaluée

Illustration 52 : Caractérisation de l'intensité maximale retenue (de référence) par comparaison des intensités maximales connues et possibles

3.2.6. Caractérisation de l'aléa au glissement de terrain

Le niveau d'aléa résulte du croisement de la probabilité d'occurrence et de l'intensité (Illustration 56, cf. section 3.1.3, Illustration 8). Des scénarios d'évènements ont été déterminés par ensembles géomorphologiques homogènes tels que définis précédemment. Pour chaque ensemble, chaque niveau d'intensité (faible, moyenne ou forte) a été affilié à un niveau de probabilité d'occurrence (négligeable, faible, moyenne ou forte).

La répartition statistique des pentes a également été utilisée pour caractériser les probabilité d'occurrences de mouvements d'intensité moyenne ou forte.

En risque naturel, que ce soit en risque sismique comme en chute de bloc ou encore en glissement de terrain, les retours d'expériences montrent que la fréquence des évènements diminue avec l'augmentation de leur intensité. La probabilité d'apparition de glissement d'intensité ne pourra donc pas excéder celle d'intensité n-1. La détermination des scénarios respecte donc ce principe de non-augmentation de la probabilité avec l'augmentation de l'intensité considérée.

a) Principes généraux de la caractérisation des scénarios

Chacun des deux paramètres définis à l'issue des étapes antérieures permet de proposer un ou plusieurs scénarios par ensemble géomorphologique :

- La susceptibilité au glissement de terrain correspond à la probabilité d'apparition d'un phénomène d'intensité faible ;
- L'intensité maximale de référence permet :
 - d'attribuer une probabilité d'apparition au minimum faible à un phénomène d'intensité égale à l'intensité maximale de référence ;
 - de fixer une valeur d'intensité au-delà de laquelle la probabilité d'apparition est négligeable.

Ces principes permettent de caractériser la probabilité d'occurrence d'intensité faible et de fixer les probabilités d'occurrences d'intensité moyenne et forte sur « négligeable » ou « faible ou plus ».

La répartition statistique des pentes dans les ensembles géomorphologiques permet ensuite de définir plus précisément la probabilité d'occurrence d'intensité moyenne et forte.

b) Répartition statistique des pentes

Pour chaque ensemble géomorphologique, les percentiles 25, 50 et 75 (Q25, Q50 et Q75) de la répartition des pentes ont été calculées à partir du MNT (5 m). Ces percentiles permettent de définir les valeurs de pentes maximales pour respectivement, 25 %, 50 % et 75 % de la surface de la zone d'étude. Ces valeurs sont comparées aux seuils de pentes SpM, SpF (cf. section 3.2.5.b) selon les règles décrites sous les Illustration 50, Illustration 51 et Illustration 53.

Ainsi, à titre d'exemple, la comparaison « SpM < Q25 » signifie qu'au moins 75 % de la surface de la zone d'étude est représenté par des pentes supérieurs aux seuils de pentes SpM (Illustration 53).

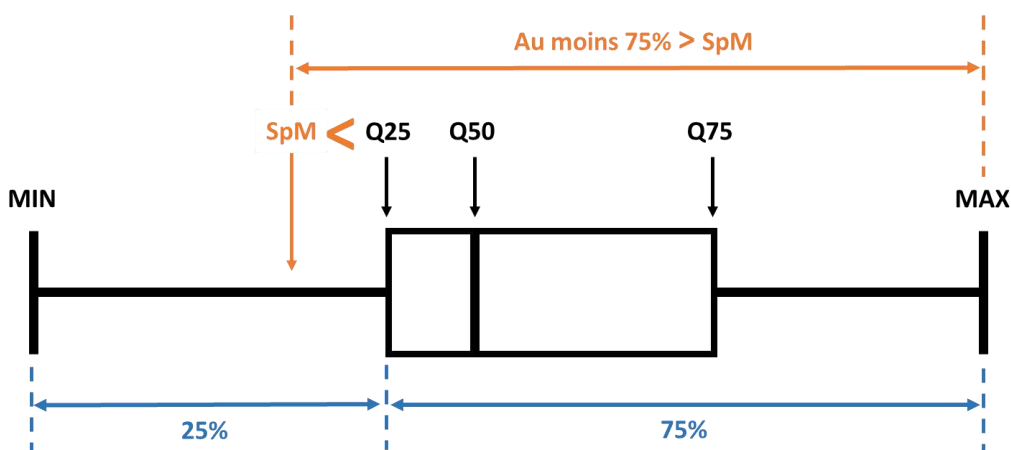


Illustration 53 : Diagramme en boîte représentant la comparaison entre le seuil SpM et le percentile Q25

Précisons que cette caractérisation ne peut en aucun cas diminuer la probabilité estimée à partir des principes généraux décrits précédemment. Ainsi, si l'intensité maximale de référence est de niveau moyen, la probabilité d'occurrence d'intensité moyenne ne pourra pas être nulle et sera faible au minimum.

c) Construction des scénarios

La construction des scénarios d'évènements est résumée dans la tableau suivant (Illustration 54). Le logigramme décisionnel est présenté en Annexe 5 :

		Probabilité d'occurrence d'un phénomène d'intensité donnée selon l'intensité de référence (Iref) et la susceptibilité au glissement (S)				
		Iref				
		Faible	Moyenne	Forte		
S	Nulle	Proba d'intensité faible	Négligeable	Négligeable	Négligeable	
		Proba d'intensité moyenne	Négligeable	Négligeable	Négligeable	
		Proba d'intensité forte	Négligeable	Négligeable	Négligeable	
	Faible	Proba d'intensité faible	Faible	Faible	Faible	
		Proba d'intensité moyenne	Négligeable	Faible	Faible	
		Proba d'intensité forte	Négligeable	Négligeable	Faible	
	Moyenne	Proba d'intensité faible	Moyenne	Moyenne	Moyenne	
		Proba d'intensité moyenne	Négligeable	Moyenne si SpM < Q25 Faible sinon	Moyenne si SpM < Q25 Faible sinon	
		Proba d'intensité forte	Négligeable	Négligeable	Moyenne si SpF < Q25 Faible sinon	
	Forte	Proba d'intensité faible	Forte	Forte	Forte	
		Proba d'intensité moyenne	Négligeable	Forte si SpM* < Q25*** Moyenne si Q25 < SpM < Q50 Faible sinon	Forte si SpM < Q25 Moyenne si Q25 < SpM < Q50 Faible sinon	
		Proba d'intensité forte	Négligeable	Négligeable	Forte si SpF** < Q25 Moyenne si Q25 < SpF < Q50 Faible sinon	
		*SpM = seuil de pente pour atteindre une intensité moyenne		**SpF = seuil de pente pour atteindre une intensité forte		
		***Q25/50 = percentile 25/50 des pentes dans l'ensemble géomorphologique considéré				

Illustration 54 : Table des probabilités d'occurrences par niveau d'intensité

Ainsi, pour chaque zone géomorphologique homogène, la construction détaillée des trois scénarios, en fonction de l'intensité de référence, de la susceptibilité au glissement et des seuils de pente, est présentée dans le tableau en Illustration 55.

Construction des scénarios de probabilité d'occurrence d'un phénomène d'intensité donnée selon l'intensité de référence et la susceptibilité au glissement (=sensibilité Géomorphologique)											
Géomorphologie	Intensité de référence	Sensibilité Géomorphologique	Q25	Q50	SpM	SpF	Test SpM	Test SpF	Probabilité d'Intensité Faible	Probabilité d'Intensité Moyenne	Probabilité d'Intensité Forte
VCRD	Forte	Forte	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	SpF > Q50	Forte	Forte	Faible
VRASMF	Forte	Moyenne	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	SpF > Q25	Moyenne	Moyenne	Faible
VRCMF	Forte	Moyenne	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	SpF > Q25	Moyenne	Moyenne	Faible
VCR	Moyenne	Moyenne	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	/	Moyenne	Moyenne	Négligeable
VRAHM	Moyenne	Moyenne	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	/	Moyenne	Moyenne	Négligeable
VIASMF	Moyenne	Moyenne	6,24	8,09	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VICMF	Moyenne	Moyenne	6,24	8,09	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VRCCA	Moyenne	Moyenne	10,48	15,17	>7°	>16°	SpM < Q25	/	Moyenne	Moyenne	Négligeable
VICCA	Moyenne	Moyenne	6,24	8,09	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VDASMF	Moyenne	Moyenne	5,91	6,89	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VDAM	Moyenne	Moyenne	5,91	6,89	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VDASM	Moyenne	Moyenne	5,91	6,89	>7°	>16°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
VTDAMF	Faible	Faible	2,91	4,02	>7°	>16°	/	/	Faible	Négligeable	Négligeable
VTDAM	Faible	Faible	2,91	4,02	>7°	>16°	/	/	Faible	Négligeable	Négligeable
VTDASM	Faible	Faible	2,91	4,02	>7°	>16°	/	/	Faible	Négligeable	Négligeable
BPCA	Faible	Faible	4,18	5,77	>7°	>16°	/	/	Faible	Négligeable	Négligeable
PASMF	Négligeable	Négligeable	1,21	1,96			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
PASM	Négligeable	Négligeable	1,21	1,96			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
PALA	Négligeable	Négligeable	1,21	1,96			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
FVAMF	Négligeable	Négligeable	0,56	1,08			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
FVAM	Négligeable	Négligeable	0,56	1,08			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
FVAL	Négligeable	Négligeable	0,56	1,08			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
FVASM	Négligeable	Négligeable	0,56	1,08			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
PCA	Négligeable	Négligeable	1,21	1,96			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
TL	Forte	Moyenne	1,45	4,05	>9°	>21°	SpM > Q25	SpF > Q25	Moyenne	Faible	Faible
TL	Moyenne	Moyenne	1,45	4,05	>9°	>21°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
TLCR	Moyenne	Moyenne	1,45	4,05	>13°	>30°	SpM > Q25	/	Moyenne	Faible	Négligeable
TL	Faible	Moyenne	1,45	4,05	>9°	>21°	/	/	Moyenne	Négligeable	Négligeable
TRCR	Nul	Négligeable	3,26	8,82			/	/	Négligeable	Négligeable	Négligeable
CCA	Non évaluée	Non évaluée	3,13	6,10			/	/	Non évaluée	Non évaluée	Non évaluée

Remarques :
 1°/ Probabilité d'intensité faible = Sensibilité Géomorpho
 2°/ En gras : intensité de référence détermine la probabilité d'intensité moyenne ou forte
 3°/ En bleu : le test SpM détermine la probabilité d'intensité moyenne
 4°/ En orange : le test SpF détermine la probabilité d'intensité forte

Illustration 55 : Tableau présentant les paramètres de construction des scénarios de probabilité d'occurrence d'un phénomène d'intensité donnée

d) Cartographie de l'aléa glissement de terrain

Le niveau d'aléa est obtenu en croisant l'intensité de référence à la probabilité d'occurrence par application d'une matrice de croisement basée sur le travail de groupes d'experts dans le cadre de comités techniques et du retour d'expérience du BRGM (Illustration 56).

Les données permettant de définir les valeurs seuils utilisées dans la caractérisation de l'aléa (épaisseurs mobilisables, longueur de glissement attendu, seuils de pentes...) ont été déduites de valeurs observées ponctuellement ou déduite d'une répartition statistique. Ceci implique des incertitudes qui nécessitent de prendre des valeurs sécuritaires tant d'un point de vue de la caractérisation de la probabilité que de l'intensité. Cette prise de position sécuritaire initiale justifie d'appliquer une matrice de croisement d'aléa adaptée. Celle proposée ici accorde tout de même un peu plus de poids à l'intensité qu'à la probabilité d'occurrence car il s'agit du facteur le plus impactant en terme de mesure de sécurité à mettre en place et d'urbanisme.

		Intensité			
		Négligeable	Faible	Moyenne	Forte
Probabilité d'occurrence	Négligeable	Nul	Nul	Nul	Nul
	Faible	Nul	Faible	Moyen	Fort
	Moyenne	Nul	Faible	Moyen	Fort
	Forte	Nul	Moyen	Fort	Fort

Illustration 56 : Matrice de définition de l'aléa

A titre d'exemple, une probabilité moyenne qu'un phénomène d'intensité moyenne ait lieu se traduit par : « un évènement probable qui impliquera des dommages aux bâtiments touchés mais sans impliquer sa ruine et dont les parades sont réalisables à l'échelle de la collectivité ou par un ensemble de particulier » justifiant ainsi d'un aléa moyen.

Inversement, une probabilité faible qu'un phénomène d'intensité forte ait lieu se traduit par : « un évènement rare, mais qui impliquera la ruine des bâtiments touchés et dont les parades sont techniquement difficiles à mettre en place » justifiant donc d'un aléa fort.

Trois cartes d'aléa ont ainsi été réalisées, une par niveau d'intensité (Illustration 57, Illustration 58 et Illustration 59).

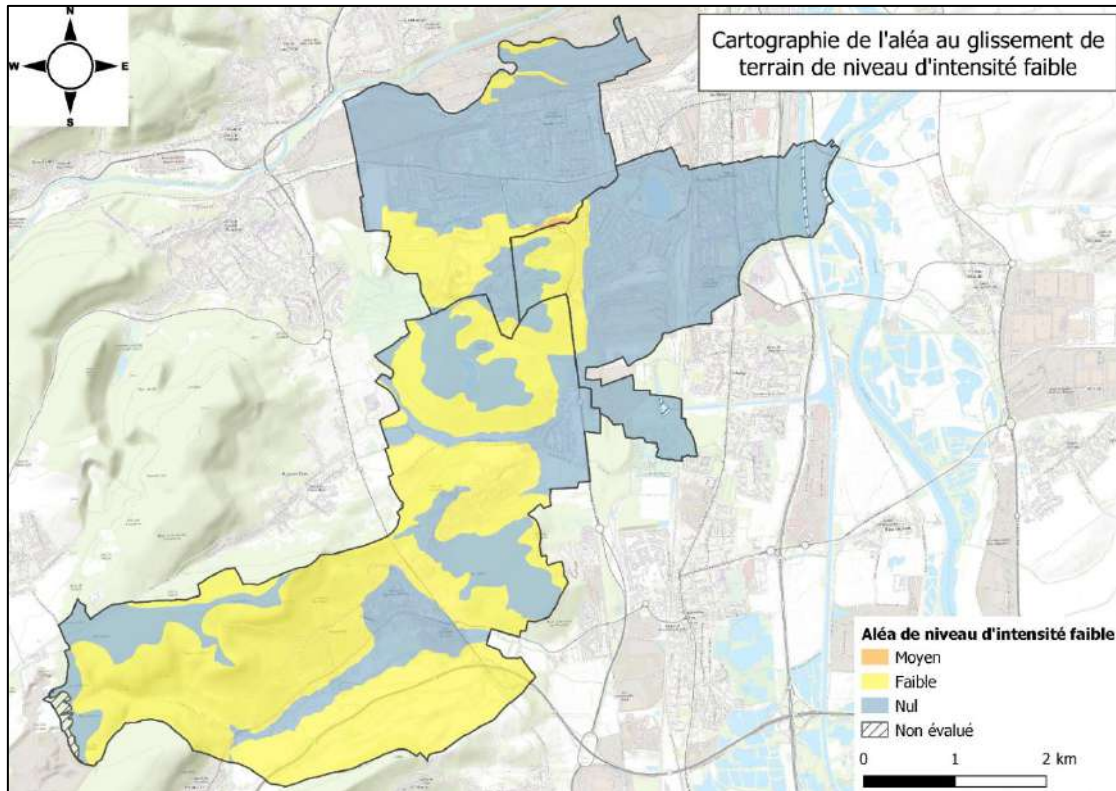


Illustration 57 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité faible

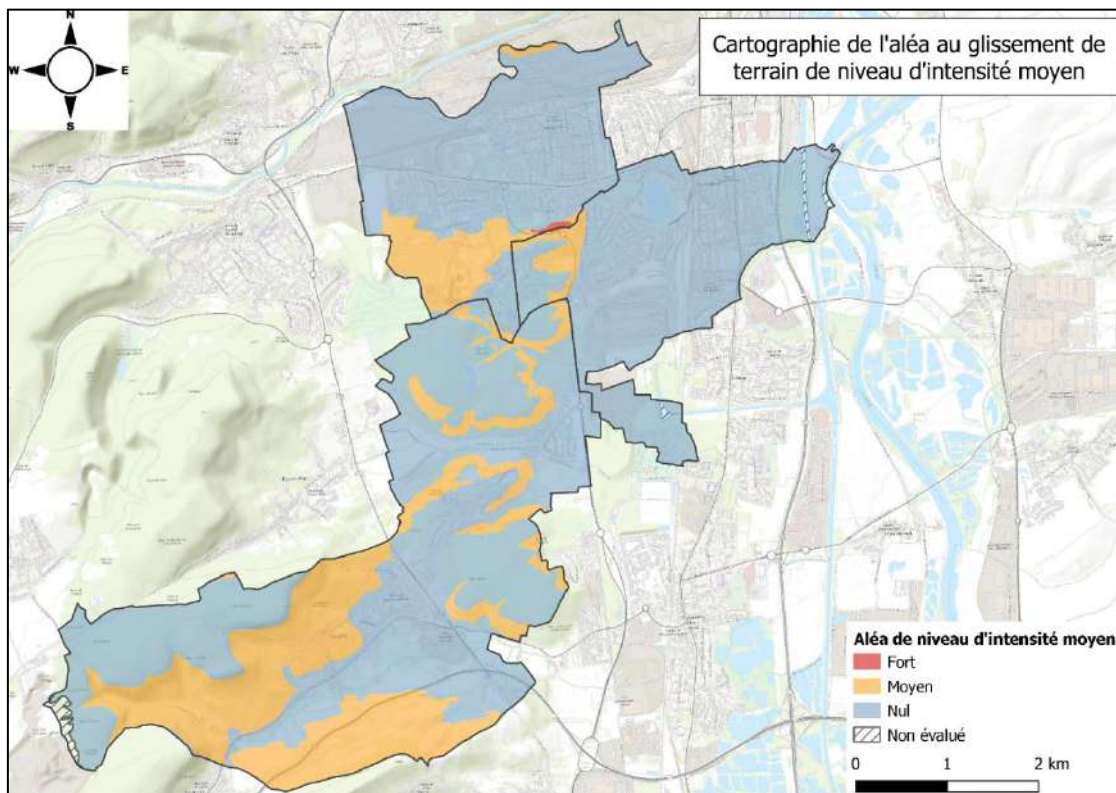


Illustration 58 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité moyen

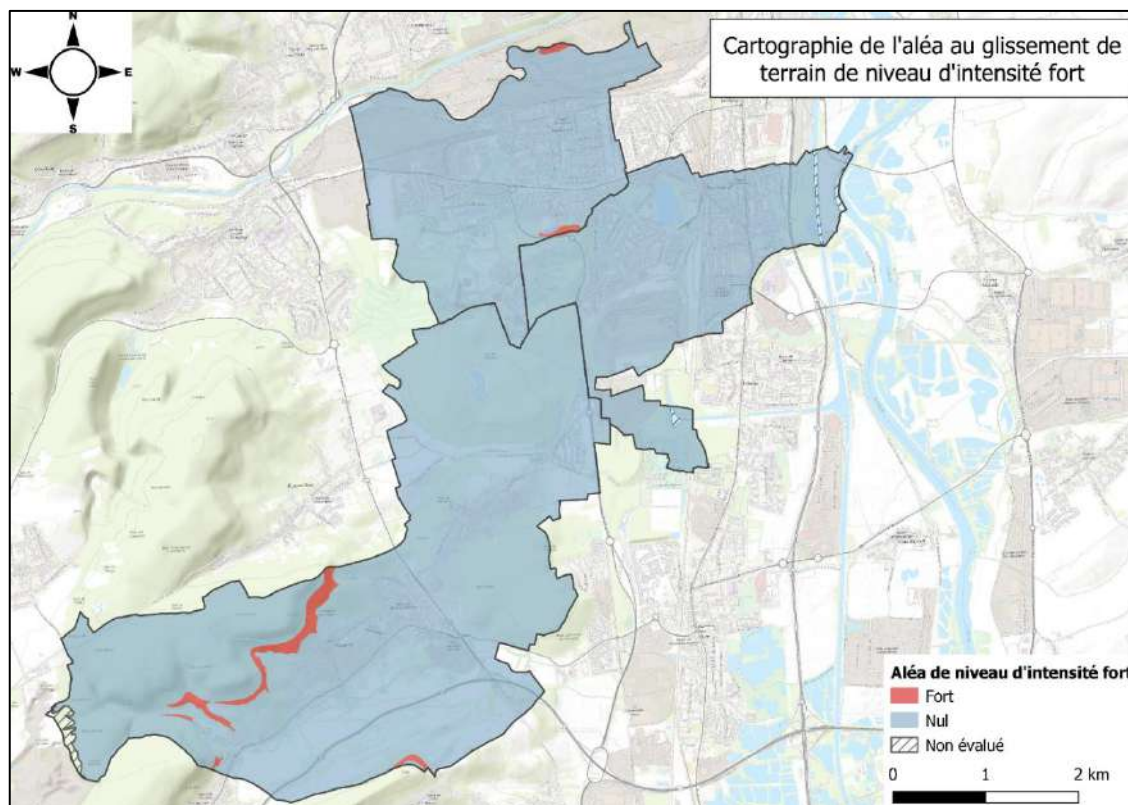


Illustration 59 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain de niveau d'intensité fort

La carte d'aléa finale résulte de l'intégration des trois précédentes en retenant l'aléa le plus impactant sur chaque secteur. Le niveau d'aléa final retenu par ensemble géomorphologique est résumé en Illustration 60.

Geomorphologie	Probabilité d'Intensité Faible	Probabilité d'Intensité Moyenne	Probabilité d'Intensité Forte	Aléa pour un niveau d'intensité faible	Aléa pour un niveau d'intensité moyen	Aléa pour un niveau d'intensité fort	ALEA Retenu
VCRD	Elevée	Elevée	Faible	Moyen	Fort	Fort	FORT
VRASMF	Moyenne	Moyenne	Faible	Faible	Moyen	Fort	FORT
VRCMF	Moyenne	Moyenne	Faible	Faible	Moyen	Fort	FORT
VCR	Moyenne	Moyenne	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VRAHM	Moyenne	Moyenne	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VIASMF	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VICMF	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VRCCA	Moyenne	Moyenne	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VICCA	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VDASMF	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VDAM	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VDASM	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
VTDASMF	Faible	Négligeable	Négligeable	Faible	Nul	Nul	FAIBLE
VTDAM	Faible	Négligeable	Négligeable	Faible	Nul	Nul	FAIBLE
VTDASM	Faible	Négligeable	Négligeable	Faible	Nul	Nul	FAIBLE
BPCA	faible	Négligeable	Négligeable	Faible	Nul	Nul	FAIBLE
PASMF	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
PASM	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
PALA	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
FVASMF	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
FVAM	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
FVAL	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
FVASM	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
PCA	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
TL	Moyenne	Faible	Faible	Faible	Moyen	Fort	FORT
TL	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
TLCR	Moyenne	Faible	Négligeable	Faible	Moyen	Nul	MOYEN
TL	Moyenne	Négligeable	Négligeable	Faible	Nul	Nul	FAIBLE
TRCR	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Nul	Nul	Nul	NUL
CCA	Non évaluée	Non évaluée	Non évaluée	Non évalué	Non évalué	Non évalué	Non évalué

Illustration 60 : Définition de l'aléa pour chaque ensemble géomorphologique

Le zonage résultant a ensuite été nettoyé des éventuels artefacts liés aux traitements SIG et une bande de sécurité a été ajoutée autour de chaque niveau d'aléa tenant compte de l'incertitude de positionnement lié au levé GPS et des retranscriptions de terrain (5 m). Par sécurité, en secteur d'aléa négligeable, une zone de 10m de large a été appliquée autour des zones d'aléa faible afin de prendre en compte l'éventuelle influence d'actions anthropiques à proximité des zones d'aléa.

Le zonage de l'aléa a été vérifié sur le terrain, notamment en zone urbanisée où les pentes actuelles ne sont pas systématiquement correctement représentées sur les MNT disponibles. Une attention particulière a été portée aux limites à proximité des bâtiments existants et celles-ci ont été ajustées lorsque cela était nécessaire (nettoyage des artefacts cartographiés liés au MNT).

La cartographie finale de l'aléa au glissement de terrain est présentée en Illustration 61.

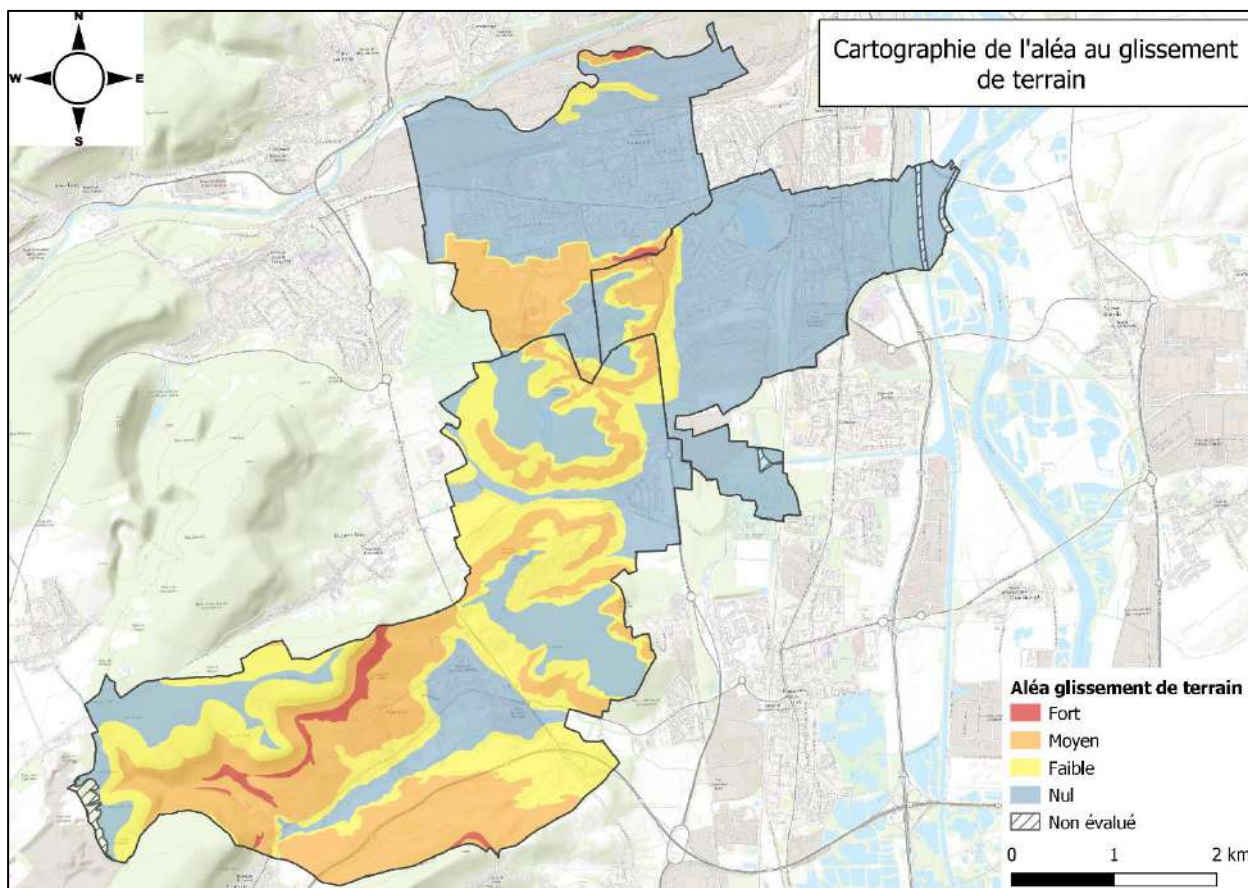


Illustration 61 : Cartographie de l'aléa au glissement de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

Pour une surface totale d'environ 26,5 km², les communes de la zone d'étude sont concernées par 14 km² d'aléa nul (52,7 %), 5,4 km² d'aléa faible (20,3 %), 6,6 km² d'aléa moyen (24,7 %) et 0,4 km² d'aléa fort (1,6 %). Une zone d'environ 0,2 km² (0,7 %) n'a pas été expertisée car elle correspond à un secteur en perpétuelle évolution, il s'agit de la carrière de Jaumont, en activité au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange.

3.3. REPARTITION DES GLISSEMENTS ET INDICES DE MOUVEMENTS CONNUS PAR INTENSITE ET NIVEAU D'ALEA

Le glissement de terrain d'intensité forte connue est bien localisé au sein d'une zone caractérisée par un aléa fort.

Le glissement de terrain d'intensité moyenne connue ainsi qu'une majeure partie des phénomènes d'intensité faible (15 glissements ou déstabilisations de terrain) sont réparties au sein des zones d'aléa moyen.

Les deux autres observations de déstabilisation de terrain d'intensité faibles sont incluses au sein de zone d'aléa faible.

Un seul phénomène d'intensité négligeable est localisé au sein d'un talus localisé en fond de vallée compris dans une zone d'aléa négligeable.

L'illustration 62 présente sous forme de diagramme la répartition de densité de glissements et indices de mouvements par niveau d'aléa et selon leur niveaux d'intensité.

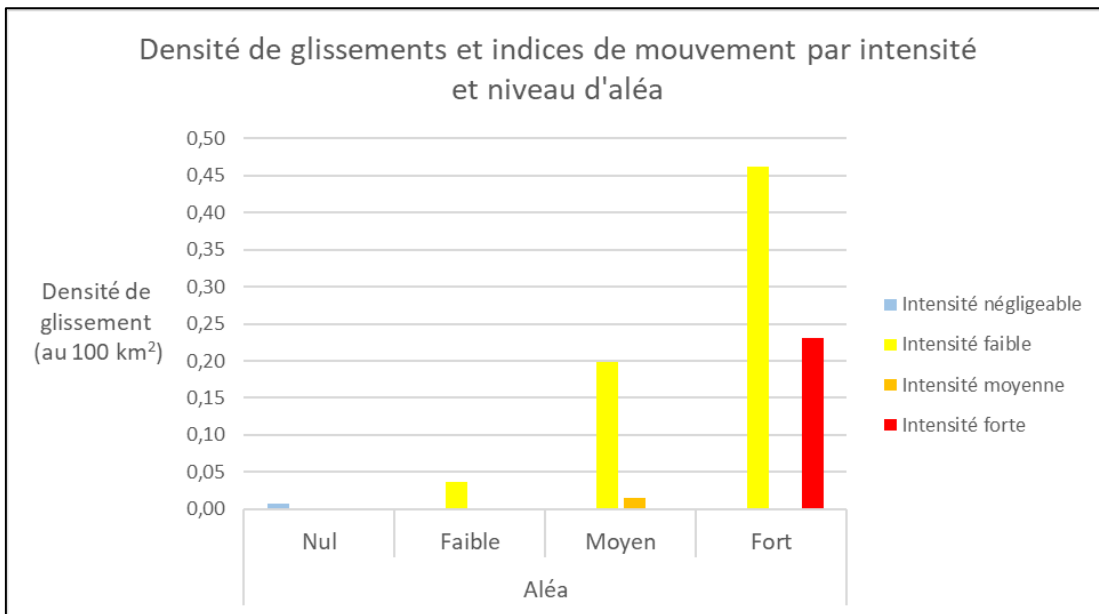


Illustration 62 : Répartition de la densité de glissements et indices de mouvement en fonction du niveau d'aléa et selon leur intensité

En règle générale, on s'attend à ce que le nombre de phénomène d'une intensité donnée augmente avec le niveau d'aléa et, que le nombre de phénomène diminue avec l'augmentation de l'intensité considérée au sein de secteurs de même niveau d'aléa. Le graphique montre que le nombre de phénomène d'intensité moyenne semble anormalement bas. Ceci traduit probablement la non exhaustivité de l'inventaire à l'échelle communale potentiellement due à plusieurs paramètres :

- La faible période d'observation : l'inventaire a été réalisé dans le cadre de cette étude sur quelques jours de terrains répartis sur 2 mois et il n'existait aucun inventaire communal plus ancien ;
- Le caractère récent (à l'échelle géologique) de nombreux talus et versants anthropiques (crassiers) : ces versants relativement récents n'ont pas forcément terminé de se rééquilibrer gravitairement et n'ont pas livré tous les glissements encore possibles ;
- Les difficultés d'observation : les zones très végétalisées ou inaccessibles (privées, ou impénétrables) ne permettent pas d'expertiser l'intégralité de la surface d'étude.

Ceci étant la répartition des évènements au sein des classes calculées demeure remarquablement cohérente.

4. Conclusion

Les cartographies réalisées dans le cadre de cette étude utilisent les données existantes des diverses bases de données gérées par le BRGM (BSS, BDMVT). L'ensemble des données et résultats intermédiaires est acquis et/ou vérifié sur le terrain, cependant, ne pouvant couvrir l'intégralité de la surface des communes étudiées (en particulier hors zone urbanisée), certains secteurs ont été cartographiés par extrapolation des observations avoisinantes.

La cartographie de l'aléa aux glissements de terrain suit les orientations de la méthode en cours de développement au niveau national (groupe de travail MEZAG pour le Ministère de la Transition Energétique, DGPR) adaptée au contexte lorrain des côtes du Dogger. La méthode valorise un inventaire régional qui à l'appui des données événementielles locales permet de caractériser le comportement des ensembles géomorphologiques communaux au regard des glissements de terrain.

Pour chaque secteur lithologiquement et morphologiquement homogène, la carte résultante représente le niveau d'aléa le plus fort issu de l'étude de la probabilité d'occurrence des phénomènes d'intensité faible, moyenne et forte. Par exemple (cf. Illustration 60 – ligne VTDAM), si en un point donné, la probabilité d'occurrence des glissements d'intensité faible, moyenne et forte présentent respectivement un aléa faible, un aléa nul et un aléa nul, alors le niveau d'aléa retenu en ce point sera l'aléa faible (le plus élevé des 3 niveaux).

L'aléa est donc classé en quatre niveaux, fort, moyen faible et nul, ce dernier niveau correspond à des secteurs où la probabilité qu'un glissement se produise est négligeable sur une période de retour de 100 ans.

Les niveaux d'aléa caractérisés se répartissent comme suit :

- **Aléa Nul** : 14 km² (52,7 %). Il s'agit des zones de fond de vallées sur chacune des communes ainsi que des zones plates de plateaux calcaires, sur la commune de Marange-Silvange, et des plateaux argileux des buttes localisées sur les 3 communes. La majeure partie des zones urbanisées des communes d'Amnéville et Hagondange sont localisées au sein de zone d'aléa nul. Environ un tiers de la zone urbanisée de Marange-Silvange est situé en zone d'aléa nul ;
- **Aléa Faible** : 5,4 km² (20,3 %). Il s'agit de la bordure de plateau calcaire sur la commune de Marange-Silvange, ainsi que des hauts et bas de versants argileux à pente très douce localisés sur les 3 communes. Un talus localisé situé en fond de vallée sur la commune d'Amnéville est également concernée par de l'aléa faible. La majeure partie de la zone urbanisée de Marange-Silvange est compris dans un niveau d'aléa faible. ;
- **Aléa Moyen** : 6,6 km² (24,7 %). Cet aléa concerne les zones de pentes fortes à douces dans les versants argileux. Il s'agit des versants intermédiaires argileux de la vallée de Marange-Silvange, des versants doux des collines argileuses localisés sur les trois communes, ainsi que du versant nord de la colline du Bois de Coulange situé sur la commune d'Amnéville. Une partie de talus localisé située en fond de vallée sur la commune d'Amnéville est également concernée par de l'aléa moyen. Un peu moins d'un tiers de la zone urbanisée de la commune de Marange-Silvange est située au sein d'un niveau d'aléa moyen ;

- **Aléa Fort** : 0,4 km² (1,6 %). Il s'agit du secteur déstabilisé sur le versant nord de la colline du Bois de Coulange sur la commune d'Amnéville, ainsi que des zones de fortes pentes localisées en haut de versant de la vallée de Marange-Silvange. Une partie de talus localisé située en fond de vallée sur la commune d'Amnéville est également concernée par de l'aléa fort. Aucune zone urbanisée de la commune d'Hagondange est concernée par ce niveau d'aléa. Sur la commune d'Amnéville, quelques bâtis localisés au niveau du lotissement de l'Orée du Bois sont concernés par de l'aléa fort ainsi que quelques bâtis de la commune de Marange-Silvange ;
- **Non expertisé** : 0,2 km² correspondant à un secteur en perpétuelle évolution, il s'agit de la carrière de Jaumont, en activité au sud-ouest de la commune de Marange-Silvange.

Les tableaux ci-après résument quelques valeurs statistiques des zones d'aléas cartographiées sur chacune des communes (Illustration 63, Illustration 64 et Illustration 65) :

Amnéville				
Aléa	Surface (km ²)	% de surface	Bâtiments	
			Nombre	%
Non évaluée	0,0	0,0	0	0,0
Nul	4,5	78,0	5506	96,7
Faible	0,2	3,5	51	0,9
Moyen	1,0	17,5	128	2,2
Fort	0,1	1,0	10	0,2
TOTAL	5,8	100,0	5695	100,0

Illustration 63 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune d'Amnéville

Hagondange				
Aléa	Surface (km ²)	% de surface	Bâtiments	
			Nombre	%
Non évaluée	0,1	1,8	0	0,0
Nul	4,8	87,5	6376	94,7
Faible	0,3	5,1	199	3,0
Moyen	0,3	5,4	158	2,3
Fort	0,0	0,1	0	0,0
TOTAL	5,5	100,0	6733	100,0

Illustration 64 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune de Hagondange

Marange-Silvange				
Aléa	Surface (km ²)	% de surface	Bâtiments	
			Nombre	%
Non évaluée	0,1	0,5	0	0,0
Nul	4,6	30,4	1457	32,5
Faible	4,9	32,1	1663	37,1
Moyen	5,3	34,5	1360	30,3
Fort	0,4	2,4	8	0,2
TOTAL	15,2	100,0	4488	100,0

Illustration 65 : Statistiques des zones d'aléas cartographiées sur la commune de Marange-Silvange

L'étude de la répartition des bâtiments par niveau d'aléa met en évidence la présence d'un total de 18 bâtiments impactés par de l'aléa fort (Illustration 63 et Illustration 65). Dix d'entre eux sont localisés sur la commune d'Amnéville au niveau du lotissement de l'Orée du Bois. Ce secteur correspond à un talus de près de 30 mètres de haut, entre la route D112F et le cimetière, constitué de remblais grossier (crassier) et d'argiles et dont le pied a été déstabilisé (Illustration 66). Et les 8 autres sont situés sur la commune de Marange-Silvange sur le versant du Toarcien des côtes du Dogger à l'ouest de la commune (Illustration 67). Aucun bâti n'est concerné par de l'aléa fort sur la commune d'Hagondange.

La majeure partie des bâtiments de la commune d'Amnéville et Hagondange est concernée par de l'aléa faible (respectivement 96,7 % et 94,7 %). La majeure partie des bâtiments de Marange-Silvange est concernée par de l'aléa faible (environ 37 %), tandis que l'aléa nul et l'aléa moyen concerne un peu moins de deux tiers du nombre de bâtis total (respectivement 32,5 % et 30,3 %).

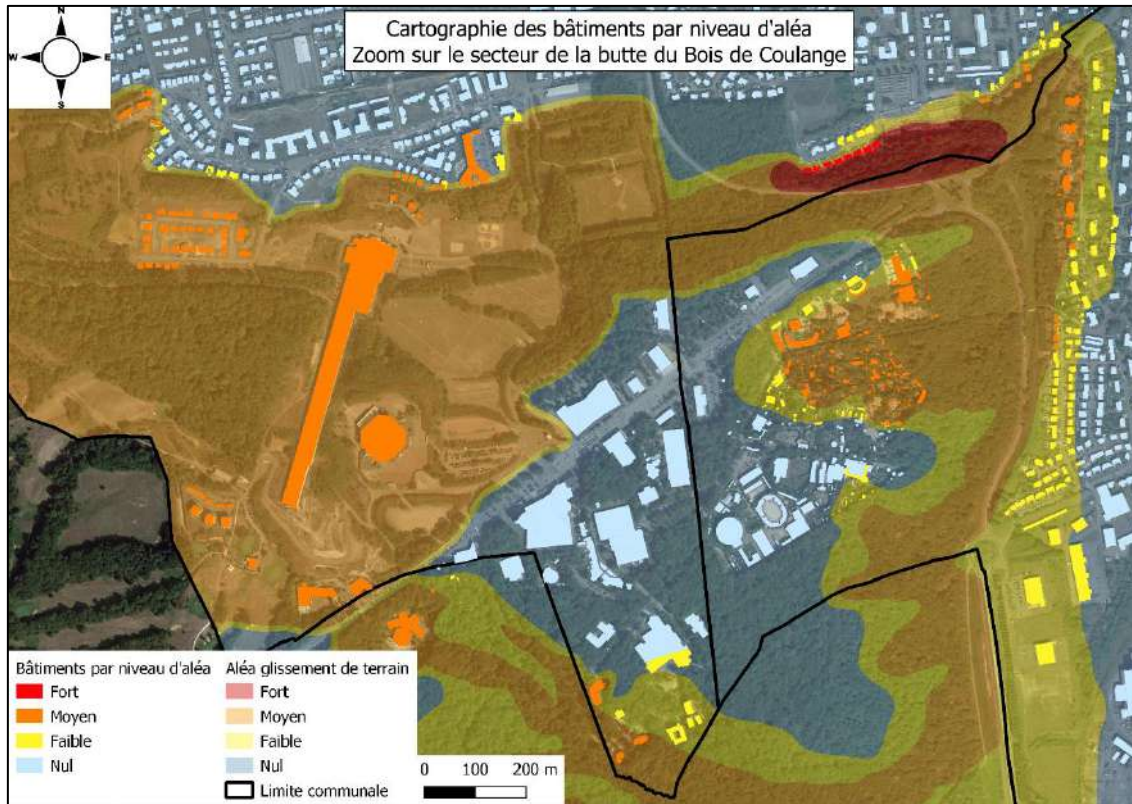


Illustration 66 : Cartographie des bâtiments par niveau d'aléa – Zoom sur le secteur de la butte du Bois de Coulange (sur photographies aériennes)

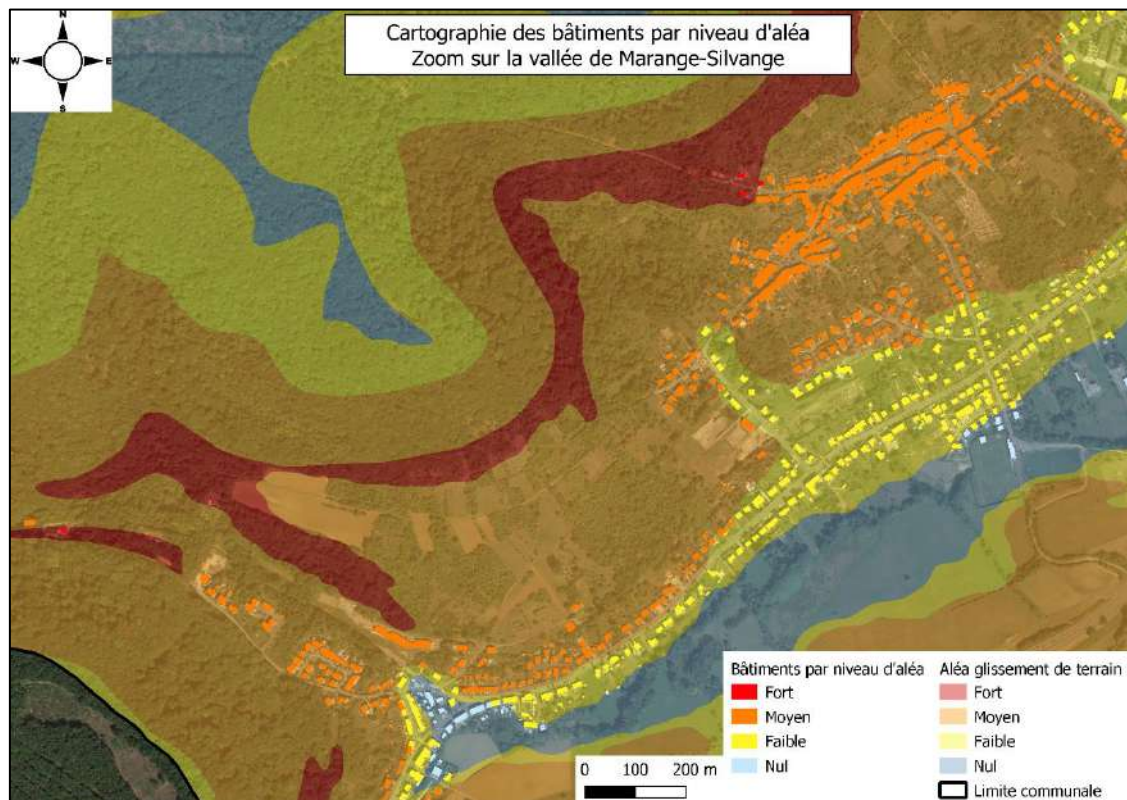


Illustration 67 : Cartographie des bâtiments par niveau d'aléa – Zoom sur le secteur de la vallée de Marange-Silvange (sur photographies aériennes)

5. Limites des cartes et illustrations et échelle de restitution

La présente étude qui a été menée en 2022 est le reflet des connaissances à cette date. La cartographie est basée sur l'analyse des sources documentaires alors disponibles (méthodologies, connaissances des mécanismes...) et sur l'exploitation des événements historiques connus. La prise en compte ultérieure de données non connues ou non disponibles en 2022 (investigations, phénomènes, archives, témoignages, seuils de déclenchements, etc.) peut conduire à une révision des critères d'analyse et de la carte associée.

Toutes les cartes produites dans ce rapport, ont été réalisées pour un rendu à l'échelle du 1/5 000^{ème}, et toute utilisation de ces cartes ou données cartographiques à une échelle plus fine est à proscrire. Les limites telles que tracées ou représentées sur les diverses illustrations sont valables pour une échelle cartographie à l'échelle du 1/5 000^{ème} et ont donc une incertitude de 5 m. Pour des soucis de clarté et de visibilité à l'échelle d'une page A4, certaines illustrations montrent des agrandissements des cartes qui ne correspondent en aucun cas à des documents de travail pouvant être utilisés pour définir des limites d'aléa, ces agrandissements sont présentés à titre illustratif et sont non contractuels.

Les incertitudes de positionnement ou de localisation des observations de terrains sont toutes inférieures à 5 m et sont donc comprises dans l'incertitude cartographique liée à l'échelle de rendu finale (1/5 000^{ème}).

La carte de l'aléa « glissement de terrain est livrée en version papier au format A0 (échelle 1/5 000^{ème}). La précision des limites de zones cartographiées à cette échelle est de 5 m auxquels il faut ajouter l'épaisseur du trait de report (1 mm pour 5 m).

6. Bibliographie

Besson L. (MIRNAT 38), **Durville J.L.** (LCPC), **Garry G.**, **Graszk E.** (DGUHC), **Hubert T.**, **Toulemont M.** (DPPR) (1999) – Guide méthodologique "Plans de prévention des risques naturels (PPR), risques mouvements de terrain".

Chaussidon C., Grua B., (1992) – Anciens bassin de décantation du crassier d'Amnéville – Etude géotechnique pour la mise ne place d'un remblai de recouvrement. R 34 956 LOR 4S 92.

Colin J-C. (1994) – Mairie d'Amnéville - Glissement affectant le cimetière communal – Analyse de stabilité et solutions de stabilisation. Rapport BRGM A 00010

Colin J-C. (1995) – Mairie d'Amnéville – Glissement du cimetière communal en janvier 1995. Rapport ANTEA - A 02347.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2018) – Diagnostic Géotechnique "Lotissement L'orée du Bois Glissements et Mouvements de terrains". Dossier M16-696.

Domej G., Bourdeau C., Lenti L., Martino S., Pluta K., (2020) – Shape and Dimension Estimations of Landslide Rupture Zones via Correlations of Characteristics Parameters. Geosciences 10,198.

FONDASOL (1990) – Rapport d'étude "Construction d'une salle de spectacles sur le crassier d'Amnéville". Rapport M90/012.

Grabenstaetter L. (2016) – Avis technique sur un glissement de terrain affectant le lotissement de l'Orée du Bois à Amnéville (57). Rapport d'expertise. Rapport BRGM/RP-66155-FR. 23 p., 16 ill., 1 ann.

Jaboyedoff M., Carrea D., Derron M.-H., Oppikofer T., Penna I.M., Rudaz, B. (2020) – A review of methods used to estimate initial landslide failure surface depths and volumes. Engineering Geology, 267, 105478.

Le Roux J., Bellowini J-P., Pironon B., Steiner P. (1983) – Notice explicative de la feuille de Briey à 1 :50 000.

Rabin M. (2019) – Avis sur un glissement de versant en amont de la rue de l'Orée du Bois à Amnéville (57). Rapport BRGM/RP- 69278-FR. 51 p.,19 ill., 7 ann.

Roger J. (2007) - Carte géologique harmonisée du département de Moselle. Rapport géologique. BRGM/RP-55492-FR, 105 p., 3 fig., 2 tableaux, 4pl. hors-texte.

Théobald N., Heintz E., Hillard F., Lemoine M. (1959) - Notice explicative de la feuille d'Uckange à 1 :50 000.

Annexe 1 : Liste des documents collectés lors des recherches bibliographiques

Liste des documents issus des archives du BRGM et consultés pour cette étude (1/4) :

ARTELIA (2020) – Projet d'extension du Snowhall d'Amnéville (57) Dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau. Rapport 4 63 3316.

ARTELIA (2020) – Projet de réaménagement du Snowhall d'Amnéville (57) Diagnostic complémentaire des sols au droit du projet de luge t du tubing . Note d'intervention 8514333.

Babot Y., Lebon P. (1988) – Etude des contraintes géotechniques en vue de la réhabilitation des friches industrielles de l'usine d'Hagondange (57). Rapport BRGM - 88 SGN 261 LOR

Benyahia A. (1989) – Etude et réalisation d'un forage à Amnéville. Rapport BRGM SGR/LOR n°89/80

Bonvallet J., RUCQUOI D. (1980) – Etude hydrogéotechnique du cimetière et de son environnement immédiat -commune d'Amnéville (57). Rapport 80 SGN 278 LOR.

BRGM (1963) – Alimentation en eau potable des usines d'Hagondange et de leurs zones d'habitation.

BRGM (1966) – Rapport géologique concernant le glissement de terrain au cimetière d'Amnéville (Moselle)

BRGM (1968) – Rapport géologique relatif au projet d'agrandissement du cimetière communal - ville d'Amnéville (Moselle).

BRGM (1972) – Etude géologique, Projet de forage aux grès du Trias inférieur - Complexe de loisirs - Parc de coulange. Rapport BRGM SGR/NES n°72-14

BRGM (1974) – Etablissement des périmètres de protection du captage qui alimente la ville - commune d'Hagondange (57). Rapport BRGM 138-1-32.

BRGM (1986) – Enquête hydrogéologique réglementaire - Extension du cimetière de Marange-Silvange (57). Rapport BRGM SGR/LOR n°86/62

Liste des documents issus des archives du BRGM et consultés pour cette étude (2/4) :

BRGM (2021) – Courrier d'août 2021 du BRGM à la DDT 57 au sujet de l'évolution des désordres sur les propriétés de la rue de l'orée du bois à Amnéville. N/Réf : NCY 21 L 124.

Chaussidon C., Grua B. (1992) – Etude géotechnique pour la mise en place d'un remblai de recouvrement - Anciens bassins de décantation du crassier d'Amnéville (57). Rapport BRGM - R 34 956 LOR 4S 92.

Chevalier J. (1990) – Possibilité d'infiltration des eaux pluviales du projet de lotissement du "Trou le Loup" à Amnéville (57). Rapport BRGM SGR/LOR n°90/78

Colin J-C. (1994) – Analyse de la stabilité du glissement affectant le cimetière communal d'Amnéville. Rapport ANTEA A 00010.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2007) – Compte-rendu géotechnique Mission Avant projet de lotissement, Amnéville (Moselle) Affaire n°M07-048.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2008) – Rapport d'étude géotechnique sondages et essais de sol, Amnéville (Moselle) Affaire n°M07-048B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2009) – Courrier de janvier 2009 de Compétence Géotechnique à la mairie d'Amnéville, au sujet de sondage complémentaire effectué sur la parcelle n°16 au lotissement de l'Orée du Bois. N/Réf : M09-01-022 SD, Dossier : M07-048 B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2018) – Diagnostic géotechnique- lotissement L'Orée du Bois Glissements et Mouvements de Terrains, Amnéville (57) Dossier n°M16-696.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2019) – Diagnostic géotechnique- lotissement L'Orée du Bois Glissements et Mouvements de Terrains, Amnéville (57) Dossier n°M16-696 V2.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2021) – Pose d'équipements inclinométriques - Lotissement L'Orée du Bois Glissements et Mouvements de Terrains, Amnéville (Moselle) Dossier n°M16-696-B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2021) – Courrier de septembre 2021 de Compétence Géotechnique à la mairie d'Amnéville - relevées des inclinomètres Lotissement L'orée du Bois. N/Réf : M21-09-160-CB. Dossier M16-696B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2021) – Courrier de septembre 2021 de Compétence Géotechnique à la mairie d'Amnéville - diagnostique géotechnique - Lotissement L'orée du Bois. N/Réf : M21-07-. Dossier M16-696B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2022) – Courrier d'avril 2022 de Compétence Géotechnique à la mairie d'Amnéville - relevées des inclinomètres Lotissement L'orée du Bois. N/Réf : M22-04-080-CB. Dossier M16-696B.

Liste des documents issus des archives du BRGM et consultés pour cette étude (3/4) :

ICR (2019) – Diagnostic Lotissement l'Orée du Bois 57360 Amnéville.

Finet L. (2019) – Rapport d'expertise à monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg - n°2 rue de l'Orée du Bois

Finet L. (2019) – Rapport d'expertise à monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg - n°4 rue de l'Orée du Bois

Finet L. (2019) – Rapport d'expertise à monsieur le Président du Tribunal Administratif de Strasbourg - n°6 rue de l'Orée du Bois

FONDASOL (1971) – Rapport d'étude sondages et essais de sol ville d'amnéville - construction de batiments H.L.M. Lieu-dit "Trou Montauban". Rapport n°M.141/72.

FONDASOL (1972) – Rapport d'étude sondages et essais de sol ville d'amnéville - zone de loisirs. Rapport n°M.141/72.

FONDASOL (1973) – Rapport d'étude de sols et de fondations - construction des CES 600 - ville d'Amnéville. Dossier M.216/73.

Gallani F. Géomètre-Expert (2021) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Plan de situation des points d'auscultation - Coordonnées des points d'auscultation : Etat 0 - Etat 1. Dossier n°21-184

Gallani F. Géomètre-Expert (2021) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Comparaison de points : Etat 0 - Etat 1.

Gallani F. Géomètre-Expert (2021) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Comparaison de points : Etat 0 - Etat 2.

Gallani F. Géomètre-Expert (2022) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Plan de situation des points d'auscultation - Coordonnées des points d'auscultation : Etat 0 - Etat 3. Dossier n°21-184

Gallani F. Géomètre-Expert (2022) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Comparaison de points : Etat 0 - Etat 3.

Gallani F. Géomètre-Expert (2022) – Affaire Auscultation Talus Amnéville - Comparaison de points : Etat 0 - Etat 4.

Grabestaetter L. (2016) – Avis technique sur un glissement de terrain affectant le lotissement de l'Orée du Bois à Amnéville (57). Rapport d'expertise. Rapport BRGM/RP-66155-FR. 23 p., 16 ill., 1 ann.

Liste des documents issus des archives du BRGM et consultés pour cette étude (4/4) :

Guillaume L. (1927) – Examen hydrogéologique - Projet d'alimentation en eau potable de la commune de Hagondange (Moselle)

Guillaume L. (1933) – Examen hydrogéologique - Projet d'alimentation en eau potable des communes d'Amnéville et Montois-Lamontagne (Moselle).

Guillaume L. (1951) – Ville de Hagondange. Projet d'extension de la station élévatoire. Rapport BRGM A0431.

Guillaume M. (1954) – Alimentation en eau potable de la ville d'Hagondange (Moselle). Création d'une galerie captante dans les alluvions de la Moselle. Rapport préliminaire - travaux de reconnaissance. Rapport BRGM A0642.

Le Roux J., Bellorini J-P., Pironon B., Steiner P. (1983) – Notice explicative de la feuille de Briey à 1/50 000.

Maiaux Cl. (1979) – Compte-rendu de surveillance hydrogéologique d'un forage profond aux Grès du Trias inférieur - Centre de Loisirs Bois de Coulange. Rapport BRGM 79 SGN 292 LOR.

Maiaux Cl. (1979) – Station thermale d'Amnéville (Moselle) - Protection de la source Saint Nicolas périmètre sanitaire d'émergence. Rapport BRGM R-33334-LOR-4S-91.

Mussey J., Puyoo S. (1989) – Alimentation en eau du Parc de loisirs et faisabilité d'un étang - Rapport n°1 d'avancement des travaux. Rapport SGR/LOR n°89/3

Rabin M., (2019) – Avis sur un glissement de versant en amont de la rue de l'Orée du Bois à Amnéville (57). Rapport BRGM/RP- 69278-FR. 51 p., 19 ill., 7 ann.

Roger J. (2007) – Carte géologique harmonisée du département de Moselle. Rapport géologique. BRGM/RP-55492-FR, 105 p., 3 fig., 2 tableaux, 4pl. hors-texte.

Schmitt D. (2019) – Rapport d'auscultation Géometre Expert - Lévée initial (opération n°0) du 04/06/2019 opération n°1 du 01/07/2019. Dossier : 5492.

SIEGVO (2021) – Courrier de septembre 2021 de SIEGVO à la mairie d'Amnéville au sujet de

Théobald N., Heintz E., Hillard F., Lemoine M. (1959) – Notice explicative de la feuille d'Uckange à 1/50 000.

Liste des documents fournis par les mairies et consultés pour cette étude (1/2) :

Colin J-C. (1995) – Glissement du cimetière communal d'Amnéville en janvier 1995. Rapport de visite du 13/02/1995. Rapport ANTEA A 02347, 7 pages.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2003) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol - Construction d'une piste de ski Indoor, Amnéville (Moselle). Affaire n°M03-353.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2003) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol - Construction d'une piste de ski Indoor, Amnéville (Moselle) - Rapport complémentaire n°1. Affaire n°M03-353.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2004) – Etude geotechnique d'execution - Construction d'une piste de ski Indoor, Amnéville (Moselle). Affaire n°M04-012.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2006) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol, Gymnase - COSEC Rue des pêcheurs Hagondange (Moselle). Affaire n°M06-034.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2008) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol, Lotissement "l'Orée du Bois", Amnéville (Moselle). Affaire n°M07-048B.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2008) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol, "Le Galaxie" Construction d'une cage d'Ascenseur, Amnéville (Moselle). Affaire n°M08-296.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2011) – Rapport d'étude geotechnique sondages et essais de sol, Extension de la salle des fêtes Hagondange (Moselle). Affaire n°M11-399.

Liste des documents fournis par les mairies et consultés pour cette étude (2/2) :

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2014) – Rapport d'étude géotechnique sondages et essais de sol, Galaxie Dimensionnement de micropieux, Amnéville (Moselle). Affaire n°M14-280.

COMPETENCE GEOTECHNIQUE (2021) – Rapport géotechnique Rue de la Fontaine, rénovation de l'école Paul Verlaine, Création d'un ascenseur - Hagondange (Moselle). Affaire n°M21-737.

FONDASOL (1992) – Rapport d'étude sondages et essais de sol -mairie d'Amnéville, Construction d'une Salle de Spectacles sur le crassier d'Amnéville. Rapport M.90/012.

FONDASOL (1992) – Rapport d'étude sondages et essais de sol - ville d'Amnéville construction d'un hotel dans le parc de Coulange. Rapport M.92/153 et plan annexé.

FONDASOL (1994) – Rapport d'étude sondages et essais de sol - Centre thermal d'Amnéville construction d'un centre de remise en forme. Rapport M.94.315 et plan annexé.

FONDASOL (2000) – Rapport d'étude de sol - Construction du Thermapolis 2 au Centre thermal et touristique à Amnéville. Rapport M00.015 et plan annexé.

FONDASOL (2002) – Courrier de mai 2002 de Fondasol à la mairie d'Amnéville - Etude géotechnique complémentaire - projet thermapolis 2. Affaire n° M02099 et plan annexé.

FONDASOL (2003) – Etude géotechnique Glissement de terrain au cimetière d'Amnéville. Affaire n° M02-060.

FONDASOL (2021) – Rapport étude géotechnique G1+G2 phase AVP - extension d'une crèche Hagondange. Rapport n°PR.57GT.21.0204-001.

SIMECSOL (1989) – Reconnaissance de sols - Centre thermal et de loisirs salle de spectacles Amnéville. Affaire 72 89 649

TERRAFOR (2015) – Rapport géotechnique - étude de faisabilité géotechnique G2-AVP Extension arrière de l'école de musique existante hagondange. Affaire : 55 / 2015.

Annexe 2 : Analyse de la BDMVT et localisation des mouvements retenus

Une analyse statistique a été menée sur l'ensemble des glissements de terrain inventoriés dans la région Grand Est. Les événements inventoriés ont été repris de la base de données MVT gérée par le BRGM. Les données de la BD MVT sont enregistrées par de nombreux opérateurs différents au fil de l'eau, c'est-à-dire à l'issue de chaque étude ou expertise, par la personne en charge de l'étude ou par une personne tierce, en différé ou non. Certains phénomènes sont également renseignés sur la base de témoignage ou de bribes d'informations d'archives, ne permettant pas toujours d'obtenir une description ou une localisation précise. Cette hétérogénéité d'opérateur et de mode d'enregistrement entraîne une très forte hétérogénéité du niveau d'information renseigné par événement.

Dans le Grand Est, sur 1949 glissements de terrain répertoriés, seuls 325 ont une valeur de pente renseignée sans qu'aucune information ne soit mentionnée sur la source de cette information. Il n'est ainsi pas possible de savoir s'il s'agit de la pente moyenne du versant avant glissement ou de la pente la plus forte au sein du glissement par exemple. Il n'est donc pas possible de les comparer entre elles.

La nature géologique du terrain affecté par le mouvement est renseignée pour moins de la moitié des événements inventoriés (948 événements sur 1949). Cette information est cohérente avec la nature des terrains décrite sur la carte géologique au 1/50 000^{ème} dans la majorité des cas (666/948).

Des informations concernant la précision de localisation des glissements sont également renseignées. Pour un certain nombre de cas (285 / 1949), la précision de localisation est communale ou kilométrique et les autres informations ne permettent pas d'affilier une description lithologique, pour 187 cas, à l'événement.

Un travail de vérification de localisation et d'appartenance géologique a été réalisé sur les événements du Grand Est afin de classer le plus de glissements possibles en fonction de l'étage géologique concerné.

En conservant tous les glissements pour lesquels la nature géologique des terrains affectés était renseignée ou déductible de la carte géologique au 1/50 000^{ème}, 1044 événements ont pu être conservés après vérification pour l'analyse statistique sur la région Grand Est.

Le détail du travail de vérification est présenté dans les points développés ci-après.

Vérification de l'étage géologique affecté pour les 948 phénomènes possédant cette information.

Les informations relatives à la lithologie des 948 événements pour lesquels elles sont présentes, peuvent être de deux origines :

- 1) issue de l'observation et de la description des terrains affectés par le glissement par l'expert ayant renseigné la base de données ;
- 2) issue d'une estimation a posteriori, par un autre opérateur.

Dans le second cas, le niveau d'information est très hétérogène, ne renseignant parfois que l'étage, voire l'ère, géologique auquel les terrains pourraient appartenir, ou correspondant à la copie de la description issue de la carte géologique harmonisée au 1/50 000^{ème}. L'origine et l'exactitude de l'information ne sont alors pas renseignées et ne peuvent être déduite.

La nature géologique a donc été déduite, lorsque possible, de la carte géologique au 1/50 000^{ème}, ou de la description présente dans la base de données, après vérification de la cohérence entre leur localisation, les descriptions des cartes géologiques (imprimées et harmonisées) et les autres informations renseignées dans la base de données.

Cette vérification a permis de relocaliser un certain nombre d'évènements plus précisément.

723 (sur 948) évènements ont ainsi pu être conservés, les 225 autres ne présentant pas d'informations dans la base de données permettant d'identifier la nature des terrains géologiques concernés.

Détermination de l'étage géologique affecté pour les 1001 données ne possédant pas l'information :

Sur les 1001 données restantes, les 489 événements présentant une précision de localisation hectométrique ou supérieure et sans informations sur la nature des terrains affectés ont été retirés de la suite de l'analyse.

La nature lithologique des terrains affectés par les 512 glissements restant, possédant donc une précision de localisation métrique à décamétrique, a été déduite des cartes géologiques au 1/50 000^{ème}. La précision de ces cartes a également été prise en compte et seuls les événements localisés à plus de 50 m d'une limite géologique cartographiée au 1/50 000^{ème} ont été conservés. Ce dernier traitement a amené à retirer 191 enregistrements supplémentaires, portant à 321 le nombre de phénomènes pour lesquels, la nature géologique a pu être déduite de la carte géologique au 1/50 000^{ème}.

Classification des mouvements par ensembles géologiques sur les côtes du Dogger en Grand Est :

Une base de données de 1044 évènements, renseignant, pour chaque, évènement, la nature lithologique du terrain affecté a pu ainsi être obtenue sur l'ensemble du territoire du Grand Est.

Parmi ces 1044 évènements, la nature des formations superficielles participant à un glissement a pu être identifié pour 1000 d'entre eux et 743 sont localisés dans les terrains formant les revers de cuestas des côtes du Dogger.

Une densité de mouvements par ensemble géologique a ainsi pu être calculée et utilisée pour hiérarchiser ces ensembles au regard de leur sensibilité au glissement de terrain.

Afin de pouvoir comparer les mouvements à l'échelle régionale, notamment pour les rapporter à un ensemble géologique de superficie connue à cette échelle, deux hypothèses de départ fortes ont dû être établies :

- Homogénéité lithologique des ensembles géologiques issus de la cartographie harmonisée :

La carte harmonisée rassemble les terrains en fonction de l'étage géologique auquel ils appartiennent (i.e. l'âge de dépôt). Cependant, à une même période géologique, différents types de dépôts peuvent avoir lieu en fonction du secteur. Ainsi, les sédiments accumulés pendant la période de l'Aalénien par exemple, sont principalement calcaires à l'échelle régionale mais sont localement uniquement composés de marnes. Ces variations, appelées variations latérales de faciès, impliquent un comportement différent face au glissement de terrain mais n'ont pas pu être pris en compte à l'échelle régionale. Ces variations concernent des surfaces relativement réduites à l'échelle régionale mais d'une importance déterminante à l'échelle communale.

- Principe d'implication systématique du substrat :

Les formations superficielles ne sont pas cartographiées de manière homogène à l'échelle régionale, il n'est donc pas possible d'en connaître leur superficie et, donc, d'en déduire un nombre de mouvement associé. De plus leur incidence sur l'aléa glissement de terrain dépend fortement de leur épaisseur, très variable spatialement, et non connue la plupart du temps. Pour ces raisons, tout glissement renseigné dans la BD MVT a été rattaché au substrat géologique.

Ces hypothèses de départ amènent à des approximations qui ne permettent pas d'établir des limites de prédisposition de façon absolue, ni d'identifier des classes de pentes plus propices au déclenchement de glissement de terrain. Elles permettent néanmoins de comparer les densités de mouvements par ensembles géologiques et obtenir une hiérarchisation de leur sensibilité au glissement de terrain.

Annexe 3 : Tableaux de synthèse des données issues de forages sélectionnés

Un certain nombre de forages a été sélectionné pour la précision et la qualité des informations qu'ils fournissent sur le secteur d'étude.

Les tableaux ci-après synthétisent les données BSS utilisées pour estimer les épaisseurs de formations meubles en surface.

Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

Identifiant (BSS ou n° de rapport)	Sources	Communes	Formation supérieure	Substrat	Lithologie formation supérieure	Epaisseur mobilisable (m)
BSS000KPXW	BSS	Amnéville	1m PRE/CALCAIRE/ARGILE, JAUNE : Caillasse et argile jaune	3m calcaire oolithique jaune à pâte fine parfois coquiller et dur	Calcaires altérés et argiles	1
BSS000KRFK	BSS	Marange-Silvange	1,15m Terre végétale, limon et caillasses sablo-argileux ; 2,15m éboulis limon argilo-sableux jaune, rare calcaire ferrugineux	2,70m argilo-sableux gris vert ; 3,4m argile grise schisteuse fossilifère ; 5,6m marne gris noir schisteuse compacte fossilifère ; 3,4,6m marne gris noir schisteux (schistes cartons) ; 0,20m Grès argileux gris dur ; 5,65m marne gris fossilifère, grès argileux gris	Limons argilo-sableux	9,4
BSS000KRGS	BSS	Marange-Silvange	0,25m Terre végétale et galets siliceux ; 0,25m gravier siliceux (argileux) ; 0,30m argiles très plastiques et galets rares		Alluvions	5,95
BSS000KRGT	BSS	Semécourt	0,2m Terre ; 0,2m sable argileux brun ; 1,3m mélange grave argileuse et lentille d'argille	1,7m marne altéré vert gris et marne schisteuse micacé altere brun ; 1,6m marne gris vert silteux ; 0,2m calcaire compact gris bleu ; 12,3m marne gris bleu silteux micacé fossif ; 3,5m marne ; 0,2m calcaire lithographique pyriteux ; 3,3m alt. marne calcaire	Alluvions	3,4
BSS000KQWZ	BSS	Talange	0,3m Terre végétale avec remblais argileux ; 2m argile bariolée marron-gris ; 4,6m sable argileux marron avec graviers	3,6m marne grise	Argiles, Alluvions	6,9
BSS000KQXH	BSS	Talange	0,5m Remblais sablo-argileux marron ; 0,1m ancienne dalle béton ; 6,2m argile ocre marron ; 1,2m sable ocre saturé en eau	1m marne beige plastique	Alluvions	8
BSS002PUNB	BSS	Hagondange	1m sables et limons ; 4m argile limoneuse brun ocre ; 2m sables brun beige à matrice limoneuse ; 5m sables et graviers limoneux bruns à noirs		Limons, Alluvions	12
BSS002PUMZ	BSS	Hagondange	1m Remblais divers dont sables et limons ; 7m argile limoneuse brun ocre ; 2,5m sables et graviers argileux	1,5m marnes grises	Remblai, alluvions anciennes	10,5
BSS002PUNA	BSS	Hagondange	2m sables et limons ; 3m argile limoneuse brun ocre ; 5m sables et graviers argileux brun ocre	2m marnes grises	Alluvions anciennes	10
BSS002PUMY	BSS	Hagondange	1m Remblais divers dont sables et limons ; 3m argile limoneuse brun ocre ; 6m sables et graviers	2m marnes grises	Remblais, Alluvions	10
BSS002PUNG	BSS	Hagondange	1m Remblais graveleux ; 0,6m argile beige/ocre humide ; 4,4m argile grise humide ; 2,6m Sables argileux ocre-saturés en eau puis sables rosés non argileux		Remblais, Alluvions (argiles)	8,6
BSS000KQVQ	BSS	Hagondange	0,4m Crasse compacte ; 0,6m Limon verdâtre ; 5,2m Limon argileux sableux brun jaune ; 2,4m Limon verdâtre avec quelques graviers ; 3,4m sable + graviers		Remblais, limons, alluvions	12
BSS000KQXF	BSS	Hagondange	0,4m remblais de crasse ; 1,3m remblais d'argile et de crasse ; 1,5m remblais argileux marron beige ; 4,3m argile bariolée ; 0,5m sable argileux marron	2m marne grise	Remblais (crassier), alluvions	8
BSS000KQXM	BSS	Hagondange	0,7m Remblais caillouteux, 4,5m argile sableuse beige ; 2,9m sable argileux grisâtre ; 2,1m sable et gravier	0,6m marne grise	Remblais, alluvions	10,2
BSS000KQXL	BSS	Hagondange	0,8m Remblais caillouteux ; 4,6m argile sableuse beige ; 3,3m sable argileux grisâtre ; 1,8m Sable et gravier	0,3m marnes grises	Remblais, alluvions	10,5

Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

Identifiant (BSS ou n° de rapport)	Sources	Communes	Formation supérieure	Substrat	Lithologie formation supérieure	Epaisseur mobilisable (m)
BSS000KQVV	BSS	Hagondange	1,5m Remblais divers, limon et blocs ; 1,5m limon sableux ; 2m sable et graviers ; 1m sable + gros graviers ; 2,5m sable gris avec quelques graviers	1,5m marne	Remblais, alluvions	8,5
BSS000KQRL	BSS	Amnéville	6m Terrasse d'alluvions andennes : sable et graviers dans une matrice de plus en plus argileuse (argile altérée jaunâtre)	140m ROC/Argile, gris bleu / Marne, gris bleu / Calcaire en nodule	Alluvions andennes	6
BSS000KQSZ	BSS	Amnéville	1,8m Remblai (laitier principalement) ; 3,2m Limon argilo-sableux et micacé ; 7m dépôts anthropiques (sable siliceux beige et sable siliceux plus grossier avec des éléments noirs : dépôts de l'ancien crassier)	107m marne à Amaltheus (marne feuilletés gris foncé à passées plus ou moins sableuses, micacées avec des ovoïdes calcaires)	Remblai, crassier	12
BSS000KQJC	BSS	Hagondange	0,3m Terre végétale, limon brun ; 0,5m limon argileux sableux roux ; 1m sable argileux roux ; 0,9m mél. sable, gravier brun ; 1,3m mélange sable, gravier argileux bigarré	0,2m argile limoneuse brune ; 0,8m argile marneuse à marne argileuse gris bleue ; 6m marne gris-beue	Limons, alluvions	5
BSS000KQVC	BSS	Amnéville	1,6m laitier ; 0,9m scories ; 0,5m argiles ; 3,3m alluvions	0,7m marnes grises	Crassier, alluvions	6,3
BSS000KQVB	BSS	Amnéville	1,5m laitier ; 0,5m scories ; 0,7m argiles ; 3,3m alluvions	1m marnes grises	Crassier, alluvions	6
BSS000KQHZ	BSS	Amnéville	0,4m Terre, limon brun ; 0,4m alluvions : gravier calcaire argileux ; 2,6m alluv. : gravier, calcaire ; 2,2m alluvions : mélange gravier, calcaire, sable argileux	0,2m marne bleu altéré ; 1,4m marne bleu compact	Limons, alluvions	5
BSS000KQUW	BSS	Amnéville	0,7m Remblais ; 2,3m alluvions sableuses ; 3,1m alluvions	0,4m marne bleue	Remblais, alluvions	6,1
BSS000KQUJ	BSS	Amnéville	1,6m Remblai graveleux induré du crassier ; 0,8m remblai graveleux du crassier ; 4,1m remblai induré graveleux du crassier ; 5m alluvions : grave sableuse belge	1,5m marne gris bleu	Remblais, crassier	11,5
BSS000KQRY	BSS	Amnéville	0,6m Terre végétale ; 2m sable brun fin plus ou moins argileux débris coquilliers ; 1,4m sable jaune galets graviers calcaires, qq modules de marnes grise verte brune altérée remaniée petits graviers	0,35m marne grise plastique remaniée petits galets graviers ; 2,65m marne grise compacte plus ou moins fissurée verticalement ; 7,10m marne grise compacte, une ovoïde à 9,80m, fissures verticales	Alluvions	4,35
M16_696_S2	Bibliographie	Amnéville	0,2m limon brun à racines ; 1,2m limon brun à fragments divers (béton crasse, briques)	1,9m argile brun-jaune à br clr ; 1,2m argile brun-kaki +/- marneuse ; 4,5m argile marneuse kaki à br-verdatre ; 4,5m marne altérée grise ; 3m marne grise saine ; 5m marne très altérée à marne argileuse grise ; 3,5m marne grise saine	Limon, remblais	13,5
RR34956S1	Bibliographie	Amnéville	6,2m scories gris bleu peu consistant (remblais) ; 8m argile peu consistante ; 0,5m graviers ds matrice argileuse, peu consistante	1,8m marne gris-bleu consistante	Crassier, alluvions	14,7
RR34956S2	Bibliographie	Amnéville	8,1m scories gris bleu peu consistant (remblais) ; 2m argile gris - beige à verdâtre peu consistante	1,1m marne gris - bleu altérée	Crassier, argiles	11,2
RR34956S3	Bibliographie	Amnéville	5,6m scories gris bleu peu consistant (remblais) ; 1,3m blocs dans matrice argileuse, peu consistant ; 1,9m argile beige à verdâtre peu consistante	1,2m marne gris-bleu altérée, peu consistante	Crassier, alluvions	10
M90_012_S1_S8	Bibliographie	Amnéville	10 à 15m de crassier		Crassier	15

Annexe 4 : Inventaire des glissements et indices de déstabilisation cartographiés sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

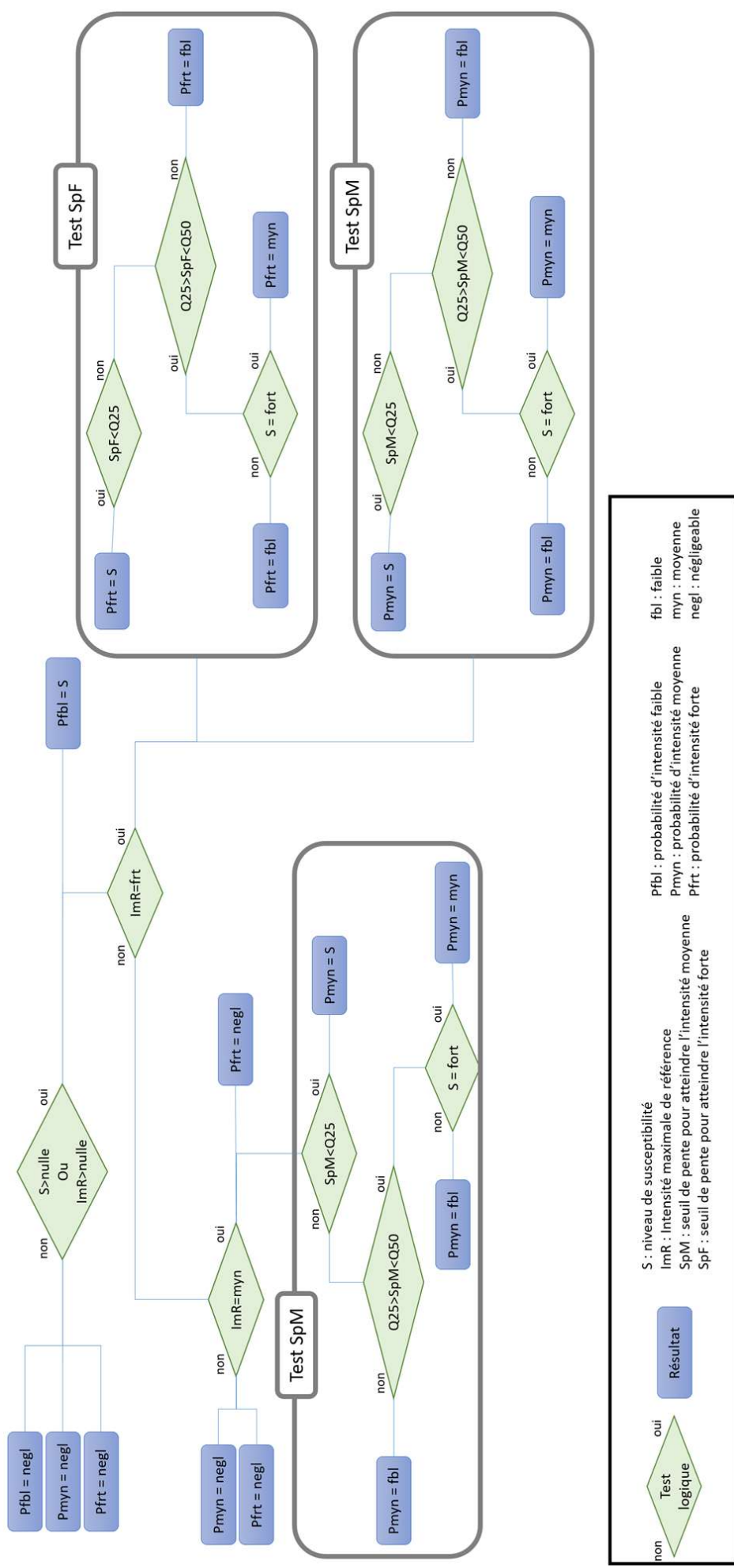
Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

n°	Commune	Type	Description	Mesure	Date	Source	Géomorphologie	Intensité connue
1	Amnéville	glissement ancien	Localisé dans l'angle sud-est du cimetière. 60m largeur, décrochement 1m. Origine naturelle : pluie	1m de rejet ; 60m de large	1994	BDMVT (id. 11501901)	VCRD	faible
2	Amnéville	glissement ancien	Localisé dans l'angle sud-ouest du cimetière. Longueur : 15m ; largeur : 3m ; profondeur de rupture estimée à 2m ; pente avant rupture : 13°	environ 2m de profondeur ; 3m de large ; 15m de long ; pente avant rupture 13°	1965	BDMVT (id. 11501903)	VCRD	faible
3	Amnéville	glissement complexe ou emboîté	Localisé en pied de versant de l'Orée du Bois. Pente avant rupture 8° L'ensemble du versant est destabilisé. En tête : niche d'arrachement d'environ 50m de large, avec 1m de rejet et décalage d'un muret. En milieu de versant, côté ouest : niche arrachement de 3-4 m large, de 1,20m haut et des indices de zone de creux à proximité. En pied de versant : bourellet en pied sur la terrasse et destruction d'un muret. Nombreux indices de destabilisation (arbres basculés ou couchés) au niveau d'un talus à la topographie chaotique constitué de terrain argilo-sableux sur des crassiers. Pente de 30°.	Pente avant rupture de 8°	2016 (actif)	Terrain	VCRD	fort
				1 à 1,20m de rejet ; environ 50m de large ; environ 55m de long				
4	Amnéville	glissement superficiel	Nombreux indices de destabilisation (arbres basculés ou couchés) au niveau d'un talus à la topographie chaotique constitué de terrain argilo-sableux sur des crassiers. Pente de 30°.	Pente de 30°		Terrain	VCR	moyen
5	Amnéville	glissement superficiel ancien	Potential trace d'un ancien départ de glissement d'environ 3m de large pour quelques dizaines de cm de profondeur et pour environ 3m de long au sein d'un talus argileux avec des pentes supérieures à 30°. Peu d'indices de destabilisation, quelques arbres penchés.	25cm de profondeur ; 3m de large ; 3m de long ; Pente >30°		Terrain	VCR	faible
				Pente 28°		Terrain	VRAHM	faible
7	Amnéville	indice indirect	Le versant présente des indices d'instabilité (arbres penchés). Pente 28°. Quelques arbres penchés vers l'aval. Pente 18°. Sol à matrice argileuse.	Pente 18°		Terrain	VCR	faible
8	Amnéville	glissement superficiel	Plusieurs niches d'arrachements sur 1 à 2-3m de large, environ 1m de long, 20-40cm de haut, affectant la tranche superficielle. Pente environ 35°	20-40cm de rejet ; 1-3m de large ; 1m de long ; Pente environ 35°		Terrain	VCR	faible
9	Amnéville	glissement superficiel	Glissement superficiel de 30 à 50 cm de prof pour 1 à 2 m de large sur 1m de long au sein d'un talus à la topographie hétérogène constitué de crassier et de remblais variés (bloc béton, sable).	30-50cm de profondeur ; 1-2m de large ; 1m de long		Terrain	TLCR	faible
10	Hagondange	glissement superficiel	Successions de petits glissements de moins d'un mètre carré pour une vingtaine de cm de profondeur, terrain argileux à galets et pente 30°.	environ 20cm de profondeur ; <1 m ² de surface ; Pente de 30°		Terrain	VDAM	faible
11	Hagondange	glissement superficiel	Niches arrachement superficiel en tête de talus. 30° de pente	Pente de 30°		Terrain	VDAM	faible
12	Hagondange	glissement superficiel	Niches d'arrachement superficiel de 20-39cm de rejet, au sein d'un talus d'alluvions argileuses à 28° de pente.	20-39cm de reje ; Pente de 28°		Terrain	VDAM	faible

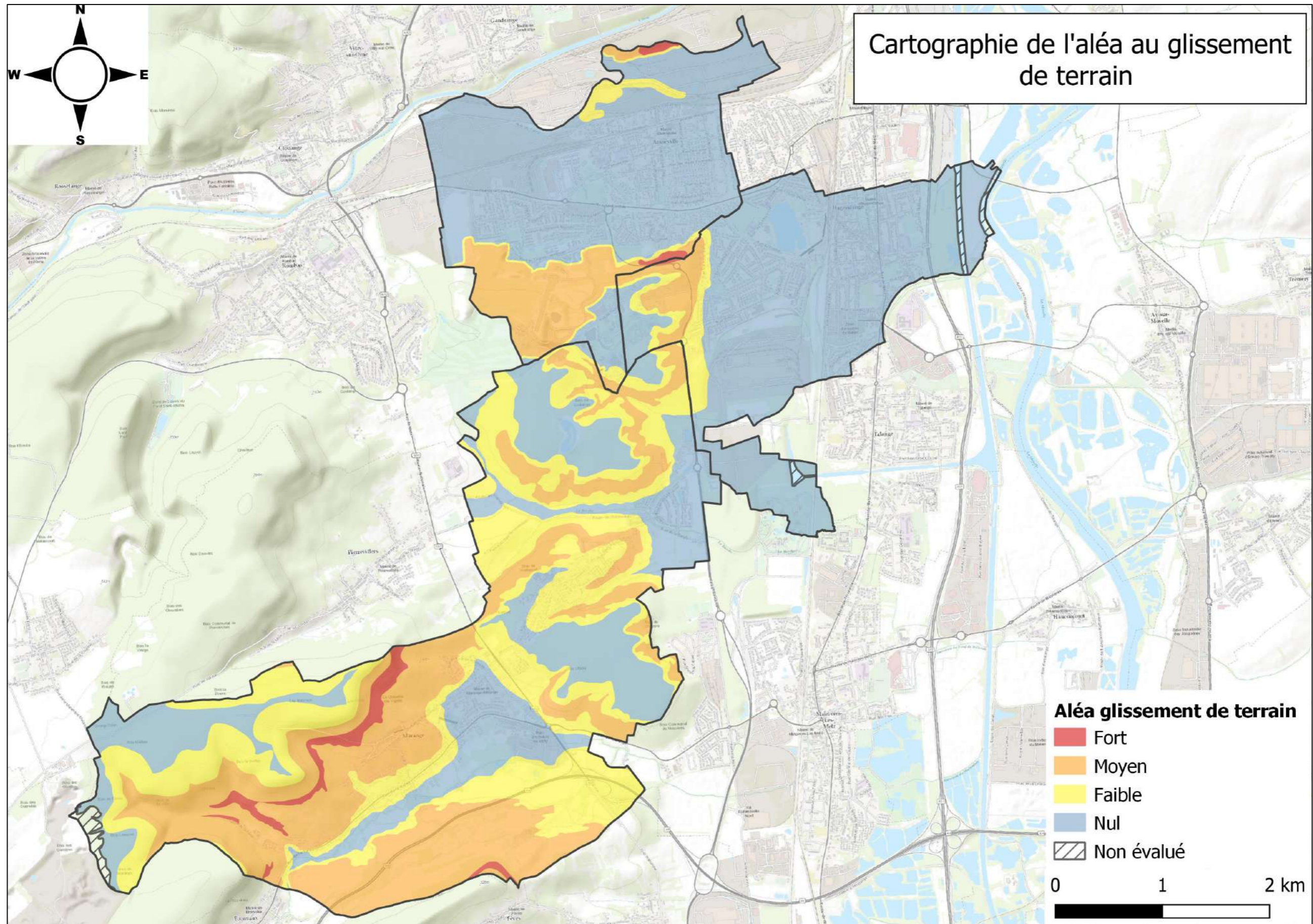
Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

n°	Commune	Type	Description	Mesure	Date	Source	Géomorphologie	Intensité connue
13	Marange-Silvange	glissement superficiel	Quelques traces de déstabilisation superficielles (niches d'arrachement) sur 2-3m de large, sur environ 30cm de haut affectant la tranche superficielle, au sein d'un talus qui semble remanié. Pente moyenne de 25°	30cm de profondeur ; 2-3m de large ; Pente moyenne de 25°		Terrain	VTDAM	faible
14	Marange-Silvange	glissement superficiel	Glissement dans un talus argileux, de 8,60m de large sur environ 7-8m de de long (bourrelet de pied déblayé pour le passage du chemin), 1m de rejet. Les arbres à proximités sont penchés ou pipés. Pente initiale d'environ 18°	1m de rejet ; 8,60m de large ; 7-8m de long ; Pente initiale de 18°		Terrain	VDASMF	faible
15	Marange-Silvange	glissement superficiel	Petits glissements de 4-5m de large, 3m de long et 50cm de rejet au sein d'un talus de moins de 2m de haut.	50cm de rejet ; 4-5m de large ; 3m de long		Terrain	VDASMF	faible
16	Marange-Silvange	glissement profond	Zone déstabilisée de 7,8m de long, 10-12m de large et 1,5m de rejet au sein d'un talus de 6-7m de haut et Talus routier de 26° de pente composé de terrain argileux à blocs calcaires. Présence d'un filet textile sur le talus et passage d'un cours d'eau en pied.	1,5m rejet ; 10-12m large ; 7,8m long ; Pente 26°		Terrain	VTDAM	faible
17	Marange-Silvange	glissement superficiel ancien	Traces d'un ancien glissement superficiel, recouvertes par une végétation importante, niveau d'escarpement en tête de talus de 50-60cm de haut, 25-30m de large pour 7-8m de long. Terrain de nature argileuse. Pente entre 10° et 17° environ. Passage d'un cours d'eau en pied du talus.	50-60m de haut ; 25-30m de large ; 7-8m de long ; Pente entre 10 et 17°		Terrain	VIASMF	faible
18	Marange-Silvange	glissement superficiel	Petit escarpement de 15cm de haut sur 5-6m de large, en pied de talus, 20 à 30 cm au dessus du niveau du cours d'eau passant au pied du talus.	15cm de rejet ; 5-6m de large		Terrain	VIASMF	faible
19	Marange-Silvange	glissement superficiel	En bordure du chemin, en tête du talus aval, 2 niches d'arrachements sur environ 40cm de haut, 1m de long et 1m de large. Terrain argileux avec en surface présence de qq blocs calcaire ou remblais de 10-15cm.	40cm de rejet ; 1m de large ; 1m de long		Terrain	VIASMF	faible
20	Hagondange	glissement de berge	Traces de déstabilisation visibles sur photographie aérienne au niveau d'un talus longé d'un cours d'eau. Rien de visible sur le terrain à cause de la végétation importante. Terrain en surface constitué d'argiles sableuses, sables et galets dans le ruisseau.			Terrain	FVAL	Négligeable

Annexe 5 : Logigramme décisionnel utilisé pour la construction des scénarios d'événements



Annexe 6 : Cartographie de l'aléa glissement de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Centre scientifique et technique

3, avenue Claude-Guillemin

BP 36009

45060 – Orléans Cedex 2 – France

Tél. : 02 38 64 34 34

Direction régionale Grand Est – Site de Nancy

1 rue Jean Zay

54500 Vandœuvre-lès-Nancy

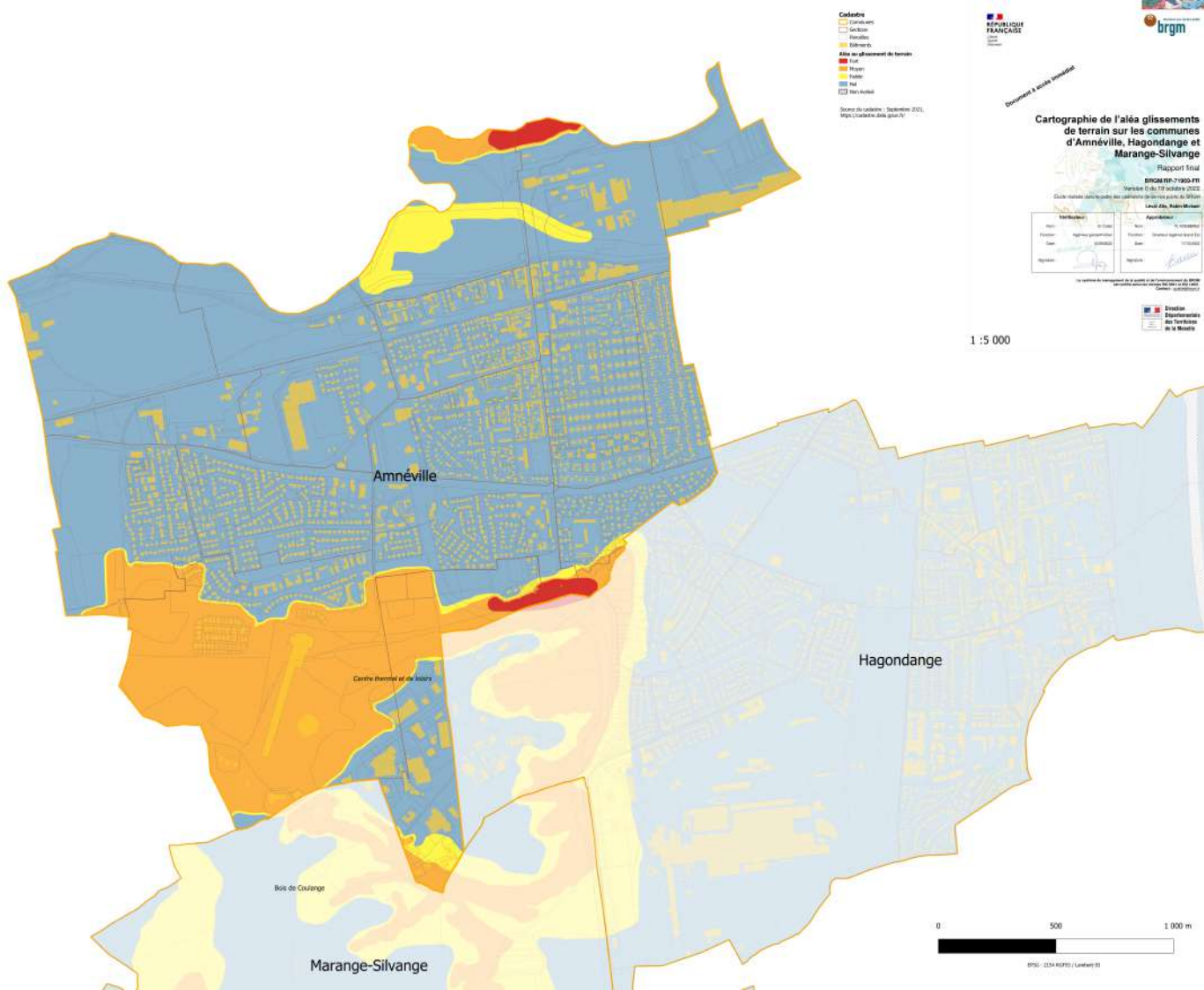
Tél. : 03 83 44 81 49

www.brgm.fr



Géosciences pour une Terre durable

brgm



Catastrophe
Foudre
Inondation
Neige
Glaces
Avalanches
Mouvements de terrain
Aléa de glissement de terrain
Foudre
Inondation
Neige
Non étudié

Source des données : Septembre 2021
MPS : cartographie.dde.mur.fr

Document à usage réglementaire

Cartographie de l'aléa glissements de terrain sur les communes d'Amnéville, Hagondange et Marange-Silvange

Rapport final
SIREN 691 21955-111
Version 0 du 17 octobre 2022
Cliquez ici pour accéder aux données de terrain au 1:50000
L'Unité de Recherche et de Développement

MUR (Municipalité)		Appréhension	
Nom	Amnéville	Nom	Amnéville
Prénoms	Hagondange	Prénoms	Direction départementale de l'équipement
Date	2022/10/17	Date	2022/10/17
Approuvé		Approuvé	

Le contenu de ce document est le fruit d'un processus de travail collectif et peut être soumis à des modifications sans préavis.

Direction Départementale de l'Équipement de la Moselle

1 : 5 000





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale
Grand Est

**Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa
de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme pour
la modification n°3 du Plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune d'Amnéville (57)**

n°MRAe 2024ACGE12

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 modifié portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 mars et 23 novembre 2021, du 28 novembre 2022 ainsi que du 19 juillet 2023, portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2023 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 20 juillet 2023 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande d'avis conforme réceptionnée le 19 décembre 2023 et déposée par la commune d'Amnéville (57), relative à la modification n°3 du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune, en application des articles R.104-33 deuxième alinéa à R.104-35 du code de l'urbanisme ;

Par délégation de la MRAe, son président a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture ;

Considérant que le projet de modification n°3 du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Amnéville (10 688 habitants, INSEE 2020) consiste à faire évoluer les pièces réglementaires suivantes :

- le règlement graphique :
 - suppression de l'emplacement réservé n°3 destiné à un cheminement piéton le long de la vie de chemin de fer, le projet étant abandonné ;
 - reclassement d'une zone urbaine UB, d'une superficie de 0,8 hectare (ha), située le long de la rue de Rombas et comportant un espace vert, en zone naturelle « loisirs » NI ;
 - reclassement d'une d'une zone à urbaniser 1AU située sur le secteur des Terres Blanches au sein de la zone urbaine UBb (pour la partie urbanisée, soit environ 0,6 ha) et de la zone naturelle « jardins » Nj (pour le fond de parcelle, sur une superficie de 0,3 ha, en transition avec l'espace agricole) ;
 - reclassement d'une partie de la zone à urbaniser à vocation d'activités 1AUX (0,1 ha), située à proximité de la rue du Maréchal Molitor, en zone UB à la suite d'un changement de destination de la construction existante (futurs logements) ;
 - mise en place d'une règle graphique imposant le maintien des clôtures existantes le long de la rue des Romains ;
- le règlement écrit :
 - actualisation des dispositions générales avec l'ajout du lotissement « les Terrasses de Malancourt » ;
 - suppression, dans les en-têtes de zones UA, UB, UC, 1AU, 1AUX et 1AUZ, de la référence au couloir de bruit en lien avec les voies ferroviaires, les tronçons ne faisant

- plus l'objet d'un classement sonore depuis l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 afférent ;
- ajout, dans les en-têtes de zones UB, UE, 1AU, 1AUL, 1AUZ et N, de la mention du fait que ces zones sont concernées par un aléa de mouvements de terrain (déterminées à la suite d'une étude du Bureau de recherches géologiques et minières -BRGM-) et qu'une étude géotechnique est obligatoire en secteur de sensibilité faible à moyenne ;
 - modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques :
 - en zone UB et 1AU : interdiction des annexes à l'avant de la façade principale ;
 - en zone UC : instauration d'un recul minimal de 5 mètres depuis l'alignement pour les annexes implantées en avant de la façade ;
 - modification des dispositions liées à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives :
 - en zone UB : instauration d'un recul minimal de 3 mètres pour les piscines ;
 - en secteur UBe : instauration d'un recul minimal de 3 mètres pour les abris de jardins ;
 - modification des dispositions liées à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété :
 - en zone UA, UC et 1AU : désormais non réglementée ;
 - en zone UB : suppression du recul minimal en zone UB ;
 - en secteur UBd : les extensions ou annexes, sauf exceptions citées, doivent obligatoirement être intégrées, accolées ou liaisonnées à la construction principale ;
 - modification des dispositions liées à l'emprise au sol des constructions :
 - en zone UA, UB, UC et 1AU : augmentation de 8 m² de l'emprise au sol autorisée pour les abris de jardin et locaux techniques ;
 - en zone UA : instauration d'une obligation relative à une emprise au sol maximale de 20 m² autorisée pour certains types de garages ;
 - en zone UB, UC et 1AU : nouvelle prescription relative à la limitation de l'emprise totale au sol des constructions à 50 % de la surface totale de la parcelle ;
 - modification des dispositions liées à l'aspect extérieur des constructions en zone UA, UB, UC, UX et 1AU, notamment pour les clôtures (cf. modification du règlement graphique en zone UA) ou la liste des éléments interdits (les bardages en toiles, les clôtures en fil barbelé...) ;
 - révision complète des obligations relatives à la création de places de stationnement au sein des zones UA, UB, UC et 1AU :
 - obligations dans ces zones (hormis en UAa où des dispositions différentes s'appliquent) de créer, par exemple, au minimum, 3 places de stationnement (dont au moins une close) pour les maisons individuelles et 2 places par logement pour les immeubles collectifs ;
 - obligations de prévoir également des places de stationnement visiteurs dans le cadre d'opérations groupées ;
 - création de la réglementation relative au nouveau secteur Naturel jardin Nj, dans lequel sont autorisés les abris de jardin et locaux techniques (maximum 20 m²) ainsi que les piscines (maximum 35 m²) ;
 - les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) : suppression de l'OAP relative au secteur des Terres Blanches III, à la suite de son urbanisation et reclassement en zone UBb ;
 - le document graphique annexe :
 - suppression des couloirs de bruits représentés (cf. point 2 relatif au règlement écrit) ;
 - intégrations des zones concernées par des mouvements de terrains (cf. point 3 relatif au règlement écrit) ;

- intégration du tracé des infrastructures liées au réseau de chaleur urbain en place sur la commune ;

Observant que :

- les reclassements des différentes zones urbaines et/ou à urbaniser autorisées par la présente modification permettent de mieux tenir compte de la destination des parcelles reclassées ;
- la plupart des modifications décrites ci-avant des différentes pièces du règlement permettent de s'adapter au contexte local en encadrant les possibilités de construction mais également de mieux informer les habitants (notamment par l'intégration des zones identifiées par des mouvements de terrains), sans incidences négatives sur l'environnement ;
- le nombre de places de stationnement obligatoire à créer a été fortement augmenté par la présente modification ;

Recommandant, en lien notamment avec la prescription visant à limiter l'emprise au sol totale des constructions à 50 % de la surface totale de la parcelle au sein des zones urbaines UB, UC et 1AU, et afin de préserver la biodiversité ordinaire, de réduire le nombre de places obligatoires et/ou de les conditionner au nombre de logements réalisés ou aux surfaces des logements ;

Recommandant également de créer des places pour le stationnement des vélos ;

AVIS CONFORME

Au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune d'Amnéville, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente demande d'avis :

- **la modification n°3 du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine** au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- **et il n'est pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale** par la personne publique responsable, la commune d'Amnéville ;
- l'Ae attire cependant l'attention de ladite commune sur **ses recommandations formulées ci-avant.**

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme la commune d'Amnéville rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public par voie électronique.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de la MRAe Grand Est.

Fait à Metz, le 1^{er} février 2024

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Monsieur Éric MUNIER
Monsieur le Maire
36 rue des Romains
57363 AMNEVILLE

Objet : 3^{ème} modification du PLU d'Amnéville et de
l'annexe de Malancourt-la-Montagne
Réf. dossier : 2024_PLU-05-DP
Contact : Delphine PARMENTELAT (03 72 60 61 33 /
dparmentelat@scotam.fr)

Metz, le 23/04/2024

Monsieur le Maire,

Le Syndicat mixte du SCoTAM a reçu, en date du 18 mars 2024, la notification du projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Amnéville et de l'annexe de Malancourt-la-Montagne.

Ce projet de modification porte sur des évolutions règlementaires (écrites et graphiques).

Le projet de modification respecte de manière globale les orientations et objectifs du SCoTAM.

En vue de l'amélioration qualitative du projet de modification, et en lien avec les recommandations émises en matière de mobilités par le Syndicat mixte dans son avis du 27/09/2016, le Syndicat mixte recommande de conserver l'emplacement réservé n°3 destiné au cheminement piéton afin de favoriser :

- **un bouclage « modes doux » inter-quartiers, voire pour de futures opérations d'aménagement donnant une place de choix aux modes actifs (marche, vélo, trottinette, roller, etc.),**
- **des liaisons rapides entre différents sites,**
- **l'usage de la marche et du vélo pour les déplacements quotidiens (école, commerces, loisirs, etc.).**

En complément, il est à noter que la notice explicative ne mentionne pas les modifications «avant/après» des dispositions liées à l'aspect extérieur des constructions en zone UX. De la même manière, le document en page 7 n'informe pas de la modification des dispositions sur les clôtures sur limites séparatives dans les zones UA-UB-UC et 1AU. Pour finir, les dispositions spécifiques à certains lotissements en zone UB à supprimer ne sont pas explicitées dans la notice.

Le Syndicat mixte rappelle, par ailleurs, que les fiches actions du Plan Paysages ainsi que les compétences des urbaniste et paysagiste du Syndicat mixte du SCoTAM peuvent être utilement mobilisées à titre gracieux par les collectivités et les porteurs de projets à des fins de conseils, préalablement aux procédures d'évolutions des documents d'urbanisme et à la conception de projets opérationnels.

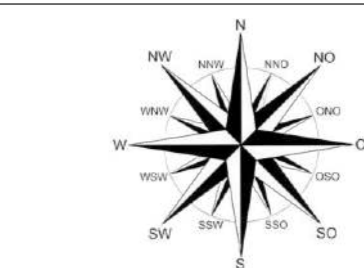
Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Henri HASSER
Président du Syndicat mixte du SCoTAM

Signé par : Henri HASSER

Date : 25/04/2024
Qualité : Président





PLAN LOCAL D'URBANISME

4.3. PLAN DE ZONAGE

Echelle 1/2000

DOCUMENT REALISE A TITRE INFORMATIF

mai 2024



Revision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvé par DCM en date du	09/03/2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par DCM en date du	04/04/2019
Modification n°1 approuvée par DCM en date du	17/12/2020
Modification n°2 approuvée par DCM en date du	17/12/2020
Mise à jour par arrêté municipal en date du	10/09/2021
Modification simplifiée n°2 approuvée par DCM en date du	28/10/2021

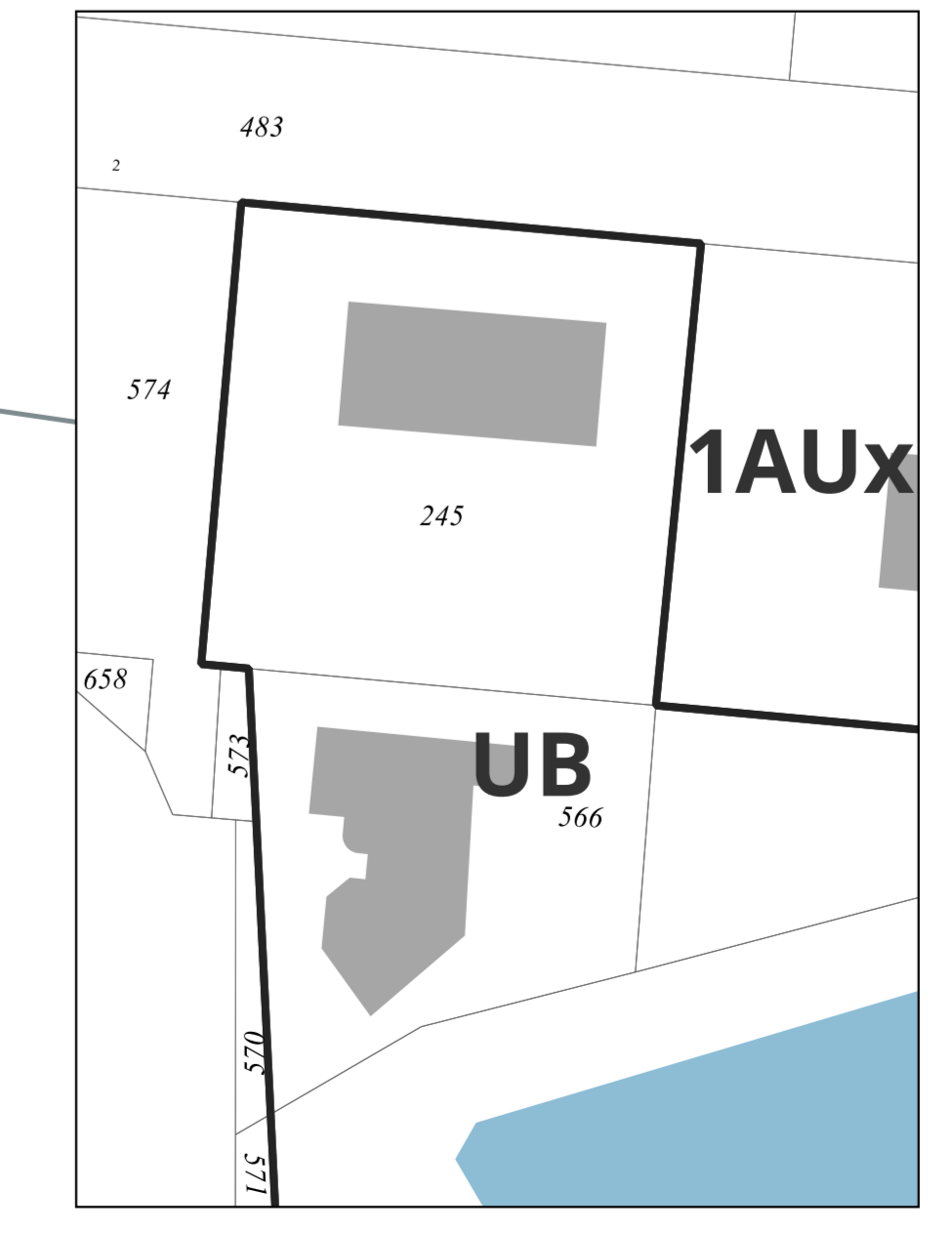
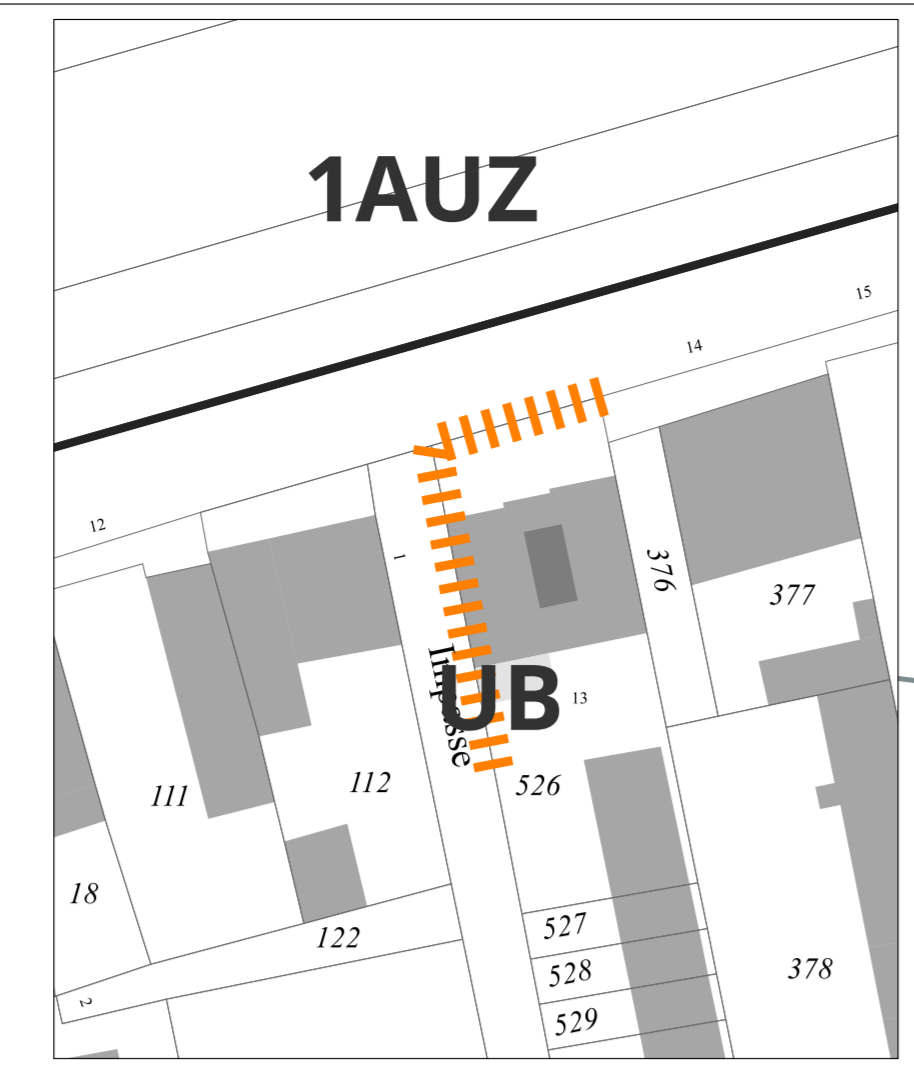
« Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés »

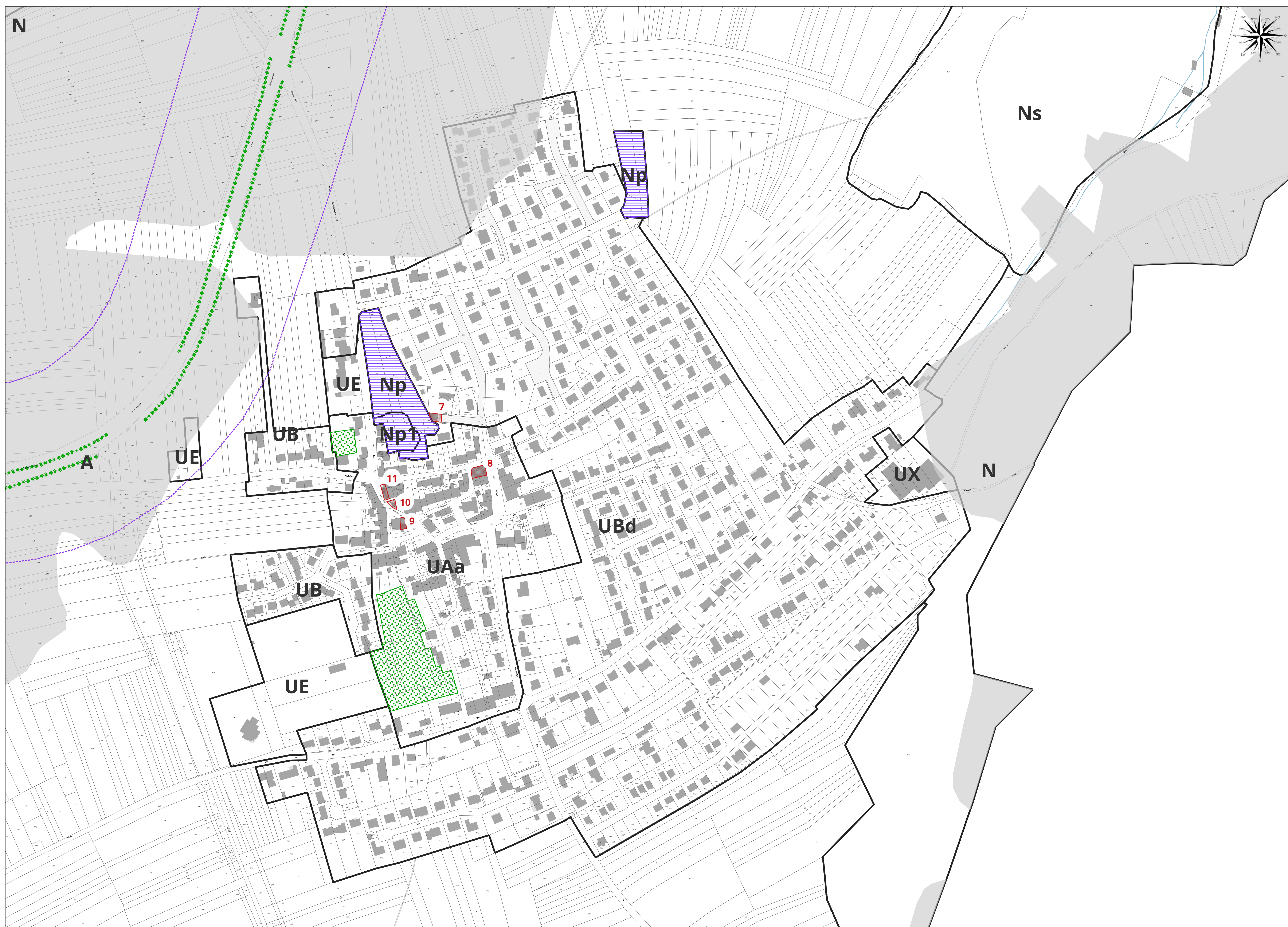
Légende :

- Découpage en zone avec indication du type de zone
- Emplacement réservé avec numéro de l'opération
- Marge de recul des constructions
- Implantation obligatoire des constructions à l'alignement
- Clôtures existantes à conserver
- Elément du paysage ou du patrimoine remarquable à préserver
- Périmètre de protection de 200 m autour des installations de SCORI EST
- Atlas des Zones Inondables - Crue centennale de l'Omme
- Limite communale

Liste des emplacements réservés :

N°	Destination	Superficie	Bénéficiaire
7	Accès au futur espace public	141 m²	Commune
8	Installation d'intérêt général	231 m²	Commune
9	Elargissement de la voirie	95 m²	Commune
10	Elargissement de la voirie	81 m²	Commune
11	Elargissement de la voirie	116 m²	Commune





Département de Moselle

**Commune d'AMNEVILLE
- MALANCOURT -**

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

4.3. PLAN DE ZONAGE

Echelle 1/2000

**DOCUMENT REALISE A TITRE
INFORMATIF**

mai 2024



Révision générale du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme approuvée par DCM en date du :	09/03/2017
Modification simplifiée n°1 approuvée par DCM en date du :	04/04/2019
Modification n°1 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Modification n°2 approuvée par DCM en date du :	17/12/2020
Mise à jour par arrêté municipal en date du :	10/09/2021
Modification simplifiée n°2 approuvée par DCM en date du :	28/10/2021

« Origine Cadastre © Droits de l'État réservés »

Légende :

- Découpage en zone avec indication du type de zone
- Emplacement réservé avec numéro de l'opération
- Marge de recul des constructions
- Elément du paysage ou du patrimoine remarquable à préserver
- Jardins cultivés à protéger
- Résidus gazeux
- Plan de Prévention des Risques Miniers

Liste des emplacements réservés :

N°	Destination	Superficie	Bénéficiaire
7	Accès au futur espace public	141 m²	Commune
8	Installation d'intérêt général	231 m²	Commune
9	Elargissement de la voirie	95 m²	Commune
10	Elargissement de la voirie	81 m²	Commune
11	Elargissement de la voirie	118 m²	Commune